

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)



■ Marc LACAZE

Le dénouement approche

■ **L'activité du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la IV^e Internationale
depuis la IX^e session du Bureau international**

■ Etienne LAURENT et Michel DAUBERNY

**L'or et la marche
à la dislocation du marché mondial**

■ Denis COLLIN

La grève générale d'août 1953

■ Jean-Jacques MARIE

L'opération Boukharine

■ Documents

Cuba : les textes de 1961-1962



Commission paritaire n° 51695

Numéro 590 - Février 1980

Février 1980 Prix 10 F

N°
590

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)

Numéro 590 - Février 1980

SOMMAIRE

- 2 — ■ Marc LACAZE
Le dénouement approche
- 23 — ■ L'activité du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la IV^e Internationale
depuis la IX^e session du Bureau international
-
- 45 — ■ Etienne LAURENT et Michel DAUBERNY
**L'or et la marche
à la dislocation du marché mondial**
-
- 73 — ■ Denis COLLIN
La grève générale d'août 1953
- 95 — ■ Jean-Jacques MARIE
L'opération Boukharine
- 109 — ■ Documents
Cuba : les textes de 1961-1962

*Le prochain numéro de « La Vérité », daté du mois
d'avril 1980, sera mis en vente fin mars 1980.*

Le dénouement approche

par Marc LACAZE

Après l'éclatement des scandales qui ont éclaboussé les sommets du régime et en premier lieu le président de la République, beaucoup de bruit a été fait dans la presse et à la radio, ces dernières semaines, sur les « péripéties » qui ont marqué l'« adoption » du budget 1980 à l'Assemblée nationale.

Il s'agit en effet d'un événement d'une extrême importance. Pourtant, si toutes les déclarations et tous les articles consacrés à ce sujet expriment — quelles qu'en soient les nuances — une même inquiétude, il faut admettre que tout ce bruit est en réalité loin de donner la portée véritable de ce qui est en cours.

Il faut le dire, le tintamarre fait autour de telle ou telle déclaration à la tribune de l'Assemblée nationale, l'importance complaisamment accordée aux répliques qu'elle a provoquées dans les couloirs du Palais-Bourbon n'ont d'autre but que de chercher à jeter un voile sur ce qui se joue réellement.

Ne pouvant cacher les déchirements qui s'opèrent entre les hommes au pouvoir, le parti est pris de faire de leurs empoignades dans l'hémicycle, restauré pour les besoins de la cause, le spectacle devant détourner l'attention des véritables questions posées par le développement de la crise politique.

Une certaine dramatisation des développements qui ont eu lieu autour de l'examen du budget à l'Assemblée nationale, par toute la presse, n'est pas, loin s'en faut, contradictoire avec en fait la recherche d'une banalisation d'événements qui ne sont précisément pas des péripéties.

L'inflation, dans la presse, de déclarations, de confessions et de petites

phrases sur la crise politique, la pratique constitutionnelle, cherche naturellement, en mettant en vedette les protagonistes apparents du drame qui se joue, à égarer l'attention et à la détourner de ce qui constitue la cause première de cette agitation fébrile, à savoir l'incompressible résistance des masses à la politique forcenée du gouvernement investi par les capitalistes pour leur assurer les conditions indispensables au maintien de leur domination.

LE TRAIT LE PLUS INCONTESTABLE DE LA REVOLUTION

Indiscutablement, le dénouement approche.

De quoi s'agit-il ?

Voilà la question qui mérite, en ce mois de janvier 1980, la réponse la plus précise.

« Le trait le plus incontestable de la révolution, c'est l'intervention directe des masses dans les événements historiques. D'ordinaire, l'Etat, monarchique ou démocratique, domine la nation ; l'histoire est faite par des spécialistes du métier : monarques, ministres, bureaucrates, parlementaires, journalistes. Mais, aux tournants décisifs, quand un vieux régime devient intolérable pour les masses, celles-ci brisent les palissades qui les séparent de l'arène politique, renversent leurs représentants traditionnels et, intervenant ainsi, créent une position de départ pour un nouveau régime. Qu'il en soit bien ou mal, aux moralistes d'en juger. Quant à nous, nous prenons les faits tels qu'ils se présentent, dans leur développement objectif. L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées.

Dans une société prise de révolution, les classes sont en lutte. Il est pourtant tout à fait évident que les transformations qui se produisent entre le début et la fin d'une révolution, dans les bases économiques de la société et dans le substratum social des classes, ne suffisent pas du tout à expliquer la marche de la révolution même, laquelle, en un bref laps de temps, jette à bas des institutions séculaires, en crée de nouvelles et les reverse encore. La dynamique des événements révolutionnaires est directement déterminée par de rapides, intensives et passionnées conversions psychologiques des classes constituées avant la révolution.

C'est qu'en effet une société ne modifie pas ses institutions au fur et à mesure du besoin, comme un artisan renouvelle son outillage. Au contraire : pratiquement, la société considère les institutions qui la surplombent comme une chose à jamais établie. Durant des dizaines d'années, la critique d'opposition ne sert que de soupape au mécontentement des masses et elle est la condition de la stabilité du régime social : telle est, par exemple, en principe, la valeur acquise par la critique social-démocrate. Il faut des circonstances absolument exceptionnelles, indépendantes de la volonté des individus ou des partis, pour libérer les mécon-

tents des gènes de l'esprit conservateur et amener les masses à l'insurrection.

Les rapides changements d'opinion et d'humeur des masses, en temps de révolution, proviennent par conséquent non de la souplesse et de la mobilité du psychisme humain, mais bien de son profond conservatisme. Les idées et les rapports sociaux restant chroniquement en retard sur les nouvelles circonstances objectives, jusqu'au moment où celles-ci s'abattent en cataclysme, il en résulte, en temps de révolution, des soubresauts d'idées et de passions que des cerveaux de policiers se représentent tout simplement comme l'œuvre de « démagogues ».

Les masses se mettent en révolution non point avec un plan tout fait de transformation sociale, mais dans l'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime. C'est seulement le milieu dirigeant de leur classe qui possède un programme politique, lequel a pourtant besoin d'être vérifié par les événements et approuvé par les masses. Le processus politique essentiel d'une révolution est précisément en ceci que la classe prend conscience des problèmes posés par la crise sociale, et que les masses s'orientent activement d'après la méthode des approximations successives. »

Dans ces quelques lignes de la préface de l'« Histoire de la révolution russe », Léon Trotsky expose, brièvement mais de façon saisissante, ce qui constitue pour le marxisme la loi interne selon laquelle s'ordonnent et s'enchaînent les événements dans une société « prise de révolution ».

Nous sommes à la veille d'un tournant fondamental dans l'histoire de ce pays.

Les masses exploitées s'apprennent à balayer dans un formidable mouvement le gouvernement Giscard-Barre, le régime agonisant de la V^e République. C'est ainsi qu'elles ouvriront la crise révolutionnaire en France, dans un pays auquel, dans l'histoire récente, les efforts conjoints de l'impérialisme US, de la bureaucratie du Kremlin et de la bourgeoisie européenne se sont acharnés à fixer un

rôle : celui de constituer une pièce politique fondamentale du maintien de l'ordre capitaliste en Europe, un verrou contre le flot montant de la révolution sur le vieux continent.

Ce mouvement est déjà engagé.

La tension, le produit de l'immense puissance des forces qui exercent dans cette situation leurs pressions contradictoires dans tous les domaines de la vie politique et sociale jusque dans ses moindres détails, est à son comble.

Les militants révolutionnaires qui combattent dans cette situation pour construire le parti révolutionnaire indispensable à la victoire de la révolution prolétarienne voient se réaliser incontestablement les conditions les plus favorables, à une échelle qui ne leur a jamais été offerte, pour implanter, structurer, dans les usines, les bureaux, les localités, une authentique organisation révolutionnaire d'une dizaine de milliers de militants, pour construire un véritable parti.

Et en même temps, l'approche du dénouement voit se concentrer sur l'activité des révolutionnaires toute la puissance désagrégatrice dont est capable la société bourgeoise.

D'un côté, le mouvement déjà engagé des masses contraintes par la situation, encouragées par les manifestations les plus criantes de la crise politique que leur résistance provoque, contraintes par la politique des directions officielles du mouvement ouvrier à se regrouper pour recourir aux moyens révolutionnaires de mobilisation.

De l'autre, chez les militants révolutionnaires, au moment où se réalisent ces extraordinaires conditions, apparaissent paradoxalement : hésitation, manque d'initiative, quelquefois incompréhensible paralysie.

D'un côté, la société bourgeoise ne réussit pas à disloquer et à défaire le regroupement explosif menaçant qui s'opère à un pôle de celle-ci. De l'autre, il semble que le travail de désagrégation de cette société obtienne plus de résultats précisément chez ceux qui se préparent et préparent depuis des années ce qui est en train de se réaliser sous leurs yeux, à une vaste échelle déjà.

UNE CONTRADICTION QU'IL FAUT RESOUDRE IMMEDIATEMENT

Il n'y a là qu'apparente contradiction. Les masses se mettent en révolution non point avec un plan tout fait de transformation sociale, mais dans l'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime.

Il s'agit pour elles de régler pratiquement une question vitale.

C'est dans ce mouvement même de la lutte des classes, dans l'affrontement, qu'elles prennent conscience des problèmes posés, de leur force, des moyens de résoudre les questions qui les assaillent, s'orientant d'après la méthode des approximations successives.

Le moteur du mouvement des masses ne réside pas dans la conscience pré-établie d'un plan de transformation sociale, mais dans la réalité de l'exploitation, dans la réalité du rapport politique des forces qu'elles apprécient pratiquement dans le combat et qui ouvre aujourd'hui les plus grandes possibilités.

Ce mouvement ne s'opère pas pour autant à l'aveuglette ; il provoque au sein de la classe ouvrière une véritable fermentation qui, commençant à briser les anciens cadres de pensée, constitue le terrain idéal de développement du parti révolutionnaire, bien évidemment à la condition qu'il sache concrètement traduire sous forme d'initiatives concrètes, de mots d'ordre ajustés, la politique révolutionnaire qui est d'exprimer consciemment le processus inconscient engagé par les masses, dans la lutte pour la destruction du système de l'exploitation capitaliste qui les écrase.

Et c'est là précisément que résident les problèmes.

Contrairement aux masses, les révolutionnaires — quelle que soit leur expérience dans la lutte des classes, quels que soient les combats pratiques au cours desquels ils se sont convaincus de la nécessité de la construction du parti révolutionnaire, de la justesse du programme, et donc quelles que soient les raisons pour lesquelles ils ont rejoint les rangs de la IV^e

Internationale — agissent à partir du « plan de transformation sociale », à partir de l'expérience cristallisée dans le programme, à partir de la théorie révolutionnaire du marxisme.

L'activité révolutionnaire s'opère à partir du conscient.

C'est là que s'opère le travail désagrégateur de la société bourgeoise. Elle ne peut plus rien sur le mouvement qui, dans les profondeurs de la société, est engagé et qui inéluctablement arrivera à maturité. Tout le poids de l'idéologie s'exerce alors pour disloquer l'organisation des révolutionnaires.

Revenons au point de départ et répétons-le : les masses se mettent en mouvement sans plan de transformation sociale. Elles se mettent en mouvement dans les circonstances exceptionnelles que constitue l'aggravation intolérable des contradictions entre les besoins de millions d'hommes et les institutions qui incarnent le pouvoir d'une classe isolée menant à la catastrophe.

Ces circonstances exceptionnelles, produit d'une accumulation devenue intolérable, d'années et d'années de divorce entre les réalités et les institutions, sont en train de faire s'effondrer tout le système des idées et des rapports sociaux en cataclysme.

Les masses ont amorcé un processus où elles vont se libérer, indépendamment de la volonté des individus, des gênes de l'esprit conservateur...

La classe ouvrière est la classe la plus homogène de la société.

Elle n'en demeure pas moins une classe de la société bourgeoise.

Le mouvement n'atteint pas l'homogénéité qui verra les masses se dresser en un seul bloc, d'un seul coup.

Alors que le mouvement est déjà engagé, l'ancien cohabite avec le nouveau. La forme extérieure des événements paraît encore procéder de l'ancien état de choses, des anciennes relations politiques entre les classes, à l'intérieur des classes elles-mêmes, jusque dans la façon dont les individus formulent les questions politiques et leurs réponses.

A QUELS PROBLEMES L'OCI EST-ELLE CONFRONTEE ?

Tout est en train de basculer, répondant aux lois profondes de toute révolution.

L'apparence superficielle ne laisse voir qu'incohérences, faiblesses, développements chaotiques.

Les critères limités — qui ont permis cependant, durant les années d'une période où la disposition fondamentale des classes ne s'est pas sérieusement modifiée, d'apprécier les situations et de s'orienter tant bien que mal — cessent brutalement d'être d'un secours quelconque.

La vie de l'OCI, comme celle de toute organisation révolutionnaire, est soumise à des lois bien précises.

L'OCI s'est développée et renforcée ces dix dernières années, dans une période marquée de traits spécifiques : faits de rapports entre les classes, de rapports politiques au sein de la classe ouvrière elle-même et qui ont constitué, pour parler d'une façon générale, un édifice aux contours stables.

Cette période a réclamé des méthodes déterminées de travail, elle a aussi ancré des conceptions, des automatismes, des habitudes. Des formules se sont imposées.

Ces méthodes déterminées de travail, il faut le rappeler, ont été construites à partir d'une appréciation globale du tournant qui s'est opéré à l'échelle d'ensemble de la lutte des classes mondiale en 1968. Appréciation globale élaborée de 1968 à 1970 pour être formulée dans les thèses du XVII^e Congrès de l'OCI, qui ont reçu dans la vie la plus rigoureuse vérification et ont permis le développement de l'organisation. Et dans le cadre établi à cette époque, la vie quotidienne, y compris celle de la construction du parti révolutionnaire, a, comme c'est toujours le cas, tendu à disloquer le dispositif politique et d'intervention qui découlait d'une appréciation globale du cours des choses. En une série de techniques d'intervention. Et cela d'autant plus que, pendant ces dix années, ce qui tendait à devenir système mais qui avait été élaboré à

partir d'une appréciation exacte de la situation et de ses besoins, fonctionnait.

Le parti révolutionnaire se construit dans la société bourgeoise, il en subit la pression désagrégatrice en permanence.

La bourgeoisie opère par abstraction, pour camoufler l'exploitation qui est à la base de sa domination ; l'idéologie bourgeoise façonne la pensée vulgaire, qui se complait à opérer avec les concepts qu'elle considère comme des abstractions immuables. Ces concepts sont suffisants pour faire face aux soucis de la vie quotidienne, mais s'avèrent incapables d'appréhender des processus plus durables et plus complexes.

Cette pression désagrégatrice s'exerce en permanence. C'est elle qui tend à disloquer le dispositif politique révolutionnaire, la méthode du marxisme, en une série d'abstractions dangereuses. C'est elle qui tend à opposer « la grève » à « pas la grève », à opposer grève partielle et grève générale, à interpréter le résultat des élections législatives de 1978 comme une défaite puisque le deuxième tour de ces élections a donné une « majorité » à l'UDF et au RPR... C'est elle qui tend à opposer l'apparence de calme d'aujourd'hui à l'appréciation selon laquelle le mouvement est engagé. C'est cette pression qui tend à faire de l'agonie de la V^e République et de ses différentes phases — parce qu'elle dure depuis douze ans — une simple toile de fond, une scène dont le premier plan serait occupé par des grèves, des combats de classe, exigeant un savoir faire de tous les temps, au lieu de voir dans cette agonie la matière dont le mouvement donne à chacun de ces éléments sa particularité, exigeant une politique appropriée des révolutionnaires construisant le parti de ce point de vue.

Comme toujours, une longue période aux contours stables, en favorisant l'établissement d'un certain « confort politique », sans faire véritablement obstacle à la progression du travail d'organisation, a facilité l'exercice de cette pression désagrégatrice.

C'est au tournant de la situation que, dans toute l'histoire des organisa-

tions révolutionnaires, la force de résistance de celles-ci apparaît diminuée.

La pensée de tous les jours, la « technique » d'intervention laissent totalement désarmé face aux nouveaux besoins impérieux d'une situation nouvelle ; ces réflexes s'inscrivent alors nécessairement dans un dispositif général de défense de l'ancien état de choses contre ce que la nouvelle situation appelle.

Voilà la source de l'hésitation qui saisit toute organisation révolutionnaire à un tel moment. Voilà comment s'exerce la pression de la société bourgeoise sur toute organisation révolutionnaire, voilà comment cherche à se structurer une politique d'alignement sur les appareils contre-révolutionnaires dans de telles périodes. Trotsky écrit :

« Le vice fondamental de la pensée vulgaire consiste à se satisfaire de l'empreinte figée d'une réalité qui, elle, est un perpétuel mouvement. »

Il ajoute :

« La pensée dialectique examine les choses dans leur perpétuel changement, et de plus, suivant les conditions matérielles de ces changements, elle détermine le point critique au-delà duquel A cesse d'être A, l'Etat ouvrier cesse d'être un Etat ouvrier. »

Et, dirions-nous aujourd'hui, celui au-delà duquel l'agonie du régime de la V^e République va cesser d'être l'agonie de la V^e République pour se dénouer dans l'ouverture de la crise révolutionnaire.

L'hésitation tend à interdire toute action, donc tout dialogue avec les masses, condition et moyen privilégié pour l'organisation révolutionnaire de l'ajustement de toute sa politique sur les phénomènes réels et amples qui se développent dans les masses.

Plus que jamais l'OCI a besoin de faire en sorte que toutes ses instances, toutes ses cellules précisent, corrigent, concrétisent leur appréciation de la situation telle qu'elle se développe, au feu de l'activité politique.

Au point de départ, pour agir, il faut partir de ce qui est, rétablir une juste appréciation de la richesse du contenu réel de ce qui se déroule aujourd'hui dans les profondeurs de la société pour dégager l'axe d'intervention qui est la base du dialogue avec les masses.

L'« ADOPTION » DE LA LOI DES FINANCES 1980. DES PERIPETIES ?

Revenons donc en quelques mots aux événements qui ont agité durant ces quatre derniers mois la vie politique de ce pays.

L'éclatement de scandales mêlant les noms les plus illustres des personnalités du régime aux affaires les plus sordides constitue une manifestation de toutes les fins de régime — et, de ce point de vue, les affaires de diamants valent bien l'affaire du collier de la Reine, et le « parent » Bokassa de Giscard vaut bien l'« ami » Raspoutine du tsar et de la tsarine.

L'apparition de ces affaires au grand jour, « en série », vérifie une loi de toutes les véritables révolutions selon laquelle, dans l'impasse, toute solidarité des représentants politiques de la classe au pouvoir disparaît pour laisser le champ libre à tous les règlements de comptes.

Devant les nuages que la résistance permanente et immense des masses accumule à l'horizon, chacun et tous se convainquent que rien ni personne n'empêchera le régime d'être balayé, qu'en conséquence il ne leur reste qu'à se désolidariser au plus vite de l'équipe à la barre pour chercher à trouver d'autres solutions et sauver ce qu'ils peuvent de leurs intérêts, identifiés pour l'heure avec ceux de leur classe.

Ces scandales disent avec force que quelque chose se termine, que quelque chose commence. En rester là, c'est ne pas dire ce qui se termine, ce qui commence, et surtout c'est ne pas dire comment la crise politique, produit de la résistance des masses, bat son plein, s'articule et nourrit à son tour le mouvement de la classe ouvrière dans toutes ses manifestations, mouvement qui est engagé et qui va déferler.

On a coutume de dire : la crise politique ouvrira des brèches béantes dans le dispositif du régime, dans lesquelles les masses s'engouffreront.

C'est cela qu'il faut étudier, c'est cela qui intéresse les révolutionnaires beaucoup plus que la littérature complaisante sur les fins de régime, confinant en dernière analyse à l'abstraction stérile.

De ce point de vue, pendant que l'affaire des diamants puis l'affaire Boulin occupaient le devant de la scène, les événements qui se déroulaient à l'Assemblée nationale autour de la loi de finances 1980 revêtaient une grande importance dont les développements venaient briser la trêve des confiseurs et exigeaient la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée nationale.

De quoi s'agissait-il ?

Résumons les événements :

Le RPR annonce que, dans l'examen de la loi de finances pour 1980, il estime que les économies prévues dans le fonctionnement de l'Etat — de 200 millions — sont insuffisantes. Le RPR annonce qu'il proposera de porter à 2 milliards ces économies. Il se tient à cette position.

L'article relatif à l'équilibre du budget ne pourra pas être adopté. Le président de l'Assemblée nationale, Chaban-Delmas, décide malgré cela, en l'absence du Premier ministre qui est alors hospitalisé, de poursuivre l'examen du budget et de passer aux dépenses.

C'est cette procédure qui sera sanctionnée, comme entachée de vice de forme, par le Conseil constitutionnel présidé par R. Frey, dirigeant du RPR, et qui exigera qu'une session extraordinaire du Parlement soit convoquée en toute hâte par le président de la République pour sortir de cette situation.

Sous le régime de la V^e République, il ne s'agit pas d'une simple péripétie, mais il ne s'agit là encore que d'un aspect de la situation.

Désormais, c'est une évidence, l'absence de majorité à l'Assemblée nationale pour le gouvernement constitue le trait essentiel qui marque toute la situation. Problème que le Premier

ministre réglera de la façon la plus simple qui soit, et de façon « constitutionnelle » par-dessus le marché, en ayant recours, chaque fois qu'il en aura besoin, à l'article 49-ter qui lui permet d'engager sur toute question la responsabilité du gouvernement, ce qu'il a fait dix fois depuis le début de la session parlementaire.

Mais voilà, c'est précisément là que réside tout le danger qui fait apparaître le pouvoir arbitraire dans une nudité que ne protège plus l'écran de cette Assemblée. Noël-Jean Berge-roux, dans « Le Monde », souligne, avec ses mots et ses réserves de langage, mais souligne néanmoins ceci :

« La convocation du Parlement en session extraordinaire signée mercredi après-midi 26 décembre par le chef de l'Etat est la dernière péripétie d'une fin d'année politique riche en conflits et en rebondissement de tous ordres. Une sorte de " final " où tous les acteurs du spectacle reviennent en scène portés par un tournoiement dont ils ne sont plus nécessairement les maîtres. Un tourbillon dont aucune des institutions ou des personnes qui y sont impliquées ne semble devoir sortir indemne.

Le Parlement d'abord. A peine mis en vacances, le voilà rappelé. Et rappelé comme pour recommencer un devoir qu'il aurait bâclé. Rappelé pour avoir suivi une procédure dont le président d'une de ses Assemblées, M. Chaban-Delmas, avait pris la responsabilité en s'entourant — du moins le semblait-il à l'époque — de précautions sérieuses et argumentées.

Un Parlement rappelé au travail et mis à l'index après une session ordinaire qui lui avait pourtant valu son lot de désagréments.

Non seulement l'ordre du jour avait été outrageusement chargé et déséquilibré, mais il avait encore fallu qu'à grands coups d'article 49-3 de la Constitution, un Premier ministre en veine de procédures radicales réduisit à quatre reprises l'Assemblée nationale à jouer les chambres d'enregistrement. Bref, un Parlement malmené.

Le gouvernement et le Premier ministre ne sont pas mieux lotis. Nul doute que la décision prise le 24

décembre par le Conseil constitutionnel condamne la démarche adoptée par l'exécutif au moment où la crise se nouait. Certes, M. Barre était à ce moment-là au fond d'un lit d'hôpital et personne n'avait été désigné pour assurer son intérim, mais on lui fait tout de même porter, pour une large part, la responsabilité d'avoir accepté la procédure selon laquelle les députés pouvaient passer à l'examen des dépenses sans avoir auparavant adopté l'article relatif à l'équilibre général du budget. A ce désaveu formulé par la plus haute juridiction institutionnelle s'ajoute celui du président de la République lui-même. L'insistance avec laquelle le chef de l'Etat fait dire (et dit) qu'il n'a pas été surpris par les conclusions de l'Assemblée du Palais-Royal et l'insistance que l'on met à l'Elysée pour rappeler les mises en garde formulées les 31 octobre, 14 et 27 novembre sont autant de " on vous l'avait pourtant bien dit. Vous n'avez que ce que vous méritez ".

M. Barre progresse donc maintenant à pas précautionneusement comptés. Il y a là un singulier contraste avec la manière dont naguère encore il semblait décidé à bousculer les obstacles.

Le président de la République ne traverse pas non plus ces épreuves sans être indirectement touché. Il a beau s'attacher à démontrer qu'il est au-dessus de cette mêlée et qu'il avait en temps opportun fait connaître sa préoccupation, il n'en est pas moins impliqué dans l'affaire. Après tout, c'est lui le patron. Si ses mises en garde n'ont pas été suivies d'effet, c'est que quelque chose a mal fonctionné dans la mécanique du pouvoir. Il est un peu vain de vouloir dissocier à ce point l'autorité du chef de l'Etat de celle du chef du gouvernement. La manière dont, dans le cas d'espèce, M. Giscard d'Estaing s'applique à cet exercice conduit plutôt à mettre en évidence un défaut de solidarité entre les deux pôles d'un même exécutif.

LE SYSTEME MIS EN CAUSE

En fait, à mesure que se développe cette succession d'événements, une évidence s'impose : c'est le fonctionnement même du système qui est en

cause. Depuis quelques jours, les institutions de la V^e République patientent et se bloquent par intermittence parce qu'elles ne sont pas adaptées à la situation présente. Elles ont été conçues pour qu'un président et un Premier ministre puissent gouverner en collaboration avec une majorité cohérente. A partir du moment où le fait majoritaire est ébranlé par la démarche d'une de ses composantes, l'édifice oscille.

L'année 1979, dont M. Giscard d'Estaing disait le 3 janvier dernier qu'elle serait " une année de stabilité politique ", se termine par une sorte d'anti-apothéose qui laisse mal augurer de la suite. Les conflits, les incertitudes, les défauts de fonctionnement sont tour à tour apparus plus aigus, plus inquiétants, plus profonds. Il est, certains jours, banal de dire que la campagne présidentielle est lancée. D'autres jours, l'échéance de 1981 doit paraître bien lointaine à ceux dont désormais l'objectif prioritaire est de " tenir " jusque-là. »

Le Parlement, auquel Giscard d'Estaing s'est attaché — autant que cela lui était possible — à redonner quelque couleur pour chercher à faire écran — aussi imparfaitement que ce soit — entre les masses et le pouvoir, ce « Parlement » vient d'être réduit spectaculairement par son Premier ministre à son véritable état, celui d'un Parlement croupion.

Ce qui vient de se passer dit avec éclat : on ne peut pas opérer en douceur la réforme des institutions de la V^e République vers un système plus souple où un élargissement du rôle du Parlement permettrait d'élargir les bases du régime et de faire jouer à une critique d'opposition le rôle de soupape au mécontentement des masses, garantie de la stabilité du régime, comme c'est le cas dans le régime de la démocratie parlementaire.

Ce qui vient de se passer dit : les mesures de guerre sociale que la survie du régime en crise exige de prendre contre les masses doivent l'être par un gouvernement isolé comme il ne le fut jamais.

Ces mesures doivent être prises directement par le président de la République lui-même.

Toutes les contradictions, à quelque niveau qu'elles se manifestent, viennent exercer leur force disloquante sur la clef de voûte de tout le système, le président de la République.

Quels que soient les efforts qu'il fera pour se désolidariser du Premier ministre, ils sont d'avance vains.

Bref, il ne fait aucun doute que nous venons de voir s'accomplir un des derniers actes du régime de la V^e République qui nous ramène curieusement au point de départ de toute une série de tentatives faites depuis dix ans pour empêcher le choc brutal entre les masses et un pouvoir isolé, réduit à sa plus simple expression.

La grève générale de mai-juin 1968 a sonné le glas de l'œuvre que s'était fixée le général de Gaulle : porter un coup vital à la classe ouvrière en détruisant ses organisations par leur intégration à l'appareil d'Etat.

Le référendum de 1969 a conclu, en opposant un « non » massif à de Gaulle, ce que la grève générale avait réalisé ; Pompidou d'abord, et ensuite, à sa mort, Giscard d'Estaing, n'ont eu de cesse de chercher à différer, à reculer le plus loin possible le choc devenu inévitable entre la classe ouvrière qui venait d'ébranler le régime tout entier, et ce régime survivant tant bien que mal, ses institutions antidémocratiques, ses plans et ses réformes anti-ouvrières.

Toutes les tentatives faites depuis le départ de De Gaulle pour insuffler à la vie politique de la V^e République une dose de parlementarisme, qui lui aurait permis de chercher à élargir les bases politiques du régime menacées en direction du PS — par exemple aujourd'hui au travers de l'opération Rocard —, s'effondrent lamentablement.

Giscard d'Estaing est devenu président de la République, contre le candidat gaulliste Chaban-Delmas laminé par le suffrage universel, précisément pour réaliser cet objectif de sauvetage du régime.

Il a bénéficié, pour cette œuvre, de l'appui de Jacques Chirac, mis pour l'occasion à la tête du RPR.

Mais, de la même façon que des institutions façonnées dans une situation

politique pour des objectifs bien déterminés ne peuvent être tordues au point de leur faire réaliser ce pour quoi elles n'étaient pas faites, un parti — ou plutôt une « société du 10 décembre » — tel que le RPR ne peut donner tous les fruits de la terre.

Si l'espoir de parrainer un vainqueur plutôt qu'un vaincu aux élections présidentielles avait su rassembler les hommes du RPR autour de Jacques Chirac pour soutenir Giscard d'Estaing, par contre la décolonisation de l'Etat par le RPR, rendue nécessaire par la recherche d'une ouverture du pouvoir vers un regain de parlementarisme, les a vite raidis dans une opposition basée sur la défense jalouse de leurs prérogatives sans partage liées à une époque révolue. Leur vigueur s'aggravant au fur et à mesure où grandissait le sentiment de l'impasse.

Paradoxalement, ce sont eux qui ont utilisé autant qu'ils le pouvaient la tribune de l'Assemblée nationale — comme un parti parlementaire — pour défendre leurs positions.

Et, ironie du sort, c'est le président de la République qui a cherché à élargir les bases du régime en tentant de redonner un lustre à une certaine parcelle de la vie parlementaire, qui doit prendre toutes les décisions sous des formes que de Gaulle lui-même n'eut pas à utiliser et dans des conditions où il ne bénéficiait d'aucune des assises qui étaient données à de Gaulle.

Ne disposant pas de majorité, personnellement déconsidéré, ne pouvant plus chercher à s'abriter sérieusement derrière les décisions d'un Parlement auquel son Premier ministre applique chaque semaine le régime de l'article 49-3, le président de la République voit se retourner contre lui toutes les forces destructrices que la politique catastrophique du capital en crise va déchaîner.

INDIVIDUS ET FORCES DE CLASSE

La période fournit une série d'exemples de destins étonnants. Rarement peut-être, autant d'hommes politiques ont joué, dans une période aussi courte, malgré leur volonté, des rôles qu'ils avaient d'abord voulu évi-

ter et qu'imperceptiblement la place qu'ils occupent leur ont imposés comme une fatalité.

Mais il s'agit d'une vieille question.

Débatant du rôle de l'individu dans l'histoire, Plekhanov rappelait :

« L'individu peut exercer une influence sur le sort de la société. Cette influence est même parfois fort considérable. Mais les possibilités de cette influence aussi bien que son intensité sont déterminées par l'organisation de la société, par le rapport des forces sociales. Le caractère de l'individu n'est "facteur" de l'évolution sociale que là seulement où les rapports sociaux le permettent, aussi longtemps qu'ils le permettent et dans la mesure seulement où ils le permettent. »

L'évolution sociale n'est pas quelque chose de linéaire. Il y a de longues périodes de lentes évolutions, et de brusques périodes de mouvement où s'exerce avec brutalité le poids de masses considérables qui se mettent en branle. Dans ces périodes, plus que jamais, l'activité politique des individus est strictement soumise aux besoins de ces forces considérables.

Giscard d'Estaing incarne le pouvoir bonapartiste dans l'impasse.

Chirac et Debré peuvent s'agiter ; ils ne peuvent, par des discours, rétablir les conditions de l'épanouissement de la V^e République. Leurs attaques ne peuvent que concourir à réaliser ce qui est nécessaire en aidant involontairement à déstabiliser le régime.

Leur parti n'y trouvera de toute façon pas son compte. Les uns, enragés par la lente agonie du régime, crieront que leurs chefs sont tièdes et qu'ils en restent aux discours. Les autres, terrorisés par la menace qu'ils sentent peser sur tout l'édifice, prêcheront l'apaisement.

Le RPR ne peut qu'être secoué des spasmes de l'agonie du régime, libérant des forces aux quatre points cardinaux de la scène politique.

Lecanuet et Chinaud, fédérateurs du parti d'un président sans avenir, ne peuvent cesser de fédérer sans espoir.

Cela veut-il dire qu'ils ne peuvent rien ? Non, bien sûr... Tout le temps

qui leur est laissé est utilisé pour avancer le plus loin possible dans les réformes visant à débarrasser au maximum la législation de toutes les traces des conquêtes de la classe ouvrière, pour procéder le plus vite possible à la liquidation des secteurs les moins rentables pour les capitalistes. En un mot, chaque jour est utilisé pour écraser un peu plus les masses laborieuses.

Mais cela dans des rapports où le dispositif politique de la bourgeoisie se disloque et où, à l'inverse, les coups donnés ne portent pas fondamentalement atteinte à la force et à la disponibilité de la classe ouvrière pour le combat.

Seule la politique des dirigeants contre-révolutionnaires du mouvement ouvrier permet à la bourgeoisie de frapper, en impuissantant la classe ouvrière par la division et en organisant avec les patrons l'application de leurs plans jusque dans les moindres détails. Dans une situation cadrée par le matraquage organisé pour perpétuer la division par le PCF, Rocard a été mis sur orbite pour chercher à dégager au sein du PS une force décidée à participer à une opération de sauvetage de Giscard et prête à entrer le cas échéant au gouvernement.

L'opération a, pour l'essentiel, fait long feu sous cette forme ; elle ressortira certainement sous d'autres formes, en vue des élections présidentielles. Aujourd'hui, la survie et le développement du Parti socialiste, comme parti ouvrier parlementaire, exige que soient balayées les institutions de la V^e République, taillées très exactement en 1958 pour étouffer la vie de ce type de parti. Que les responsables du Parti socialiste en soient théoriquement convaincus, ou pas, cela a son importance, mais pour être exact, il faut le dire : c'est la puissance de la classe ouvrière qui s'appête à balayer ce régime et qui pèse dans toute la vie politique de ce pays, qui convainc les hommes que se lier aux desseins de la V^e République, c'est se condamner à périr.

En mars 1978, contre tout l'arsenal de la division, les masses ont dit : ce qui nous menace aujourd'hui, ce qui est l'ennemi de tous, c'est ce gouvernement, qu'il faut chasser.

C'est ce qu'elles ont dit hier une nouvelle fois en votant aux élections prud'homales, à plus de 80 % pour les confédérations ouvrières, balayant toutes les officines de circonstance que la bourgeoisie avait cru promouvoir avec l'aide de la division des dirigeants.

Et voilà, à peine les sessions ordinaire et extraordinaire du Parlement étaient-elles closes, que la présidence de la République annonçait pour fin février une nouvelle session extraordinaire officiellement consacrée à l'examen de la loi d'orientation agricole, mais dont personne ne cache qu'elle devra en fait réexaminer les dispositions budgétaires pour 1980.

Comme si la situation n'était pas suffisamment tendue, une nouvelle fois l'Assemblée nationale sera convoquée pour aggraver encore les dispositions anti-ouvrières du budget, dans tous les domaines, du fait des « répercussions des augmentations du prix du pétrole, des matières premières, des répercussions des désordres monétaires »...

Une nouvelle fois si nécessaire, l'article 49-ter dira avec quel égard le gouvernement traite l'Assemblée. Et, une nouvelle fois encore, éclatera au grand jour la place que les dirigeants des partis ouvriers font dans la vie à leurs proclamations de foi.

Comment est-il possible d'imaginer qu'un tel dispositif politique puisse prétendre endiguer le mouvement de millions d'hommes qui s'ébranlent, poussés par l'aggravation sérieuse de leurs conditions d'existence, par le chômage, par les atteintes à la Sécurité sociale, par les agressions contre les retraites, par le sentiment d'être la majorité et de défendre, contre l'arbitraire, la démocratie et la justice, etc. ?

C'est un fait, le dénouement approche.

Quels que soient les efforts qui puissent être faits par les appareils contre-révolutionnaires et en particulier par l'appareil stalinien, personne ne peut espérer s'opposer victorieusement au déferlement qui va balayer le régime, disloquer les institutions et ouvrir des brèches dans l'appareil d'Etat.

L'acharnement des dirigeants staliens à attaquer les dirigeants du Parti socialiste ces dernières semaines à propos de tout — et ce n'est pas par hasard, en particulier à propos d'une déclaration où Mitterrand affirmait qu'il n'y avait plus de majorité pour le gouvernement — manifeste leur volonté d'aller le plus loin possible dans la voie de la division pour préserver ce gouvernement. Rien n'y fera, y compris les discours de circonstance les mieux étudiés faits en direct de Moscou par TF1 interposé, pendant plus d'une heure. Rien ne pourra empêcher les masses de réaliser à leur façon l'unité, de l'imposer et de balayer le gouvernement Giscard-Barre.

la fonction du bonapartisme

Le régime bonapartiste instauré en 1958 agonise sous la pression de la résistance des masses.

Il ne s'agit pas de l'agonie de n'importe quel régime. Il s'agit de la tentative la plus développée faite par la bourgeoisie française pour rétablir sa position dans les meilleures conditions possibles, pour restructurer son économie, discipliner toutes les couches de la bourgeoisie sous un unique commandement et dont l'œuvre historique devait être d'intégrer les organisations ouvrières à la gloire de l'association capital-travail afin de disloquer l'ennemi mortel de la bourgeoisie française : le prolétariat non vaincu de ce pays.

Cette tentative de la bourgeoisie française — rassemblée pour l'occasion autour du général de Gaulle — constitue le couronnement d'une bataille qu'elle n'a cessé de mener depuis avant la Deuxième Guerre mondiale. Depuis que les contradictions de classes rendues explosives par la décadence de tout le système capitaliste — ne pouvant plus être sérieusement contenues dans le cadre du régime de la démocratie parlementaire, forme traditionnelle de la domination de classe bourgeoise dans ce pays — ont mis à l'ordre du jour sa liquidation. C'est cela qui va disparaître aujourd'hui.

La force mécanique des masses en marche ne peut être arrêtée que par la défaite physique devant la classe ennemie et les moyens dont elle dispose. La politique des appareils, celle du PCF en particulier, tend à désorganiser de l'intérieur la force de la classe ouvrière, elle peut l'exposer aux coups dans toute une série de circonstances. Mais aujourd'hui, contrairement à la situation de l'Allemagne en 1933, elle ne peut pas la mener dans le moment et dans la situation politique présente à la défaite, car il faudrait pour cela à la bourgeoisie française des moyens politiques et matériels dont elle ne dispose pas actuellement et que la politique stalinienne, au premier rang des appareils contre-révolutionnaires, ne peut lui donner aujourd'hui.

QUE DISAIT TROTSKY DE LA SITUATION FRANÇAISE, DE 1934 A 1940

Dans les années 1934-1935, Trotsky analyse la signification des tentatives faites par la bourgeoisie française de se débarrasser du régime « démocratique » pour une forme bonapartiste.

« Il s'agit d'une tendance de tout le régime capitaliste en faillite. Dans tous les pays agissent aujourd'hui des lois identiques, celles de la décadence du capitalisme. Si les moyens de production demeurent entre les mains d'un petit nombre de capitalistes, il n'existe pas de salut pour la société qui est condamnée à aller de crise en crise, de misère en misère, de mal en pis... La bourgeoisie a conduit la société à la faillite. Elle n'est plus capable d'assurer au peuple ni le pain, ni la paix. C'est précisément pourquoi elle ne peut plus désormais supporter l'ordre démocratique.

(...) La position de la France dans le monde, telle qu'elle a été fixée par le Traité de Versailles, ne correspond aucunement aux ressources réelles de la République. Sa population ne

s'accroît pas. L'économie stagne. Elle n'a pas de pétrole à elle. Les provisions en charbon sont insuffisantes. Les finances sont ébranlées... La guerre rejette la France au rôle d'une puissance de deuxième ordre. En même temps que la situation mondiale de ce pays, son ordre sera ébranlé.

(...) En France, le Parlement existe toujours mais il n'a plus ses pouvoirs d'autrefois et ne les recouvrera jamais.

Morte de peur, la majorité des députés, après le 6 février, a appelé au pouvoir Doumergue, le sauveur, l'arbitre. Son gouvernement se tient au-dessus du Parlement : il s'appuie non sur la majorité « démocratiquement » élue, mais directement et immédiatement sur l'appareil bureaucratique, sur la police, l'armée. C'est précisément pourquoi Doumergue ne peut souffrir aucune liberté pour les fonctionnaires, pour les serviteurs de l'Etat en général. Il lui faut un appareil bureaucratique docile et discipliné, au sommet duquel il puisse se tenir sans danger. La majorité des députés est contrainte de s'incliner devant Doumergue parce qu'elle a peur des fascistes et du « front commun ». On écrit beaucoup actuellement sur la « réforme » prochaine de la Constitution, sur le droit de dissoudre la Chambre, etc.

Le rôle de Doumergue actuellement — ou des éventuels successeurs comme le maréchal Pétain ou Tardieu — ne constitue pas un phénomène nouveau. Dans d'autres conditions, Napoléon I^{er} et Napoléon III jouèrent un rôle analogue. L'essence du bonapartisme consiste en ce que, s'appuyant sur la lutte de deux camps, il sauve la « nation » par une dictature bureaucratique-militaire. Napoléon I^{er} représente le bonapartisme de la jeunesse impétueuse de la société bourgeoise. Le bonapartisme de Napoléon III est celui de l'époque où la calvitie apparaît déjà sur le crâne de la bourgeoisie. En la personne de Doumergue, nous avons le bonapartisme sénile de l'époque de déclin capitaliste. »

Mais il n'est pas si simple d'en finir avec la classe ouvrière qui se dresse

contre le carcan dans lequel on veut l'enserrer pour la détruire :

« Le grandiose tournant des grèves de 1936 a montré que le prolétariat français était prêt à la lutte révolutionnaire et qu'il était déjà entré dans la voie de la lutte. En ce sens, nous avions le plein droit d'écrire : « La révolution française a commencé. »... »

(...) Mais la bourgeoisie, utilisant les services du Front populaire, a répondu par un recul apparent et des concessions temporaires, à l'offensive des grévistes, elle a opposé le ministère Blum qui apparut aux ouvriers comme leur propre, ou presque, gouvernement. La CGT et le Komintern ont soutenu de toutes leurs forces cette tromperie.

(...) Les ouvriers ne reconnaissent pas l'ennemi car il était déjà déguisé en ami. Quand on lutte pour le pouvoir, il faut, en outre, des instruments de combat, le parti, les syndicats, les soviets. Ces éléments ont été enlevés aux ouvriers, car les chefs des organisations ouvrières ont construit un rempart autour du pouvoir bourgeois afin de le masquer, de le rendre méconnaissable et invulnérable. Ainsi, la révolution commencée s'est trouvée freinée, arrêtée, démoralisée. »

La bourgeoisie a repris l'offensive dans cette lutte à mort qui se mène pour le pouvoir. Deux ans après la grève générale de novembre 1938, en août 1940, Trotsky précise :

« En France, on n'a pas affaire au fascisme au sens strict du terme. Le régime du sénile maréchal Pétain représente une forme sénile du bonapartisme à l'époque du déclin de l'impérialisme. Mais ce régime n'a été rendu possible qu'après que la période prolongée de radicalisation de la classe ouvrière française qui a conduit à l'explosion de juin 1936, eut abouti à une impasse sans issue possible pour la révolution et le charlatanisme du « Front populaire » ont déçu et démoralisé... »

La guerre a provoqué une terrible désorientation et un climat de défaite passive, ou pour parler plus correctement d'indifférence dans l'impasse.

C'est sur cette toile de fond que s'est produite une catastrophe militaire sans précédent et qu'a surgi le méprisable régime de Pétain.

C'est précisément parce que le régime de Pétain est un bonapartisme sénile qu'il ne contient aucun élément de stabilité et qu'il peut être renversé par un soulèvement des masses révolutionnaires bien plus tôt qu'un régime fasciste. »

L'effondrement du Reich, le retrait des troupes allemandes ont vu se combiner l'insurrection révolutionnaire et la libération du pays par les Alliés. Il n'y a pas d'interruption dans l'histoire de la lutte des classes. A nouveau toutes les questions se trouvent posées.

LA POLITIQUE DE DE GAULLE

N'est-ce pas ce que comprend fort bien de Gaulle lorsqu'il s'inquiète du rythme accéléré de la libération du pays et qu'il dit :

« Le rythme de la libération est d'une extrême rapidité. Six semaines après qu'Alliés et Français ont réussi la percée d'Avranches et débarqué dans le Midi, ils atteignent Anvers, débouchent en Lorraine, pénètrent dans les Vosges. Fin septembre, sauf l'Alsace et ses avancées, ainsi que les cols des Alpes et les réduits de la côte atlantique, le territoire tout entier est purgé d'invasisseurs. L'armée allemande, brisée par la force mécanique des Alliés, assaillie en détail par la résistance française, se voit chassée de notre sol en moins de temps qu'elle n'avait mis, naguère, à s'en emparer. Elle ne se rétablira que sur la frontière du Reich, là où l'insurrection ne paralyse plus ses arrières. La marée, en se retirant, découvre donc soudain, d'un bout à l'autre, le corps bouleversé de la France.

Il en résulte que les problèmes innombrables et d'une urgence extrême que comporte la conduite du pays émergent du fond de l'abîme se posent au pouvoir, à la fois, de la manière la plus pressante, et cela dans le temps même où il est aussi malaisé que possible de les résoudre.

(...) Ainsi qu'on pouvait le prévoir, la libération ne va, tout d'abord, apporter au pays disloqué et vidé de tout aucune aisance matérielle. Du moins lui procure-t-elle une subite détente morale. Cet événement quasi surnaturel, dont on avait tant rêvé, le voilà venu tout à coup ! Aussitôt, disparaît dans la masse la psychologie du silex où la plongeaient, depuis quatre ans, les contraintes de l'occupation. Eh quoi ? On peut, du jour au lendemain, parler tout haut, rencontrer qui l'on veut, aller et venir à son gré ! Avec un étonnement ravi, chacun voit s'ouvrir à lui des perspectives auxquelles il n'osait plus penser. Mais, comme le convalescent oublie la crise surmontée et croit la santé revenue, ainsi le peuple français, savourant la joie d'être libre, incline à croire que toutes les épreuves sont finies. Dans l'immédiat, cet état d'esprit porte les gens à une euphorie où le calme trouve son compte. Mais, en même temps, beaucoup se laissent aller à de multiples illusions, d'où résulteront bientôt autant de malentendus.

(...) L'effort requis par la reconstruction place la question sociale au premier rang de toutes celles qu'ont à résoudre les pouvoirs publics. Je suis sûr que, sans des changements profonds et rapides dans ce domaine, il n'y aura pas d'ordre qui tienne.

Combien est-ce vrai pour la France ! La guerre l'avait saisie en pleine lutte des classes, celle-ci d'autant plus vive que notre économie, gravement retardataire, répugnait aux changements et que le régime politique, dépourvu de vigueur et de foi, ne pouvait les imposer. »

Il mène la bataille pour que soit instauré un régime qui, selon lui, réponde aux besoins de la situation, pour la bourgeoisie, et dont il donne dans son discours de Bayeux en 1946 les grandes lignes, celles que Debré reprendra pour rédiger la Constitution de 1958.

De Gaulle, en 1946, se heurte à une forte résistance. Jugeant qu'il ne dispose pas des moyens pour instaurer, sans danger d'explosion, un régime bonapartiste dans les conditions de l'immédiat après-guerre, il tire la conclusion :

« Je devrais plus ou moins longtemps laisser le régime des partis étaler une fois encore sa nocivité... Je partirai donc, mais intact. Ainsi, le moment venu, pourrai-je être de nouveau le recours... »

A l'occasion de la crise algérienne, en 1958, la IV^e République agonise. Avec la collaboration des dirigeants de la SFIO et du PCF, de Gaulle se présente en sauveur, réalise son coup d'Etat, met en œuvre la Constitution de 1958. Il poursuit la tâche qu'il s'était assignée en 1944 : doter le pays d'un système lui permettant de « contenir » les contradictions de classes dans l'objectif de disloquer la classe ouvrière.

De la Constitution qu'il veut, de Gaulle dit :

« Dans aucune de ces discussions ne se dresse d'opposition de principe contre ce que j'ai, depuis longtemps, voulu. Que, désormais, le chef de l'Etat soit réellement la tête du pouvoir, qu'il réponde réellement de la France et de la République, qu'il désigne réellement le gouvernement et en préside les réunions, qu'il nomme réellement aux emplois civils, militaires et judiciaires, qu'il soit réellement le chef de l'armée, bref qu'émane réellement de lui toute décision importante aussi bien que toute autorité, qu'il puisse de par son seul gré dissoudre l'Assemblée nationale, qu'il ait la faculté de proposer au pays par voie de référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, qu'en cas de crise grave, intérieure ou extérieure, il lui appartienne de prendre les mesures exigées par les circonstances, enfin qu'il doive être élu par un collège beaucoup plus large que le Parlement, cela est admis par chacune des instances consultées.

C'est aussi le cas pour l'institution d'un Premier ministre, ayant, avec ses collègues, à déterminer et à conduire la politique, mais qui, ne procédant que du président dont le rôle est capital, ne pourra évidemment agir sur de graves sujets que d'après ses directives.

Ont été l'objet du même assentiment général les dispositions concernant le Parlement, notamment celles

qui placent certains de ses votes sous le contrôle d'un Conseil constitutionnel tout justement appelé à la vie ; celles qui limitent avec précision le domaine législatif ; celles qui, par le vote bloqué, l'obligation de respecter l'ordre du jour, l'exclusion des interpellations à la manière d'autrefois et les scrutins qui les sanctionnaient, affranchissent le gouvernement des pressions, contraintes et chaussetrapes abusives, voire humiliantes, qui marquaient les débats de naguère ; celles qui rendent incompatibles la fonction de ministre et le mandat de parlementaire ; celles qui mettent des conditions rigoureuses à la pratique de la censure.

Au total, le texte de la Constitution, tel qu'il sort, suivant mes indications, du travail de Debré et de ses collaborateurs, de l'examen qu'en ont fait en ma présence les ministres d'Etat, du rapport établi par le Comité consultatif, de l'avis donné par le Conseil d'Etat, des décisions finales prises par le gouvernement, est conforme à ce que je tiens pour nécessaire à la République.

Pourtant, ce qui est écrit, fût-ce sur un parchemin, ne vaut que par l'application. Une fois votée la Constitution nouvelle, il restera à la mettre en pratique de telle sorte qu'elle soit marquée, en fait, par l'autorité et l'efficacité qu'elle va comporter en droit. Ce combat-là aussi, sera le mien. Car il est clair qu'en la matière, ma conception n'est pas celle des tenants du régime qui disparaît. Ceux-là, tout en affirmant que c'en est fini de la confusion d'hier, comptent bien, au fond, que le jeu d'antan rendra la prépondérance aux formations politiques et que le Chef de l'Etat, sous prétexte qu'il est un arbitre dont on voudrait qu'il ne choisisse pas, devra la leur abandonner. Beaucoup d'entre eux apprennent donc sans plaisir mon intention d'assumer la charge. »

Il est aujourd'hui significatif de voir à quel point les derniers événements constituent la négation absolue de ce que cherchait le fondateur de la V^e République. Mais une Constitution, c'est sa mise en pratique, dit de Gaulle, et la pratique n'échappe pas à la force contraignante des classes.

DOUZE ANNEES D'AGONIE DU BONAPARTISME GAULLISTE

Dans la grève générale de 1968, après la grève des mineurs de 1963, la force de la classe ouvrière a fait de la volonté du régime d'instaurer l'association capital-travail par l'intégration des organisations ouvrières à l'Etat, un projet sans espoir de réalisation. La classe ouvrière entraînant les masses exploitées a disloqué le dispositif politique le plus élaboré mis au point contre elle.

Il y a maintenant douze ans que le régime agonise. Rarement l'histoire moderne a connu d'aussi longues agonies que celle que nous connaissons aujourd'hui. Mais il y a à cela de sérieuses raisons. Dans la situation internationale actuelle, le dénouement qui est en train de s'opérer en France, va bousculer tout l'ordre politique européen déjà fort instable.

C'est à cette échelle qu'on peut saisir l'enjeu de ce qui se passe. Mais il nous faut encore ajouter quelque chose : ce n'est pas un intermède historique de vingt-deux ans de bonapartisme qui va disparaître. Il s'agit de bien autre chose. Pendant dix ans, le régime a, tant bien que mal, contenu, avec l'aide des directions contre-révolutionnaires du mouvement ouvrier, les grands affrontements en leur interdisant de poser la question au niveau du pouvoir.

La grève générale de 1968 a bouleversé tout cela.

Le régime, en se défaisant, pose à nouveau cette question dans toute son ampleur.

C'est la question qui est posée dans toute l'histoire récente, depuis avant la guerre, qui va se dénouer, remettant au premier plan toutes les questions restées en suspens dans cette lutte depuis plusieurs décennies.

La France n'est même plus une puissance capitaliste de second ordre. Tout un ordre social en est profondément ébranlé. Toute base de stabilité a disparu depuis longtemps. Seule la victoire de la bourgeoisie contre la classe ouvrière par l'intégration de ses organisations à l'Etat constituait un espoir pour l'impérialisme français.

La bourgeoisie française ne peut rien apporter. Le choc avec les masses est inévitable.

Aucun espoir sérieux de restauration d'un ordre de démocratie parlementaire stable ne peut exister. Il ne peut s'agir que d'une brève transition vers le gouvernement ouvrier et paysan ou vers la défaite physique du prolétariat. D'où vient la force inouïe de la vague qui s'avance ?

Durant vingt ans, les gouvernements au pouvoir sous le régime de la V^e République ont — différemment selon les rapports politiques existant de 1958 à maintenant — agi pour refondre, restructurer tout l'édifice politique et économique de la société française.

Tout l'édifice législatif, qui porte la marque des grands combats de la classe ouvrière de 36 et des années de la libération aux années 50, intégrant de puissants acquis, au prix duquel la bourgeoisie avec la collaboration des appareils social-démocrate et stalinien, a pu sauver son régime menacé à différentes reprises, a été trituré, battu en brèche...

Pas un gramme de ce qui fait la vie sociale n'a échappé aux fureurs réformatrices de la V^e République.

Cependant, la V^e République s'est cassé les dents sur la classe ouvrière. Elle s'est cassé les dents sur ce qui constitue par excellence une tentative faite — alors dans le cadre de la restructuration des bassins charbonniers — pour modifier les rapports politiques entre le capital et le travail. C'est contre l'ordre de réquisition qu'a déferlé la grève des mineurs de 1963, constituant le premier ébranlement sérieux des assises du régime.

C'est dire que l'immense tâche que s'était assigné la bourgeoisie sur la lancée de la défaite sans combat qu'elle avait imposée avec la collaboration des appareils à la classe ouvrière en 1958, ne s'est pas réalisée.

Le résultat le plus clair, c'est que dans tous les organes de la vie sociale cohabitent les éléments de l'ancien ordre de chose et ceux incomplets d'un nouvel ordre auxquels la défaite politique de De Gaulle en 1968 ne permettra jamais de voir le jour (voir à ce propos les articles de Sylvie Kerlaz et Denis

Folias dans « La Vérité » n° 581 et 582).

Il est impossible que cette cohabitation ne soit pas elle-même source permanente d'anarchie et de conflit. Car elle oblige les masses à se mêler de tout, dans tous les domaines, pour se mettre à l'abri du catastrophique désordre dans lequel la débâcle du régime dans cette période de crise de tout le système capitaliste les précipite.

Et cela dans une situation de crise politique aiguë où tout conflit, où que ce soit, dirige les protagonistes vers la clef de voûte du régime, celui dont tout procède : le président de la République lui-même, dans son isolement et sa nudité.

La V^e République qui s'est identifiée presque totalement à l'Etat bourgeois, en disparaissant, déstabilisera l'Etat dans ses profondeurs et pour toute une période.

C'est ainsi que la crise des institutions dans cette période de crise générale du système fournit les bases à un mouvement considérable des masses immenses, qui doivent se mettre en mouvement et chercheront à s'orienter par approximations successives vers une solution à leur tourment et à leur insécurité.

Jamais peut-être les conditions n'ont été en train de se réaliser à une aussi grande échelle pour la victoire de la révolution socialiste. Mais jamais les conditions n'ont fait la révolution. Ce sont les hommes qui la feront, et pour cela les révolutionnaires doivent construire leur parti, immédiatement, en s'appuyant sur les bases extraordinairement favorables de la situation.

Aveugle et sourd, le révolutionnaire qui ne sait voir et entendre qu'aujourd'hui la politique de l'OCI est soutenue par une volonté générale d'en finir avec le régime, avec le gouvernement.

Les travailleurs et les jeunes ont une claire conscience que la politique de division ne fait que prolonger la survie du régime, avec les conséquences que cela a.

Les travailleurs et les jeunes perçoivent que la politique de division conduit les appareils et plus particulière-

ment les dirigeants du PCF, à des contorsions absurdes, insensées.

Pour les masses, une seule tâche s'est déjà imposée : balayer, rejeter, détruire le régime.

Il nous suffit d'indiquer en termes d'agitation :

— il y a contradiction entre les affirmations sur la démocratie et la réalité des conditions politiques du régime bonapartiste agonisant ;

— il y a contradiction entre les prétendus succès soi-disant arrachés par ceux qui affirment qu'il faut respecter la Constitution anti-démocratique et la réalité.

Il nous suffit d'indiquer clairement ce qu'il faut faire et comment le faire pour que nous soyons en mesure d'organiser des couches considérables de travailleurs et de jeunes à l'OCI, dans l'OCI.

Dans un projet de rapport soumis à la discussion de l'OCI pour le XXIV^e Congrès, un paragraphe est intitulé : « Grève générale - démocratie - gouvernement ouvrier et paysan ».

Il constituera la meilleure conclusion de cet article.

GREVE GENERALE, DEMOCRATIE, GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

« Il suffit de constater ce qui est incontestable : la contradiction entre la revendication de la démocratie que les appareils et plus particulièrement le PCF mettent en avant, et le soutien à la Constitution, aux institutions du régime, pour comprendre que toute la politique des staliens est strictement déterminée par leur volonté de soutenir les institutions bonapartistes en décomposition. L'appareil sait mieux que personne que l'effondrement des institutions de la V^e République ouvrira la crise révolutionnaire. L'OCI a une tâche extrêmement importante. Le régime est ébranlé. Il va s'effondrer. Les fondements du pouvoir bourgeois (sous la forme bonapartiste) sont sapés. Giscard et le gouvernement jouent un jeu désespéré pour se tirer d'affaire. Les appareils et

plus particulièrement l'appareil du PCF est dans une situation où il doit lui-même jouer un jeu désespéré pour sauver le régime qui ne peut être sauvé. Nous devons profiter de cette situation politique extrêmement avantageuse.

Là est la portée de la campagne pour la signature en masse de la lettre Mitterrand-Marchais. Appuyer tout ce qui remet en cause le régime, grouper autour et dans l'OCI un recrutement de masse, concentrer toutes ses forces pour préparer (et se préparer à) la crise révolutionnaire qui naîtra de la combinaison du désarroi gouvernemental et de l'activité des masses, voilà notre tâche.

Plus le dénouement politique approche, plus le centre de gravité de notre action politique doit s'affermir dans et vers les usines, les entreprises, les bureaux, la jeunesse, les quartiers, sur la perspective de la grève générale.

Examinons comment se pose aujourd'hui cette perspective. Comme tout grand mouvement de classe, cela commencera par un de ces conflits du capital et du travail qui se renouvellent sans cesse, en raison de la politique forcenée d'attaques patronales et gouvernementales contre les conditions de vie et de travail. Mais ce qui confère son caractère politique à ces conflits entre le capital et le travail, est donné par l'étroite collaboration, on pourrait dire l'étroite fusion entre les plans gouvernementaux et chaque attaque particulière des patrons et des directions contre les travailleurs et jeunes, aussi bien dans les secteurs les plus limités que dans les secteurs les plus larges. C'est ainsi que chaque conflit particulier, ou plus large, entre le capital et le travail, débouche directement comme conflit politique. Chacun de ces conflits peut ainsi être le point de départ de la grève totale, embrassant à partir d'un atelier tous les ateliers de l'usine, toutes les usines d'un même groupe, toutes les usines et entreprises d'une localité ; à partir d'un bureau tous les bureaux, toute la catégorie ; à partir d'une classe d'un établissement d'enseignement, tous les établissements d'enseignement ; à partir d'une école de la localité, tous les lycées, toutes les disciplines, toutes les facultés, etc.

C'est ainsi qu'à partir du contenu politique (donné partout par le contenu de la situation politique) de telle ou telle revendication, le conflit qui se généralisera prendra, aura nécessairement, un caractère spontané. Un caractère spontané, mais « politique », parce que la revendication dans les conditions politiques du combat revendicatif se situe dans une situation politique où le patron, les patrons, la direction, les directions bénéficient de l'appui le plus total du gouvernement qui ordonne, centralise toutes les attaques particulières et générales contre les travailleurs et la jeunesse.

Parce que la revendication dans ces conditions, y compris la plus minime, la plus particulière, se dirige nécessairement contre le gouvernement, l'explosion de la lutte générale et son aboutissement, parce que dans tous les secteurs les travailleurs et jeunes se trouvent confrontés au gouvernement.

Tel est le fondement du combat politique sur la ligne de la grève générale, qui doit nous amener à considérer qu'une fois entrés dans un mouvement dépassant le motif particulier qui en sera la cause, les travailleurs allant plus loin se posent et se poseront le problème de la direction des luttes engagées. Et là se trouve soulevée dans toute son ampleur la question des comités de grève.

Reprenons. Nous sommes en face d'une situation où le grand mouvement de classe commence par un de ces conflits classiques du capital et du travail, débutant sur une revendication de caractère « économique », dont le contenu politique est donné par toute la situation politique et la place occupée par le gouvernement prenant en charge directement l'offensive anti-ouvrière dans cette situation politique. Nous sommes en face de la politique des appareils qui, apportant leur soutien au régime en voie de décomposition, se dresse — en dressant le barrage des journées d'action, des grèves tournantes et disloquées, le barrage de la politique de division —, à contre-courant des besoins, des intérêts, des aspirations des masses laborieuses, des besoins et des intérêts de toute lutte efficace, y compris la lutte particulière. C'est ainsi que nous devons apprécier la politique des

appareils, dans le moment présent, comme un facteur supplémentaire de « politisation » des luttes, posant directement le problème de la direction des luttes, donc du comité de grève.

Reprenons à nouveau. Si donc le grand mouvement de classe commence par un de ces conflits du capital et du travail, par toute la situation politique, quel que soit le point de départ — limité ou plus large —, ce conflit aura vocation de s'élargir. Si donc l'élargissement des conflits soulève la grève générale comme un besoin profond qui sourd de la nécessité pour les travailleurs et jeunes de prendre eux-mêmes les choses en main, la forte résistance des appareils s'efforçant de contenir, de dévoyer les luttes dans le respect du régime, contribue à renforcer dans la conscience des masses laborieuses et de la jeunesse la nécessité de « prendre les choses en main ».

Mais aider les masses à prendre les choses en main est équivalent pour l'avant-garde au combat pour faire jaillir de ce besoin le comité de grève, le comité de grève des délégués élus par l'assemblée générale, à partir de l'atelier, du bureau, de l'école, etc. Comité de grève où les délégués élus à 1 pour 10, pour 20, etc. (ou quelque proposition que ce soit) prend en main l'organisation de la grève, envoie ses délégués dans l'autre atelier, invite les travailleurs de cet atelier à faire de même, à élire son comité de grève dans tous les ateliers, dans un bureau, dans les bureaux, dans une école, une autre et une autre, etc.

Il ne s'agit pas de prescrire au mouvement on ne sait quel schéma (ou projet comme on dit à présent). Il s'agit sur la perspective politique de définir en termes de mots d'ordre, d'éclairer le chemin par lequel les travailleurs sont déjà engagés. Sur la perspective politique d'effondrement inéluctable du régime, l'inéluctabilité de cet effondrement contraignant l'appareil stalinien à être à contre-courant de la marche des événements, il s'agit d'être à l'écoute des travailleurs, de saisir, de rendre conscient pour les travailleurs et la jeunesse ce qui est déjà engagé.

Le comité de grève naît donc du besoin de la lutte, de la grève au nom des objectifs de la grève. Qui doit con-

duire, et faire aboutir la grève ? Tous les travailleurs en lutte, syndiqués et non syndiqués, organisés politiquement et non organisés, élisant leur comité de grève. Il s'agit d'assurer à la grève son efficacité, donc son unité. Et l'efficacité de la grève exige sa généralisation. Léon Trotsky a écrit :

« La grève générale n'est pas autre chose que la grève partielle généralisée. »

Quels buts poursuit la grève ?

Arracher les revendications. Mais par la nature de l'offensive centralisée gouvernementale et patronale, les revendications qui se présentent dans des formes à peine particulières (particularités dont il faut bien entendu tenir compte) sont communes à tous les travailleurs, à toute la jeunesse.

Voilà qui donne, dans la situation politique actuelle, à la grève, aux grèves particulières, vocation de généralisation. A nous d'en prendre conscience.

Ici est soulevée la question des rapports entre le mouvement de la classe, ses perspectives, et les organisations ouvrières, syndicats et partis.

Le fait de comprendre le contenu politique des conflits du capital et du travail ne signifie évidemment pas nier le rôle et la place du syndicat. Bien au contraire. Le mouvement surgira, répétons-le, d'un conflit classique entre le capital et le travail, ce qui signifie qu'avant qu'il se déclenche, les travailleurs s'efforceront de faire jouer son rôle (classique) au syndicat : le délégué sera saisi, il y aura discussion avec telle ou telle direction, chez les patrons. Mais c'est la totale impuissance du syndicat à arracher les revendications sérieuses dans la conjoncture politique actuelle (patrons, directions, gouvernement étroitement unis s'y opposant, le gouvernement Giscard-Barre centralisant le refus de quelque revendication réelle que ce soit) qui pose avec toute son ampleur le problème de la division comme obstacle à surmonter, c'est-à-dire aujourd'hui avant tout la division PS-PCF. C'est ainsi que le levier pour le déclenchement des luttes se déplace pour le moment sur l'action directement politique mettant directement au centre le problème de l'unité du PCF

et du PS. Pour le moment, précisons-le, car sans aucun doute, tout en conservant la nécessité de s'ouvrir la perspective gouvernementale, le mouvement se généralisant, les syndicats y prendront toute leur place — y compris et surtout dans les comités de grève.

C'est pourquoi, si nous plaçons au centre le combat pour l'unité PCF-PS, il ne saurait être question, y compris dans tel ou tel conflit particulier du capital et du travail, de ne pas placer au centre de la grève, du combat pour la constitution du comité de grève, la place et la responsabilité des syndicats réalisant l'unité, conjointement avec les délégués élus des grévistes (syndiqués ou non syndiqués).

Résumons. Par son offensive actuelle et la façon dont elle est conduite, la bourgeoisie attaque sur tous les fronts, sous la direction de son gouvernement. Mais les institutions de la V^e République que couronnent Giscard-Barre sont en voie de décomposition, ce qui signifie que la riposte ouvrière aux attaques forcées de la bourgeoisie sur tous les fronts, dans tous les secteurs, dirigées par un régime agonisant, prend directement son caractère révolutionnaire. Caractère révolutionnaire renforcé par la politique de soutien des appareils au régime agonisant de la V^e République. La riposte ouvrière soulève la grève comme sa forme.

Quelle grève ? Puisqu'il s'agit de grèves déclenchées contre la forme particulière de l'offensive du gouvernement sous couvert de l'Assemblée nationale (Parlement croupion), la grève particulière partielle concentre ce contenu politique dont le développement nécessaire est la grève générale. Il ne faut pas perdre de vue cette analyse, sinon on tombe « à gauche » dans le cortège des grèves tournantes, journées d'action et autres actions de dislocation mises au point par les appareils, contre lesquelles les travailleurs s'insurgent.

Répétons-le, ce qui justifie la grève générale pour les masses et la jeunesse, c'est le caractère et le contenu de l'offensive gouvernementale, incluant la particularisation de l'offensive généralisée par le patronat et les directions. Ce contenu de l'offensive gouvernementale et généralisée, incluant

la particularisation de l'offensive, tend objectivement à l'extension de la grève partielle à travers les entreprises, les professions, les localités etc. Tel est le contenu qu'il faut donner à ce que Léon Trotsky écrivait en 1938 :

« La grève générale (politique) est une grève partielle généralisée. »

La grève générale est à l'ordre du jour. C'est seulement à partir de cette perspective concrètement formulée en termes d'action « généralisante », selon les circonstances et les cas, que la grève partielle peut arracher des résultats.

Répétons-le.

Il suffit de dire ce qui est : il y a un lien entre la politique de soutien au régime, à la Constitution et aux institutions réactionnaires de la V^e République et la légitimation des actes du gouvernement Giscard-Barre.

Il y a un lien entre cette politique et la tactique des grèves tournantes et disloquées.

Il y a un lien entre cette politique, cette tactique, et la politique de division.

Il suffit de constater ce qui est : en dépit des efforts les plus nourris pour diviser les masses laborieuses et permettre au gouvernement Giscard-Barre et au patronat d'attaquer sur tous les fronts, rien n'ébranle le groupement politique des masses laborieuses et de la jeunesse qui se réalise contre le régime. Les statistiques des élections partielles depuis mars 1978 confirment la majorité PS-PCF dans le pays en dépit de la division. Les élections prud'homales attestent — en y incluant les fonctionnaires, enseignants et autres catégories qui n'ont pas voté — que plus de 80 % des travailleurs de ce pays ont voté pour les organisations ouvrières, réduisant ainsi à néant les tentatives patronales et gouvernementales de mettre en avant les syndicats jaunes, réduisant les prétentions de la CFDT qui, malgré la division syndicale, ne représente pas plus que les ouvriers chrétiens restés sous la tutelle de la hiérarchie, ce que la CFDT a toujours été (et ce qu'elle reste).

Il suffit de constater que la débâche des grèves tournantes et journées d'action (suivies et généralement peu suivies) n'arrive pas à entamer la volonté de la classe ouvrière et de la jeunesse d'en finir avec le gouvernement Giscard-Barre.

Quels enseignements tirer de l'ensemble de ces faits ?

Deux enseignements principaux et une conclusion.

Premièrement, en dépit de la politique de division, les masses laborieuses groupent toujours leurs forces pour l'unité PCF-PS.

Deuxièmement : l'écart grandit entre les masses laborieuses qui continuent à grouper leurs forces pour l'unité PCF-PS et la politique de division. Cela se traduit d'une part par l'écart des résultats des élections prud'homales où les travailleurs ont voté pour les syndicats ouvriers, et le faible taux de syndicalisation confirmant le refus de la politique des appareils. D'autre part le profond mécontentement des travailleurs et d'une large couche militante contre la politique de division, est une réalité que chacun est à même de constater. Ces deux faits réunis démontrent non seulement la volonté, mais également la capacité des masses laborieuses de réaliser le front unique qui sera imposé dans le grand mouvement de classe qui dénouera la crise politique du régime dans la crise révolutionnaire. Il s'agit de se préparer et de préparer les mas-

ses et la jeunesse à ce qui mûrit inéluctablement : l'adresse à F. Mitterrand et à G. Marchais entre directement comme facteur d'organisation du combat pour les revendications, pour chasser Giscard-Barre, pour la grève générale, pour le gouvernement Mitterrand-Marchais sans représentants des partis bourgeois. »

o
o

La véritable préparation du combat où les masses par leur activité dénoueront la crise politique en crise révolutionnaire, ouvriront une nouvelle période de l'histoire de ce pays, c'est l'organisation dans l'OCI de centaines, de milliers de travailleurs et jeunes qui sont prêts pour cela, qui attendent que l'OCI les organise.

Toute la situation est favorable pour cela.

Appuyons-nous sur le mouvement qui est engagé !

Par nos initiatives, dirigeons l'attention des masses sur ce qu'elles ont déjà engagé, nous aiderons ainsi à lever les obstacles. C'est ainsi que nous organiserons dans l'OCI, que nous accroîtrons l'influence de l'OCI dans les masses.

Marc Lacaze,
20 janvier 1980.



Comité d'organisation
pour la reconstruction
de la Quatrième Internationale

L'activité du Comité d'organisation depuis la IX^e session du Bureau international

Cette rubrique a pour objet de fournir aux lecteurs de « La Vérité » des éléments sur l'activité du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale et sur celle de ses sections.

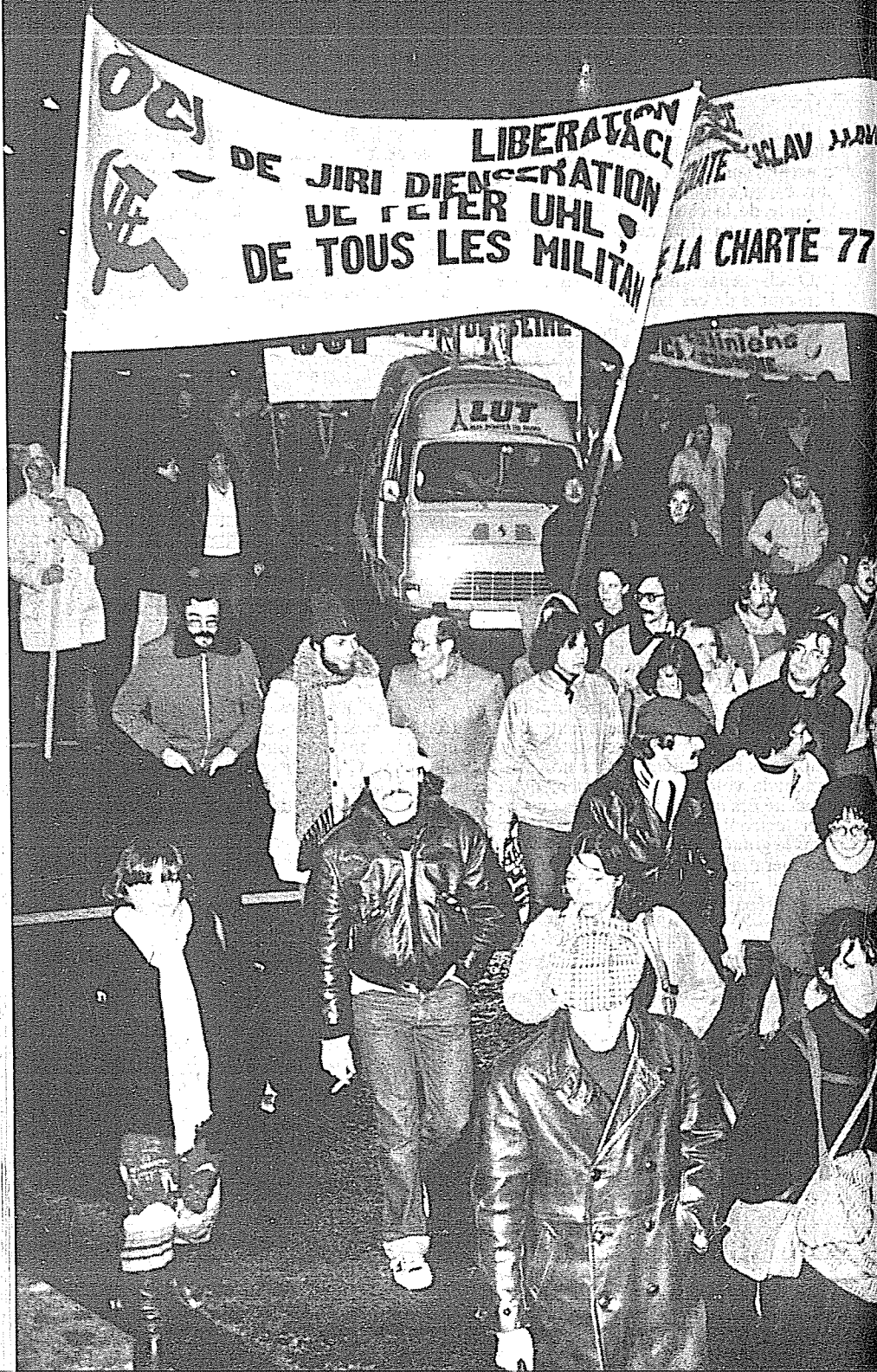
L'activité qui s'est déployée ces derniers mois s'est inscrite dans le cadre de l'orientation qui avait été dégagée lors de la 9^e session du Bureau international (novembre 1979), dont il a été rendu compte dans le précédent numéro de « La Vérité », et en intégrant à l'activité de chacune des sections du Comité d'organisation les nécessités de la phase actuelle du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, marquée par la crise du Secrétariat unifié (dont le congrès mondial a ratifié l'expulsion de fait de la moitié des forces qui le composaient antérieurement) et la formation, par le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, la Fraction bolchevique et la Tendence léniniste-trotskyiste, du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale (dont la déclaration constitutive a été publiée dans le précédent numéro de « La Vérité »).

Comme le soulignait d'ailleurs cette déclaration constitutive :

« La fonction politique de la IV^e Internationale consiste à lutter en toute circonstance pour l'indépendance de classe du prolétariat, pour

sa mobilisation révolutionnaire contre la bourgeoisie, l'impérialisme, tous les exploités et toutes les oppressions... Les fonctions politiques et le programme de la IV^e Internationale ne sont pas des formules abstraites. L'indépendance de classe du prolétariat ne peut être assurée qu'au travers de la lutte pour la construction de sections de la IV^e Internationale et la construction de celle-ci sur la base de son programme, « L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale ». »

Le 20 décembre 1979, l'OCI appelle à manifester devant l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris, pour exiger la libération de Petr Uhl et de ses camarades qui sont « jugés » en appel à Prague (Ph. Vincent).



C'est cette fonction, qui s'assure à travers le combat pour la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays, qui est l'axe de l'activité des sections du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

De ce point de vue, la réunion du Secrétariat européen (organisme coordonnant l'activité des organisations européennes du Comité d'organisation) qui s'est tenue les 22 et 23 décembre a été importante à deux titres.

D'une part, à cette réunion, à laquelle participaient des représentants des organisations trotskystes de France, d'Allemagne, d'Espagne, du Portugal, d'Angleterre, d'Irlande, de Belgique et de Suisse, prenaient part également des militants qui ne se réclament pas encore du programme de la IV^e Internationale bien qu'ils se prononcent pour établir dès maintenant un lien organisé avec le Comité d'organisation. Il s'agissait de représentants du Parti ouvrier d'unité socialiste (POUS) du Portugal et du Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI) d'Espagne.

Le POUS a été fondé le 24 juin 1979 par les représentants de plusieurs centaines de militants. Nombre d'entre eux avaient été des militants et des cadres ouvriers du Parti socialiste ; certains venaient du PCP. Avec eux se retrouvaient les militants de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), la section portugaise du Comité d'organisation, qui a joué un rôle majeur dans la constitution du POUS en proposant dès mai 1979 cette perspective aux travailleurs regroupés dans le Mouvement pour l'unité socialiste.

Le Parti ouvrier socialiste internationaliste est, lui, en voie de constitution. Une conférence préparatoire réunissant 200 délégués, rassemblés par le combat commun des militants de l'OCIE (section espagnole du Comité d'organisation) et de militants de la Coordination des socialistes marxistes, a décidé de préparer le Congrès constitutif du POSI pour les 22, 23 et 24 février 1980.

La résolution adoptée par cette conférence dégage clairement la signification de la constitution de cette nou-

velle organisation. Nous en publions ci-contre un très large extrait.

C'est un pas en avant dans la voie de la construction du parti révolutionnaire en Espagne, tout comme la constitution du POUS l'a été au Portugal. C'est un pas en avant parce que la formation de cette nouvelle organisation se fait en liaison directe avec le problème de l'Internationale. Comme le disait dans une intervention à la conférence l'un des responsables du POSI :

« Un véritable parti révolutionnaire ne peut être que le parti de l'Internationale ouvrière. C'est pourquoi j'estime que nous devons engager les discussions les plus sérieuses entre nous et avec le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. »

Pour les trotskystes, l'Internationale ouvrière correspondant aux tâches de notre époque, celle de l'agonie du capitalisme, le parti mondial de la révolution socialiste ne peut être que la IV^e Internationale fondée sur la base du « Programme de transition ». La responsabilité du Comité d'organisation et de ses sections, qui ont joué un rôle essentiel pour assurer les conditions d'un regroupement organisé des militants qui, au sein même des organisations politiques traditionnelles du prolétariat, en fonction de leur expérience, se sont dressés contre la politique de collaboration de classes, est maintenant de permettre la pleine intégration de ces militants au combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

D'autre part, la réunion du Secrétariat européen a adopté, répondant au journal ouvrier polonais « Robotnik », un appel pour une « conférence européenne pour la défense des droits des travailleurs d'URSS et d'Europe de l'Est de constituer librement leurs syndicats indépendants de l'Etat et de la bureaucratie au pouvoir ». Nous reproduisons cet appel dans la suite de cette rubrique.

On sait le rôle que le Comité d'organisation et ses sections ont tenu dans la lutte contre la répression à l'Ouest comme à l'Est, et notamment leur place dans la réalisation de la Conférence européenne contre la répression, qui s'était conclue par un meeting

extraits de la résolution appelant à la constitution du POSI

« 200 délégués, réunis en Conférence socialiste pour le parti révolutionnaire, à l'appel commun de l'organisation Cuarta Internacional (section espagnole du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale) et de la Coordination des socialistes marxistes ;

Décidons :

1. de rassembler les forces de tous les militants présents, militants de la Coordination des socialistes marxistes, militants de l'OCIE (section espagnole du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale), militants sans organisation ;

2. de convoquer les 22, 23 et 24 février le Congrès de fondation du parti qui lutte pour l'indépendance politique de classe du prolétariat d'Espagne face à la bourgeoisie et à son Etat, en rupture radicale avec la politique de collaboration de classes avec la bourgeoisie, avec la monarchie continuiste du franquisme, maintenue par Carrillo, Felipe Gonzales et leurs appareils ;

3. de choisir comme nom pour ce parti celui de Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI) ;

4. d'élaborer les documents de fondation de ce parti sur la base des mots d'ordre :

— A bas la monarchie !

— A bas toutes les institutions décomposées du franquisme !

— Pour la République, pour les Constituantes souveraines des nationalités, pour l'indépendance immédiate d'Euzkadi, pour la Constituante de l'Union des républiques libres d'Espagne !

— Pour la rupture du PCE et du PSOE avec la monarchie et ses Cortes octroyées !

5. d'adopter dans ce cadre le manifeste de la conférence.

Nous affirmons qu'il n'est pas possible de constituer un parti ouvrier révolutionnaire, combattant pour l'indépendance politique de classe du prolétariat, contre la monarchie franquiste, contre la classe capitaliste, pour l'Union des républiques libres d'Espagne, pour l'indépendance immédiate d'Euzkadi, pour la révolution prolétarienne, pour le socialisme, sans mettre au centre de sa construction la reconstruction de l'Internationale ouvrière.

Nous sommes d'accord avec les camarades du POUS du Portugal quand ils disent :

« Les PC ne sont pas une Internationale des travailleurs, mais un ensemble de partis dépendants de Moscou.

Les PS ne sont pas une Internationale des travailleurs, mais des partis subordonnés aux gouvernements de leurs pays respectifs.

Il y a le CORQI, qui lutte pour reconstruire la IV^e Internationale.

Nous pensons devoir participer à cette œuvre de reconstruction de l'Internationale ouvrière. »

Le moment est venu de préparer le congrès de fondation du POSI. Nous décidons, tout en préparant le congrès de fondation du POSI, de nous associer dans ce combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Nous décidons de développer la plus large discussion de ce problème avec le CORQI et dans nos propres rangs, dans le cours même de la préparation du congrès de fondation du POSI et de sa structuration.

Nous décidons de nous associer dès maintenant aux tâches concrètes du Secrétariat européen du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale (...). »

international à la Mutualité, en décembre 1978.

La lutte contre la répression, pour la défense des libertés, n'est pas une tâche secondaire. Historiquement, elle a été un élément constituant du mouvement ouvrier. Elle prend aujourd'hui toute sa dimension alors que l'impasse historique de l'impérialisme exacerbe son caractère de « réaction sur toute la ligne », alors que les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires ne peuvent faire face aux masses que par la répression.

La revendication qui s'élève maintenant en URSS comme dans toute l'Europe de l'Est, celle de syndicats indépendants de l'Etat et de la bureaucratie, est une revendication explosive. Affirmant la volonté des travailleurs de s'organiser sur la base de leur indépendance de classe face à la bureaucratie, elle dénie à celle-ci sa frauduleuse prétention de s'ériger en « représentante » des travailleurs : elle débouche sur la révolution politique.

Les problèmes posés par la lutte contre la répression exercée par la bureaucratie (notamment la campagne pour la défense de Petr Uhl et de ses camarades de la « Charte 77 »), les documents émanant du POUS et du POSI, ont été publiés par « Informations ouvrières » (voir notamment les n° 927 à 930).

Aussi, nous avons décidé de publier dans ce numéro de « La Vérité » des documents relatifs à d'autres aspects de l'activité des sections du Comité d'organisation.

*
* *

Il s'agit tout d'abord d'un appel d'opposants de l'Allemagne de l'Est, expulsés de RDA et résidant aujourd'hui à Berlin-Ouest, un appel dans lequel ces militants donnent leurs motifs de tout faire pour que Strauss, le candidat de la CDU, le grand parti bourgeois, soit battu lors des élections qui auront lieu cette année et pour qu'il y ait un vote massif pour le SPD.

La perspective des prochaines élections domine dès à présent la scène politique en Allemagne fédérale. C'est qu'à travers elles des problèmes

majeurs se posent. La bourgeoisie allemande est appelée, dans les conditions du développement de la crise d'ensemble du capitalisme, à assumer des responsabilités, du fait de la place centrale de l'Allemagne, qui sont trop lourdes pour la base politique dont elle dispose. Il ne faut pas oublier que la puissance économique reconstituée de l'impérialisme allemand repose sur un territoire national amputé, ce qui n'est que l'une des expressions du caractère artificiel de la « construction » politique à partir de laquelle l'Etat bourgeois a été reconstitué. Aujourd'hui, d'énormes pressions s'exercent sur l'Allemagne parce qu'elle est, à travers sa division même, un pivot essentiel de l'ordre mondial menacé de dislocation. La bourgeoisie allemande ne peut indéfiniment faire face aux épreuves qui l'attendent en confiant les charges gouvernementales à la social-démocratie, quelle que soit la bonne volonté des dirigeants de celle-ci à l'égard de ses besoins. La politique d'austérité du gouvernement Schmidt, l'acceptation de la « concertation » avec le patronat, de la limitation volontaire des hausses de salaires de la part des dirigeants syndicaux ne suffisent plus. C'est ce qu'exprime la candidature de Strauss au poste de chancelier. En même temps, cette candidature manifeste la crise politique de la bourgeoisie allemande.

Face à la candidature réactionnaire matérialisant la volonté de la bourgeoisie, la classe ouvrière ne peut se regrouper qu'en affirmant sa volonté d'assurer la victoire du parti qu'elle charge de ses aspirations, le SPD. En même temps, mûrit dans ses rangs, à travers ses luttes, la conviction que ce qui peut permettre la victoire de Strauss c'est précisément la politique de la direction du SPD, son acharnement à se soumettre aux injonctions du capitalisme. Et le vote pour le SPD ne sera pas un vote de confiance mais un vote qui tendra à exprimer l'exigence de la rupture de la coalition avec le parti libéral, parti de la bourgeoisie, l'exigence d'un gouvernement du seul SPD.

C'est à travers ce mouvement que la classe ouvrière affirme également son aspiration à l'unité, donc son aspiration à réaliser l'unité de l'Allemagne, nourrie par la crise de l'Etat-croupion

de la RDA, où la bureaucratie de Honecker, face à d'insolubles contradictions, ne peut avoir recours qu'à l'arme de la répression.

Dans ces conditions, la section allemande du Comité d'organisation, ISO (Internationalistische sozialistische Organization), appelle les travailleurs et les jeunes à se mobiliser inconditionnellement pour la défaite de Strauss, pour la victoire du SPD. Elle nourrit ainsi le mouvement de la classe ouvrière sans pour autant s'identifier aux illusions sur le SPD, parti réformiste, c'est-à-dire parti ouvrier-bourgeois, qui ne saurait être l'instrument de l'émancipation du prolétariat. Elle combine ce combat avec la défense des revendications qui correspondent aux nécessités de la mobilisation du prolétariat, notamment celle d'un gouvernement du seul SPD qui indique la voie de la rupture avec la bourgeoisie, celle de l'unité inconditionnelle de l'Allemagne.

C'est dans ce cadre qu'elle a participé à un « forum » à Berlin, à l'initiative duquel se trouvaient notamment les animateurs du Comité pour la défense des libertés démocratiques dans toute l'Allemagne, forum tenu pendant le déroulement du congrès du SPD. C'est dans la préparation de ce forum et comme une contribution à sa discussion que des opposants expulsés de RDA ont élaboré le texte que nous publions et qui était adressé au congrès du SPD.

*
* *

Nous publions également une « lettre ouverte à tous les travailleurs du Canada anglais et aux syndicats », diffusée lors du récent congrès du NDP (le New Democratic Party) du Canada, parti ouvrier réformiste, fondé sur les syndicats, qui est le parti que la classe ouvrière du Canada anglais considère comme le sien. Bien qu'il se présente comme un parti fédéral, le NDP n'a jamais pu s'implanter dans la classe ouvrière du Québec, du fait de son refus de faire face aux problèmes posés par l'oppression nationale du Québec — la subordination de sa direction aux besoins de la bourgeoisie s'exprimant en particulier dans son refus de remettre en cause l'Etat

fédéral, Etat dont la base juridique est l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, c'est-à-dire qu'il procède dans ses fondements mêmes d'une décision de l'impérialisme britannique.

Cette « lettre ouverte » a été préparée à l'initiative de travailleurs et de responsables syndicaux du Québec, parmi lesquels des militants du Groupe socialiste des travailleurs (GST), la section au Canada du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Elle a été diffusée au Congrès du NDP, où elle a reçu plus de 100 signatures de délégués et de militants anglophones du NDP, dont celles d'un dirigeant fédéral et de nombreux responsables syndicaux.

Il convient d'insister sur l'importance de cette initiative. La volonté de rupture avec l'Etat fédéral et d'indépendance des masses travailleuses du Québec avait été à la racine de la victoire électorale du « parti québécois » en 1976. Mais ce parti bourgeois, qui, du fait de l'absence d'un parti ouvrier fondé sur les syndicats, avait pu canaliser à son profit les aspirations nationales, manifeste aujourd'hui le caractère réel de sa politique. Refusant de combattre l'Etat fédéral, refusant de poser la question de l'indépendance, il met en avant un projet de « souveraineté-association », c'est-à-dire de réaménagement de la Fédération, et il entend par un référendum se faire donner « carte blanche » pour le négocier avec l'Etat fédéral.

La même année 1976 avait vu, contre les mesures anti-ouvrières du gouvernement Trudeau, la première grève générale des travailleurs de tout le Canada, de Vancouver à Montréal. Une prise de position nette des organisations ouvrières du Canada anglais sur le droit à l'autodétermination est un élément essentiel de la réalisation de l'unité de toute la classe ouvrière contre l'Etat fédéral, garant de l'exploitation commune de toute la classe ouvrière anglophone et francophone du Canada, et instrument de l'oppression nationale du Québec. La « fondation pro-Canada » dont parle la « lettre ouverte » est une fondation créée pour le « maintien du Québec au sein du Canada », et elle a l'appui ouvert des plus grandes firmes du

Canada anglais, comme l'Aluminium Company of Canada, mais aussi celui des grandes banques et entreprises du Québec, comme la Banque canadienne nationale.

*
* *

Les sections du Comité d'organisation ont intégré à leur activité les éléments déterminés par la nouvelle phase du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, par la formation du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale.

Le Comité paritaire a commencé à fonctionner régulièrement. Comme première étape dans la voie de la conférence mondiale des organisations trotskystes qu'il s'est donné pour objectif, il a engagé la préparation d'un projet de thèses soumis à la discussion de toutes les organisations associées à son combat.

Courant janvier paraîtra l'édition française de la revue du Comité paritaire, « Correspondance internationale », qui contient un dossier très complet et une analyse détaillée des positions du Secrétariat unifié et en particulier de l'offensive révisionniste et liquidatrice menée par la direction du SWP.

Enfin, dans la plupart des pays où existent des organisations appartenant à des composantes différentes du Comité paritaire, des commissions de contact ont été mises en place et des actions communes engagées.

Après le XI^e Congrès mondial, qui, comme nous l'avons dit, a ratifié l'exclusion de fait de la Fraction bolchevique et de la Tendence léniniste-trotskyiste, le Secrétariat unifié est resté fort discret. Il s'est contenté de rejeter les propositions du Comité paritaire en utilisant des contrevérités grossières destinées à rejeter sur le Comité d'organisation, la Fraction bolchevique, la Tendence léniniste-trotskyiste, la responsabilité d'une situation créée par les conséquences du cours liquidateur devant lequel sa majorité s'est inclinée. La direction du SWP, pour sa part, poursuit son orientation : elle explique maintenant, et l'a expliqué au Congrès mondial,

que le gouvernement de coalition entre la bourgeoisie et le FSLN au Nicaragua est un « gouvernement ouvrier et paysan » !

Sur l'attitude des sections du Secrétariat unifié et sur la manière dont se manifeste son acceptation des positions révisionnistes aujourd'hui développées par la direction du SWP, nous publions des extraits d'un article de polémique de nos camarades du Socialist Labour Group, la section anglaise du Comité d'organisation.

*
* *

Enfin, nous publions une déclaration du comité central du Parti ouvrier marxiste révolutionnaire du Pérou (POMR), la section péruvienne du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, déclaration à laquelle le développement de la situation donne tout son relief.

Les développements révolutionnaires en Amérique latine, qui ont trouvé présentement leur point le plus élevé dans le déclenchement de la révolution prolétarienne au Nicaragua, volatilisant la sanglante dictature de Somoza — qui, en retour, donne une puissante impulsion à la lutte des classes dans tout le continent —, avaient trouvé une expression politique particulièrement claire au Pérou.

La grève générale de juillet 1977 avait disloqué les plans du gouvernement militaire cherchant à affronter la classe ouvrière, et celui-ci avait alors ouvert ce qu'il appelait un « processus politique » aboutissant à l'élection d'une « Constituante octroyée ».

On sait que le POMR avait occupé une place centrale dans la constitution du FOCEP (Front ouvrier paysan étudiant et populaire), formé sur une plate-forme de combat pour une Constituante souveraine et sur une plate-forme intégrant les principales revendications nationales, démocratiques, ouvrières et paysannes ; puis qu'il avait été à l'avant-garde de la poursuite de la lutte contre le gouvernement militaire et la caution que lui fournissait la pseudo-Constituante de

Morales Bermudez, par la présentation de la « motion rouge », utilisée comme un moyen de mobilisation des masses.

Devant la catastrophe économique et sociale que provoquait le maintien en place du gouvernement et face à la faillite de la « Constituante octroyée », la centralisation politique du mouvement des masses ouvrières et paysannes contre l'impérialisme et contre le gouvernement militaire se matérialisait dans le combat pour la centralisation des Assemblées populaires et Fronts de défense qui s'étaient constitués dans les divers centres du pays, c'est-à-dire à travers le combat pour la tenue à Lima d'une Assemblée populaire nationale.

C'est sur ce terrain que le POMR a mené le combat pour le front unique anti-impérialiste.

C'est au nom de ce combat qu'il intervient dans la situation politique immédiatement marquée par la préparation d'élections présidentielles et législatives.

Sans ambiguïté, le POMR s'est dès le début prononcé pour une candidature unique et des listes uniques d'un front unique ouvrier, paysan et anti-impérialiste, sans représentants de la bourgeoisie, civils ou militaires. Comme le dit la déclaration que nous publions plus loin :

« Le POMR considère que sa tâche est de soutenir sans conditions une candidature unique, *quel que soit le candidat*, le candidat de l'unité qui s'engagera à combattre pour la liste ouvrière, paysanne et anti-impérialiste, sans représentants civils ou militaires de la bourgeoisie. »

C'est pourquoi dans son appel le POMR s'est particulièrement adressé aux dirigeants politiques les plus responsables de partis ouvriers ou de mouvements anti-impérialistes, à Genaro Ledesma, l'un des fondateurs du FOCEP, à Hugo Blanco, dirigeant du PRT (Parti révolutionnaire des travailleurs, section au Pérou du SU), à Alfonso Barrantes, dirigeant de l'UDP (Union démocratique et populaire, un front qui avait été formé avec des organisations ouvrières et anti-impérialistes) et à Jorge del Prado,

secrétaire général du Parti communiste péruvien.

C'est sur cette ligne de combat pour le front unique et en proclamant hautement que pour le POMR c'était là le combat pour le gouvernement ouvrier et paysan, seul à même de s'engager, en mobilisant les masses exploitées et opprimées, dans la réalisation des tâches nationales et démocratiques, dans la satisfaction des revendications ouvrières et paysannes, que le POMR a mené campagne pour son inscription légale.

En effet, parmi les nombreuses dispositions anti-démocratiques prises par le gouvernement militaire pour « cadrer » la préparation des élections, figure la nécessité pour un parti qui veut exister « légalement », c'est-à-dire présenter des candidats, de réunir et de remettre à un jury d'inscriptions, contrôlé par le gouvernement, 40 000 signatures, accompagnées pour chacune du numéro de la carte d'identité du signataire.

Dans un pays où les licenciements pour activité syndicale ou politique sont monnaie courante, il est aisé de comprendre que ce n'est pas un engagement sans signification pour un ouvrier, un paysan, un enseignant, un étudiant, de signer pour la légalisation du POMR.

Quinze jours avant la date limite, le POMR avait dépassé les 40 000 signatures.

Le Parti socialiste des travailleurs (PST), qui est affilié à la Fraction bolchevique, a lui aussi réuni plus de 40 000 signatures.

Le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), dont Hugo Blanco est la figure la plus marquante, devrait également, ces jours-ci, atteindre les 40 000 signatures.

Naturellement, le gouvernement militaire dispose de la possibilité de tenter d'autres manœuvres anti-démocratiques ; ainsi, aux dernières nouvelles, le PST, qui avait déposé ses signatures il y a près de trois semaines, n'a toujours pas — comme le POMR — reçu sa reconnaissance légale. Mais c'est un considérable succès politique qui exprime la volonté acharnée des travailleurs péruviens d'en finir avec le

régime militaire et leur aspiration à l'unité.

Mais le degré atteint par la situation de caractère révolutionnaire au Pérou met inévitablement à l'ordre du jour la tentative de mettre en place l'ultime recours contre la révolution prolétarienne qu'est le front populaire. Comme le note la déclaration du comité central du POMR, l'unité qui s'était forgée dans le cadre du FOCEP a été disloquée. Pourquoi ? Parce que certains, comme Genaro Ledesma, ont choisi la voie d'un accord avec des secteurs de la bourgeoisie.

Il semble, au moment où ces lignes sont écrites, que Genaro Ledesma pourrait être le candidat d'une coalition qui réunirait le Parti communiste péruvien et un parti bourgeois, le Parti socialiste révolutionnaire, dirigé par des généraux ayant occupé des positions-clés dans le gouvernement, lors de la première phase du régime militaire, notamment Leonidas Rodriguez, qui, comme ministre de l'Intérieur, fit tirer sur les travailleurs de Lima en 1975.

D'autre part, Hugo Blanco a mené seul, avec son propre parti, une sorte de « pré-campagne ». Des organisations ouvrières, paysannes, anti-impérialistes, comme par exemple certaines des forces les plus importantes qui se trouvaient dans l'UDP, sont prêtes à une candidature d'Hugo Blanco, sur la base de la formation de listes ouvrières, paysannes et anti-impérialistes, excluant tout représentant civil ou militaire de la bourgeoisie. Certains courants sont prêts cependant à intégrer à cette alliance des organisations qui relèvent de la bourgeoisie.

Hugo Blanco, pour sa part, continue à affirmer que c'est en excluant les représentants de la bourgeoisie, quels qu'ils soient, qu'il faut réaliser l'unité.

Dans ces conditions, le POMR et le PST (et leur démarche est approuvée par nombre de militants du PRT) ont publiquement déclaré qu'ils se prononçaient pour qu'Hugo Blanco soit le candidat d'un front d'organisations ouvrières, paysannes et anti-impérialistes, excluant tout représentant de la bourgeoisie.

Il existe ainsi la possibilité qu'Hugo Blanco, sur la base d'un accord entre

les trois organisations qui se réclament de la IV^e Internationale et de son programme, soit le candidat de l'unité ouvrière et paysanne et qu'il défende une plate-forme de combat pour le gouvernement ouvrier et paysan, commune aux organisations se revendiquant du trotskysme.

La réalisation effective de cette possibilité ne pourrait qu'être bénéficiaire au combat de tous ceux qui sont attachés à la IV^e Internationale et à son programme, elle représenterait un élément d'une extrême importance dans la mobilisation unie des masses contre l'impérialisme, le gouvernement militaire et la bourgeoisie.

Et c'est là que le rapport entre les problèmes les plus fondamentaux de la lutte de la classe ouvrière (les problèmes de son indépendance politique et de son unité) et les conséquences du cours liquidateur impulsé par la direction du SWP s'adaptant au castrisme, et accepté par la majorité du Secrétariat unifié, se manifeste avec éclat.

La direction du PRT et Hugo Blanco ont reçu des instructions strictes du Secrétariat unifié, leur enjoignant de ne passer, sous aucun prétexte, d'accord avec les forces qui sont regroupées au Pérou dans le Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale !

Rien n'est encore joué, mais le temps presse, car les dispositions anti-démocratiques imposées par le gouvernement militaire font que c'est le 18 janvier que les candidatures doivent être déposées, les éventuels fronts constitués.

Répetons-le, la solution la plus favorable du point de vue des intérêts du prolétariat péruvien et de la IV^e Internationale serait que, sur la base d'un accord principal entre le POMR, le PST et le PRT, H. Blanco soit le candidat d'unité ouvrière, paysanne et anti-impérialiste d'un front excluant tout représentant civil ou militaire de la bourgeoisie.

C'est pour cette solution que le POMR et le PST combattent. Ceux qui, quel qu'en soit le prétexte, chercheront à faire obstacle à une telle solution prendront une très lourde responsabilité.

appel de social-démocrates, de syndicalistes, de jeunes, oppositionnels de RDA, au congrès du SPD

« Nous, opposants politiques qui avons été expulsés de RDA parce que nous n'étions pas disposés à nous incliner devant le régime d'oppression du SED,

Et nous, militants syndicaux, travailleurs, jeunes, enseignants, étudiants, qui avons lutté contre les conséquences de la crise du capitalisme, contre le chômage et la déqualification,

Nous nous adressons aux travailleurs et jeunes de l'Allemagne divisée, à tous ceux qui se réclament des objectifs du mouvement ouvrier, en particulier aux grandes organisations ouvrières, le SPD et le DGB, et aux délégués du congrès du SPD, qui doivent décider du programme électoral de combat contre Strauss et pour la victoire du SPD en 1980.

Trente ans après la fondation de la RFA, des milliers de chômeurs, les attaques contre la formation professionnelle des jeunes, les hausses de prix et la vie chère sont des signes de la crise profonde de l'économie capitaliste.

Trente ans après la fondation de la RDA, les nouvelles lois pénales prouvent que la bureaucratie ne peut maintenir son système qu'en renforçant les persécutions et la répression contre les travailleurs, les jeunes, les intellectuels.

Trente ans après la fondation de la RFA et de la RDA, le droit fondamental de tout peuple à disposer de lui-même, à son unité et à sa souveraineté reste refusé aux Allemands à l'est comme à l'ouest ; le mur, les barbelés et les champs de mines marquent la vie des hommes à l'est comme à l'ouest et

l'on continue, pour justifier cette situation anormale, à invoquer la « culpabilité historique » du peuple allemand, qui aurait à expier par la division et aurait perdu le droit à son unité.

Trente ans de RFA, trente ans de RDA, ce sont plus de trente ans d'oppression, de division, de refus du droit à disposer de soi-même ; ce sont plus de trente ans au bout desquels il y a, à l'est et à l'ouest, la crise, provoquée par le patronat et la bureaucratie, sur le dos de millions d'hommes.

Des milliers, à l'est et à l'ouest, se sont engagés en 1976 pour le droit de Wolf Biermann à voyager et à parler librement.

Des milliers se sont engagés pour la liberté de Havemann, de Bahro et de Hübner et ont manifesté leur volonté unitaire de mettre un terme aux mesures arbitraires et répressives du SED.

Les jeunes qui manifestaient sur l'Alexanderplatz (Berlin-Est), les grèves à Karlmarxstadt et à Berlin-Est, de même qu'à Dortmund et à Essen pendant la grève de la sidérurgie, sont la preuve que les travailleurs et les jeunes ne se reconnaissent pas dans les paroles lancées à la foire de Leipzig par les représentants des patrons et les bureaucrates, selon lesquels on serait parvenu à une cohabitation raisonnable et supportable, que de bonnes relations et des progrès auraient été réalisés pendant ces trente années !

Dans le domaine des affaires entre patrons et bureaucrates, certainement ! Mais pas pour les hommes à l'est et à l'ouest, pas pour leur droit et leur volonté de se rencontrer et de voyager librement. Les 14 000 qui ont

pris position pour la liberté de l'Allemagne de l'Ouest Anette Bahner et de l'Allemand de l'Est Bernd Dietz ont prouvé que les travailleurs et les jeunes de toute l'Allemagne ne prendront jamais leur parti de la division de leur pays.

Car les hommes à l'est et à l'ouest ressentent aujourd'hui encore plus clairement que jamais que la division du pays, le refus opposé au peuple allemand de disposer de lui-même sont les fondements de la domination et de l'arbitraire des patrons, qui s'attaquent toujours plus violemment au niveau de vie de la population laborieuse, comme de la domination des bureaucrates, qui imposent à des millions d'hommes un pouvoir que rien ne légitime et un arbitraire judiciaire appuyé sur les chars russes.

Leur force commune, c'est la division du pays, c'est le refus du droit du peuple allemand à disposer de lui-même, le refus du droit à la libre circulation, à des organisations politiques et syndicales libres et unifiées pour les travailleurs et les jeunes de toute l'Allemagne.

Les obstacles mis à l'unité, c'est cela leur force, car elle mettrait aussitôt un terme au spectre d'un Strauss et d'un Honecker.

Depuis 1945, les espoirs de la population, des travailleurs et de la jeunesse en l'unité restaurée se dirigent vers le SPD, le grand parti des travailleurs en Allemagne. C'est de lui que des millions d'hommes attendent qu'il s'engage pour mettre fin au mur et à la frontière, pour instaurer un ordre sans l'arbitraire des patrons et des bureaucrates.

Mais, depuis des années, ce qui caractérise la politique de la direction du SPD, ce sont les reculs devant les patrons et leurs représentants politiques, c'est le silence devant les bureaucrates du SED.

Dans la coalition avec le FDP, le SPD fait cadeau de milliards aux patrons, grâce aux subventions et aux dégrèvements fiscaux, il se soumet aux diktats du comte Lambsdorff, ministre FDP de l'économie, bien que tout

le monde sache que cette politique de subvention n'a pas créé un seul emploi nouveau, mais a permis au contraire des mesures de rationalisation et de destruction d'emplois.

Helmut Schmidt appelle les travailleurs à « économiser », à se « modérer », pendant que les patrons tirent profit de la crise.

Abstention, modération, tels sont aussi les mots d'ordre face aux attaques de plus en plus impudentes du SED contre les droits démocratiques, la libre circulation, la liberté d'opinion et d'information, les contacts humains entre l'est et l'ouest.

On doit se comporter « conformément aux lois de la RDA », voilà ce que demande Egon Franke en réponse à l'aggravation du droit pénal en RDA, et ce faisant il affirme donc que les hommes en Allemagne doivent accepter comme expression du droit les mesures d'un régime contraire au droit.

Cette politique, qui offre au patronat et à la bureaucratie la possibilité de porter des atteintes toujours plus importantes aux travailleurs et aux jeunes, à toute la population allemande, ce n'est pas la politique pour laquelle le SPD a été élu, pour laquelle il a obtenu les voix des travailleurs.

Les travailleurs et les jeunes d'Allemagne ont besoin de décisions différentes.

Ils veulent que leurs grandes organisations, le SPD et le DGB, décident l'offensive politique.

Ils veulent que leurs grandes organisations décident de rompre avec les forces qui sont responsables de la crise, du chômage et de la répression : les patrons et la bureaucratie SED !

Ils veulent que leurs organisations décident de mobiliser les travailleurs et les jeunes pour la satisfaction des revendications, contre la crise capitaliste, contre le pouvoir des bureaucrates, contre la division du pays, pour la réalisation d'une république une et indivisible dans la liberté et la démocratie, n'obéissant qu'aux intérêts de la majorité de la population, des travailleurs et des jeunes. »

lettre ouverte à tous les travailleurs du Canada anglais et aux syndicats

« (...) Nous sommes des militants syndicaux de la FTQ, de la CSN, de la CEQ, unis par une même conviction, celle de la nécessaire unité des travailleurs et de toutes leurs organisations, sur la base de leurs intérêts communs ; celle de la démocratie et de l'indépendance des organisations ouvrières, qui seules peuvent faire en sorte que les organisations des travailleurs leur appartiennent vraiment, les représentent et agissent en fonction de leurs besoins ; et celle qui reconnaît que le travail doit s'organiser politiquement, constituer son propre parti pour défendre réellement et faire triompher les intérêts des travailleurs.

En tant que travailleurs et militants, nous recherchons l'unité, nous voulons l'unité des travailleurs du Québec et du Canada anglais et de leurs organisations.

A ce titre, deux choses nous semblent aujourd'hui de la plus grande importance, lorsque l'on considère la situation politique du point de vue des intérêts des travailleurs.

D'abord, le fait que les Québécois doivent pouvoir choisir librement leur avenir comme peuple, y compris de former un Etat distinct. Dès sa création en 1961, le NDP a été le premier parti de masse au Canada à reconnaître l'existence de deux nations dans ce pays. Mais qu'est-ce qu'une nation qui n'a pas le droit de décider de son sort, de s'autodéterminer ? L'Acte de l'Amérique du Nord britannique, tel que promulgué en 1867 pour fonder l'Etat fédéral, ne reconnaît pas ce droit. Mais la lutte pour sa reconnaissance correspond aux intérêts des travailleurs, et fait partie de leur programme comme d'ailleurs le montrent les prises de position de plusieurs syndicats au Canada anglais (par exemple, le Syndicat des postiers du Canada, le Syndicat canadien de la fonction publique, les Métallurgistes unis d'Amérique, les Travailleurs unis

de l'automobile). Nous sommes convaincus que vous et nous, travailleurs du Canada anglais et du Québec, ne pouvons que renforcer l'unité de notre classe si nous luttons avec nos organisations pour la libre autodétermination des Québécois, c'est-à-dire pour la liberté et l'égalité pleines et entières des rapports entre les peuples. La reconnaissance par les organisations ouvrières du droit des nations à disposer d'elles-mêmes favorise l'unité des travailleurs sur la base de l'égalité des peuples, alors que l'oppression engendre les divisions et affaiblit les travailleurs.

D'avantage encore, nous sommes convaincus que cette unité (s'appuyant sur la reconnaissance de ce droit) est essentielle à ce que vous et nous puissions parvenir, sans préjuger du cadre étatique où cela se fera, à établir le gouvernement fondé sur nos organisations respectives, le gouvernement des travailleurs.

Le deuxième aspect de la situation qui nous paraît majeur est celui-ci : il faut que nos organisations, les syndicats, le NDP, s'unissent entre elles et forment la coalition des organisations des travailleurs du Québec et du Canada anglais. Toute autre solution favorise les capitalistes, que ce soit du Québec ou du Canada anglais, non pas les travailleurs et la reconnaissance des droits nationaux du peuple québécois.

Il est significatif que les forces qui combattent le plus activement et qui aujourd'hui financent, à coup de millions de dollars (la Fondation pro-Canada) la campagne pour empêcher les Québécois de disposer librement d'eux-mêmes soient justement les compagnies et les trusts que David Lewis appelait les Corporate Welfare Bums, ceux-là mêmes qui exploitent les travailleurs. C'est parce que l'autodétermination ne va pas avec leurs intérêts.

Ce n'est pas sans raison non plus qu'ils ont tous souscrit, en 1970, avec leurs partis, les libéraux et les conservateurs, à la proclamation de la loi des mesures de guerre, alors qu'au niveau du Parlement fédéral seul le NDP s'est opposé à cette loi et l'a combattue avec les organisations ouvrières et démocratiques du Québec. Il s'agissait, comme il s'agit encore aujourd'hui, de deux camps opposés, celui des travailleurs et des droits nationaux et celui des capitalistes !

Dans la même logique, nous croyons que les travailleurs du Québec et du Canada anglais doivent, à l'heure actuelle, prendre toutes les initiatives pour que leurs organisations, sur la question nationale, fassent bloc.

Nous ne pouvons accepter que les organisations syndicales du Québec et du Canada anglais ne prennent pas

position et ne ripostent pas par une campagne de masse contre la coalition fédéraliste capitaliste anti-québécoise et anti-travailleurs. Nous ne pouvons pas accepter que les dirigeants du NDP entraînent le parti dans la coalition Pro-Canada avec les capitalistes et votent le Bill C-9 au Parlement (pour un référendum fédéral devant être utilisé contre les Québécois), plutôt que de chercher à faire coalition avec les organisations des travailleurs du Québec.

Il en va de notre intérêt comme travailleurs. L'unité que nous voulons et dont nous avons besoin, ce n'est pas celle prêchée par les capitalistes, c'est l'unité des travailleurs. La coalition qu'il nous faut, ce n'est pas la coalition avec les capitalistes, c'est la coalition du mouvement ouvrier du Québec et du Canada anglais. »

Angleterre : réponse à l'International Marxist Group

Nous reproduisons ci-dessous un extrait d'un texte publié par nos camarades du Socialist Labour Group, la section britannique du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, texte intitulé « La révolution au Nicaragua et la scission au sein du Secrétariat unifié, une réponse à l'International Marxist Group. »

L'International Marxist Group (IMG) est la section britannique du Secrétariat unifié. Dans son journal « Socialist Challenge », le 15 novembre, était inclus un supplément dont le titre général était « La bataille d'idées » et le sous-titre « Pourquoi nous sommes opposés à la scission de la IV^e Internationale ».

L'argumentation de la série d'articles qui le composaient peut se ramener à l'affirmation que « la IV^e Internationale » (c'est-à-dire, pour les auteurs, le Secrétariat unifié) avait été

victime d'un mauvais coup de la part des « scissionnistes » de la Fraction bolchevique et de la Tendence léniniste-trotskyiste, aidés par les « comploteurs fractionnels » du Comité d'organisation.

Les justifications politiques de cette affirmation sont que les divergences apparues au sujet de la révolution au Nicaragua sont d'ordre « tactique », que les véritables liquidateurs sont ceux qui ont lancé un appel pour une conférence ouverte et qu'enfin le « vrai problème », c'est celui du centralisme démocratique. Les camarades du Socialist Labour Group ont tenu une réunion publique sur la révolution au Nicaragua et sur la nécessité de développer une campagne de défense des militants trotskystes et ouvriers emprisonnés au Nicaragua. Outre les militants de la Fraction bolchevique en Angleterre, deux organisations se réclamant du trotskysme, l'International Communist League et la Workers

Socialist League, se sont prononcées pour une telle campagne.

Le camarade John Ross, l'un des dirigeants de l'IMG, s'est présenté à cette réunion publique et y a fait une brève déclaration. Puis, se refusant à toute discussion, il a quitté la salle.

C'est cet ensemble d'éléments que reprend le texte du Socialist Labour Group, dont nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de la dernière partie.

LE CENTRALISME DEMOCRATIQUE ET LE COMITE PARITAIRE

« Ceux qui soutiennent le Comité paritaire sont accusés par l'IMG d'être les « véritables liquidateurs ». Le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale ne fonctionnant pas comme une Internationale démocratiquement centralisée, dans cette mesure il est censé tomber dans le piège du « national-trotskyisme ». Il est impossible de construire des organisations sur une telle base. Par contre, le Secrétariat unifié, pour sa part, prétend opérer sur la base du centralisme démocratique. Voilà la trame de l'argumentation.

Nous avons déjà fait justice de la prétention du Secrétariat unifié de fonctionner selon les normes du centralisme démocratique : on ne peut créer une IV^e Internationale démocratiquement centralisée sur la base de la coexistence du révisionnisme et du trotskysme. En 1952, Pablo expulsa la majorité du PCI de l'Internationale au nom du « centralisme démocratique ». C'est le même prétexte qui, en 1979, couvre l'expulsion de la Fraction bolchevique et de la Tendence léniniste-trotskyiste. Dans les deux cas, une caricature du « centralisme démocratique » (en fait des mesures administratives de caractère bureaucratique) est utilisée pour la mise en œuvre d'un cours liquidateur.

La IV^e Internationale comme organisation mondiale démocratiquement centralisée n'existe pas. La tâche est de la reconstruire dans la voie de la solution de la crise de la direction

révolutionnaire. C'est cette lutte qui a motivé la proposition du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale visant à la constitution du Comité paritaire comme un moyen dans la voie de la solution à cette crise.

Dans sa « bataille d'idées », l'IMG présente les choses comme s'il y avait une ligne continue de la fondation de la IV^e Internationale en 1938 à la présente scission au sein du Secrétariat unifié. Il ne tente pas d'offrir, partant de là, la moindre explication scientifique à la présente crise du SU : il la présente comme le résultat des mauvaises intentions de la FB, de la TLT et du CORQI (reprise de la vision historique bourgeoise pour laquelle l'histoire n'est que l'œuvre des grands hommes — dans le cas qui nous intéresse, elle est l'œuvre des « comploteurs fractionnels »).

La crise présente du Secrétariat unifié n'est reliée ni à l'histoire du Secrétariat unifié, ni aux développements de la lutte des classes. En d'autres termes, c'est la méthode du matérialisme historique qui est ignorée. L'histoire de la IV^e Internationale est oubliée. La scission de 1953, la réunification de 1963 ne sont pas mentionnées. Le tableau tracé, c'est celui du Secrétariat unifié étant « la IV^e Internationale » comme prétexte d'un prétendu « centralisme démocratique ». Cet édifice fragile est consolidé par le recours à l'amalgame, le Comité d'organisation étant tour à tour associé à la conception du « parti monolithique » et de la mentalité de secte du WRP de Gerry Healy (ce qui est assez comique quand on se souvient de la campagne menée par le Comité d'organisation pour la défense de Novack et d'Hansen contre les calomnies du WRP) et dénoncé comme prônant la construction de « petites organisations » régies « par un régime monolithique de fer blanc »...

Voilà la méthode de discussion proposée par le supplément de « Socialist Challenge » intitulé « La bataille d'idées ».

Le camarade Ross se plaint de ce que la « Conférence ouverte » ne part pas d'un accord pour mener campagne internationalement, débattre démocratiquement et construire des

partis s'engageant à combattre pour la reconstruction du parti mondial de la révolution socialiste. Voilà une accusation sévère.

Mais, compte tenu du fait que la IV^e Internationale fut détruite comme organisation mondialement centralisée en 1953, que la « réunification » de 1963 s'avéra incapable d'unifier les forces qui combattaient pour la IV^e Internationale sur la base du programme du trotskysme, compte tenu du fait que la présente scission au sein du Secrétariat unifié exclut de ses rangs au moins le tiers des forces qui y étaient antérieurement regroupées et détruit ses prétentions à « être » la IV^e Internationale, compte tenu du fait que le « majority caucus » (bloc majoritaire) n'a été maintenu qu'en masquant de profondes divergences de principe, que l'on ne prétend plus qu'il existe une Internationale fonctionnant sur la base du centralisme démocratique.

Le centralisme démocratique ne peut être restauré que sur la base et dans le cadre du programme trotskyste. Ainsi, dans son appel à une conférence ouverte, le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale déclare :

« La mise sur pied du Comité paritaire signifie avant tout l'établissement d'un large cadre pour une discussion organisée, qui permettra de progresser dans la voie de la clarification, ce qui est indispensable si l'on veut rétablir les conditions politiques du centralisme démocratique, c'est-à-dire de ce que le Comité d'organisation, pour sa part, définit comme la reconstruction de la IV^e Internationale fondée en 1938 et détruite comme organisation mondialement centralisée en 1951-1953 par le révisionnisme plabliste. »

Nous ne cachons nullement le fait qu'il existe des divergences entre le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale et les autres composantes du Comité paritaire. La déclaration constitutive du Comité paritaire spécifie :

« Le CORQI, la TLT et la FB considèrent que la clarté politique est indispensable à la lutte pour la reconstruction de sections de la IV^e Internationale. Ils n'ont nullement l'inten-

tion de masquer le fait qu'il existe de réels désaccords entre eux, des désaccords politiques dont nombreux sont ceux qui ont leur origine dans la dispersion et la dislocation de la IV^e Internationale depuis que le révisionnisme liquidateur a essayé de la détruire. »

Le Comité d'organisation estime que la tâche à laquelle nous avons à faire face est celle de la reconstruction de la IV^e Internationale. La Fraction bolchevique se réfère à sa réorganisation, car elle ne partage pas notre appréciation de la réunification de 1963. Les désaccords qui existent seront abordés dans le cours d'une discussion ouverte. Nous ne sommes pas des prophètes. Nous ne pouvons savoir aujourd'hui quel sera le résultat de ces discussions. Mais ce n'est que par le débat ouvert, lié à une activité commune (qui a commencé autour de la défense des militants ouvriers et trotskystes victimes de la répression du gouvernement bourgeois du Nicaragua), qu'une solution peut être trouvée. Le fractionnisme, les alliances sans principes, le camouflage de divergences profondes ne peuvent que constituer des obstacles aux discussions nécessaires pour ouvrir la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale comme parti mondial, démocratiquement centralisé, de la révolution socialiste. Tous ceux qui s'opposent à une telle discussion tendent à placer des obstacles sur la voie historique de la reconstruction de la IV^e Internationale. Le caractère mensonger des proclamations du Secrétariat unifié sur le fait qu'il est « la IV^e Internationale » devient d'autant plus évident qu'elles sont faites avec plus de bruit pour cacher la crise du Secrétariat unifié.

Une discussion ouverte et honnête peut ouvrir la voie à un accord de principe, pas seulement sur la question du Nicaragua, mais sur la crise de la IV^e Internationale et ses racines, sur le programme de la révolution prolétarienne. Comme le dit la déclaration constitutive du Comité paritaire, ce n'est que sur la base d'un accord de principes que la IV^e Internationale peut être reconstruite. Le centralisme démocratique n'est pas un ensemble de règles devant mécaniquement être appliquées, mais une méthode qui procède et qui exprime les intérêts de

la classe ouvrière. Le « centralisme démocratique », séparé des fondations programmatiques du trotskysme, ne constitue qu'une façade. Seul un parti international opérant sur la base des intérêts indépendants de la classe ouvrière, exprimant ses intérêts historiques, peut fonctionner selon les normes du centralisme démocratique. »

Après être revenu sur la signification du déclenchement de la révolution prolétarienne en Iran et au Nicaragua ainsi que sur la crise de la bureaucratie stalinienne et la montée vers la révolution politique, le texte poursuit :

« Cette période historique place de lourdes responsabilités sur les épaules de ceux qui combattent sur la base du programme du trotskysme pour reconstruire la IV^e Internationale. La rupture des masses d'avec leurs directions traditionnelles, c'est la tâche à laquelle nous devons faire face. Une telle tâche exige que nous soyons honnêtes à l'égard de la classe ouvrière et de nous-mêmes. Ce n'est pas une question de morale abstraite mais de réalisme révolutionnaire. Les divergences qui ont émergé au sujet de la révolution nicaraguayenne ne sont pas d'un caractère académique. Ce qui est impliqué, c'est le combat pour résoudre ce que le programme de transition définit comme la « crise de l'humanité » — pour épargner à l'humanité l'abîme où le capitalisme menace de la jeter. C'est cela qui est en jeu dans la discussion.

Les intérêts historiques de la classe ouvrière ne peuvent être atteints qu'avec des partis trotskystes dirigeants. On ne peut jouer avec ces intérêts historiques. Ce qui est au cœur de la discussion actuelle, c'est la lutte pour dégager une perspective politique qui soit « l'expression consciente du processus inconscient ». On ne peut faire cela par des mesures bureaucratiques, on ne peut faire cela en nouant des alliances fractionnelles qui masquent des divergences de principe. Cela est inadmissible pour le trotskysme.

« La crise de la direction du prolétariat » ne peut être résolue qu'en ne cachant rien, en mettant fin aux blocs sans principe, par une large discussion

qui parte du caractère de la situation politique et des responsabilités historiques qui sont les nôtres.

QUELQUES QUESTIONS A L'IMG

Le Comité paritaire a invité le Secrétariat unifié à participer à la discussion qui s'organise. L'IMG doit décider s'il veut ou non participer à cette discussion. Un refus de sa part serait un obstacle à la discussion dressé pour maintenir en place le bloc sans principes de la « majorité ». Refuser de participer à la discussion ne peut que servir à couvrir les positions liquidatrices et révisionnistes présentes du SWP.

Que l'IMG réponde aux questions suivantes :

1. Approuve-t-il la participation cubaine à l'ONU et au mouvement des pays non alignés, comme le fait le SWP ?

2. Condamne-t-il le soutien du SWP et de la délégation du Secrétariat unifié approuvant l'expulsion du Nicaragua de la Brigade Simon-Bolivar ?

Dans une récente réunion publique du Socialist Labour Group à Londres, le camarade Ross, de l'IMG, a déclaré que les rapports sur la répression au Nicaragua n'étaient que des mensonges. Voilà qui va un pas plus loin que la position de la LCR française. Nous posons la question : le camarade Ross exprimait-il la position de l'IMG ? L'IMG est-il d'accord avec lui pour considérer que les seuls emprisonnés au Nicaragua aujourd'hui sont des agents de Somoza et de la CIA ? N'y a-t-il aucune répression exercée contre des militants ouvriers au Nicaragua ? Le SWP a clairement dit qu'une telle répression existait. S'agit-il de mensonges ? Les faits sont irréfutables. Le gouvernement de reconstruction nationale et le FSLN ont emprisonné des opposants à leur politique de collaboration de classes. L'un des trotskystes emprisonnés a maintenant été libéré. L'IMG va-t-il combattre pour la libération de ceux qui restent en prison ? Le Socialist Labour Group appelle à nouveau l'IMG à se joindre à la formation d'un comité pour défendre les trotskystes au Nicaragua, ainsi

que les travailleurs emprisonnés. Quelles que soient les divergences qui existent entre nous, il s'agit là d'une question de solidarité élémentaire, d'un devoir de classe.

Enfin, nous le répétons, l'invitation à la discussion demeure. Nous sommes prêts à discuter publiquement des problèmes soulevés dans la présente déclaration. S'y refuser serait s'opposer à la

seule méthode par laquelle la IV^e Internationale peut être reconstruite comme le parti de la révolution socialiste. Refuser de combattre pour la libération des trotskystes et des autres militants emprisonnés serait un refus de la lutte pour construire une telle direction internationale. C'est à l'IMG qu'il revient de choisir. »

2 décembre 1979.

pour la défense des droits des travailleurs d'URSS et d'Europe de l'Est de constituer librement leurs syndicats indépendants de l'Etat et de la bureaucratie au pouvoir

TRAVAILLEURS, MILITANTS,
JEUNES,

Nous venons d'être saisis par les éditeurs du journal polonais *Robotnik* (*L'ouvrier*), qui organise dans toute la Pologne la lutte pour la défense des intérêts des ouvriers contre la dictature bureaucratique, et qui combat notamment pour la constitution de syndicats indépendants du régime et du parti au pouvoir, d'un appel pressant pour la libération de l'un d'entre eux, Edmund Zadrozynsky :

« A la Confédération internationale des syndicats libres, à la Fédération syndicale mondiale, à toutes les confédérations et organisations syndicales, à Amnesty international, au Comité international contre la répression,

Nous vous lançons cet appel pour que vous nous aidiez à arracher la libération de prison d'Edmund Zadrozynski, de Grudziadz, l'un des éditeurs du journal indépendant des travailleurs *Robotnik*.

L'action des autorités contre Edmund Zadrozynski est une nouvelle preuve de leur volonté d'étouffer l'opposition démocratique.

Edmund Zadrozynski est un travailleur. Il a travaillé à la fonderie et émaillerie d'Etat de Grudziadz. Il a été arrêté sur la base d'une fausse accusa-

tion de vol. Il est actuellement incarcéré à Torun.

E. Zadrozynski est l'un des militants les plus actifs du mouvement ouvrier. Il a été délégué syndical dans son secteur de l'usine et vit actuellement de ses indemnités consécutives à un accident de travail. Il a travaillé depuis 1977 avec le Comité de défense des ouvriers (KSS-KOR). Il a été l'organisateur de nombreuses pétitions : pour défendre les militants ouvriers arrêtés avant lui, Kasimir Switon et Tomasz Michalak ; pour lutter contre les mauvaises conditions de travail et contre les ruptures désastreuses dans l'approvisionnement en produits alimentaires. Ces pétitions ont été signées par plus d'un millier de citoyens de Grudziadz. A ce jour, plus de 800 personnes ont signé à Grudziadz un appel pour sa défense.

Grâce à l'aide de l'opinion publique, plusieurs militants ont été libérés : il s'agit notamment de membres du KOR et de leurs camarades de travail arrêtés en mai 1977, de Kasimir Switon, arrêté en novembre 1978, et de Tomasz Michalak, arrêté en mai 1979.

Nous vous lançons cet appel pour que vous interveniez pour la défense d'Edmund Zadrozynski. »

Les éditeurs de *Robotnik*.

TRAVAILLEURS, MILITANTS,
JEUNES,

Il est du devoir de tous, militants et dirigeants du mouvement ouvrier et démocratique, de répondre à l'appel des éditeurs de *Robotnik* et d'engager le combat unitaire pour la libération d'Edmund Zadrozynski, l'un des auteurs de la « Charte des droits des ouvriers », déjà signée par plusieurs centaines de militants dans toute la Pologne, qui déclare : « Seuls des syndicats libres, s'appuyant sur les ouvriers qu'ils représentent, ont une chance de s'opposer au pouvoir. Eux seuls constitueront la force avec laquelle le pouvoir doit compter et avec laquelle il traitera d'égal à égal. »

Il s'agit du droit imprescriptible des travailleurs d'URSS et d'Europe de l'Est de constituer librement leurs syndicats indépendants de l'Etat et de la bureaucratie au pouvoir.

Il s'agit de la défense des courageux militants qui subissent la répression pour s'être engagés dans ce combat.

Il s'agit de la vie de Vladimir Khlebnov, fondateur du Syndicat libre des travailleurs d'URSS, interné de 1968 à 1973 dans les prisons et les hôpitaux psychiatriques spéciaux et à nouveau depuis le 7 février 1978 en « hôpital psychiatrique ». Il s'agit de la défense de Nikitine, fondateur de l'Union interprofessionnelle des travailleurs (SMOT), condamné en octobre 1979 à un an et demi de prison, au moment même où se tenait le sinistre « procès » de Prague contre Uhl et ses camarades.

Il s'agit de la défense de l'ouvrier roumain Vasile Parashiv, dont on est sans nouvelle depuis le 9 mars 1979, et des fondateurs du Syndicat libre des travailleurs de Roumanie (SLOMR), eux aussi « disparus » depuis la même date. Il s'agit de la vie de ces militants qui écrivaient dans la déclaration constitutive du SLOMR (février 1979) :

« Il est possible que nous, fondateurs du Syndicat libre des travailleurs de Roumanie, soyons écrasés, détruits moralement et physiquement par un appareil de répression perfectionné.

Nous déclarons d'avance nul, car obtenu par la force et la répression, tout désaveu, par l'un quelconque d'entre nous, des principes énoncés ci-dessus. Nous pouvons être anéantis, mais l'idéal pour lequel nous combattons ne périra pas aussi longtemps qu'il existera encore des Roumains dans ce pays. Nous sommes certains que d'autres, plus jeunes et plus courageux que nous, viendront reprendre et porter plus loin le flambeau inextinguible de la dignité de l'homme en Roumanie ».

Il s'agit du combat indispensable pour la libération de Petr Uhl et de ses camarades, condamnés au terme d'une inique parodie de procès, pour avoir organisé la défense des personnes injustement persécutées, dans le cadre du VONS, décrété « organisation terroriste » par les « juges » staliniens de Prague.

Nul ne peut se dérober à l'appel qui monte des prisons et des « hôpitaux psychiatriques spéciaux » où croupissent les valeureux militants qui ont engagé le combat pour le droit des travailleurs d'URSS et des pays d'Europe de l'Est à s'organiser librement et à constituer leurs syndicats indépendants de l'Etat et du parti de la bureaucratie au pouvoir.

TRAVAILLEURS, MILITANTS,
JEUNES,

Partout dans le monde, sans aucune exception, ceux qui répriment, ceux qui censurent, ceux qui emprisonnent veulent interdire aux peuples de lutter contre l'oppression, contre l'exploitation, contre la misère. Ils foulent aux pieds le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ils bâillonnent les minorités nationales.

Partout où il y a restriction des libertés, partout où les droits politiques des travailleurs ne sont pas respectés, partout où les organisations syndicales indépendantes ne peuvent exister légalement, là où il y a censure, là où les libertés de réunion, d'expression, d'organisation et de presse ne sont pas reconnues, des millions d'hommes et de femmes ne peuvent lutter librement contre l'oppression, contre l'exploitation, contre la misère.

Accepter, dans quelque pays que ce soit, la répression et les violations de la liberté, c'est préparer dans son propre pays une situation où se déchaîneront la répression et les violations de la liberté.

TRAVAILLEURS, MILITANTS, JEUNES,

Rien n'est plus urgent que de restaurer dans le mouvement ouvrier les traditions de solidarité internationaliste qui ont été à la base même de sa constitution, dès la fondation de la I^{re} Internationale.

Le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale a déjà une sérieuse tradition dans ce domaine. Il s'est efforcé et s'efforce de réaliser l'unité d'action la plus large pour la défense des libertés et la lutte contre la répression.

De nombreux combats ont été menés. Certains résultats ont été obtenus, notamment sur la base des engagements pris lors de la conférence européenne réunie à Paris les 27, 28 et 29 janvier 1979, où 120 délégués de 11 pays ont décidé, à quelque tendance qu'ils appartiennent, de combattre ensemble pour la défense des libertés démocratiques, pour la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : c'est ainsi qu'ont pu être libérés les camarades Cuentas et Chaparro au Pérou, en mars ; Robert Havemann, dont la mesure d'assignation à résidence à Berlin-Est a pu être levée ; Annett Bahner et Bernd Dietz, libérés à Berlin-Est en septembre-octobre 1979 ; c'est ainsi qu'a pu être organisée la lutte pour la défense des militants républicains emprisonnés dans des conditions ignobles dans le sinistre bloc H de la prison de Long Kesh, en Irlande ; la lutte pour le retrait des troupes anglaises d'Irlande et des troupes russes de Tchécoslovaquie ; c'est ainsi qu'il a été possible de différer l'exécution — mais cette bataille n'est

pas encore gagnée — des 12 militants du PST iranien condamnés à mort à Ahwaz, en Iran ; c'est ainsi également que le combat s'est engagé et doit se poursuivre avec plus d'énergie encore pour arracher la libération de Petr Uhl, Jaroslav Sabata et de tous les militants tchécoslovaques de la Charte 77 et du VONS, dont le procès a soulevé l'indignation dans toute l'Europe.

TRAVAILLEURS, MILITANTS, JEUNES,

L'expérience le démontre : le combat unitaire, la mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse, de tous ceux qui sont attachés aux libertés démocratiques dans les entreprises, les syndicats, les quartiers, les localités, est la seule forme de lutte efficace.

Le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale ne cache pas que, pour lui, ce combat est inséparable de la lutte contre toute exploitation et toute oppression, pour l'unité internationale de la classe ouvrière, pour le socialisme, qui n'a rien à voir avec la hideuse caricature qu'en donnent les maîtres du Kremlin et leurs protégés en Europe de l'Est.

Mais il estime que, comme en janvier 1979, rien ne doit s'opposer à l'organisation dans l'unité, sans préalables ni exclusives, d'une large campagne internationale pour la défense du droit des travailleurs et de tout groupe de travailleurs de constituer librement leurs syndicats indépendants de la bureaucratie au pouvoir et de son Etat, ainsi que pour la défense des militants victimes de la répression pour s'être engagés dans ce combat. Il propose donc que se tienne sur cette question les 19 et 20 avril une nouvelle conférence européenne ouverte à tous les militants, courants et tendances du mouvement ouvrier soucieux de répondre à l'appel pressant qui leur est lancé par les travailleurs d'URSS et d'Europe de l'Est.

le POMR combat pour une candidature unitaire ouvrière, paysanne et anti-impérialiste

« Le comité central du POMR (membre fondateur du FOCEP) s'est réuni pour étudier la situation politique de notre pays.

Nous constatons que le gouvernement militaire de Morales Bermudez, instrument de la bourgeoisie et de l'impérialisme, poursuit son offensive contre la classe ouvrière et les masses opprimées de la ville et de la campagne. La situation est grave. Elle n'a pas de précédent. Le stade de misère et d'oppression des exploités s'est accru et devient intolérable pour tous. Tous, nous le constatons :

- la hausse des prix ne s'arrête pas ;
- la paupérisation à la campagne s'accroît ;
- le chômage augmente ;
- la répression s'aggrave.

C'est le Fonds monétaire international (FMI), instrument de l'impérialisme, qui dicte au gouvernement militaire toutes les mesures anti-ouvrières et antipopulaires. Ce gouvernement haï par le peuple travailleur et opprimé — la majorité nationale — endette de plus en plus le pays pour augmenter les profits fabuleux de la banque, de la bourgeoisie et des entreprises impérialistes.

IL FAUT EN FINIR AVEC LE GOUVERNEMENT MILITAIRE

Voilà l'aspiration profonde du peuple travailleur et opprimé, de la majorité nationale.

C'est cette même aspiration qui s'est exprimée à travers la grève du SUTEP, grève qui pendant quatre mois a mobilisé 140 000 enseignants avec le peuple travailleur, malgré les morts, la répression, les arrestations et les licenciements. Grève qui a mis à l'ordre du jour, comme des milliers de travailleurs l'ont exigé, la réalisation

de l'Assemblée populaire à Lima, centralisant unitairement les forces des exploités, leurs partis, leurs syndicats, les ligues paysannes, les fronts de défense et les assemblées populaires contre la dictature militaire, pour décider des mesures à prendre pour la satisfaction de leurs revendications.

C'est seulement parce qu'il y a division au sein du peuple exploité et travailleur que le gouvernement peut survivre.

Le comité central du Parti ouvrier marxiste révolutionnaire (POMR), membre fondateur du FOCEP, a discuté de cette situation délicate. Le CC du POMR, comme le peuple travailleur et opprimé, exprime sa préoccupation quant à l'état de division existant au sein du mouvement ouvrier et anti-impérialiste. Cette division ne favorise que l'impérialisme, le gouvernement militaire et les partis de la bourgeoisie, APRA, PPC, AP, etc. Seule l'unité, le front unique des ouvriers et des paysans, des étudiants, du peuple opprimé, peut ouvrir la voie de la victoire.

LETTRE DU CC DU POMR A TOUTES LES COMPOSANTES DU FOCEP ET A TOUTES LES ORGANISATIONS QUI SE RECLAMENT DU MOUVEMENT OUVRIER, PAYSAN, ETUDIANT ET ANTI-IMPÉRIALISTE

Avec tout le peuple travailleur et opprimé, le CC du POMR sait que l'unité exprimée lors des élections à l'Assemblée constituante autour du FOCEP a mobilisé avec enthousiasme les masses travailleuses et opprimées de notre pays qui veulent satisfaire

leurs revendications et en finir avec la dictature militaire. Les masses ont fait leur le FOCEP comme organe vital de leur unité anti-impérialiste et anticapitaliste.

Avec tout le peuple travailleur et opprimé, le CC du POMR constate avec angoisse que l'unité réalisée autour du FOCEP est aujourd'hui désarticulée. Cela est grave et plein de danger. Le peuple travailleur et opprimé veut l'unité. Le peuple travailleur et opprimé sait que, lors des élections à la Constituante, les candidats du FOCEP, de l'UDP et du PCP, les organisations ouvrières et anti-impérialistes, obtenaient un million et demi de voix contre le gouvernement militaire ; un million de voix en blanc. Le gouvernement militaire, sachant fort bien que le peuple travailleur et opprimé souhaite passionnément en finir avec la bourgeoisie et l'impérialisme, a exclu trois millions d'analphabètes des élections en leur refusant le droit démocratique au vote. Le gouvernement militaire savait que ces millions de paysans et d'opprimés refusaient et refusent la clique militaire à la solde de l'impérialisme.

Le CC du POMR, membre fondateur du FOCEP, s'adresse à toutes les organisations qui se réclament de la classe ouvrière et aux masses opprimées de la ville et de la campagne dans un appel solennel pour que soit rétabli le front des ouvriers et des paysans, des étudiants, du peuple opprimé ; front que les masses travailleuses et opprimées cherchent à réaliser en constituant leurs assemblées populaires, comités de lutte et front de défense du peuple, ainsi que par leur appui massif au FOCEP et autres organisations ouvrières et anti-impérialistes.

SUR LES ELECTIONS

Le gouvernement militaire s'est vu obligé de convoquer des élections générales pour le mois de mai 1980, élections antidémocratiques avec interdictions, répression des masses et réduction des droits politiques et démocratiques.

Le POMR, qui a combattu pour une Assemblée constituante souveraine, pour la « motion rouge », pour

une liste unitaire ouvrière, paysanne et anti-impérialiste, dénonce le caractère anti-démocratique des élections et lance un appel à toutes les organisations ouvrières, paysannes et anti-impérialistes pour combattre pour des élections démocratiques, ce qui implique le combat pour :

- pleine légalité pour les partis ouvriers et anti-impérialistes ;
 - liberté pour tous les emprisonnés ;
 - droit de grève ;
 - arrêt des procès faits aux dirigeants syndicaux et politiques. Réembauche de tous les licenciés (mineurs, employés de banque, fonctionnaires, enseignants, métallurgistes, employés du textile, etc.) ;
 - liberté d'expression et de la presse, abolition de la censure ;
 - droit de vote pour les analphabètes ;
 - droit de vote pour les soldats ;
 - révocabilité des autorités élues ;
 - dissolution des corps répressifs ;
 - liberté de réunion et d'association ;
 - mise en vigueur des libertés démocratiques ;
 - abrogation de la peine capitale ;
 - annulation de l'actuelle loi électorale, qui favorise l'APRA principale, et l'ensemble des partis de la bourgeoisie.
- Le CC du POMR propose à toutes les organisations qui se réclament de la classe ouvrière et du peuple opprimé d'accepter sans aucune condition les exigences du peuple : pour l'unité, pour une liste unitaire ouvrière, paysanne et anti-impérialiste sans représentant de la bourgeoisie, civils ou militaires, et de constituer un gouvernement sans représentant bourgeois.

Le CC du POMR lance un appel à la responsabilité des composantes du FOCEP et à toutes les organisations ouvrières et anti-impérialistes pour qu'elles réalisent l'unité qui permettra d'en finir avec le gouvernement militaire, et de le remplacer par un gouvernement représentant toutes les organisations ouvrières, paysannes et anti-impérialistes en excluant les représen-

tants de la bourgeoisie civile ou militaire.

En particulier, avec le peuple travailleur et opprimé, le CC du POMR lance un appel public et fraternel aux camarades G. Ledesma, H. Blanco, tous deux membres du FOCEP, A. Barrantes, de l'UDP, et G. Del Prado, du PCP (U), pour qu'ils se mettent d'accord afin que, dans l'unité, ils constituent une liste unitaire ouvrière, paysanne et anti-impérialiste, sans représentant de la bourgeoisie, civile ou militaire, ouvrant ainsi la voie du front unique de classe et anti-impérialiste.

Là se trouve la voie pour sauver le pays de la décadence et de la catastrophe. C'est la responsabilité qui incombe à tous : réaliser l'unité, constituer le front des ouvriers, paysans, étudiants et du peuple exploité et opprimé.

Le POMR, qui a combattu et combattu pour une convention unitaire du FOCEP et pour une Assemblée populaire nationale à Lima, déclare qu'il est prêt à soutenir la liste unitaire ouvrière, paysanne et anti-impérialiste sans représentant de la bourgeoisie et à y participer sans aucune condition.

Le CC du POMR se maintient sur la position de principe avec laquelle il est intervenu dans la formation du FOCEP et dans les batailles pour le front unique : frapper ensemble, marcher séparément ; liberté programmatique de chaque parti dans le front unique. La classe ouvrière et le peuple opprimé refusent les listes communes d'organisations ouvrières et de paysans — comme le PCP (U), la CGTP, le FOCEP (indépendant), et les autres — avec des partis bourgeois comme le PSR, des généraux dont les dirigeants ont été membres du gouvernement de Velasco, et ont formé des organisations corporatistes comme le SERP, la CTRP, les SINAMOS, dont le principal dirigeant, le général Léonidas Rodrigues, ordonna le massacre du peuple travailleur de Lima le 5 février 1975.

Le POMR déclare que sa mission est de soutenir sans condition une can-

didature unique d'unité, quel que soit le candidat, le candidat de l'unité qui promet de combattre pour la liste unitaire, ouvrière, paysanne et anti-impérialiste sans représentant de la bourgeoisie civile ou militaire.

Le POMR, pour combattre pour ces objectifs, pour l'unité, en appelle aux militants ouvriers et anti-impérialistes dans les usines, dans les « pueblo joven » (bidonvilles), dans les universités, les mines, à se regrouper dans des « comités unitaires », comités de front unique.

Pour sa part, le POMR considère que le combat pour l'unité est le combat pour le gouvernement ouvrier et paysan, gouvernement qui sortira le pays de la crise en donnant satisfaction aux revendications ouvrières, paysannes, populaires (de « pueblos jóvenes » et autres) et anti-impérialistes :

- réembauche des licenciés, amnistie politique et syndicale, salaire minimal vital et mobile ;
- libertés ouvrières et démocratiques sans restriction ;
- travail pour tous ;
- annulation de la dette externe ;
- expulsion de l'impérialisme : expropriation sans rachat des principales branches de l'industrie et de la banque ;
- éducation nationalisée, laïque et gratuite ;
- contrôle ouvrier sur la production et les prix ;
- dissolution des corps répressifs de la police et des forces armées ;
- rupture avec l'OEA et les traités militaires et politiques qui lient le pays à l'impérialisme ;
- la terre gratuite aux paysans.

Pour le POMR, qui soutiendra la liste unitaire ouvrière, paysanne et anti-impérialiste, sans représentants de la bourgeoisie civile ou militaire, un gouvernement de cette liste devra satisfaire ces revendications. »



l'or et la marche à la dislocation du marché mondial

(1^{re} partie)

par Etienne LAURENT et Michel DAUBERNY

Le but de cet article, ainsi que de celui qui suivra dans le prochain numéro de La Vérité, est de donner aux militants et aux lecteurs de cette revue un certain nombre de points de repère leur permettant de comprendre, en relation avec le mouvement de la lutte des classes mondiale, la nature des phénomènes économiques qui marquent la marche à la dislocation du marché mondial : hausse vertigineuse du prix de l'or, fuite devant la majorité des monnaies, endettement sans précédent dans l'histoire, inflation très rapide et dans certains pays galopante, progression régulière du chômage, malgré les nouvelles relances inflationnistes, progression continue du protectionnisme.

Dans Socialisme utopique, socialisme scientifique, Engels résume l'un des acquis théoriques les plus fondamentaux du marxisme dans les termes suivants : « La contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste se manifeste comme l'antagonisme du prolétariat et de la bourgeoisie ». Aujourd'hui, le lien entre la marche à la dislocation du marché mondial et le mouvement conduisant, dans de nombreux pays, de la crise des formes de domination de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire, paraît extraordinairement étroit.

Dans Le Monde diplomatique, un responsable du Parti socialiste a écrit que « la montée du prix de l'once d'or à plus de 400 dollars a ouvert une nouvelle phase de l'histoire monétaire. Il n'est plus possible, ni pour les Américains, ni pour quiconque, de raisonner comme avant. » La remarque n'est pas fautive, mais elle est très insuffisante. L'or est l'« incarnation sociale de la richesse ». Sa hausse vertigineuse traduit l'impasse d'un mode de production qui doit disparaître ; sa hausse vertigineuse, comme le dit Informations ouvrières, annonce un bond en avant dans la révolution mondiale.

La marche à la dislocation du marché mondial est l'expression des lois immanentes de la production capitaliste. Mais elle est aussi l'expression et le résultat du combat de la classe ouvrière et des masses et de la crise des formes de domination politique bourgeoises à laquelle ce combat a conduit. A son tour, la marche à la dislocation du marché mondial, par le caractère mécanique qu'elle acquiert toujours plus clairement, nourrit la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne et avive la lutte des classes.

Ainsi que nous le constaterons, la bourgeoisie combat sur le terrain de l'économie, comme sur l'ensemble des terrains de la lutte des classes. Elle dresse des plans, prend des mesures et cherche à les appliquer et il serait profondément erroné de ne pas prendre ces plans et mesures en compte. Mais les effets de ces plans et mesures ont été de très courte durée récemment. Ils se sont brisés sur le double écueil des lois immanentes de la production capitaliste et de la lutte de la classe ouvrière. On n'insistera jamais assez sur à quel point celle-ci possède aujourd'hui en elle-même valeur de « variable économique », très exactement de facteur agissant dans la marche à la dislocation du marché mondial. L'ampleur des dépenses parasitaires de l'Etat bourgeois et de tout ce qu'il est convenu d'appeler son « intervention économique » fait qu'il en est nécessairement ainsi.

Même si ce travail est centré sur les facteurs spécifiquement économiques et si les événements de la lutte des classes sont évoqués seulement à titre de rappel, c'est donc dans le cadre de l'analyse d'ensemble de la nouvelle période de la révolution prolétarienne ouverte en 1968 et du tournant qui s'y prépare aujourd'hui qu'il doit être situé.

introduction

Le plan adopté est le suivant. Dans cet article, nous commencerons par rappeler et appliquer certains éléments indispensables de la théorie marxiste sur l'or, le capital fictif et la place précise des crises financières dans le mécanisme des crises économiques.

Puis, nous analyserons le processus de dislocation, à partir des années 60, du dispositif mis en place à Bretton Woods en 1945. Ce dispositif est né dans le cadre de l'« ordre mondial » issu de Yalta et de Potsdam, et il en a été l'un des éléments constitutifs. Sa dislocation et son démantèlement, dont la déclaration du 15 août 1971 a été une étape décisive, participent de la marche à la dislocation de l'ordre de Yalta et de Potsdam, déjà fortement entamé.

Dans un second article, nous analyserons ensuite le mouvement de la marche vers la dislocation du marché mondial suivi par l'économie impérialiste internationale depuis 1971, malgré tous les efforts faits par la bourgeoisie pour l'enrayer.

Mais avant d'entrer dans l'exposé détaillé des questions théoriques et de l'ensemble des faits qui doivent être examinés pour arriver à une caractérisation aussi précise que possible du point où l'on se trouve actuellement dans la marche à la dislocation du marché mondial, il est nécessaire brièvement de présenter les principaux éléments permettant de comprendre les caractères précis qui marquent cette nouvelle expression de la crise historique du capitalisme.

LES TRAITS SPECIFIQUES DE LA CRISE QUI A DEBUTE

Toute crise du mode de production capitaliste exprime la contradiction fondamentale de ce mode de production, dont toutes les autres contradictions procèdent : la contradiction entre l'appropriation privée des moyens de production et le caractère social de la production. Toutes les crises ont donc des traits généraux essentiels communs. Déjà, à l'époque du capitalisme libéral, chaque crise avait des particularités plus ou moins importantes, relevant du moment du développement de ce mode de production, de la mise en place de certaines institutions clés du système comme la banque, la bourse, ainsi que des luttes politiques et militaires des bourgeoisies entre elles et des événements politiques de la lutte des classes dans les principaux pays capitalistes.

La formation et la cristallisation de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, allaient marquer chaque crise d'autres particularités, tout en traduisant la même contradiction fondamentale. L'ampleur, la profondeur, la durée, la solution de la crise qui a commencé en 1929 ne peuvent être comprises en dehors de la domination, mise en évidence par Lénine dans « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme », du « capitalisme financier sur toutes les autres formes de capital » et du développement formidable du parasitisme qui a donné lieu déjà à cette époque à la formation d'une masse énorme de capital fictif. Le centre de gravité de ce capital se situait en particulier dans la bourse, dont les opérations lui permettaient de se développer et de se mettre fictivement « en valeur », dans les conditions examinées plus loin. La crise de 1929 et ses suites sont marquées et illustrent le fait que les forces productives ont cessé de croître. La seule issue à la crise sera l'économie d'armement, l'économie de guerre, la Deuxième Guerre mondiale, que, grâce à Staline, l'impérialisme pourra déchaîner. La crise de 1929 s'inclut totalement dans l'« époque des guerres et des révolutions ».

A son tour, la crise en cours, dont nous vivons encore les premières phases antérieures à la phase de disloca-

tion brutale des échanges mondiaux, est caractérisée par un ensemble de traits spécifiques, qui portent tous la marque de la période actuelle de l'histoire mondiale de la lutte des classes.

C'est sur une période d'au moins déjà dix ans que s'est développé, par soubresauts successifs, le mouvement qui conduit à la dislocation du marché mondial.

En 1974, on a assisté à une chute brutale de la production industrielle (une baisse de plus de 11 % aux Etats-Unis) et à une situation de surproduction manifeste dans de très importants secteurs d'activité industrielle : les chantiers navals, la sidérurgie, la mécanique lourde. Depuis cette date, il y a eu en permanence des « surcapacités » ou « capacités excédentaires » de production, malgré les plans de restructuration, dans tous les pays impérialistes, les taux oscillant évidemment de pays à pays et de branche à branche mais autour de moyennes très élevées (de 30 à 35 % dans beaucoup de secteurs).

La crise commencée en 1974 n'a pourtant pas encore entraîné la dislocation du marché mondial et l'effondrement des échanges mondiaux. Une fois encore l'ouverture de marchés artificiels et parasitaires, financés plus ou moins directement par les Etats bourgeois, la relance de l'économie d'armement, une gigantesque inflation de crédits, le recours à la création artificielle de moyens de financement et de règlement internationaux (tels que les droits de tirage spéciaux sur le Fonds monétaire international) ont permis de repousser encore une fois à plus tard l'effondrement de la production et la dislocation des échanges mondiaux et de limiter la montée du chômage. Cette relance par l'économie d'armement se lit dans les chiffres suivants, où l'on voit que la fin de la guerre du Vietnam n'a été suivie d'aucune réduction des dépenses militaires américaines.

Milliards de dollars

1950	13
1961	47
1972	80
1974	88
1975	100
1980	146 (estimation)

Mais cela s'est fait en approfondissant toutes les contradictions qui dérivent de la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste, et notamment celles du système monétaire international. C'est au niveau du système monétaire international et de la hausse des prix, plutôt que de l'effondrement de la production et de la dislocation des échanges mondiaux, que se sont produites par conséquent les plus violentes secousses dans la dernière période, poursuivant et amplifiant les convulsions qui se sont produites depuis les années 60, précisément en fonction de l'accentuation du parasitisme.

La crise qui a commencé en 1974 a d'ores et déjà été plus profonde et plus longue que de nombreuses crises que le mode de production a connues au long de son histoire l'ont été. Jusqu'à présent elle n'a pas disloqué, comme l'a fait la crise de 1929, le marché mondial et la division internationale du travail. Il ne saurait être question d'esquiver les raisons de la lenteur de son développement, et de son caractère rampant, d'autant que nous pronostiquons qu'elle aboutira à une dislocation sans précédent du marché mondial, de la production et des échanges internationaux.

La façon dont se développe la crise actuelle est l'expression à la fois des plus importants caractères d'ensemble de la période, dont résultent également les rythmes très particuliers de développement des crises de domination politique dans des pays politiquement décisifs, et de l'ampleur et du poids, eux aussi sans précédent dans l'histoire, du parasitisme, dont la clef de voûte est constituée par les dépenses parasitaires de l'Etat, en premier lieu les dépenses militaires et paramilitaires (par exemple spatiales). Mais l'analyse exige également qu'on ne considère pas la monnaie comme une catégorie économique secondaire, et qu'on accorde aussi leur place exacte — ni trop peu ni trop importante — aux crises monétaires dans le mouvement de dislocation du marché mondial. Marx distinguait déjà au XIX^e siècle une forme spécifique de crise monétaire qui a pour « sphère immédiate la banque, la bourse et la finance ». Il dit qu'une telle crise peut se produire comme première phase de la crise industrielle proprement dite et

avant qu'elle n'éclate ouvertement. En toute circonstance, elle en est la conséquence, y compris si elle paraît en avoir été la cause immédiate.

La méthode de Marx doit être respectée scrupuleusement. L'attention qu'il faut porter aujourd'hui à l'analyse de la crise du système monétaire international, du dérèglement de plus en plus accentué de toutes les institutions financières et de l'inflation, n'a de sens et n'est correcte méthodologiquement qu'à condition d'établir à chaque moment la relation de ces phénomènes avec la surproduction et la chute du taux de profit qui soutendent et dominent toute la situation économique aujourd'hui, et avec le parasitisme développé depuis 1945 sur une échelle sans précédent dans l'histoire.

UNE CRISE DONT LES RACINES REMONTENT A 1945

La bourgeoisie est une classe qui a fait son temps : le mode de production capitaliste est un système qui a épuisé depuis longtemps toutes ses possibilités de progrès du point de vue de l'histoire de l'humanité : « Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres : elles ont même commencé à pourrir. » En 1944-1946, le stalinisme est parvenu à endiguer la révolution prolétarienne en Europe, et finalement à la refouler dans des pays politiquement décisifs. Dans le cadre des accords de Yalta et de Potsdam, il a donné la possibilité à l'impérialisme mondial de se remettre en selle, de reconstruire l'Etat bourgeois et ses bases économiques et sociales dans les pays impérialistes d'Europe sortis extraordinairement affaiblis des traumatismes successifs de la crise des années 30, de la deuxième guerre impérialiste mondiale, de la vague révolutionnaire issue de la guerre. Mais le stalinisme ne pouvait pas faire plus ; il ne pouvait pas faire revenir l'horloge de l'histoire en arrière ; il ne pouvait rien au fait qu'en tant que classe la bourgeoisie a fait son temps et que, du point de vue de l'histoire mondiale, les forces productives ont cessé de croître. Le stalinisme ne pouvait pas éviter non plus que la classe ouvrière se renforce considérablement, socialement et politi-

quement, et qu'elle ait occupé de nouvelles positions qu'elle utilise quotidiennement depuis dans sa lutte de classe contre la bourgeoisie.

Si la révolution prolétarienne a été refoulée, les effets et les conséquences de la crise révolutionnaire des années 1944-1946 n'en sont pas moins considérables. Les effets et conséquences de cette situation ont été analysés dans une série de documents de l'OCI et d'articles de S. Just et d'autres rédacteurs de « La Vérité ». Nous n'y reviendrons pas plus longuement ici, mais ils sont également l'une des composantes de la crise en cours.

Les années 1947-1949 ont constitué une sérieuse alerte pour l'impérialisme mondial. Elles ont vu successivement une nouvelle radicalisation de la lutte des classes en Europe (la grève de 1947 chez Renault et l'obligation pour les ministres du PCF de sortir du gouvernement « tripartite » d'union nationale afin de canaliser à « gauche » la radicalisation des masses, une situation similaire en Italie et ailleurs), l'effondrement en 1948 du régime de Tchang Kaï-chek, avec l'obligation pour le PC chinois d'aller plus loin qu'il ne le voulait sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie et finalement la victoire de la révolution chinoise ; enfin, aux Etats-Unis, le sérieux fléchissement de l'activité économique en 1949.

Ces événements ont contraint l'impérialisme américain à effectuer deux pas qui vont marquer de façon centrale les conditions dans lesquelles le marché mondial va finalement être reconstruit dans les années 1950, et l'accumulation de capital sous ses différentes formes (marchandises, moyens de production, argent) va reprendre à l'échelle internationale et dans chaque pays impérialiste. Ces deux pas ont été :

1 — L'élaboration et la mise en œuvre du plan Marshall et de toutes ses dispositions complémentaires (reconstitutions d'échanges multilatéraux en Europe, constitution de l'OCDE, etc.), qui ont été le point de départ — complémentaire des accords de Bretton Woods, mais allant beaucoup plus loin qu'eux — d'une situation où l'impérialisme américain allait assurer simultanément le relèvement économique des bourgeoisies impéria-

listes d'Europe (et un peu plus tard de celle du Japon), c'est-à-dire de ses concurrents en puissance sur le marché mondial, et reporter sur lui-même le poids essentiel des contradictions du système impérialiste mondial ;

2 — La mise en place, à partir du début de la guerre de Corée, d'un dispositif massif de dépenses d'armement (et autres dépenses parasitaires propres à l'Etat bourgeois dans la phase de décomposition du mode de production capitaliste), qui ont constitué depuis cette époque (avec une brève diminution rapidement surmontée en 1957-1958 et ensuite des relances continues) le volant d'entraînement de l'ensemble de l'économie mondiale, mais aussi le terrain de culture sur lequel ont germé et fleuri librement les autres formes multiples de parasitisme qui gangrènent aujourd'hui tout le système.

LE POIDS DU PARASITISME REPOSE D'ABORD SUR L'IMPERIALISME AMERICAIN

L'OCI a souvent cité dans ses textes le passage de « L'Internationale communiste après Lénine » où Trotsky indique en 1928 :

« En période de crise, l'hégémonie des Etats-Unis se fera sentir plus complètement, plus ouvertement, plus impitoyablement que durant la période de croissance. Les Etats-Unis liquideront et surmonteront leurs difficultés et leurs troubles avant tout au détriment de l'Europe. »

Un peu plus tard, à la suite de la crise de 1929, Trotsky a été conduit à préciser :

« La croissance inévitable de l'hégémonie mondiale des Etats-Unis développera ultérieurement de profondes contradictions dans l'économie et la politique de la grande république américaine. En imposant la dictature du dollar sur le monde entier, la classe dirigeante des Etats-Unis introduira les contradictions du monde entier dans les fondements de sa propre domination. »

On a là la clef de l'ensemble des développements qui ont résulté de la prise en charge par la bourgeoisie

impérialiste américaine des exigences du relèvement de l'économie capitaliste mondiale dans le cadre politique assuré par Yalta et Potsdam, comme du choix qu'elle a ensuite fait — et il n'y en avait nul autre — de recourir aux dépenses parasitaires massives et à leur relance continue comme moyen d'assurer directement et indirectement la réalisation de la plus-value et l'accumulation.

L'impérialisme américain a dû en 1945, au lendemain de la guerre, prendre en charge la reconstruction du système capitaliste. Seul il en avait les moyens économiques, et les rapports inter-impérialistes ainsi que les rapports politiques mondiaux lui permettaient d'imposer aux bourgeoisies des vieilles puissances impérialistes en ruine son hégémonie et une sorte d'unité sous sa direction. Mais ce faisant il prenait en charge l'ensemble des contradictions et les intégrait aux siennes.

Pour toutes les puissances impérialistes d'autre part, pour toutes les composantes du mode de production capitaliste et pas seulement les Etats-Unis, la restructuration du système, son volant d'entraînement ont été un fantastique parasitisme et cela dès 1945, chaque puissance capitaliste, chaque Etat bourgeois nourrissant et développant ce parasitisme directement et indirectement. Mais la place et le rôle de l'impérialisme américain impliquaient qu'il soit le principal générateur de ce parasitisme et que l'Etat bourgeois américain en assume les principales charges.

Au lendemain de la guerre, les rapports politiques entre la bourgeoisie et le prolétariat à l'échelle mondiale, et particulièrement dans les vieilles puissances impérialistes européennes, malgré la politique stalinienne, ont contraint l'impérialisme américain à prendre en charge l'essentiel du fardeau, à veiller à ne pas provoquer, en écrasant les vieilles puissances impérialistes, une gigantesque explosion révolutionnaire par suite d'une trop grande tension des antagonismes sociaux et politiques. Il lui a fallu abandonner le vieux plan Dawes et bien plus encore le plan Morgenthau de 1941, qui voulait transformer « l'Allemagne en un champ de pommes de terre ». Le plan Morgenthau était crument exprimé

pour ce qui concerne l'Allemagne, mais il signifiait en fait que l'impérialisme américain entendait transformer l'Europe en une de ses semi-colonies à la manière de l'Amérique latine. Les événements de la lutte des classes à partir de 1943 et la transformation de la deuxième guerre impérialiste mondiale en guerre civile, conformément au pronostic de Trotsky, ont contraint au contraire l'impérialisme américain à aider ses concurrents en puissance à se relever.

ETATS-UNIS, EUROPE, JAPON

A mesure cependant que l'impérialisme américain a lui-même été pris de plus en plus à la gorge par les contradictions croissantes du capitalisme pourrissant et le poids d'un système gangrené, il a cherché à faire prendre en charge par les autres puissances impérialistes une part croissante du fardeau. La déclaration Nixon du 15 août 1971, sur laquelle nous revenons, est à cet égard sans équivoque.

Les différentes puissances impérialistes ont été appelées à élargir considérablement leurs propres dépenses parasitaires, notamment militaires, dont la répartition était en 1974 la suivante :

DEPENSES MILITAIRES DIRECTES DES PAYS IMPERIALISTES EN 1974

	en milliards de dollars
Amérique du Nord :	
Canada	2 925
USA	85 906
Europe :	
Belgique	1 485
Danemark	736
France	10 080
R.F.A.	13 853
Grèce	804
Italie	4 387
Luxembourg	18
Pays-Bas	2 405
Norvège	715

Portugal	989
Turquie	1 135
Grande-Bretagne	9 892

Total OTAN 135 330

Total OTAN
(excl. USA) 49 424

Total OTAN
Europe 46 499

Japon 3 670

(Source : SIPRI Year Book, Stockholm).

Mais le phénomène de report d'une partie du fardeau du parasitisme est particulièrement saisissable, surtout dans le mécanisme qui contraint depuis 1971 les autres puissances impérialistes à prendre en charge toujours plus nettement une partie du financement du parasitisme qui ne cesse de se développer aux Etats-Unis et qui est indispensable au maintien en activité de la machine économique. Le déficit de la balance commerciale et des paiements américaine, le flot de dollars qui inonde le monde, n'ont pas d'autres sources que l'énormité de l'inflation sous toutes ses formes, qui finance le parasitisme. En décrétant l'inconvertibilité du dollar en or, le gouvernement américain imposait le cours forcé à l'échelle internationale du dollar, ce que les autres gouvernements acceptaient. En achetant d'une façon ou d'une autre par milliards de marks ou de yens des dollars sur le marché financier, en transformant leurs réserves forcées de dollars en bons du trésor américains, de même qu'en participant aux différents systèmes mis au point par le Fonds monétaire international, les banques centrales des autres pays capitalistes financent en partie le parasitisme de l'économie américaine.

Cependant, les rapports politiques entre les classes à l'échelle mondiale et aux Etats-Unis mêmes ont interdit à Nixon et à Kissinger d'aller trop loin sur cette voie, et de frapper trop fort, de reporter de façon complète et impi-

toyable leurs difficultés sur les bourgeoisies européennes et japonaise.

Dans un de ses livres où sa méthode empiriste et non marxiste est des plus nettes, Mandel a expliqué, en se fondant sur les statistiques de production, le fait que le rapport de forces entre l'impérialisme américain et les autres puissances impérialistes s'était modifié en faveur de ces dernières.

Si on prend comme point de comparaison la fin de la dernière guerre mondiale, où seul émergeait intact et renforcé de la guerre le capital américain, c'est là une plate banalité. Même sur le plan des « rapports de forces économiques », la puissance du capital américain reste cependant, toujours et de loin, dominante par rapport aux autres puissances impérialistes : la masse de la production aux USA, le montant extraordinairement élevé des investissements de l'impérialisme US en Europe et dans le monde, le rôle que le dollar pourtant si malade continue à jouer mondialement, suffisent à le démontrer. La modification du prix du pétrole en 1973, contrôlé et impulsé par l'impérialisme US, a démontré quels étaient les véritables rapports de force.

Mais en réalité, il s'agit, derrière ce faux problème, de dégager la véritable question. Les impérialismes européens et japonais n'ont pas d'autre choix que de soutenir l'impérialisme américain de la façon dont ils le font aujourd'hui, lorsqu'ils soutiennent à chaque pas le dollar par exemple. Nulle autre puissance impérialiste, ou groupe de puissances impérialistes, ne peut relayer l'impérialisme américain, occuper la place qu'il occupe depuis des décennies et plus particulièrement depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. L'impérialisme américain a intégré l'ensemble des contradictions du mode de production capitaliste, il s'est gangrené jusqu'à la moëlle, sans pour autant redonner la santé aux autres puissances impérialistes, qui sont tout aussi gangrenées que lui, sans posséder sa puissance. L'effondrement de l'économie américaine signifie leur débâcle immédiate, la débâcle du mode de production capitaliste, de la société bourgeoise dans son ensemble. C'est pourquoi les impérialismes européens et japonais acceptent, bon gré mal gré, de prendre

en charge une partie des difficultés qui assaillent l'impérialisme américain. Pourtant, il convient d'ajouter qu'à l'inverse l'impérialisme américain ne peut reporter brutalement sur les impérialismes européens et sur l'impérialisme japonais l'ensemble des contradictions qu'il a prises en charge à la fin de la deuxième guerre impérialiste sans provoquer l'effondrement, faire exploser l'édifice économique capitaliste laborieusement construit à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les impérialismes européens et japonais, également gangrenés, sont incapables de supporter pleinement une telle charge, et leur effondrement signifierait aussi la dislocation de l'ensemble des rapports économiques internationaux. Etats-Unis compris. Jusqu'alors, les antagonismes inter-impérialistes, tout en se manifestant avec force, ont été contenus, plus exactement comprimés. Une certaine unité d'action inter-impérialiste s'est poursuivie à partir du rôle et du poids déterminant de l'impérialisme américain. N'en déplaise à Mandel, il n'y a pas de relais possible à l'impérialisme américain. Le système dans son ensemble est irrémédiablement gangrené. Lorsque les antagonismes ne pourront plus être contenus, ce sera l'effondrement pour le système dans son ensemble et pour chacune de ses parties en Europe, au Japon, aux Etats-Unis et aussi, bien sûr, dans les pays économiquement subordonnés à l'impérialisme.

UNE PREOCCUPATION COMMUNE : RETARDER LES ECHEANCES

Au fond de toute crise, répétons-le, il y a la contradiction fondamentale entre le caractère social de la production et l'appropriation privée des moyens de production, dont toutes les autres contradictions dérivent : la chute du taux de profit à un niveau trop bas pour permettre à l'accumulation capitaliste de se poursuivre ; la suraccumulation des moyens de production et la surproduction des marchandises compte tenu des limites du marché, imposées par l'existence

« de rapports de distribution antagoniques qui réduisent, dit Marx, la

consommation de la grande masse de la société à un minimum susceptible de varier seulement à l'intérieur de limites plus ou moins étroites ».

Au fond des crises de l'époque impérialiste, époque des guerres et des révolutions, époque de la révolution prolétarienne mondiale, il y a l'impasse de tout le système social fondé sur la propriété privée des moyens de production, la contradiction fondamentale dont les autres dérivent étant parvenue au point où la quantité se transforme en qualité.

Les crises du capitalisme libéral liquidaient une partie du capital moyennant la destruction plus ou moins massive de moyens de production, de capacité productive, de marchandises, de titres de propriété, de capital fictif. Ainsi se rétablissaient les conditions d'une nouvelle phase d'accumulation, d'un nouveau cycle. A l'époque de l'impérialisme, l'expérience de la crise de 1929 le démontre, l'existence du capital financier, les monopoles, faussent, entravent cette sorte de régulation du fonctionnement du mode de production capitaliste et entravent le développement d'un nouveau cycle. Seules, la constitution de marchés artificiels, l'économie d'armement, l'économie de guerre et la guerre elle-même forment de nouveaux marchés. La deuxième guerre impérialiste mondiale a opéré ainsi de vastes destructions de capital sous toutes ses formes. Pourtant, elle n'a pas résolu le problème tant soit peu durablement, puisque dès 1947 à nouveau le spectre d'une nouvelle crise économique menaçait et qu'il fallut mettre en place un énorme parasitisme, au centre duquel une économie permanente d'armement, pour la conjurer.

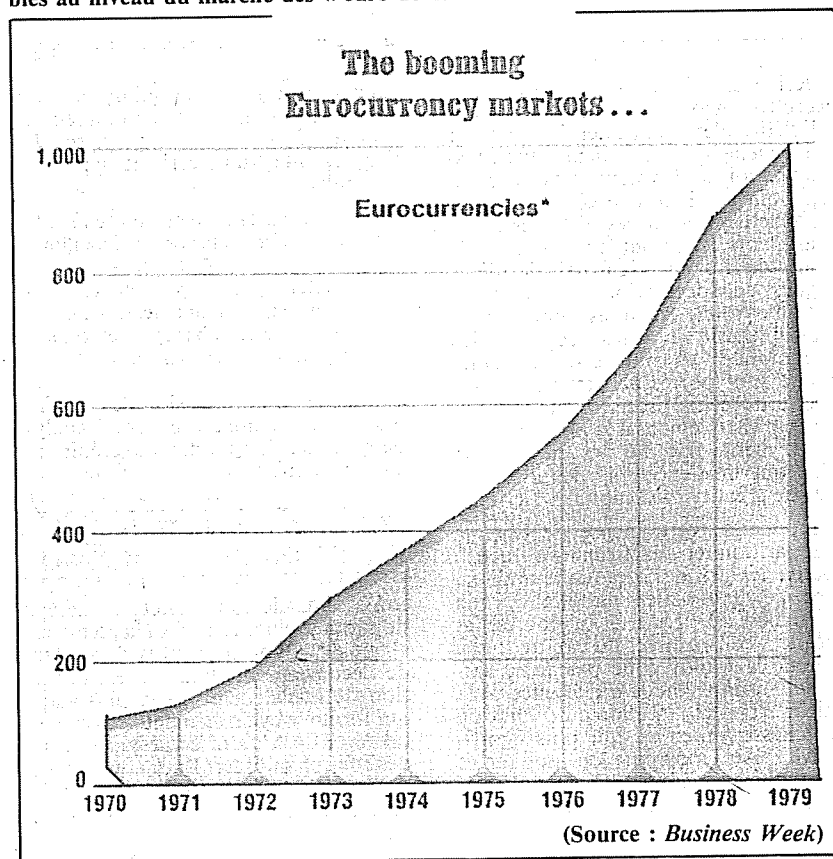
Aujourd'hui, l'économie d'armement ne suffit plus, il faudrait passer à l'économie de guerre et à la guerre elle-même. Et quelle guerre ? La guerre contre les Etats ouvriers dégénérés et bureaucratiques pour réintroduire les rapports de production et de propriété capitalistes en URSS, en Chine, à l'est de l'Europe, en Indochine, en Corée du Nord, à Cuba ? Aucune des conditions politiques pour une telle entreprise n'existe, à commencer par les rapports mondiaux entre les classes.

A aucune époque la bourgeoisie n'a provoqué sciemment les crises économiques. Actuellement pas plus que précédemment, même si certains de ses porte-parole (tel le « Wall Street Journal ») en ont préconisé la nécessité. La crise est toujours une catastrophe pour le capital dans son ensemble, et plus particulièrement pour certains de ses secteurs. Par contre, bien que ce soit pour lui une sorte de fuite en avant pleine de risques, à plusieurs reprises au cours de ce siècle il a préparé délibérément la guerre impérialiste, comme moyen d'ouvrir immédiatement des débouchés par l'économie de guerre comme moyen de procéder à un nouveau partage du monde, comme moyen d'éliminer d'autres puissances impérialistes et de tenter de réouvrir à la pénétration capitaliste

des régions du monde où le capital a été exproprié (guerre contre l'URSS). Mais, pour envisager une telle vague, il faut réaliser des conditions politiques qui aujourd'hui n'existent pas.

Toutes les bourgeoisies, de même que la bureaucratie du Kremlin, en raison d'abord et avant tout de leur volonté de repousser l'inévitable affrontement avec le prolétariat mondial, n'ont qu'une solution, repousser les échéances, prolonger le plus possible ce qui existe. L'impérialisme n'a d'autre « solution » que d'utiliser les mêmes moyens, les mêmes méthodes qu'il a utilisées depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en les aggravant jusqu'à la limite du possible : augmenter, augmenter toujours le parasitisme.

Le capital fictif et flottant selon le montant des liquidités internationales disponibles au niveau du marché des « euro-devises ».



Mais les bourgeois ne peuvent maîtriser les lois immanentes du mode de production capitaliste. Il existe en circulation une masse fantastique d'obligations, de titres, de créances, qui constituent du capital fictif et flottant. La mise en « valeur » de ce capital fictif et flottant engendre une spéculation effrénée, source d'une nouvelle accumulation de capital fictif et flottant. Cette spéculation exige en dernier ressort le soutien des banques centrales. Conjuguée aux « relances » opérées par les Etats bourgeois au moyen de nouvelles dépenses parasi-

taires, elle impulse une fantastique inflation mondiale. Comme expression et indice de cette inflation, il y a notamment le marché des « eurodollars » et ses circuits de circulation et de transactions financières internationaux, portant sur la somme extraordinaire de 1 000 milliards de dollars, échappant les uns et les autres à tout contrôle des institutions monétaires étatiques, banque centrale ou Trésor, conformément au mouvement « autonome » du capital fictif dégagé théoriquement par Marx, et qu'il faut maintenant analyser.

valeur, monnaie, crédit, capital fictif

Relancer l'inflation, prolonger et accroître encore les éléments du capital fictif, c'est continuer à violer sur une échelle sans précédent dans l'histoire la loi de la valeur. Les observateurs ont souligné que ce ne sont pas les acheteurs de pièces d'or, les petits épargnants, qui ont fait monter le cours de l'or pendant les dernières vagues de spéculation. Ce sont les banques, les grandes entreprises monopolistiques, les compagnies d'assurance, les plus gros porteurs, qui se sont portés acheteurs, c'est-à-dire tous ceux précisément qui ont participé activement à la mise en place de ce même marché des eurodollars ainsi que de l'ensemble des mécanismes de création des capitaux fictifs.

La hausse vertigineuse de l'or, sa réapparition et réaffirmation face à toutes les formes de marchandises, face aux monnaies nationales, aux monnaies de crédit et à toutes les créances constitutives du capital fictif, comme le « moyen de paiement unique et véritable mode d'existence de la valeur » et « incarnation autonome de la richesse » n'en est que plus significative. Au moment où se tenait l'assemblée générale annuelle du FMI, appelée à discuter de la création d'une nouvelle variante des droits de tirage spéciaux (DTS), récemment caractéri-

sés comme du « néant habillé en monnaie », elle signifie que le moment est proche où, une fois de plus, se vérifiera ce que Marx écrivait dans « Le Capital » :

« Dans la crise on voit se manifester cette revendication : la totalité des lettres de change, des titres, des marchandises, doit pouvoir être tout d'un coup et simultanément convertible en argent bancaire et tout cet argent à son tour en or. »

Mais la compréhension de ces affirmations nécessite un retour à l'analyse de Marx sur la monnaie, le crédit et le capital fictif.

LOI DE LA VALEUR ET FONCTION DE LA MONNAIE

L'économie capitaliste est une économie marchande : très exactement il s'agit de la forme la plus développée de l'économie marchande. La réalisation de la valeur et de la plus-value, qui ferme le cycle élémentaire du capital $A - M - A'$, s'effectue par la vente des marchandises. Pour qu'il y ait accumulation du capital, il faut qu'il y ait réalisation de la plus-value moyennant la vente des marchandises produites — dans lesquelles la valeur (et

donc la plus-value) est cristallisée. Telle est, sous son expression la plus simple, ce que l'on désigne comme l'« affirmation de la loi de la valeur ».

Mais on sait que ce n'est pas par la médiation de n'importe quelle marchandise que A peut devenir A' . Il faut que A serve à acheter des moyens de production, dont la force de travail, et c'est la force de travail qui produit une quantité de valeur supplémentaire à la quantité de valeur nécessaire à sa propre production. Cette partie de valeur produite par l'ouvrier ne lui sera pas payée et constituera la plus-value — ou valeur supplémentaire, source des profits capitalistes. En d'autres termes, A servira à acheter $C + V$, V produira, outre sa propre valeur, une valeur supplémentaire $p1$: $A' = C + V + p1$.

C'est là précisément que la production capitaliste se heurte aux rapports sociaux sur lesquels elle est fondée :

« La vente des marchandises, la réalisation du capital-marchandise, et par conséquent aussi de la plus-value, sont limitées, dit Marx, par les besoins de consommation d'une société dont la grande majorité est toujours pauvre et condamnée toujours à le rester ; en système capitaliste, la véritable barrière de la production est le capital lui-même. »

C'est par rapport à cette contradiction fondamentale qu'on peut situer le parasitisme. Les différentes formes de parasitisme ont en commun le fait d'enfreindre d'une manière ou d'une autre la loi de la valeur : soit par la création de conditions tout à fait artificielles de réalisation de la plus-value, moyennant le financement d'achats à partir des dépenses de l'Etat ; soit par l'utilisation massive de moyens de crédit, permettant à la production et à l'accumulation de se poursuivre, avant que la vente des marchandises et la réalisation de la valeur et de la plus-value ne soient intervenues, et parfois sans qu'elles n'interviennent jamais pour une partie des marchandises considérées ; soit enfin en créant les circuits du capital fictif, où « l'argent peut produire de l'argent », où $A - A'$ peut avoir lieu « sans aucun procès qui serve de médiation aux deux procès ».

C'est par rapport aux marchandises, à leur circulation et à leur échange et à la valeur qu'elles cristallisent en elles, que se situent les fonctions de la monnaie. La monnaie constitue tout d'abord l'instrument qui sert de mesure de la valeur des autres marchandises, et leur permet de s'échanger entre elles selon la quantité de valeur socialement nécessaire à leur production. Mesure de valeur, la monnaie est étalon des prix. Mais elle est aussi, bien entendu, moyen d'échange ou de circulation. Enfin, elle est réserve de valeur, ou trésor. Elle est la marchandise qui assure la « représentation de la richesse sous une forme toujours mobilisable », indépendante des relations particulières, locales, naturelles, individuelles, forme « impersonnelle » permettant au capitaliste de « porter sur lui, dans sa poche », comme le dit Marx dans une formule imagée, « la puissance sociale et les rapports sociaux généraux ».

Il existe donc trois fonctions de la monnaie — mesure de valeur ou étalon des prix, moyen de circulation, moyen de thésaurisation ou capacité à servir de trésor. Seul l'or peut les remplir toutes, en toutes circonstances.

Dans l'activité économique quotidienne pourtant, on rencontre essentiellement deux formes de monnaie autres que l'or : premièrement les monnaies nationales, ou monnaies d'Etat à cours forcé, employées dans la vie courante et se présentant pour de nombreuses couches de la population, tous les salariés notamment, comme l'unique forme connue directement ; et deuxièmement la monnaie de crédit, c'est-à-dire les créances (traites, effets commerciaux) que les banques transforment en argent liquide ou en comptes courants moyennant l'escompte.

L'or est situé en retrait : dans les caveaux de la banque centrale, dans les coffres forts de certains particuliers ou de certaines entreprises, dans les chambres fortes des banques de dépôt. Dans le système capitaliste pourtant, c'est l'or seul qui constitue vraiment la monnaie ; les autres formes ne sont, dit Marx, que des « suppléants ».

Le suppléant doit être capable d'occuper effectivement un tel rôle, mais également de ne pas l'outrepasser. Il ne doit pas prétendre qu'il est

l'acteur en titre, car il ne l'est pas et sera vite rappelé à l'ordre. Sur la base de ces premières explications, on peut reprendre l'examen des fonctions de la monnaie.

L'OR, SES SUPPLEANTS ET LA MONNAIE UNIVERSELLE

L'or, tout d'abord, qui est lui-même une marchandise, est la seule marchandise qui serve de mesure de valeur à toutes les autres. Il a acquis cette fonction au travers d'un processus millénaire qui a commencé bien avant le capitalisme, dans le cadre des différentes formes d'économie marchande. La fonction d'étalon des prix a été assumée ensuite progressivement par les monnaies nationales, à mesure qu'elles ont commencé à suppléer l'or dans son rôle de numéraire ou moyen de circulation.

Mesure de valeur et donc étalon des prix, l'or en effet a aussi rempli historiquement, avec l'argent métallique, le rôle de moyen de circulation et d'échange dans la circulation marchande aussi bien dans les systèmes marchands antérieurs au capitalisme que dans le système capitaliste lui-même. Dans ce rôle, dit Marx, l'or peut être remplacé par « des choses relativement sans valeur aucune, telles que les billets de papier », billets de banque et monnaie nationale d'Etat à cours forcé. Mais ceux-ci ne sont en dernier ressort que des suppléants de l'or. Il faut, dit Marx, aborder l'analyse du papier-monnaie d'Etat, en le posant comme

« signe d'or ou signe de monnaie. Le rapport qui existe entre lui et les marchandises consiste tout simplement en ceci que les mêmes quantités d'or qui sont exprimées idéalement dans leurs prix sont représentées symboliquement par lui. Le papier-monnaie n'est donc signe de valeur qu'autant qu'il représente des quantités d'or qui, comme toutes les autres quantités de marchandises, sont aussi des quantités de valeur. On demandera peut-être pourquoi l'or peut être remplacé par des choses sans valeur, par de simples signes. Mais il n'est ainsi

remplaçable qu'autant qu'il fonctionne exclusivement comme numéraire ou instrument de circulation. »

Le papier-monnaie d'Etat peut chercher à donner l'illusion de se substituer à l'or pour de bon, ne fût-ce que dans cette seule fonction. Mais il n'en est rien. Il reste un suppléant, et, dès qu'il tente de sortir de ce rôle, il est rappelé à l'ordre : si une quantité de papier-monnaie excessive par rapport aux exigences de la circulation des marchandises est émise par l'Etat, le papier-monnaie se dévalorise et la hausse des prix absorbe l'excédent de billets. La monnaie de crédit joue également un rôle très important, comme suppléant de l'or, dans la seconde fonction de la monnaie. Le crédit commercial, dont la lettre de change est la forme la plus ancienne et la plus caractéristique, a été établi précisément pour suppléer au rôle de l'or et donner aux échanges une aussi grande souplesse que possible.

Dans le cadre du mode de production capitaliste, certaines formes de crédit (celles que Marx désigne comme étant les formes « modernes » ou celles propres au banquier, et que nous examinerons dans un instant) peuvent donner l'illusion d'être dotées d'une autonomie complète. Là encore, il n'en est rien : la crise monétaire, moment particulier et partie constitutive de la crise industrielle, vient réaffirmer l'autorité de la loi de la valeur et le fait que l'or est l'unique incarnation adéquate de la valeur des marchandises.

C'est dans sa troisième fonction de « trésor », réserve ou instrument de thésaurisation, que « la monnaie fonctionne, dit Marx, comme monnaie ou argent proprement dit, par opposition à ses fonctions de mesure de valeurs et de numéraire ». Ici encore, dans des circonstances déterminées, des suppléants peuvent remplir cette fonction. En dernier ressort, cependant, l'or se dressera « toujours en face des marchandises comme l'unique incarnation adéquate de leur valeur ». La demande de monnaie comme réserve ou trésor « n'a de par sa nature ni règle ni mesure ». Elle s'attache, dit Marx, à la « qualité de puissance infinie de l'argent (...) immédiatement transformable en tou-

tes sortes de marchandises », et au fait qu'en cas de perturbation ou dérèglement du système monétaire l'or est la seule forme de monnaie capable de résister aux avatars des fluctuations, krach et crises.

Ce qui déterminera la capacité des monnaies à jouer le rôle de suppléants de l'or, plus ou moins longtemps et avec plus ou moins de succès, c'est leur capacité à occuper, à côté de l'or et en représentation de celui-ci, le temps qu'elles peuvent, la fonction de « monnaie universelle » ou moyen de paiement international. Marx explique :

« C'est sur le marché du monde, et là seulement, que la monnaie fonctionne dans toute la force du terme, comme la marchandise dont la forme naturelle est en même temps l'incarnation sociale du travail humain en général. Sa manière d'être y devient adéquate à son idée. »
(« Le Capital », Editions sociales, tome I, page 147.)

Sur le marché mondial, la circulation des marchandises et la circulation des capitaux s'opèrent entre les sphères de circulation nationales — les Etats. Ces Etats importent ou exportent des marchandises, investissent ou prêtent des capitaux, prélèvent des profits ou empruntent entre eux.

La comptabilisation de ce qui provoque des entrées et des sorties d'argent, pour un pays, amène à constater l'existence d'un solde positif ou négatif de sa balance des paiements. Le paiement du solde exige une monnaie universelle ; c'est l'or le seul moyen, en dernière instance, de solder les balances internationales.

De la même manière, cependant que l'or a été progressivement aidé par des suppléants sur le marché national, il a été réduit sur le marché mondial à une utilisation minimum, mais en aucun cas symbolique. A un degré encore plus fort que sur les marchés intérieurs, les suppléants de l'or ont pu jouer ce rôle seulement dans la mesure où et parce que l'or existait en retrait. Les monnaies nationales, la livre sterling d'abord, puis le dollar, ont été sur le marché mondial — tant qu'ils l'ont pu — signes représentatifs de l'or.

CAPITALISME, IMPERIALISME ET PARASITISME

On a défini plus haut la signification du parasitisme par rapport à la loi de la valeur. Le parasitisme, qui est l'un des traits les plus notoires du capitalisme dans sa phase impérialiste, a ses fondements dans des institutions centrales du mode de production fondé sur la propriété privée des moyens de production.

La première est l'Etat bourgeois, que Marx désignait il y a plus d'un siècle, entre autres traits, par le parasitisme dont il est porteur. Parlant de l'Etat en France, Marx le caractérisait déjà ainsi :

« Ce pouvoir exécutif, avec son énorme organisation bureaucratique et militaire, avec sa machine d'Etat compliquée et artificielle, avec cette armée de fonctionnaires nombreuse d'un demi-million, à côté d'une armée qui compte encore un demi-million d'hommes, cet effroyable organisme parasitaire qui enveloppe comme d'un filet le corps de la société française et en bouche tous les pores. »

Synthétisant la position marxiste dans le volume II de « Défense du trotskysme », S. Just a rappelé la manière dont le passage à l'impérialisme comporte l'épanouissement débridé des traits parasitaires déjà présents antérieurement :

« Le capitalisme au stade de l'impérialisme voit ses possibilités d'extension générale se restreindre à l'échelle mondiale, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des pays capitalistes dominants, une fois que le partage du monde est achevé. La monopolisation, la formation du capital financier, forme extrême de la concentration du capital, fossilisent, ossifient le capitalisme, lui font perdre sa souplesse antérieure, qui, au prix des crises de surproduction détruisant des masses de forces productives, permettait le redémarrage du cycle par la hausse, suivant la chute, du taux de profit, et un nouvel équilibre dynamique entre les différents secteurs de la production. L'Etat de tous temps joua un rôle important dans la for-

mation et le développement capitalistes : un rôle à la fois politique et économique. Sa fonction économique avec la formation des monopoles et du capitalisme financier s'accroît jusqu'à devenir décisive, mais parasitaire : le militarisme devient un facteur indispensable et majeur du fonctionnement d'ensemble de l'économie capitaliste. Ainsi que Rosa Luxemburg l'a montré, outre la nécessité, en fonction de la conquête de territoires coloniaux, du partage du monde, des guerres entre pays impérialistes, "le militarisme a encore une autre fonction importante. D'un point de vue purement économique, il est pour le capital un moyen privilégié de réaliser la plus-value, en d'autres termes il est un moyen d'accumulation". ("L'Accumulation du capital", tome II, page 123).

L'ossification du capitalisme, le rôle de l'Etat, le développement du parasitisme, sont inclus dans l'analyse de l'impérialisme de Lénine. Rosa Luxemburg insiste particulièrement sur certains aspects qu'elle dégage mais qui sont inclus dans l'analyse de Lénine :

"Il nous reste encore à examiner un autre aspect essentiel de l'impérialisme, auquel on accorde généralement trop peu d'importance dans la plupart des jugements portés sur lui. Un des défauts du marxiste Hilferding est qu'il fait un pas en arrière par rapport au non-marxiste Hobson. Nous voulons parler du parasitisme propre à l'impérialisme." ("L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme", début du chapitre VIII.)

Dès avant la première guerre impérialiste mondiale, le militarisme, nous dirions aujourd'hui l'économie d'armement, absorbait une part considérable de "forces productives". Au prix d'une destruction constante de "forces productives", il soutient l'activité d'ensemble du mode de production capitaliste, et opère un transfert de plus-value des différents secteurs de la production vers les industries de guerre, dont la plupart sont celles à composition organique élevée. La crise économique classique est plus ou moins contenue... par la destruction massive de "forces pro-

ductives" sous une autre forme, celle qui résulte de l'économie d'armement. Le grand apport de Rosa Luxemburg à la théorie de l'impérialisme est d'avoir remarqué que l'économie d'armement servait de volant d'entraînement au fonctionnement du mode de production capitaliste dans son ensemble, et cela dès avant la première guerre mondiale impérialiste. Ses "critiques" ne le lui pardonnèrent pas.

Les monopoles, le capital financier, la subordination toujours plus étroite de l'Etat bourgeois au capital financier, en bref l'impérialisme, en plus de l'exportation des marchandises et des capitaux, du partage du monde, engendre l'économie d'armement, qui n'est pas seulement une nécessité politique, mais une exigence économique. "Chaque crise détruit régulièrement, non seulement une masse de produits, mais encore une grande partie des forces productives elles-mêmes", écrivaient Marx et Engels (« Manifeste communiste »). L'économie d'armement détruit sans relâche des masses énormes de forces productives. Mais, avec l'économie d'armement, s'accroît également la disproportion entre les différentes branches de la production. Le processus de l'accumulation du capital peut bien se poursuivre, au moins pendant un temps — parler du développement des "forces productives" est pour le moins singulier. Il s'agit d'une gigantesque destruction de valeur d'échange et de valeur d'usage... comme condition de la poursuite du procès d'accumulation du capital. »

(S. Just, « Défense du trotskysme », volume II, SELIO, pp. 36-38.)

Mais le système bancaire et la Bourse se sont également affirmés très tôt comme étant les institutions-clés d'une seconde forme de parasitisme, naissant du mouvement spécifique du capital-argent de prêt et de la formation du capital fictif à partir des mécanismes de ce que Marx appelle le « système de crédit moderne ».

Aujourd'hui, le parasitisme qui prend sa source dans les dépenses effectuées par l'Etat en défense du régime de la propriété privée, et le parasitisme qui a pour fondement les mécanismes du crédit et de la création

de capitaux fictifs, donc aussi de moyens monétaires par les banques, sont étroitement liés. Le parasitisme de l'Etat nourrit le parasitisme financier et intervient pour l'aider à repousser les limites jusqu'où il parvient pendant un temps à violer la loi de la valeur.

On reviendra à cette relation après avoir présenté l'analyse que Marx donne des mécanismes du crédit et de la création du capital fictif.

Cette analyse est assez complexe. Cela tient à un ensemble de facteurs, et d'abord au fait que le système du crédit englobe deux phénomènes qui, tout en étant fortement enchevêtrés, sont néanmoins distincts. Le premier est le crédit commercial proprement dit, et l'autre ce que Marx désigne comme le « crédit du banquier, qui constitue une tout autre opération, une phase essentiellement différente ». C'est cette seconde forme de crédit qui transforme les banques, comme le montre Lénine, de « modestes intermédiaires », auxiliaires du capital industriel, en colonne vertébrale du capital financier.

Le crédit commercial, qui a constitué la base du système du crédit historiquement et qui en reste une composante, a comme « forme typique la lettre de change, titre de créance à échéance déterminée », qui peut soit circuler d'un commerçant ou industriel à l'autre, par endossement jusqu'à l'échéance, soit faire l'objet d'une opération d'escompte auprès d'une banque.

La lettre de change ou traite qui circule par endossement d'un industriel ou gros commerçant à l'autre fait déjà office de monnaie dans sa fonction de moyen de circulation. L'escompte par la banque conduit à une monétarisation plus complète encore de la créance. Les marchandises vendues par A à B ne sont pas encore payées — la valeur et la plus-value cristallisées en elles ne sont pas encore réalisées — et pourtant la monnaie qui correspondrait — et correspondra peut-être — à cette réalisation circule déjà. Il y a donc un affranchissement momentané de la loi de la valeur, qui contient en lui la possibilité de l'inflation. Mais l'affranchissement reste tout à fait temporaire, et l'effet infla-

tionniste limité. A un prix social encore bas, la production capitaliste obtient, dit Marx, « une diminution des frais de circulation, une accélération des différentes phases de la circulation et, partant, une accélération du procès de reproduction en général ». « Chaque fabricant ou commerçant individuel tourne à la fois la nécessité de posséder un capital de réserve important et évite de dépendre des rentrées réelles. »

« Néanmoins, note Marx, tout le procès se complique tellement et par de simples opérations de cavalerie, et par des opérations sur des marchandises qui n'ont pour but que l'établissement de traites, que les affaires peuvent continuer tranquillement à donner l'illusion d'une grande stabilité et d'une grande facilité des retours d'argent, alors que ceux-ci depuis longtemps déjà ne se font plus qu'aux frais de prêteurs floués ou de producteurs escroqués. C'est ce qui donne toujours l'impression que juste immédiatement avant le krach le marché est sain, presque trop sain. »

Cependant, les banques ne sont pas seulement des intermédiaires, simples émetteurs de monnaie de crédit de dimensions modestes. Ce sont des institutions capitalistes descendant des usuriers de la période précapitaliste, qui font un commerce de l'argent en grand, sur la base de la concentration entre leurs mains d'un capital de prêt. Dans le mouvement du développement de la production capitaliste qui a conduit du capitalisme de libre concurrence à l'impérialisme, cette concentration a joué un rôle central et placé les banques au cœur du capital financier. Avant sa mort, Marx note déjà :

« Avec le développement de la grande industrie, le capital-argent, dès qu'il apparaît sur le marché, est de moins en moins représenté par le capitaliste individuel, possesseur de telle ou telle fraction du capital se trouvant sur le marché, mais s'y trouve toujours davantage comme une masse organisée et concentrée, placée, à la différence de la production réelle, sous le contrôle des banquiers représentant le capital social. »

C'est à partir de cette concentration d'argent de prêt que les banquiers, jouant le rôle, dit Marx, de capitalistes financiers, développent le « crédit du banquier » proprement dit, qui est avec la société par actions « une arme additionnelle et terrible de la guerre de la concurrence et un gigantesque mécanisme social destiné à centraliser les capitaux ».

Les mécanismes du prêt du capital-argent et du crédit bancaire doivent être analysés successivement sous plusieurs angles : le prélèvement à caractère parasitaire opéré sur la valeur ; le parasitisme du marché financier comme marché des actions et titres ; enfin, les mécanismes de création du capital fictif. Tous ces aspects nous mettent en présence du parasitisme financier dans ses diverses modalités.

Ce parasitisme est celui d'abord d'un secteur spécifique et encore délimité du capital, avant de devenir l'une des déterminations — pas la seule, mais peut-être la plus importante à côté du bond en avant du militarisme et des dépenses parasitaires étatiques — de l'impérialisme.

« La suprématie du capital financier sur toutes les autres formes du capital signifie l'hégémonie du rentier et de l'oligarchie financière, la situation à part pour un petit nombre d'Etats financièrement puissants parmi tous les autres. »

« LA FORME LA PLUS FETICHISEE DU RAPPORT CAPITALISTE »

C'est chez Marx lui-même, c'est dans l'analyse du « capital-argent de prêt » et des mécanismes du crédit que se trouve l'énoncé le plus complet de cet aspect du parasitisme. Il montre :

« Avec le capital porteur d'intérêt, le rapport capitaliste atteint sa forme la plus extérieure, la plus fétichisée. Nous avons ici A-A', de l'argent produisant de l'argent, une valeur se mettant en valeur elle-même, sans aucun procès qui serve de médiation aux deux extrêmes. » (Tome VII, p. 55.)

La forme spécifique du capital-argent de prêt — capital « productif d'intérêt », capital usuraire dont le

capital financier reproduit dans le cadre du capitalisme, et surtout dans la phase impérialiste, tous les traits parasitaires antérieurs — est donc la forme A-A', c'est-à-dire « de l'argent produisant de l'argent, une valeur se mettant en valeur elle-même, sans aucun procès qui serve de médiation entre les deux termes », donc « la forme la plus extérieure, la plus fétichisée du rapport capitaliste ».

La première — et pendant un temps la principale — manière dont s'effectue la forme particulière de « mise en valeur » du capital qu'est A-A', c'est en imposant sa présence au partage de la plus-value. L'intérêt qui vient rémunérer le capital-argent de prêt ainsi que les « frais » des opérations de crédit, toujours plus variées et nombreuses, constituent en effet autant de prétextes de prélèvements sur la plus-value, dans le cadre de relations où s'affrontent capitalistes industriels et capitalistes financiers. Marx analyse assez longuement les modalités de ce partage, tel qu'il le voit à son époque, pour conclure qu'il s'effectue sur la base du rapport de forces entre les deux catégories de capitalistes, dans des conditions où la balance tend à pencher toujours plus en faveur des capitalistes financiers.

« Le profit qui constitue la source de l'accumulation de ces capitalistes financiers n'est qu'un prélèvement sur la plus-value qu'obtiennent les capitalistes assurant la reproduction (...). Le capital de prêt procède à son accumulation aux frais des capitalistes industriels et commerciaux en même temps (...). Pendant les phases défavorables du cycle industriel, le taux de l'intérêt peut s'élever momentanément à un niveau tel qu'il absorbe tout le profit dans les branches isolées, particulièrement défavorisées, etc.

Le développement du crédit et l'énorme concentration des prêts d'argent entre les mains des grandes banques doivent donc hâter en soi déjà l'accumulation du capital de prêt en tant que forme différant de l'accumulation réelle. » (Tome VII, p. 104.)

Mais la forme A-A' peut également se nourrir de fonctions ou prélèvements par rapport à d'autres formes

de création de la valeur, ou d'autres catégories de revenus que le profit. C'est ce que Marx montre dans un chapitre historique peu lu du Livre III. Après avoir analysé le rôle joué historiquement par l'usure et le capital usuraire dans la création d'une richesse monétaire indépendante des propriétaires fonciers féodaux et donc dans la formation du capitalisme, Marx en vient au capital productif d'intérêt dans ses formes capitalistes, et montre comment celui-ci se réapproprie à un niveau de développement avancé les traits et même certaines formes du capital usuraire. Il écrit :

« En gros, dans le système de crédit moderne, le capital productif d'intérêt est adapté aux conditions de la production capitaliste. Non seulement l'usure continue d'exister en tant que telle, mais encore elle est libérée, chez les peuples à production capitaliste développée, des entraves qui lui avait imposées toute la législation antérieure. Le capital productif d'intérêt conserve la forme du capital usuraire envers des personnes et des classes (ou dans des conditions) telles que les prêts ne s'effectuent pas et ne peuvent s'effectuer dans le sens du système de production capitaliste : quand on emprunte à cause de la misère individuelle, comme c'est le cas au Crédit municipal ; quand on prête à de riches jouisseurs pour des buts de luxe ; ou encore lorsqu'il s'agit d'un producteur non capitaliste — c'est le cas du petit paysan, de l'artisan, etc., qui donc, en sa qualité de producteur immédiat, possède ses propres moyens de production ; enfin, lorsque le producteur capitaliste lui-même opère sur une si petite échelle qu'il se rapproche de ces producteurs qui travaillent eux-mêmes. » (Tome VII, p. 259).

La gamme des modalités de ponction, d'appropriation, de prélèvement, est très large. Etudiant certaines des premières opérations du capital financier dans les relations entre pays avancés — c'est-à-dire pays impérialistes — et pays arriérés soumis au joug de l'impérialisme, R. Luxembourg élargira encore la gamme. Longtemps avant Lénine, Trotsky dégagera les mécanismes à l'aide desquels le capital financier international,

avec l'aide de l'absolutisme, a fait « du paysan russe un tributaire des Bourses du monde entier ». Dès sa première formulation en 1906-1907, une compréhension aiguë du caractère exact des opérations du capital financier, leur caractère usuraire, et de la façon dont celui-ci contribue à achever la constitution de l'économie mondiale au sens plein du terme, éclaire la théorie de la révolution permanente.

UN CAPITAL « FICTIF, ILLUSOIRE », DOTÉ D'UN « MOUVEMENT PROPRE »

Mais le capital de prêt des banques n'est pas seulement l'instrument de ponctions et prélèvements à caractère parasitaire et usuraire sur la valeur produite et distribuée sous toutes ses formes. Il est au cœur également des mécanismes de constitution du capital fictif et de ceux qui font que « tout dans le système de crédit se dédouble et se détricote et se mue en simple fantasmagorie ».

Marx, on le sait, explique la constitution du capital fictif en raisonnant successivement sur le cas des titres de la dette publique, puis des actions. Aux yeux des détenteurs des titres de la dette publique, ceux-ci représentent un capital parce qu'il « produit un rejeton, l'intérêt, ici le versement de l'Etat ». En fait, ce capital est « fictif, illusoire », à la fois parce qu'il a été « mangé, dépensé par l'Etat » et parce qu'il a été dépensé sans être investi. Pourtant, ce « capital » — plus exactement ces titres ou créances — fait l'objet d'actes d'achat et de vente répétés :

« Pour A, la possibilité de vendre sa créance sur l'Etat représente sa faculté de récupérer son principal. Pour B, de son point de vue privé, il a placé son argent sous forme de capital productif d'intérêt. Objectivement, il a simplement pris la place de A et acheté la créance du premier sur l'Etat. Il peut y avoir autant de transactions que l'on voudra : le capital de la dette publique n'en reste pas moins purement fictif et, à partir du moment où les titres de créance deviendraient invendables, la fiction se dissiperait (et on verrait que ce n'est pas un capital). Néanmoins,

nous allons le voir, ce capital fictif est doté d'un mouvement propre. »

Cela est vrai non seulement pour les titres de la dette publique, mais aussi pour les actions.

« Même lorsque la créance — le titre — ne représente pas, comme c'est le cas pour la dette publique, un capital purement illusoire, la valeur-capital de ce titre est purement illusoire. Nous avons vu précédemment que le crédit donne naissance à du capital associé. Les titres tiennent lieu de titres de propriété représentant ce capital. Les actions de sociétés de chemins de fer, de charbonnages, de compagnies de navigation, etc., représentent un capital réel : celui qui a été investi et qui fonctionne dans ces entreprises, ou encore la somme d'argent avancée par les actionnaires pour être dépensée comme capital dans ces entreprises. Notons en passant qu'il n'est nullement exclu qu'elles représentent une simple escroquerie. Quoi qu'il en soit, ce capital n'existe pas deux fois, une fois comme valeur-capital des titres de propriété, des actions, la seconde en tant que capital investi réellement ou à investir dans ces entreprises. Il n'existe que sous cette dernière forme, et l'action n'est qu'un titre de propriété ouvrant droit, au prorata de la participation, à la plus-value que ce capital va permettre de réaliser. »

Mais le « système de crédit moderne » va précisément opérer ce « miracle » : permettre aux actions d'« exister deux fois ». Grâce à lui, les actions vont prendre place dans le capital fictif aux côtés des obligations, titres d'Etat et toutes autres créances ne venant pas à échéance à court terme et portant un intérêt régulier, et connaître comme ceux-ci un « mouvement autonome » soustrait pendant tout un temps aux diktats de la loi de la valeur. Ce « mouvement autonome » ou « mouvement propre » s'effectue dans deux sphères ou sur deux plans.

Le premier plan est celui de la constitution d'un marché spécifique pour l'échange des titres et créances. Ceux-ci, montre Marx, « se transforment en marchandises dont le prix varie et est

fixé selon des lois propres », et dont les échanges donnent lieu à des opérations dans lesquelles, dit-il,

« il ne reste absolument plus trace d'un rapport quelconque avec le procès réel de mise en valeur du capital ; l'idée d'un capital considéré comme un automate capable de créer de la valeur par lui-même s'en trouve renforcée ».

Dans le cadre de ce marché — le marché financier, dont la Bourse est l'une des institutions mais pas la seule — il se constitue une circulation financière qui peut, pendant des périodes plus ou moins longues, ne pas subir directement l'influence de la loi de la valeur.

La seconde manière dont les capitaux fictifs sont dotés d'un mouvement autonome est à travers leur appartenance aux fonds de réserve des banques. Là encore, il se forme des circuits financiers aux ramifications encore plus vastes et compliquées que ne le sont celles liées à l'échange des titres.

« La majeure partie du capital du banquier est purement fictive et consiste en créances (traites), fonds d'Etat (qui représentent du capital dépensé) et actions (assignations sur un revenu à venir). »

Mais c'est à partir de ce capital fictif que le banquier effectue ses opérations de prêt du capital-argent, ouvre ses « lignes de crédit » aux industriels, participe à la constitution de nouvelles sociétés par actions et sociétés anonymes, spéculé sur le marché financier. Marx commente :

« A mesure que se développe le capital productif d'intérêt et le système de crédit, tout capital semble se dédoubler, et par endroits tripler même, grâce aux diverses façons dont un même capital, ou simplement une même créance, apparaît dans des mains différentes, sous des formes différentes. La majeure partie de ce « capital-argent » est purement fictive. Le fonds de réserve excepté, tous les dépôts ne sont que des créances sur le banquier, qui n'existent jamais réellement en dépôt. Dans la mesure où ils sont employés dans les affaires de virement, ils font fonction

de capital pour les banquiers, quand ceux-ci les ont prêtés. Entre eux, les banquiers se règlent les assignations réciproques sur des dépôts qui n'existent pas, en faisant venir ces créances en déduction les unes des autres. »

LES LOIS DE LA PRODUCTION S'EXERCENT INELUCTABLEMENT

Tels sont les mécanismes bancaires et financiers créés par le capitalisme au XIX^e siècle, que l'impérialisme trouvera prêts comme base de développement, avant 1929 d'abord et après 1960 ensuite, du parasitisme financier sur l'échelle la plus gigantesque. C'est ce parasitisme que le chroniqueur financier du « Monde » doit exposer partiellement à ses lecteurs, en conclusion d'un article consacré aux différences mais aussi aux similitudes avec 1929 :

« Toute la liquidité d'un tel système repose sur l'accroissement indéfini de l'endettement à court terme. Il ne peut avoir que deux issues. Ou bien il s'effondre quand arrive la phase descendante du cycle des échanges, et c'est l'immense tragédie de la brutale déflation qui a conduit à la dépression des années 1930 ; ou bien on le prolonge, mais c'est nécessairement au prix d'une inflation de plus en plus forte, qu'on combat en imposant des restrictions inutiles de plus en plus sévères à l'activité économique. Dans les deux cas, c'est le développement assuré du chômage. »

Les deux voies doivent d'ailleurs à un moment donné se rejoindre et devenir une seule :

« Rien ne pourra arrêter durablement la montée de l'inflation, entre-

coupée par des paliers (à hauteur de plus en plus élevée), sauf une réforme radicale qui porterait sur les mécanismes qui la nourrissent sans cesse. Faute de l'entreprendre, le monde vivra de plus en plus dangereusement, mais non pas héroïquement. Il pourrait bien, à force de gagner du temps, se trouver un jour devant une situation où les expédients ne « marchent » plus. »

Les lois immanentes de la production capitaliste finissent par s'imposer. Le dollar n'a pu se présenter comme suppléant de l'or, dans son rôle de monnaie universelle notamment, que le court laps de temps où les rapports politiques entre les classes et les conséquences de la destruction massive des forces productives au cours de la Deuxième Guerre mondiale l'ont permis.

La loi de la valeur ne peut être enfreinte indéfiniment ; les lois de l'histoire sont plus fortes que les manœuvres bureaucratiques... et que toutes les politiques inflationnistes de relance. La hausse vertigineuse du prix de l'or est l'expression du fait que la « confiance dans le caractère social de la production », c'est-à-dire la pérennité des rapports de propriété bourgeois, a été entamée par le mouvement de la lutte des classes, par la crise des formes de domination politique de l'impérialisme et aussi par l'ampleur même du parasitisme que le système a créé et par lequel il est aujourd'hui gangrené.

Dans la dernière partie de ce premier article, c'est sur le premier point — c'est-à-dire le démantèlement du système monétaire international de Bretton Woods — que nous allons maintenant centrer les explications.

origine et portée du 15 août 1971

Le système de Bretton Woods établi en 1944 a été un système fondé sur l'or, fût-ce seulement au deuxième

degré. C'est un système dont la base était l'or et dans lequel le dollar était appelé à assumer le rôle de suppléant

de l'or dans l'ensemble des fonctions de la monnaie, y compris comme monnaie universelle.

Aussi bien le fait que le dollar ait eu au départ la capacité d'occuper cette place que le fait qu'il l'ait ensuite perdue s'expliquent par le rôle que l'Etat américain a été contraint de jouer, dans des circonstances changeantes, en défense de la propriété privée des moyens de production et de l'impérialisme, dont il est le représentant principal.

En 1945, les circonstances exigeaient que ce soit autour de ses réserves en or et autour de sa monnaie, expression de ses richesses alors inentamées, que le système monétaire international soit reconstruit. Il n'y avait que l'Etat impérialiste américain qui soit en mesure d'assurer le financement massif de dépenses parasitaires assurant à sa propre économie, et au-delà de celle-ci au système impérialiste dans son ensemble, les conditions nécessaires à la production, la réalisation de la plus-value et à l'accumulation.

Le poids de ce fardeau a fini par devenir insupportable, même pour l'économie des Etats-Unis et la puissance colossale de l'impérialisme américain. Dans le cadre de la modification des rapports politiques entre les classes à l'échelle mondiale intervenue en 1968, ce fait a été à la fois l'un des éléments du tournant dans la politique mondiale de l'impérialisme américain — marqué par les voyages de Kissinger et Nixon à Moscou et Pékin, le début de la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire et la recherche d'une voie de désengagement au Vietnam — et le facteur qui a conduit directement à la décision prise unilatéralement par les Etats-Unis le 15 août 1971 de « suspendre » la convertibilité du dollar en or.

La déclaration du 15 août a mis fin au système de Bretton Woods. Elle a inauguré une étape nouvelle, marquée à un degré plus élevé que la précédente par l'anarchie fondamentale de la production capitaliste et son expression au niveau de la monnaie et des « règles » de fonctionnement du système monétaire international. La déclaration du 15 août 1971 n'a mis fin ni au rôle du dollar, ni encore

moins à celui de l'or. Les accords dits de la Jamaïque, qui lui feront suite, comporteront une tentative pour « démonétiser » l'or et instaurer un nouveau système international fondé sur les changes flottants entre les principales monnaies nationales. Mais leur seul résultat durable sera de donner un poids encore accru au gigantesque marché monétaire extra-étatique nommé marché des eurodollars.

Même s'il est faux de dire, comme il l'a été fait parfois, que le discours du 15 août 1971 aurait mis fin à l'existence de tout système monétaire international, il n'en reste pas moins que 1971 marque un tournant dans le mouvement de démantèlement des mécanismes et institutions établis pour déterminer et contrôler certaines règles du fonctionnement ordonné au marché mondial.

Dans son discours du 15 août 1971, Nixon a justifié la décision des Etats-Unis dans les termes suivants :

« A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les économies des principales nations industrielles d'Europe et d'Asie étaient saccagées. Pour les aider à les remettre sur pied et à protéger leur liberté, les Etats-Unis leur ont fourni 143 milliards de dollars au titre de l'aide à l'étranger. Il nous appartenait de le faire.

Aujourd'hui, en grande partie grâce à notre aide, elles ont retrouvé leur dynamisme et sont devenues de fortes concurrentes. A présent qu'elles sont économiquement puissantes, le moment est venu pour qu'elles portent leur part équitable du fardeau pour la défense de la liberté de par le monde. Le moment est arrivé pour que les taux de change soient rectifiés et que les principales nations se fassent concurrence sur un pied d'égalité. Il n'y a plus de raison pour que les Etats-Unis luttent avec une main attachée dans le dos. »

Nixon expose ainsi sans ambiguïté le rôle joué par les Etats-Unis lors de la fin de la guerre mondiale. L'Etat bourgeois américain a effectivement évité l'effondrement du capital en Europe et au Japon en prenant en charge la reconstruction du système impérialiste et en accumulant en con-

séquence l'ensemble des contradictions du système conjuguées à ses contradictions particulières, économiques, sociales, politiques. Mais Nixon n'a pas indiqué, bien entendu, la raison profonde qui avait contraint l'Etat américain à jouer ce rôle : la peur que les prolétariats d'Europe ne balaient les bourgeoisies européennes en faillite. Il n'a pas dit que c'est par rapport à leurs propres intérêts que les Etats-Unis avaient agi. Il n'a pas dit non plus que la prospérité économique, la reconstitution d'une partie du capital, l'accumulation nouvelle de capital, depuis la fin de la guerre, en Europe et au Japon, ont reposé sur le fantastique parasitisme développé et supporté par l'Etat américain, principalement au moyen de l'économie d'armement, et qu'une inflation mondiale sans précédent en résultait. Il n'a pas rappelé en particulier que le redémarrage des économies allemande et japonaise datait précisément du réarmement américain et de la guerre de Corée.

Il faut revenir rapidement sur tous ces effets, et rappeler le mouvement d'ensemble qui va de la mise en place des accords de Bretton Woods jusqu'à leur démantèlement. La compréhension, aussi bien des rapports des différentes bourgeoisies sur le marché mondial que des mécanismes du parasitisme et de l'inflation actuels, le rend nécessaire.

LE SYSTEME DE BRETTON WOODS

Les traits essentiels de ce système étaient les suivants :

— La puissance économique des Etats-Unis imposait le dollar comme moyen de paiement international avec l'or. Les autres monnaies se déterminaient par rapport à lui. Un système de parités fixes était établi.

— Les dollars étaient convertibles en or (au cours de 35 dollars l'once). Il suffisait aux banques centrales de divers pays de réclamer à la Banque fédérale des Etats-Unis la conversion des dollars qu'elles détenaient.

— Les Etats signataires constituaient un fonds commun de réserve, constitué pour un quart d'or et pour le reste de monnaie nationale. C'est le

Fonds monétaire international (FMI), dont les objectifs étaient d'aider à stabiliser les taux de changes et à l'« établissement d'un système multinational de règlement ».

Au nom de l'impérialisme britannique, Keynes avait présenté un plan proposant la création d'une sorte de banque mondiale, supra-nationale, assurant la compensation des règlements internationaux, dispensatrice de crédits en unité de compte au nom évocateur : le bancor.

Cette banque mondiale aurait joué un rôle équivalent à celui des banques centrales de chaque pays. Emettre la monnaie, en imposer le cours forcé (un billet de 100 F est accepté partout sur le territoire français à cette valeur nominale), fournir la liquidité (les billets) lorsque les banques ne trouvent pas d'autres moyens de s'en procurer. Pour cela, il fallait que chaque pays accepte de voir sa monnaie soumise à une monnaie mondiale : ou c'était la monnaie marchandise par excellence, l'or, ou c'était une monnaie fictive.

La monnaie ne peut pas être fictive, ainsi que le prouve la théorie comme les faits. Le bancor de Keynes devait être rattaché à une réalité : l'étalon-or strict n'étant plus possible, il fallait un signe-or qui assure sa suppléance comme « monnaie universelle » ; le dollar s'imposait et le plan américain l'emporta sur le plan Keynes. Dès l'origine de Bretton Woods s'affirmait cette vérité qu'il n'existe pas de construction technique idéale du système monétaire international ; ce système ne peut être que le reflet des rapports de l'économie mondiale.

Le système de Bretton Woods se fondait sur des parités fixes entre les monnaies. La période est ponctuée de dévaluations de grande ampleur. Dès 1945, chaque bourgeoisie d'Europe se trouve confrontée au problème de la reconstruction d'un appareil de production national dans une situation où l'appareil stalinien a les plus grandes difficultés pour endiguer la vague révolutionnaire.

Ainsi en est-il du cas de la France. De 1944 à 1948, l'indice des prix de gros passe de 267 à 1 977 ! C'est la fuite dans l'inflation. Ces hausses de prix freinent les exportations, alors

que la reconstruction impose un recours croissant aux importations, qu'il faut payer en dollars. Sur le marché mondial, c'est la course aux dollars, qui engendre une lutte sévère pour exporter plus que les concurrents. Le FMI avait condamné la pratique, courante dans les années précédant la Deuxième Guerre mondiale, des dévaluations « compétitives », sources de réactions en chaîne disloquant le système des changes.

En 1948, le franc est dévalué de 80 %. Un double marché des changes est institué, qui accorde un taux préférentiel aux exportateurs, ce qui équivaut à une dévaluation supplémentaire camouflée. En 1949, c'est la Grande-Bretagne qui dévalue sa monnaie de 30 %.

L'inflation, qui est l'expression du parasitisme dans chaque pays, ainsi que des rapports politiques entre les classes et aussi entre les différentes bourgeoisies, menaçait de disloquer l'édifice des relations monétaires et commerciales mis en place en 1944. Il appartiendra alors aux Etats-Unis de prendre en charge le financement de la reconstruction des économies d'Europe, et ce sera le Plan Marshall.

Le FMI n'a joué à aucun moment un rôle de banque mondiale. Avec la mise en place du Plan Marshall, c'est la Federal Reserve Bank qui en a fait office dans les années de relèvement des bourgeoisies d'Europe et du Japon. Le dollar est alors convertible en or au taux de 35 \$ l'once. Mais c'est le FED qui émet les dollars, pas le FMI. Il y a là une profonde contradiction. A cette époque, le fait que seul le dollar soit « as good as gold » (aussi bon que l'or) n'était même plus à démontrer après la brève période de cinq semaines de retour à la convertibilité de la livre sterling en 1947. Tous les pays détenteurs de livres sterling à cette époque, principalement les pays du Commonwealth, vont s'empresser de les convertir en dollars, provoquant ainsi une hémorragie des réserves en dollars de la Grande-Bretagne, malgré les prêts des Etats-Unis et du Canada.

L'effacement du FMI au profit de l'Etat impérialiste américain n'a pas été le résultat de causes « techniques ». Si une partie des dispositions de Bretton Woods sont res-

tées lettre morte et si l'histoire n'en retiendra que la suppléance de l'or accordée un temps au dollar, ce n'est pas pour des raisons « techniques ». La reconstruction des Etats bourgeois n'était pas seulement une affaire de « production », mais bien une opération de tentative de stabilisation des rapports politiques entre les classes, et de reconstruction des formes de domination politique de la bourgeoisie, même si cette opération comportait aussi une question de production ou, comme on allait dire bientôt, de « croissance ».

LA RECESSION DE 1949 ET LE DEVELOPPEMENT DES DEPENSES PARASITAIRES DE L'ETAT AMERICAIN

Jusqu'en 1950, les sorties de capitaux américains (en majorité dans le cadre de l'aide du gouvernement américain) ont été compensées très largement par l'excédent de la balance des paiements courants (marchandises et services). De ce point de vue, le développement rapide des dépenses parasitaires, à partir de cette date, va modifier la situation. Les nouvelles conditions et formes dans lesquelles la bourgeoisie américaine va chercher à assumer la prise en charge des contradictions du système impérialiste tout entier vont jeter les bases de la crise du système monétaire international fondé sur la suppléance de l'or par le dollar.

En 1949, l'économie américaine a connu sa première récession depuis l'entrée en guerre des Etats-Unis en 1942 ; les investissements et la production industrielle ont baissé, le chômage est réapparu. C'est un scénario un peu semblable à celui du lendemain de la première guerre impérialiste mondiale qui semble se dérouler de nouveau. A cette époque, après deux ans de boom de 1918 à 1920, fondé sur la reconversion de l'économie américaine au temps de paix après plusieurs années d'économie de guerre partielle, une récession sérieuse avait éclaté.

Lorsque les premiers symptômes de crise se sont manifestés en 1949, l'inquiétude a donc été considérable dans les sphères dirigeantes de l'impérialisme américain. La récession a

duré environ un an, mais elle faisait suite à une situation où, depuis la fin de la guerre, l'investissement privé n'avait jamais réellement pris le relais des dépenses étatiques en baisse. Il faudra la guerre de Corée et l'augmentation brutale des dépenses d'armement pour relancer l'activité.

Le boom coréen a non seulement fait sortir l'économie américaine de la récession, mais il a entraîné derrière elle les autres économies capitalistes.

En 1953-1954, après la fin du conflit coréen, l'activité connaît de nouveau un recul. C'est la seconde récession d'après-guerre. Le gouvernement américain en tire les conclusions. Une fois la guerre de Corée terminée, les dépenses militaires en réduction vont alors être relancées sans attendre un nouveau prétexte. Désormais, les dépenses d'armement vont constituer le volant d'entraînement de l'économie américaine, et avec elle de l'économie des autres Etats bourgeois.

LE VOLANT D'ENTRAÎNEMENT PERMANENT

Pour éviter de nouvelles interruptions du processus d'accumulation et de réalisation du capital, et donner une issue à la situation endémique de surproduction, l'Etat américain va devoir mettre en œuvre tout un dispositif de dépenses parasitaires, dont la colonne vertébrale sera constituée par le budget militaire. Lorsque les indices de la crise se manifestent : surcapacité de production, hausse du chômage, ralentissement de l'investissement et de la production, ensemble de phénomènes caractéristiques d'une situation dite de récession, l'Etat américain stimule la reprise par ses dépenses. C'est le cas en 1958, en 1960-1961. Derrière le boom des années 1960, il y a la guerre du Vietnam avec ses effets inflationnistes euphorisants. Le budget militaire et spatial, au cours des années 1960, représente en permanence au moins 50 % du budget de l'Etat.

La grande période de croissance, celle des années 1960, a incontestablement eu pour origine l'impulsion du volant d'entraînement des dépenses

militaires, qui passent de 50 à 80 milliards de dollars de 1965 à 1968. On a estimé que près de 25 % de la population active était directement ou indirectement concernée par le secteur de l'armement.

Les secteurs bénéficiaires sont ceux ayant, par la complexité de leurs fabrications, le plus d'effets d'entraînement. Selon « Business Week », un contrat de 1 milliard de dollars passé entre le Pentagone et un constructeur aéronautique induisait 40 000 contrats de sous-traitance. Les principaux fournisseurs du Pentagone, selon le « Wall Street Journal », étaient en 1974 des firmes géantes comme : General Dynamics (1,85 milliard de dollars), Lockheed (1,46 milliard), Mac Donnell Douglas (1,31 milliard), General Electric (1,21 milliard)...

Les achats de l'Etat ont un effet stimulant direct. Mais d'autres dépenses destinées à éviter la ruine de secteurs entiers de l'économie, ou de couches de la population, deviennent en complément des éléments « structurels » de l'économie américaine.

Un poste du budget de l'Etat US va progresser au point de dépasser celui de la défense, celui de la « protection des revenus », qui regroupe l'ensemble des mesures de « soutien » sous forme d'aides, de dons, de pensions, de subventions... que l'Etat doit prendre en charge. Ce poste est passé de 20 % du budget en 1963 à 33 % en 1978.

Depuis la fin des années 1950, les dépenses de l'Etat américain représentent entre 20 et 22 % du produit national brut. Pour maintenir un tel volume de dépenses, le gouvernement devait compléter ses recettes fiscales par l'emprunt public (dont les titres sont, comme on l'a vu plus haut, l'un des exemples du capital fictif) et la création monétaire.

Le volume de la dette publique et le poids du remboursement de cette dette

	1960	1970	1975
Dettes publiques (milliards de \$)	305	486	748
Poids de la dette en % des dépenses budgétaires	8 %	9 %	9,7 %

dans le budget annuel sont des indicateurs du parasitisme engendré par les dépenses de l'Etat, ainsi que de l'ampleur du financement du type le plus ouvertement inflationniste.

Les dépenses militaires du gouvernement US représentent le volant d'entraînement du processus d'accumulation et de réalisation dans d'innombrables secteurs de l'économie. Mais les produits de l'industrie d'armement ne servent ni à la consommation des travailleurs, ni à l'équipement des entreprises. Ils n'entrent donc pas, une fois achevés, dans le cycle du capital sous la forme marchandise. Il y a donc obligation de renouveler en permanence le volant d'entraînement. Les armements peuvent être assimilés aux « biens de luxe », terme utilisé par Marx pour désigner des produits n'entrant ni dans la catégorie des biens de consommation ni dans celle des biens de production. Contrairement à ce qui est parfois affirmé, les « biens de consommation durable » (TV, machines à laver, etc.) ne sont pas des « biens de luxe » mais constituent en effet un type de consommation. Pour acheter un nouveau téléviseur, le travailleur doit vendre de nouveau sa force de travail. Pour acheter de nouvelles armes, l'Etat doit prélever un nouvel impôt, ou recourir à la création monétaire. Il y a évidemment une différence de valeur d'usage fondamentale. Si leur production est bien source d'accumulation pour les producteurs, leur « consommation » est source d'appauvrissement pour les travailleurs-contribuables, et source d'inflation. Sans parler de leur utilisation finale, qui est l'expression la plus claire de la nature même de l'impérialisme, système caractérisé par la « réaction sur toute la ligne ».

DETTE, DEFICITS EXTERIEURS ET INFLATION

Le bond en avant de la dette privée, celle des particuliers tout d'abord (moyennant un système de crédit à la consommation qui avait atteint en 1969 une valeur égale au montant annuel des salaires et traitements des fonctionnaires), et celle encore plus

notoire des entreprises, a été l'un des traits marquants de l'économie américaine à partir de 1960.

Mais on constate la même évolution dans toutes les économies capitalistes, ainsi qu'en témoigne le cas particulièrement clair de l'Allemagne, en principe « modèle de politique économique » : le parasitisme est l'un des traits les plus généraux du capitalisme à l'époque impérialiste.

C'est à partir du mécanisme de création de la monnaie de crédit et des capitaux fictifs par le système bancaire que ces chiffres doivent être analysés. Ces sommes ne traduisent pas seulement l'endettement des entreprises — rendu « tolérable » et donc en fait permis par l'inflation rapide et les profits monopolistiques des secteurs concentrés. Elles sont l'expression aussi et tout autant de la masse de capital argent de prêt essentiellement fictif créée par les mécanismes du crédit bancaire et du degré croissant de risque pris par les banques pour prêter, c'est-à-dire pour s'assurer des « profits bancaires ».

C'est au plan international cependant, dans le cadre d'un marché des « eurodollars » échappant à tout contrôle étatique, que ces tendances ont pu se développer sans frein.

Au cours des années 1950, l'excédent de la balance des paiements américaine s'est transformé en déficit. Progressivement, l'accumulation de réserves en dollars par les bourgeoisies européennes et japonaise a conduit à son tour à des sorties d'or et à l'épuisement des réserves en devises des Etats-Unis.

Dans la déclaration du 15 août, Nixon s'est bien gardé de rappeler que l'exportation massive de capitaux privés par les plus grandes entreprises américaines avait largement contribué à l'accélération de ce processus et au montant du déficit. A partir de 1955, le capital privé américain a envahi l'Europe, le Japon, sans parler du Canada et de l'Amérique latine, du Proche-Orient, etc. Le Marché commun, créé à l'instigation de l'impérialisme américain, est devenu le moyen de multiplier les échanges en Europe entre les différents pays capitalistes, mais aussi un vaste champ d'investis-

sements ouvert aux capitaux américains. L'écrasement de la révolution hongroise à l'est de l'Europe, le coup d'Etat de 1958 en France, et la mise en place de la V^e République avaient créé alors, pendant un court laps de temps, l'illusion de la stabilité politique et économique retrouvée. Pendant quelques années, c'est l'euphorie.

Le début des années 1960 est l'époque où fleurissent toutes les théories sur le néo-capitalisme : l'économie impérialiste mondiale aurait trouvé santé et prospérité. La réalité est sensiblement différente : le véritable moteur du boom des années 1960 n'est autre que la nouvelle impulsion don-

née aux dépenses parasitaires de l'Etat américain par l'engagement massif des Etats-Unis au Vietnam, conçu alors par l'impérialisme comme la plateforme pour la préparation d'une nouvelle agression contre la révolution chinoise.

C'est dans ce cadre, accélérée par cette nouvelle poussée de dépenses parasitaires, que la croissance du déficit de la balance des paiements américaine se développe d'année en année, et que débute également, vers 1967-1968, à partir d'un foyer situé cette fois autant aux Etats-Unis qu'en Europe, la nouvelle vague inflationniste qui s'est accrue sans cesse depuis.

Taux annuels d'augmentation des prix à la consommation
(d'après les statistiques officielles)

Pays	Moyenne								
	1960-65 (%)	1968 (%)	1969 (%)	1970 (%)	1971 (%)	1972 (%)	1973 (%)	1974 (%)	1975 (%)
Etats-Unis ..	1,3	4,2	5,4	5,9	4,3	3,3	6,2	11,0	7,8
Japon	6,2	5,5	5,2	7,6	6,3	4,3	11,7	21,0	11,9
Gde-Bret. ..	3,6	4,8	5,4	6,4	9,5	7,0	9,2	16,1	22,1
R.F.A.	2,8	1,6	1,9	3,4	5,3	5,5	6,9	7,0	6,1
France	3,8	4,8	6,4	5,3	5,5	5,9	7,3	13,7	11,7
Italie	4,9	1,3	2,6	5,0	5,0	5,5	10,8	19,1	17,0
Espagne	6,0 ¹					7,3	14,3	17,9	14,1

1. Moyenne 1961-1970.

LA FORMATION DU MARCHÉ DES EURODOLLARS

Les mécanismes conjugués du parasitisme des dépenses militaires et du commerce de l'argent ont été à l'origine, à cette époque, de la formation du marché des eurodollars. Dans les années 1960, le montant des sommes en cause est encore minime au regard de celui atteint aujourd'hui. Le marché est passé de 9 milliards de dollars en 1965 à 46 milliards de dollars en 1971. Aujourd'hui, comme on l'a indiqué, il a atteint le montant fabuleux de 1 000 milliards. Mais c'est dans la période examinée ici que le marché s'est constitué et que les conditions de sa croissance vertigineuse ont été créées. Il est né du déficit de la

balance des paiements américaine, mais a ensuite été alimenté par le capital argent de prêt — réel et fictif — en quête de placements rentables et mobiles et de profits rapides, faciles et sans perte de liquidité.

L'économie politique établit en principe une distinction entre le marché monétaire et le marché financier. Le marché financier s'intéresserait d'une part à l'achat et à la vente des actions, titres des emprunts d'Etat et des obligations déjà en circulation et, d'autre part, à la recherche de nouveaux capitaux susceptibles de s'intéresser à l'achat de nouvelles actions ou à l'émission de nouvelles obligations à moyen et long terme. Le marché monétaire concernerait la circulation et le commerce des liquidités en « argent à court terme », celui qui correspond à des liquidités monétaires

effectives ou à la capacité des banques d'ouvrir des lignes de crédit à court terme. A la différence du marché financier, le marché monétaire serait placé sous l'autorité des banques centrales, qui seraient capables de contrôler, au moins partiellement, le montant de la masse disponible, le prix de l'argent à court terme et les conditions de son emploi.

Sur le plan national déjà, aussi bien la distinction entre les deux marchés que la capacité des autorités monétaires nationales à contrôler effectivement le montant et l'emploi de la masse monétaire à court terme avaient déjà été profondément battues en brèche, dans un premier temps par l'absence de capitaux acceptant de s'investir, plus tard par l'inflation et l'essor du parasitisme. Que signifie en effet tenter de contrôler la masse monétaire et son utilisation lorsque l'Etat à constamment recours à la création de nouveaux moyens de paiement pour financer ses dépenses parasitaires ? La pratique tant récriée autrefois des banques allemandes, consistant à emprunter sur le marché des liquidités à court terme pour prêter à long terme — pratique qui a conduit en 1929-1930 au krach des banques allemandes, moment crucial dans le développement de la crise de 1929 —, est donc devenue un fait courant. Elle commençait à l'être avant la création du marché des eurodollars, elle l'est devenue complètement, et à une échelle sans précédent, avec sa mise en place.

Ce marché n'a d'« européen » que le fait d'être situé principalement à Londres, et de reposer sur l'activité des succursales londoniennes de toutes les grandes banques commerciales du monde et des courtiers londoniens spécialisés dans les opérations d'intermédiaire international entre les banques, entreprises ou Etats ayant des fonds à court terme à placer et les banques, entreprises ou Etats voulant emprunter.

Le marché des eurodollars a élevé la pratique de l'emprunt à court terme effectué pour financer des prêts à long terme au rang d'un mécanisme permanent. L'hebdomadaire financier « Business Week » a caractérisé cette pratique ainsi :

« Ce procédé présente un immense danger dans la mesure où les dépôts sur le marché de l'eurodollar sont à terme de quelques jours ou de quelques semaines, tandis que les emplois des emprunteurs sont à terme de plusieurs années. »

Aucun « danger » ne pourra empêcher les capitalistes qui concentrent entre leurs mains d'immenses masses inutilisées et mobiles de capital-argent de prêt de choisir cette voie tant que ce sera leur intérêt. Né comme un « palliatif gigantesque à l'abondance de dollars », le marché de l'eurodollar n'a pas tardé à être alimenté par toutes les liquidités en quête de placement. Les principaux opérateurs y sont devenus les banques et entreprises américaines elles-mêmes. Le marché est mondial. Il est « international » dans le sens d'être extra-étatique, c'est-à-dire d'échapper au contrôle de tout Etat ou banque centrale.

A certains égards, le marché des eurodollars est le prolongement, ou encore le déplacement partiel, du marché monétaire de New York, hors de la portée de la Federal Reserve Bank. A sa manière, il continue à consacrer dans des conditions modifiées la primauté du dollar sur toutes les autres monnaies nationales, celles des impérialismes secondaires comme celles des autres bourgeoisies plus faibles. Il a survécu à la déclaration du 15 août et a même connu sa phase d'essor la plus rapide une fois le système de Bretton Woods démantelé.

LES DERNIERES PHASES D'EBRANLEMENT DU SYSTEME DE BRETTON WOODS

La constitution du marché des eurodollars a fait partie, vers 1960-1966, d'une panoplie de mesures visant à freiner les demandes de conversion en or des disponibilités croissantes en dollars existant internationalement. Mais les dépenses de guerre au Vietnam, ainsi que leur financement par déficit budgétaire plutôt que par impôt nouveau — mode de financement illustratif des rapports entre les classes aux Etats-Unis — ont achevé d'emporter le système de Bretton

Woods. Aucun palliatif ne pouvait résister à la dévaluation rapide et continue d'un dollar dont le rapport avec l'or continuait à être maintenu à 35 dollars l'once.

Pour éviter que le cours de l'or ne s'écarte de la parité officielle de 35 dollars l'once, les Etats-Unis avaient créé en 1961, avec les principaux pays capitalistes (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Suisse, France), le « pool de l'or ». Les banques centrales des pays participants s'engageaient à vendre de l'or sur le marché de Londres dès que le cours de l'or s'élevait au-dessus de sa parité officielle.

La dévaluation brutale de la livre sterling en 1967, à la suite d'une très forte vague de spéculation, a marqué un pas qualitatif dans le processus qui va jusqu'au 15 août. Elle a représenté la fin définitive de la livre sterling comme monnaie jouant, derrière le dollar bien sûr, un certain rôle dans les échanges mondiaux.

En 1967, la France se retire du pool de l'or, de peur que le soutien du dollar n'épuise le stock de la Banque de France. En 1968, les Etats-Unis décident à leur tour de supprimer le pool de l'or et constituent un double marché du dollar : celui du cours libre de l'or et celui des banques centrales, qui peuvent encore se faire transformer en or leurs avoirs en dollars au cours officiel.

En 1968, les réserves d'or américaines sont tombées à 10,7 milliards de dollars. Elles ont diminué de moitié en dix ans, alors qu'à cette même date les dollars (papier) en circulation dans le monde sont estimés à 33,7 milliards de dollars. La fin du système de Bretton Woods était proche.

La déclaration du 15 août et la première dévaluation du dollar qui l'a suivie ont signifié qu'il n'était plus possible pour le dollar de jouer pleinement le rôle de monnaie universelle, à côté de l'or, et aussi qu'il n'était plus possible de croire dans un système de parités fixes. La rupture du lien entre l'or et le dollar et l'élargissement des marges de fluctuation entre les monnaies ouvraient une période d'instabilité monétaire encore plus accentuée que la précédente. Le dollar restait la monnaie internationale, mais une monnaie à cours forcé comme toutes les monnaies nationales. A chaque vague d'inflation, à chaque déficit commercial de la balance extérieure des Etats-Unis, à chaque échec du gouvernement américain, le dollar devait voir son prix baisser par rapport à l'or : fixé à 1/38^e d'once d'or en 1971, le cours du dollar atteindra, huit ans plus tard, sur le marché libre 1/420^e d'once, dix fois moins !

Le flottement généralisé des monnaies à partir de 1973 était inévitable, dans les conditions où le dollar s'imposait à tous sans recours. Seule l'interdépendance des économies capitalistes sur le marché mondial les contraignait à une certaine « cohésion ». Mais la dérive monétaire engagée depuis 1971 et qui se traduit non seulement par la dépréciation très forte du dollar et de toutes les monnaies par rapport à l'or, mais aussi par la multiplication par vingt des liquidités internationales en moins de dix ans, exprime bien le pas représenté par la fin des accords de Bretton Woods dans la marche à la dislocation du marché mondial.

Etienne Laurent,
Michel Dauberny,
10 novembre 1979.

APRES
UN PREMIER ARTICLE
SUR LA GREVE RENAULT DE 1947

la grève générale d'août 1953

par Denis COLLIN

Déclenchée le 4 août par les postiers de Bordeaux, la grande grève générale d'août 1953 reste une des étapes marquantes de la lutte des classes en France. Caractérisant la vague de juin 1936, Trotsky écrivait : « Ce qui s'est passé, ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre leurs oppresseurs. C'est le début classique de la révolution. » (Trotsky : « La révolution française a commencé » - 9 juin 1936).

Cette caractérisation convient parfaitement à la grève générale d'août 1953 qui, partie de la lutte contre les décrets Laniel, mit en cause directement le gouvernement et tout l'édifice branlant de la IV^e République.

Partant spontanément d'un secteur de la corporation des postiers, le mouvement brisa les cadres professionnels, corporatifs et locaux pour mettre en avant la volonté de tout le prolétariat. Toute la classe fut mise en mouvement. Les postiers de Bordeaux, qui s'étaient déjà illustrés dans les mouvements de 1946, furent rejoints par les garçons de café parisiens. Complètement débordés, les appareils syndicaux durent prendre le train en marche et se rallier à une grève dont ils n'avaient pas voulu pour pouvoir faire

rentrer cette crue du mois d'août dans son lit. Après force manœuvres des dirigeants, en l'absence d'un état-major révolutionnaire, les ouvriers durent reculer et la grève fut liquidée. La vie reprit apparemment son cours. Pourtant, la classe ouvrière ne sera pas battue. L'expérience s'accumule. Les mouvements de 1955 poursuivront directement août 1953. Il faudra la venue au pouvoir de De Gaulle par le coup d'Etat du 13 mai 1958 pour stopper ce mouvement.

Mais l'échec du gaullisme ouvrira à nouveau les mêmes voies à la classe ouvrière. Pendant la grève généralisée des PTT en 1974, combien de postiers évoqueront les souvenirs de 1953... La

Manifestation des employés de banque en août 1953, rue de Rivoli, devant le ministère des Finances (Ph. AFP).



classe ouvrière ne repart pas à chaque fois de zéro. Elle acquiert par son propre mouvement une expérience politique que les révolutionnaires doivent savoir exprimer, traduire en termes de mots d'ordre, de formes d'organisation, d'action politique. C'est bien pour cette raison que la grève générale d'août 1953 n'est pas de l'histoire ancienne, mais qu'au contraire, par bien des aspects, elle est devant nous.

La grève générale d'août 1953 n'a pas une signification purement française. Elle suit de quelques semaines seulement l'insurrection des travailleurs de Berlin-Est, première insurrection de masse des travailleurs contre la bureaucratie et le régime stalinien. Elle marque ainsi l'ouverture de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Il était donc normal que, avec les événements de Berlin-Est, la grève générale provoque des réalignements, des ruptures au sein de la IV^e Internationale frappée de plein fouet par la crise qu'avait ouverte l'apparition du révisionnisme pabliste.

LA IV^e REPUBLIQUE EN CRISE

Pour les observateurs superficiels, comme Georgette Elgey dans son « Histoire de la IV^e République », la grève générale d'août 1953 est un phénomène à la fois unique et aberrant. Elle écrit :

« L'été 1953 voit un phénomène unique dans l'histoire de France et dans l'histoire du mouvement ouvrier international : la grève spontanée de plusieurs millions de travailleurs qui, en quelques jours, paralyse tout un pays. Il ne s'agit pas d'une grève politique, encore moins d'une grève insurrectionnelle, mais plutôt, si l'expression ne choque pas, d'une grève de tristesse, d'une grève psychique. » (G. Elgey : « La République des contradictions », page 149).

N'en déplaise à cette honorable dame, la grève d'août 1953 n'est pas une grève « triste » et « psychique ». Ou plus exactement, le « psychisme » des masses est l'expression claire du mûrissement d'une crise révolutionnaire qui nécessairement doit sortir de l'incapacité de la IV^e République à

régler les problèmes qui assaillent la vie de toute la société française.

Il faut ici faire un retour en arrière. Avec l'Occupation, la création de l'« Etat français », si elle fut modelée dans ses formes par les circonstances, correspondait sur le fond au besoin impérieux du capitalisme en crise de disposer d'un Etat fort, de briser toute capacité de résistance de la classe ouvrière et donc d'en finir une fois pour toutes avec la démocratie bourgeoise, à l'intérieur de laquelle la classe pouvait s'organiser sur un terrain indépendant de la bourgeoisie. De ce point de vue, de Gaulle et Pétain n'expriment pas seulement les mêmes intérêts de classe (la défense en général du capital financier impérialiste français), mais aussi la même tendance sur le plan politique. Mais la guerre brisa les cadres de l'Etat français et ouvrit la voie à la révolution. La reconstruction de l'Etat bourgeois en France ne fut possible qu'en s'appuyant sur les partis ouvriers, et en premier lieu sur l'appareil stalinien. Et c'est pour cette raison que la Constitution de la IV^e République était une constitution d'un régime parlementaire. Et c'est aussi pour cette raison que de Gaulle démissionna, refusant un régime où le rôle du président de la République est d'« inaugurer les chrysanthèmes ».

Mais le capitalisme en crise ne peut pas s'accommoder durablement d'un régime parlementaire. Ses possibilités sont épuisées. Après quelques années de reconstruction des désastres de la guerre, l'impérialisme US doit à nouveau faire tourner la machine de guerre à plein rendement. Les troupes US déclenchent, aidées par une provocation de Staline, la guerre de Corée, et menacent directement la révolution chinoise.

Les peuples des pays coloniaux et semi-coloniaux se soulèvent contre la domination impérialiste. Malgré la volonté affirmée d'Ho Chi Minh de rester dans le cadre de l'Union française, l'impérialisme français entame une longue guerre coloniale qui le minera et finira par un désastre dans la plaine de Dien Bien Phu. Quelques mois plus tard, les « fils de la Toussaint » donneront le signal de l'insurrection du peuple algérien, pendant que les affrontements se multiplient au Maroc et en Tunisie.

L'ordre bourgeois mondial reconstruit à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale reposait sur la collaboration pleine et entière de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne. Mais l'impérialisme ne put à la longue s'accommoder de l'expropriation du capital dans les pays d'Europe de l'Est, en URSS et en Chine. Le Pentagone définit la stratégie du « roll back » ; la guerre froide est commencée, qui va approfondir toutes les failles dans la caste bureaucratique du Kremlin. La condamnation de Tito par la bureaucratie du Kremlin est la première manifestation spectaculaire de la crise de la bureaucratie. En juin 1953, c'est la classe ouvrière elle-même, par ses propres méthodes, la grève, les comités de délégués élus, qui passe à l'action contre le régime stalinien. Les ouvriers de la Stalin Allee de Berlin-Est, en lutte contre les nouvelles normes de travail, commencent un mouvement révolutionnaire qui s'étendra à toute la partie orientale de l'Allemagne. Ils se dirigent sur Berlin-Ouest et veulent lancer à la radio un appel à la grève générale de toute l'Allemagne. L'ordre de Téhéran, Yalta et Potsdam est remis en cause. La clé de voûte de cet ordre, la division de l'Allemagne, risque de sauter sous l'action des masses. Il faudra la répression sanglante des chars moscovites, les campagnes d'hystérie menées dans le monde entier par les PC pour enrayer ce mouvement.

C'est dans ce cadre que, en France, les crises ministérielles succèdent aux crises ministérielles.

Depuis les élections législatives du 17 juin 1951, les divers gouvernements bourgeois tentent une offensive contre la classe ouvrière. Ces élections ont certes marqué le recul du RPF gaulliste, mais aussi des pertes de voix sensibles pour les partis ouvriers : le PCF perd 450 000 voix, le PS en perd 500 000. Et, bien qu'ensemble PCF et PS regroupent encore plus de 40 % des suffrages, les grands vainqueurs sont les modérés et les indépendants dont Antoine Pinay est une figure centrale. Pourtant, il faudra de difficiles transactions pour constituer en septembre 1951 le gouvernement Pleven. Ce gouvernement ne durera pas : il lui faudra laisser la place à un gouvernement Faure, puis à un gouvernement

Pinay, enfin à un gouvernement Mayer avant qu'on ne se résigne à passer à Laniel. Cette instabilité gouvernementale reflète les contradictions de la bourgeoisie française, contradictions qu'elle est incapable de résoudre.

L'impérialisme français tente désespérément de maintenir sa position mondiale ; mais il doit faire face à l'effondrement de son empire colonial. Depuis 1945, la guerre fait rage en Indochine. La victoire de la révolution chinoise a donné une nouvelle impulsion à la guerre révolutionnaire. Après Cao Bang, Lang-Son, l'impérialisme français est défait à Hoa-Binh en mars 1952. En Afrique du Nord, le mouvement d'indépendance se développe. L'impérialisme français utilise la répression : Messali Hadj, Bourguiba sont emprisonnés. Le sultan du Maroc est déporté à Madagascar. Mais la situation sur ce plan est sans issue. L'impérialisme français occupe sur le plan international une place disproportionnée par rapport au dynamisme interne de son économie.

Cela va se traduire dans un autre domaine avec la question de la CED (Communauté européenne de défense). L'impérialisme français se heurte à la renaissance de l'impérialisme allemand. Le traité de la CED vise à intégrer les forces armées des pays d'Europe sous le haut patronage du Pentagone. La classe bourgeoise française va se déchirer sur cette question : d'un côté, il lui faut conserver la disposition de ses forces armées et elle ne peut accepter le rôle subordonné que lui donne la CED ; mais en même temps, elle ne peut s'y opposer fermement faute de forces suffisantes tant sur le plan économique que sur le plan politique.

Dans le même temps, la situation économique et financière ne cesse de se dégrader ; les déficits budgétaires s'accumulent. La faillite n'est évitée que grâce aux subsides accordés par les USA versés au titre du plan Marshall, au titre de l'aide Atlantique, ou encore au titre de l'aide à la guerre d'Indochine.

Cette dépendance extrême à l'égard de l'impérialisme US rend la bourgeoisie française incapable de liquider la guerre d'Indochine ou de s'opposer à la CED. Et pourtant, la montée des périls dans l'empire colonial nécessite-

rait que l'impérialisme recherche un accord avec les représentants de la bourgeoisie locale dans des pays comme le Maroc (avec l'Istiqlal) ou la Tunisie (avec le Néo-Destour). Mais toute une fraction de la bourgeoisie s'oppose à une telle solution. De plus, en Algérie, une telle solution est quasi impraticable. L'intégration forcée de l'Algérie à l'Etat français a laminé la bourgeoisie locale, et la direction du mouvement indépendantiste est assurée par le MTLD de Messali Hadj qui, bien que n'étant pas un parti prolétarien, représente un mouvement plébien révolutionnaire.

Les intérêts de chacune des fractions de la bourgeoisie s'opposent à chaque moment aux intérêts généraux de la classe bourgeoise. La bourgeoisie subit l'événement sans tenter de le dominer. Et c'est cela qu'expriment les crises ministérielles.

Ces crises ne sont pas de simples épisodes de la vie parlementaire. Elles expriment l'impasse du capitalisme incapable de remettre en cause les positions qu'occupe la classe ouvrière. Ainsi, alors que la politique de l'appareil stalinien a pu liquider les conséquences révolutionnaires de la grève Renault en 1947 (cf. « La Vérité » n° 589), la bourgeoisie doit en 1950 concéder de nouvelles positions par les lois sur les conventions collectives. Les classes semblent en équilibre apparent. Trahie, divisée par la politique des sommets, la classe ouvrière n'a pas réussi à renverser le régime capitaliste, mais les capitalistes se heurtent à chaque pas à la résistance de la classe ouvrière. Inévitablement, le recours à un gouvernement « fort », gouvernement élevé au-dessus des classes en lutte, au-dessus des partis politiques et du Parlement, s'impose à la classe bourgeoise. Les tendances bonapartistes se font jour dans le régime parlementaire.

Mais le bonapartisme ne peut s'imposer sans briser la IV^e République, et nul ne sait ce qui peut sortir de cela. La bourgeoisie hésite. Elle cherche des substituts de bonaparte. Laniel est de ceux-là. Le personnage lui-même caractérise sa classe et le système politique dont il est issu. François Mauriac immortalisera son gouvernement en l'appelant « la dictature à tête de bœuf ». Hobereau normand et industriel à la tête d'usines en

plein déclin, Joseph Laniel semble personnifier cette bourgeoisie à bout de souffle qu'il va chercher à sauver.

Choisi parce qu'aucun des autres candidats ne pouvait réunir une majorité, Laniel va obtenir les pleins pouvoirs que le Parlement avait refusés à ses prédécesseurs. Par décrets-lois, il va tenter de réaliser les contre-réformes sur lesquelles les présidents du Conseil de la IV^e République avaient buté. Mais ce sont justement les projets de décrets de Laniel qui vont déclencher, en plein mois d'août, à la surprise de la « classe politique », la grève générale. Si, grâce au concours diligent des dirigeants ouvriers, Laniel ne tombe pas à la suite de la grève générale, quelques mois plus tard la victoire du Vietnam à Dien Bien Phu aura raison de lui. Mendès France lui succédera. Après un essai de « bonapartisme » parlementaire appuyé très nettement sur la droite, Mendès France représente un bonapartisme qui s'appuie sur l'aile gauche, et au premier chef sur les épaules des partis ouvriers. Les grandes lignes de son programme préfigurent nettement de Gaulle. Mais il échouera à son tour. De crises ministérielles en votes des pleins pouvoirs, le parlementarisme agonise. Il prépare le terrain du coup d'Etat militaire, mais aussi celui de la révolution.

COMMENT S'EST PREPAREE LA GREVE GENERALE

Dans « La faillite de la II^e Internationale », Lénine écrivait :

« Pour un marxiste, il est certain que nulle révolution n'est possible à défaut de situation révolutionnaire. Toute situation révolutionnaire, du reste, n'aboutit pas à la révolution. Quels sont en général les indices d'une situation révolutionnaire ? Nous ne nous tromperons assurément pas en indiquant les trois indices suivants :

1° L'impossibilité pour les classes dominantes de maintenir intégralement leur domination ; une « crise » des milieux dirigeants, crise politique de la classe exerçant le pouvoir, produit une faille dans laquelle pénètrent le mécontentement et l'indignation

des classes opprimées. Pour qu'une révolution ait lieu, il est en général insuffisant que « l'on n'accepte plus en bas » ; il faut aussi que « l'on ne puisse plus en haut » vivre comme par le passé.

2° L'aggravation anormale des privations et des souffrances des classes opprimées.

3° L'augmentation sensible, en raison de ce qui précède, de l'activité des masses qui, « en temps de paix », se laissent paisiblement voler, mais, en temps d'orage, sont incitées par toute la crise et aussi par les « dirigeants » à prendre l'initiative d'une action historique. »

Sans aucun doute possible, la première des conditions citées par Lénine est réalisée en cet été 1953. Laniel va se charger d'accélérer la deuxième, ce qui aboutira à cristalliser la troisième.

Les décrets Laniel vont intervenir dans une situation déjà très difficile pour la grande majorité de la population. Cinq millions de personnes, soit 50 % des salariés, gagnent moins de 23 000 francs (anciens) par mois, alors que le minimum vital reconnu par le gouvernement est de 19 847 F ! Mais cela ne suffit pas : les gouvernements successifs cherchent à remettre en cause les droits acquis. La répression antisyndicale frappe. Alain Le Leap, secrétaire de la fédération CGT du bâtiment, est incarcéré depuis un an. La plupart des dirigeants de la CGT sont inculpés dans le « complot communiste », provocation policière montée à l'occasion de la venue en France du général Ridgway.

Fort des pouvoirs spéciaux que le Parlement lui a donnés, Laniel reprend les projets de ses prédécesseurs. Il remet en chantier une réforme de la fonction publique. Tout comme René Mayer, il veut modifier la limite d'âge de la retraite. A peine connus, ces projets suscitent l'indignation. Les dirigeants syndicaux sentent que Laniel risque de mettre le feu aux poudres. La fédération FO des postes met en garde le gouvernement et annonce qu'elle ne reculera pas devant une action brutale si Laniel touche aux droits acquis. Le 3 août 1953, le bureau fédéral de la fédération FO annonce que les postiers sont « en état

d'alerte ». Le 4 août, CGT et CFTC appellent leurs adhérents à manifester contre les projets Laniel par des débrayages, des délégations, des pétitions. Mais les dirigeants ne contrôlent déjà plus la situation. Dans l'après-midi du 4 août, tous les bureaux de poste cessent l'activité qui doit reprendre au bout d'une heure. Mais à Bordeaux, le travail ne reprend pas. Jean Viguié, délégué de FO, s'adresse aux postiers :

« Seule une grève générale et illimitée peut aboutir. Pourquoi ne la lancerions-nous pas ? »

Unanime, le personnel se prononce pour la grève. Le soir même, le comité de grève des postiers, rassemblant tous les syndicats, est constitué (1).

Dans quelques jours, la France entière sera paralysée par la grève générale. La IV^e République est morellement atteinte.

Ce qui caractérise la grève générale d'août 1953, c'est son caractère entièrement spontané ; elle démarre de la base, débordant les cadres fixés par les organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière. Pourtant, la spontanéité est elle-même un résultat : résultat de processus moléculaires au sein des masses, tirant elles-mêmes les leçons des événements de la vie quotidienne. Il n'y a pas d'état-major dans la grève ; ou plutôt, le seul état-major, c'est celui de la bourgeoisie auquel se sont ralliés les chefs ouvriers officiels. Rentrant de Moscou, Thorez a ordonné au PCF un de ces virages à 180° dont il a le secret et se prononce pour le « front uni national ».

La SFIO, tout en critiquant les gouvernements de droite, refuse toute unité avec le PCF et permet ainsi l'investiture des Pinay, des René Mayer, des Joseph Laniel.

Cette politique des sommets officiels du mouvement ouvrier bloque temporairement le mouvement des

(1) Il n'est pas sans intérêt de rappeler que les militants qui dirigent FO à Bordeaux ont joué un rôle important dans la grève des PTT de 1946 : ils sont de ceux qui lutteront pour la constitution du comité national de grève (cf. « La Vérité » n° 589, article sur la grève Renault).

masses, mais oblige en même temps les ouvriers à rechercher les moyens de leur mobilisation, les oblige à rechercher les moyens de réaliser le front unique dont les dirigeants ne veulent pas. Rien ne permettait d'affirmer que la grève générale allait commencer en août dans les postes, mais, pour qui savait voir, toute la situation conduisait tôt ou tard à cette explosion.

Malgré leur faiblesse, malgré les coups terribles qu'ils venaient de subir après leur exclusion de la IV^e Internationale par la majorité pabliste, les militants trotskystes étaient axés sur cette perspective. Dans l'hiver 1952-1953, avec d'autres militants, ils animent la bataille pour la prime dans les PTT, et si cette bataille n'a pas été gagnée immédiatement, nul doute qu'elle est entrée comme une des composantes actives de la préparation de la grève générale.

LA BATAILLE POUR LA PRIME DANS LES PTT

La revendication d'une prime de fin d'année ou d'un mois double va concentrer la volonté de combat des postiers. L'Assemblée nationale, sur proposition du député PCF Barthélémy, avait voté le « vœu » d'une prime de fin d'année de 20 000 F. Mais ce qui, pour ces messieurs des sommets, restait un « vœu », va devenir pour les postiers le levier de la bataille contre le gouvernement. La revendication est reprise partout. Des comités pour la prime se forment. Les pétitions sont signées à 100 %. Dans les services, parfois à l'échelon local ou départemental, l'unité se réalise entre tous les syndicats pour la prime.

Le 14 décembre, deux congrès de délégués se tiennent, l'un à Marseille, l'autre à Paris. Le congrès des délégués parisiens élit un comité national auquel participent des militants de toutes appartenances syndicales, et appelle à un meeting à la Mutualité le 19 décembre. En quelques jours, 160 000 F sont collectés ; le meeting est un succès. Après l'introduction faite par un travailleur inorganisé du PLM, c'est Frischmann, secrétaire général de la fédération des postes CGT, qui prendra la parole, suivi du

représentant du syndicat autonome. Dans le cours même du meeting, c'est une délégation qui se rend à une assemblée de la CFTC pour lui demander de se joindre à la lutte. Le 21 décembre, se tient le congrès national qui rassemble trois cents délégués venus de toute la France. Ce congrès élit un bureau national pour la prime, composé de deux CGT, deux FO, deux CFTC, deux autonomes, deux inorganisés, un représentant de la fédération postale CGT, un du syndicat autonome, deux places vacantes éventuellement pour les fédérations FO et CFTC.

Ce bureau décide que, si les pouvoirs publics restent sourds, il « prendra toutes décisions d'action, y compris la grève ».

Alors que le point de départ de la lutte — la prime — peut sembler uniquement revendicatif, les postiers sont en fait en train de faire un pas politique en avant considérable ; ils commencent à se doter de l'« appareil du front unique », des « comités d'action » au sens où Trotsky les définissait en 1935.

Les postiers ne rejettent pas les organisations syndicales. Mais ils comprennent que les appareils qui les dirigent ne veulent pas s'engager sérieusement dans l'action pour satisfaire les revendications. Il leur faut donc créer un nouveau cadre de combat, les comités d'unité d'action, les délégués élus, qui ne se substituent pas aux organisations syndicales mais les intègrent, les obligent à participer au front unique sous le contrôle des travailleurs. Si, dans un premier temps, les appareils syndicaux, par la division, réussissent à disloquer cette bataille, l'expérience ne fut pas perdue. La spontanéité de la grève d'août 1953 se nourrit de cette bataille politique dans les postes qui prépara le terrain des comités de grève élus, comme ceux qui se développeront à Bordeaux dans les PTT, ou à Nantes.

En 1951-1952, la majorité du Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale) engage le combat contre le révisionnisme pabliste qui prône la liquidation de l'organisation trotskyste et l'intégration dans l'appareil stalinien. En 1952, Pablo et le Secrétariat international refusent à la section française le

droit de tendance, et finalement votent son exclusion. Malgré cette crise et ces coups terribles qui lui sont portés, la majorité de la section française regroupée derrière la commission syndicale s'engage dans la préparation des combats de classe. Reprenant le « convaincre ou submerger » de Frachon, les trotskystes s'engagent, à la mesure de leurs forces, dans tous les combats qui fraient la voie à la grève générale. Ils ont compris qu'il ne suffit pas de dire « la grève générale » pour résoudre tous les problèmes, car les travailleurs sont confrontés à la politique de division des dirigeants. Les trotskystes combattent partout pour la constitution de « comités démocratiques d'unité d'action » afin d'imposer la réalisation du front unique de la base au sommet. Cela ne signifie pas que les travailleurs doivent attendre que les dirigeants se mettent d'accord pour engager l'action, au contraire ! Mais en combattant politiquement pour aider la classe à réaliser le front unique, le PCI permet le dégagement d'une avant-garde et prépare ainsi le déclenchement spontané de l'action. Nous avons vu cette bataille dans les PTT. Mais ce n'est pas seulement dans les PTT que cette bataille est menée. « La Vérité » n° 305 se prononce pour une « conférence de l'automobile » afin de « submerger le sectarisme des directions ». Mais la politique du front unique ne peut avoir qu'un but : préparer un gouvernement de front unique ; contre toutes les combinaisons parlementaires, les trotskystes mettent en avant le mot d'ordre d'un gouvernement du PCF et de la SFIO « sous le contrôle des travailleurs ».

Bien évidemment, il ne faut pas surestimer l'influence que cette politique a pu avoir. Il y a au PCI un peu plus d'une centaine de militants, mais leur politique correspond étroitement aux besoins de la classe ouvrière. Axés correctement, les trotskystes sauront mettre en avant dans la grève générale l'issue politique indispensable. Et, en ces mois décisifs, se forgeront les éléments qui permettront à cette poignée de militants de tenir et de reprendre le travail de la construction du parti révolutionnaire, travail qui aboutira quatorze ans plus tard à la proclamation de l'OCI.

LE RAZ DE MAREE

Il faut avoir ces éléments à l'esprit pour comprendre ce qu'a été le magnifique mouvement d'août 1953. Oui, la spontanéité de la classe ouvrière peut beaucoup, mais cette spontanéité n'est pas une « tabula rasa » : elle intègre les éléments de conscience, elle intègre l'expérience qui se transmet par mille et un canaux ; elle intègre la détermination principale de cette conscience : le parti révolutionnaire en construction.

Mais à partir du 4 août, c'est le mouvement spontané qui va déferler. Au soir du 4 août, Jean Vigié, le dirigeant FO des postiers qui vient d'appeler à la grève générale illimitée, téléphone à la fédération :

« Nous allons partir pour la grève, je ne peux plus les tenir. »

Le dirigeant Gaston Duphil répond :

« Allez-y. »

Dialogue significatif. Vigié ruse : « Je ne peux plus les tenir. » Mais c'est plus qu'une ruse pour mettre les dirigeants devant le fait accompli : il comprend que l'appel qu'il a lancé aux postiers de Bordeaux, c'est l'appel que les travailleurs de tout le pays attendent, c'est l'appel que demain un inconnu, un de ces travailleurs du rang dont on ne parle jamais, lancera à ses collègues. Vigié comprend que lui aussi sera submergé, et Duphil comprend qu'il ne peut plus rien contre le raz de marée que les dirigeants doivent suivre. Duphil passera sa nuit à téléphoner. Le lendemain, les postes sont en grève dans toute la France, et la fédération FO lance l'appel à la grève générale illimitée. Le 6, FO et CFTC lancent l'appel à la grève de toute la fonction publique. La CGT suit. Le 8 août, l'EDF, la marine marchande, Air France, la SNCF sont en grève ; le 12, ce sont la métallurgie et les mines qui entrent dans la lutte, suivies le 13 par les banques, les assurances, les commis d'agents de change, les constructions navales ; le 14, c'est au tour du bâtiment et des produits chimiques... Toutes les classes laborieuses se groupent autour de la classe ouvrière ; les vigneron du midi mena-

N° 318 - 13 Août 1953 - BIMENSUEL - PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS - NUMERO SPECIAL - 20 FRANCS

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DEFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE)

REDACTION, ADMINISTRATION : C.C.P. 516 de Paris, 4^e Edition et de Librairie, 163201 Paris
44, rue de l'Arbre-Sec, Paris (10^e) - Tél. : CEN. 48-76

ABONNEMENTS : 1 AN : 400 FR. - 6 MOIS : 200 FR.

LA GRÈVE GÉNÉRALE de la Fonction publique, des travailleurs des Services Publics et du Secteur privé CHASSERA LE GOUVERNEMENT LANIEL DECRETS-LOIS

Gouvernement d'Union ouvrière !

LETTRE OUVRIÈRE AUX BUREAUX CONFÉDÉRAUX DE LA C.G.T.,
DE LA C.G.T.-P.O. AU COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI SOCIALISTE
E.T.C., AU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Comrades,
C'est avec joie que les travailleurs de ce pays ont constaté que vos organisations ont pris les attitudes idéologiques face aux grandes luttes ouvrières contre les décrets de gouvernement Laniel-Raymond-E. et face à la loi sur les manifestations publiques.

5.000 grévistes de toutes corporations se rassemblent en cortège et défilent dans les rues en cortège pour se rendre à la mairie de Saint-Denis. Les milliers de travailleurs veulent que leur grève générale soit victorieuse. Ils veulent chasser Laniel. Le simple arrêt du travail ne suffit plus à faire plier le gouvernement. Les travailleurs cherchent des formes d'action efficaces.

L'ÉPREUVE DE FORCE

Saint-Denis est comble que des démonstrations dans la rue sont devenues nécessaires.

UN MEETING UNITAIRE

Dirigants des grandes organisations ouvrières, venant leur appeler à convoquer immédiatement des grévistes de toute la région parisienne.

LA VÉRITÉ

RESOLUTION N. 12 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Les camarades du Métro-Bus de toutes organisations syndicales, réunis en Assemblée locale à l'INTER de XIII, demandent et souhaitent le vote que toutes les Fédérations et Comités locaux prennent des

cent les préfectures. Le ministre de l'Intérieur tente d'isoler l'Hérault, le Gard et l'Aude du reste de la France.

A la mi-août, il y a quatre millions de grévistes !

Toute l'activité est paralysée.

Le 13 août, « La Vérité » sort en tirant sur toute la largeur :

« La grève générale de la fonction publique, des travailleurs des services publics et du secteur privé chassera le gouvernement Laniel décrets-lois.

Pour un gouvernement d'union du PS et du PCF et des organisations syndicales ! »

C'est là le fond du problème : la grève générale pose la question du pouvoir. Fin mars 1953, Trotsky écrivait :

« L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut don-

ner, mais aussi ne pas donner, est dans le fait qu'elle pose d'une façon révolutionnaire la question du pouvoir. Arrêtant les usines, les transports, en général tous les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse par cela même non seulement la production, mais aussi le gouvernement. Le pouvoir étatique reste suspendu en l'air. Il doit, soit dompter le prolétariat par la faim et par la force en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'Etat bourgeois, soit céder sa place devant le prolétariat.

Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale ait surgi, si elle embrasse les véritables masses et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : « Qui va être le maître dans la maison ? ». » (Encore une fois, où va la France ?)

Dans les hautes sphères gouvernementales, on sent bien que c'est là que gît le lièvre. Un député du midi téléphone au ministre de l'Intérieur :

« Je ne peux plus tenir le midi, il me faut une division. »

Laniel coupe court en demandant :

« Et l'artillerie lourde ? »

A quelqu'un qui s'étonne qu'en ces graves moments, Laniel refuse de sauter un repas, un de ses collaborateurs, Dominique Leca, répond :

« Son calme n'était pas de l'inconscience. Il savait la gravité de la situation. Mais que faire ? » (Rapporté par Georgette Elgey.)

Laniel essaie la force. Il refuse de discuter avec les grévistes tant qu'ils n'auront pas repris le travail. Le 7 août, il décide de réquisitionner les cheminots et les postiers. La réponse des travailleurs est nette : les ordres de réquisition brûlent. A Mulhouse, les postiers vont sous les fenêtres de la sous-préfecture allumer un feu de joie.

A tous les niveaux, la machine étatique est grippée. En Seine-Maritime, le Parquet se refuse à déférer les requis récalcitrants devant le tribunal. A Rouen, deux travailleurs arrêtés alors qu'ils coupaient le courant d'un transformateur en plein centre-ville sont acquittés, « aucun texte ne pouvant s'appliquer à ce cas particulier ».

L'état-major informe la présidence du Conseil que

« l'armée ne peut pas participer au maintien de l'ordre faute d'encadrement suffisant, sauf en cas de toute urgence ».

Le 15 août, le général commandant la subdivision de Clermont-Ferrand refuse purement et simplement que ses troupes suppléent à la carence des postiers. Le procureur de la République se plaint du « manque de courage civique des magistrats ».

Dans les états-majors syndicaux, les choses ne vont guère mieux. En juin 1936, Marcel Cachin déclarait :

« Nous sommes les uns et les autres devant le fait de la grève. »

Cette phrase « historique », tous les dirigeants pourraient la faire leur en ce mois d'août 1953. Ceux de la CGT restent singulièrement muets. André Marty note qu'« il n'y a même pas eu de campagne pour la solidarité financière dans les quinze premiers jours ». Tout le dispositif politique qui permettait de maintenir l'exploitation quotidienne des ouvriers a explosé. Les chefs syndicaux et politiques qui ont lié leur sort à l'ordre bourgeois restent eux aussi comme suspendus dans le vide.

Un exemple parmi des milliers d'autres est significatif du changement qui s'est fait dans l'état d'esprit des masses. Discutant avec les grévistes, Pierre Mendès France les interroge :

« — Que demandez-vous exactement ?

— Cela ne peut pas continuer.

— Vous voulez une augmentation de vos salaires ?

— Oui, on en veut toujours quand on fait la grève.

— Mais si vous l'obtenez, les prix monteront, cela ne vous aura servi à rien.

— Oui.

— Mais alors ?

— On ne peut pas continuer comme ça ! » (cf. G. Elgey — op. cit.).

Oui, on ne peut plus continuer comme ça ! C'est toute la situation de la classe ouvrière, classe exploitée, qui est remise en cause. Prenons-en un exemple.

Les mines furent un secteur clef où s'exerça la collaboration des stalinistes à la reconstruction de l'Etat bourgeois. Le discours de Waziers prononcé par Maurice Thorez en fait foi. En 1936, le système de la rémunération selon la quantité de travail fourni (système Bedeau) fut balayé. Après les dures années de l'Occupation où les mineurs du Nord furent à la pointe des luttes contre le nazisme et ses alliés du patronat français, ce fut l'appareil stalinien qui, au nom de la devise « à chacun selon son travail », organisa la bataille pour un salaire lié à la productivité, alors qu'une tradition de dizaines et de dizaines d'années faisait du

travail des mineurs un travail d'entraide, collectif : il fut même un temps où l'argent de la quinzaine était partagé, à la remontée, dans un cabaret tenu par un mineur. Après l'échec du mouvement gréviste de 1948, tout le dispositif d'exploitation forcenée mis en place par les stalinien fut tourner à plein. C'est ainsi que, pour les mineurs, la grève générale d'août 1953 ne fut pas seulement la lutte contre les décrets Laniel, mais aussi la lutte contre le système du travail individuel, et donc contre les relations de travail qui avaient été imposées à la Libération comme base de la reconstruction des profits capitalistes et de l'Etat bourgeois. Par dizaines de milliers, les mineurs défilaient dans les agglomérations, syndiqués CGT, FO, CFTC tous unis, imposant le respect de la décision de grève, non par les méthodes terroristes qu'employaient les stalinien en 1947 et 1948, mais par la force de la masse, d'un mouvement profondément soudé à la base.

Dans cet exemple pris parmi des dizaines et des centaines d'autres, on peut voir tout ce qui est en train de changer dans les relations internes à la classe ouvrière, dans les relations de la classe ouvrière avec l'Etat bourgeois.

Commencée en défense des acquis, la grève générale tend à se transformer en affrontement sur toute la ligne entre le capital et le travail, et l'enjeu de cet affrontement, c'est le pouvoir.

LA QUESTION DES COMITES DE GREVE ET DU COMITE CENTRAL DE GREVE

Mais si la grève générale, ainsi que l'explique Trotsky, est une opération politique du prolétariat, il lui faut s'organiser pour devenir le maître de la maison. Il faut à la grève une organisation unique, englobant toutes les parties de la classe, toutes ses organisations. Elle ne peut triompher qu'en s'appuyant sur une pyramide de comités de grève élus qui, au fond, ne sont que les embryons du pouvoir de la classe ouvrière, les embryons de l'Etat ouvrier que la classe ouvrière doit substituer à l'Etat bourgeois.

S'adressant aux dirigeants des organisations ouvrières, le bureau politique du Parti communiste internationaliste posait nettement cette question :

« Ce que les postiers ont réalisé, vous devez le réaliser ! Il faut que les organisations syndicales CGT et FO en grève constituent le comité national de grève qui aura pour tâche d'impulser et d'organiser la grève générale illimitée de la fonction publique, des travailleurs des services publics et du secteur privé. »

Cet éditorial se concluait par :

« Assez d'hésitations ! Deux millions de grévistes dicent votre décision ! Réalisez l'unité pour chasser Laniel ! Front unique à tous les échelons ! Comité national de lutte pour imposer un gouvernement des travailleurs au service des travailleurs ! » (La Vérité n° 318 du 13 août 1953).

Mais précisément, les organisations syndicales et politiques dans lesquelles la grande majorité des ouvriers se reconnaissent n'ont qu'un souci : liquider au plus tôt la grève. Elles s'opposent de toutes leurs forces aux comités de grève et à leur centralisation. Néanmoins, localement, notamment à Nantes et à Creil, des comités de grève furent formés qui indiquent tout à fait nettement la direction générale du mouvement.

Nantes fut sans aucun doute une des pointes avancées de la grève de 1953. Ce mouvement trouva, ainsi que l'écrivit Daniel Renard dans le n° 321 de « La Vérité », « son expression la plus pure ». Les fortes traditions de la ville et de toute la Loire-Atlantique y sont évidemment pour quelque chose. De même que le fait que l'union départementale FO de Loire-Atlantique soit dirigée par des militants « lutte de classes ». Dans toutes les corporations de Nantes, la grève se dote d'un comité de grève. Dans les usines, les chantiers, des piquets de grève sont organisés. Mais la grève la plus dure et la mieux organisée n'est rien si les ouvriers restent enfermés dans leurs usines ; on l'a bien vu en mai-juin 1968. Un pas est franchi par la constitution du comité central de grève.

Comme l'écrivit Daniel Renard :

« Les organisations syndicales furent contraintes d'organiser un comité central de grève. Contraintes, elles le furent, car aucune d'entre elles — excepté l'union départementale FO qui, contrairement à la confédération réformiste, eut dans l'ensemble une attitude correcte — ne voulait d'un tel organisme. CGT, CFTC et FO à l'échelle nationale savaient bien que créer des comités de grève, même bureaucratiques, c'était ouvrir la voie au pouvoir de gestion autonome des travailleurs. » (La Vérité, n° 321).

Et, de fait, la logique même de la lutte gréviste amenait le comité central de grève à assumer des fonctions étatiques. Ainsi, il fait placarder sur les murs de Nantes l'affiche suivante :

« Proclamation :

Vu la Constitution française, vu les dispositions légales sur le droit de grève, le comité central de grève proclame :

- 1 — la réquisition sous quelque forme que ce soit est illégale ;
- 2 — les pouvoirs publics manifestent leur faiblesse ;
- 3 — dans certains secteurs, ils tentent d'utiliser la troupe :

Fraternisez avec les soldats !

Apportez les ordres de réquisition au comité central de grève.

La lutte sera brève et victorieuse. »

Comment ne pas penser aux affiches de la Commune de Paris ? Comment ne pas penser aux ordres du soviét de Petrograd en 1917 ?

Georgette Elgey écrit :

« Les Français ne sont pas révoltés. Ils n'ont pas envie de faire la révolution. Mais si quelqu'un s'en charge, pourquoi pas ? » (C. Elgey : « La République des contradictions », page 149).

Les ouvriers de Nantes lui donnent tort. Aucune des grandes organisations ne veut se charger de « faire la révolution ». Par contre, les travailleurs s'y engagent par leurs propres

méthodes, les méthodes classiques de la lutte du prolétariat.

Si les syndicats CGT et CFTC s'opposent à la création d'un comité de grève de tout le département, c'était pourtant là la voie qu'avait indiquée le comité central de grève de Nantes.

Alors que depuis des années les appareils organisent la division, la grève, l'auto-mobilisation du prolétariat permet la réalisation du front unique. C'est ce qu'on voit nettement à Nantes, dans la constitution des comités de grève. Mais c'est un mouvement général. A Sotteville-lès-Rouen, c'est un rassemblement des cheminots organisé en commun par les syndicats FO, CGT et CFTC qui adopte à l'unanimité une motion

« condamnant les projets gouvernementaux, demandant l'aboutissement des revendications et la libération des militants syndicalistes emprisonnés, ainsi que la fin de la guerre d'Indochine source de misère ».

Bien que la réalisation du front unique reste limitée à la base, c'est la première fois depuis 1947 qu'on voit militants de la CGT et militants de FO travailler côte à côte.

LA BASE ET LE SOMMET

Dans une première phase, les dirigeants n'auront pas d'autre solution que de suivre le mouvement décidé en dehors d'eux. Le plus souvent, ils se contentent de ratifier par un mot d'ordre la grève générale déjà effective. Mais pourtant, et dans la mesure même où les travailleurs ne disposent pas d'un instrument à eux leur permettant de contrôler ceux qui prétendent parler en leur nom, les sommets syndicaux et politiques du mouvement ouvrier travaillent à désagréger la grève générale. « La Vérité » parle du « double mouvement » de la grève, le mouvement de la base et celui des dirigeants. Elle l'illustre ainsi :

« A la RATP, les syndicats, le vendredi 7 au matin, n'ont donné aucune directive. Jusqu'à 9 h 30, les délégués dans les dépôts, soumis à la pression des travailleurs, téléphonent à leurs syndicats respectifs, dont les responsables sont absents. Ce n'est qu'à 11

heures que les syndicats réunis en commun (FO et CGT en particulier pour la première fois depuis des mois) donneront un ordre de grève de midi à minuit ! A la suite de la grève des cheminots, mardi 11, la pression augmente sans cesse et contraint les syndicats de la RATP à lancer une grève de 24 heures pour le 12, puis à renouveler l'ordre pour 24 heures pour le 13. La grève du 12, décidée à 16 heures, fut précédée par des débrayages spontanés à Mont-rouge, la Croix-Nivert, Malakoff. Un délégué FO expliquera à l'assemblée générale du syndicat : « Il aurait fallu se coucher par terre pour empêcher les autobus de rentrer, et encore nous n'eussions pas réussi. »

Même mécanisme chez les cheminots qui, le mardi 11 au matin, débrayèrent partout sans ordre et contraignent la fédération CGT et la fédération FO à notifier officiellement à la direction de la SNCF, dans l'après-midi, qu'elles prendraient la responsabilité de la grève générale des cheminots. Pour les employés, développement identique. Le samedi 8, seuls les postiers restent en grève, mais les travailleurs de la fonction publique et des services publics veulent se battre. Ils sont rentrés sur l'ordre de leurs dirigeants. Mais ils attendent la grève générale totale et illimitée pour le lundi. Les états-majors syndicaux se réunissent sans interruption. Le cartel des services publics FO siège sous la présidence de Bothereau et laisse l'initiative aux fédérations intéressées. Aucune directive ne sera donnée, aucun mot d'ordre de grève générale ne sera lancé, ni par le bureau CGT, ni par FO. Mais, à la suite de l'UGFF, le cartel FO lancera pour le jeudi 13 une grève générale de 48 heures. Ce qui frappe, c'est l'extraordinaire confusion qui règne quant à la durée de la grève. Chez les cheminots et les postiers elle est illimitée, à la RATP et dans la fonction publique elle est fixée à 24 heures une première fois, à 48 heures ensuite, chez les employés à 24 heures, etc. »

« La Vérité » tire les conclusions de cette situation :

« La grève générale est un fait. Le mouvement des masses l'a imposée aux directions, qui, sur le sol brûlant

de la montée ouvrière, ne pouvaient risquer de s'y opposer sans perdre toute influence. La CFTC en sait quelque chose, qui, après s'être opposée à la grève, fut contrainte de s'y rallier.

Les masses en lutte ont secoué leurs directions, les obligeant à s'engager dans le combat. Mais, et c'est un facteur essentiel de la grève générale, les directions ne dirigent pas ! Elles s'adaptent, elles suivent ! Elles laissent la grève générale morcelée en grèves corporatives de durée variable. »

Nos actuels champions de la « grève générale reconductible » feraient bien de méditer cette expérience. Alors que les travailleurs veulent la grève générale illimitée, les dirigeants « reconduisent » de jour en jour la grève pour la disloquer.

LA QUESTION DU GOUVERNEMENT

Déclenchée par les décrets-lois, la grève générale met directement en cause le gouvernement Laniel. Dès lors, le but de la grève ne peut être que « chasser le gouvernement Laniel ». C'est la position qu'adoptent, comme nous l'avons vu, les militants trotskystes. C'est le mot d'ordre qui surgit spontanément des assemblées de travailleurs. Pour ceux qui en douteraient, il suffit de dire que la minorité de la CFTC elle-même se prononce pour la chute du gouvernement Laniel. Mais c'est précisément ce à quoi tous les dirigeants ouvriers, avec les représentants de la bourgeoisie, s'opposent ; et c'est pourquoi ils se refusent à centraliser la grève, car la centralisation politique de la grève générale ne permettrait plus d'élever cette question. Et pourtant, le gouvernement ne peut plus gouverner. Pour faire refluer la grève, il faut une solution politique. Le 7 août, deux députés socialistes, Edouard Depreux et Albert Gazier, demandent la convocation de l'Assemblée nationale. Guy Mollet, reçu le 11 août par Laniel, affirme que les parlementaires ne peuvent plus être tenus à l'écart des décisions. Il déclare :

« La SFIO se range définitivement aux côtés des salariés contre le gouvernement. »

Du coup, le PCF exige à son tour la convocation de l'Assemblée. Une manœuvre politique est montée, à l'abri de laquelle la bourgeoisie va essayer de préserver ses positions. Robert Bothereau, secrétaire général de FO, téléphone à Laniel :

« Rien ne s'arrange... Le secteur privé entre dans la danse... Il déclare que les dirigeants CFTC et FO sont débordés, que la dernière chance de reprise en main des syndicats est l'annonce de la convocation du Parlement. » (12 août à 13 h 30 - compte rendu signé par G. Maurel, chef adjoint de cabinet, à l'intention de Pierre July, secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil - cité par G. Elgey).

On ne peut être plus clair. Et pourtant, Laniel ne veut pas convoquer le Parlement parce que son gouvernement n'y résisterait pas, et rien ne dit qu'une nouvelle combinaison parlementaire n'aggraverait pas la crise. La demande de convocation du Parlement va donc simplement servir de paravent, pour gagner du temps. Edouard Herriot, président de l'Assemblée nationale, leader historique du radicalisme, apporte son concours à Laniel. Il faut 209 signatures de députés pour que le Parlement soit convoqué. 212 arrivent sur le bureau de l'Assemblée. Herriot invalide quatre demandes de députés PCF qui ne seraient pas dûment signées. C'est la version officielle. Pierre July raconte :

« Chaque matin, j'allais voir le président Herriot. On comptait les télégrammes jusqu'à 203 ; à partir de 203, on s'arrêtait. » (cité par Georgette Elgey, op. cit., page 163).

Protégé par le Parlement, Laniel refuse toute négociation ; il rejette les offres de médiation de Léon Jouhaux, président du Conseil économique.

C'est l'impasse. Il n'y a pas d'autre solution pour la classe ouvrière que de renverser le gouvernement. Mais il n'y a rien qui, à cette étape, permette de centraliser cette volonté des masses. Les dirigeants syndicaux négocient dans l'ombre avec les représentants des partis politiques. Le 17, Laniel proclame à la radio :

« Il n'y aura plus aucun pourparler avec ceux qui n'auront pas repris le travail demain. »

La réaction des masses est immédiate. Cortèges et rassemblements se forment. A Paris, des milliers de travailleurs occupent silencieusement la place du Palais-Bourbon. A Limoges, des milliers de grévistes se retrouvent sur la grand-place, devant le siège de l'union départementale FO. Pénot, le secrétaire, se tait. Au Havre, les ouvriers défilent dans les rues.

La grève atteint son sommet. Faute d'une issue politique, elle va refluer. Pendant douze jours, le mouvement spontané de la classe a balayé tous les obstacles, a imposé les grèves à des chefs qui n'en voulaient pas. Elle a fait vaciller le pouvoir et posé à toutes les classes de la nation la question du pouvoir. Mais, divisée par ses dirigeants, manquant d'un état-major révolutionnaire, cette puissance gigantesque est paralysée. Dès lors, les exigences de la vie quotidienne d'exploitation vont reprendre le dessus. Conscients que le problème posé est celui du pouvoir et que personne ne veut donner de solution à ce problème, les travailleurs, la rage au cœur, vont voir leur mouvement liquidé.

LA LIQUIDATION DE LA GREVE GENERALE

René Richard, dirigeant de FO, déclare :

« Tout était possible. Il n'y avait plus qu'à appuyer sur le bouton du pétrole et la France était entièrement paralysée, plus de transports routiers, plus de pain. Le syndicat du pétrole nous a demandé :

— « Ferme-t-on les robinets ?

— Non. »

Nous étions conscients de nos responsabilités nationales. Nous nous interrogeons : est-ce que nous exploitons la grève jusqu'à son extrême limite, avec des conséquences imprévisibles ? Le régime est en jeu, des aventuriers auraient pu... » (cité par G. Elgey, op. cit., page 167).

Des discussions vont reprendre, dans lesquelles désormais tout le

monde va chercher uniquement le moyen de liquider la grève. FO s'entretient avec Edgar Faure et Pierre July. La CFTC s'entretient tout naturellement avec les représentants du MRP.

Exclue de ces discussions, la CGT va elle aussi montrer qu'elle a le sens de ses « responsabilités nationales » ; elle donne des garanties au gouvernement et aux capitalistes. Par son biais, l'appareil du PCF va démontrer une fois de plus à la bourgeoisie qu'il est un facteur d'ordre. André Bougenot, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, raconte :

« Par quelques intermédiaires absolument indiscutables, la CGT m'offre un marché. Si le gouvernement accepte de recevoir ses délégués à l'issue de la réunion et moyennant quelques satisfactions, la CGT donnera l'ordre de reprise du travail. Il est évident qu'elle sera obéie. Contrairement aux autres centrales, elle tient ses troupes en main, et FO aurait été obligée de suivre. Ce fut un cas de conscience. Obtenir la fin de la grève sans plus de concessions eût été un succès considérable pour le ministère.

Il n'aurait pas été déplaisant non plus d'infliger une leçon à FO et à la CFTC, responsables du mouvement à l'origine. Mais c'était aussi reconnaître à la CGT la première place, démolir à son profit les deux syndicats libres. J'ai pensé qu'il fallait voir plus loin que dans l'immédiat. J'ai rejeté la proposition de la CGT. »

Teitgen, July et le préfet Vidal ont confirmé ce témoignage à Georgette Elgey. Les dirigeants FO ont eu vent

**Sur cette période
DANS
LE NUMERO SPECIAL
DE « LA VERITE »
CONSACRE AU
40^e ANNIVERSAIRE
DE LA IV^e INTERNATIONALE**

**Lire la dernière partie :
« Les quinze premières années
de la IV^e Internationale »**

de l'affaire. Quant aux responsables de la CGT, ils ne se souviennent pas... tout comme ils ont oublié les entrevues secrètes avec Chirac en mai 1968 !

Mais, pour la bourgeoisie, si les dirigeants staliniens sont à genoux, cela ne suffit pas : ils doivent ramper et ils ramperont. Toujours est-il que le gouvernement a reçu les assurances nécessaires. En deux jours, un accord intervient entre le gouvernement et les confédérations FO et CFTC. Georgette Elgey commente cet accord :

« A grand-peine, les syndicats arrachent leur « victoire » : aucune sanction ne sera prononcée contre les grévistes qui ont refusé d'obtempérer aux ordres de réquisition. Que cela est triste ! Des millions de salariés qui, après trois semaines de protestation, rentrent dans le rang avec pour satisfaction majeure l'assurance qu'ils ne seront pas punis de leur indiscipline, avec aussi des soucis matériels accrus, car les journées de grève ne seront pas payées. André Bougenot et Pierre July déclarent que jamais il n'a été envisagé de modifier l'âge de la retraite ; ils s'engagent à étudier le problème des bas salaires ; ils acceptent que soit convoquée la commission des comptes de la nation. » (G. Elgey, *op. cit.*, page 168).

Le 21, FO et la CFTC appellent à la reprise du travail. Les travailleurs reprennent, mais un peu partout des cartes syndicales sont déchirées. Les ouvriers ne sont pas battus par une classe bourgeoise forte : ils ont été trahis par leurs dirigeants et ils le disent. La CGT, officiellement, n'est pas engagée par les accords signés par FO et la CFTC. Mais le 25, opportunément, Le Léap et les autres dirigeants de la CGT emprisonnés depuis des mois sont libérés : la CGT appelle à son tour à la reprise du travail.

Mais la liquidation de la grève générale n'a résolu aucun des problèmes de la bourgeoisie. Emile Roche note :

« De quoi s'agit-il aujourd'hui pour la France ? D'un procès entre quelques dizaines de millions de Français et quelques centaines de milliers de privilégiés. »

Mendès France s'écrie :

« Nous sommes en 1788 ! »

les leçons de la grève générale de 1953

La grève générale de 1953 constitue un des grands événements de la lutte des classes en France. Elle fait partie de ces mouvements qui, comme juin 1936 ou la grève générale de mai-juin 1968, modifient plus la conscience de la classe ouvrière en quelques jours que ne peut le faire le travail de longues années de « paix ». La grève générale constitua un test pour tous les partis et toutes les organisations de la classe ouvrière. Tirer lucidement les leçons de ce mouvement pour les luttes actuelles et à venir de la classe ouvrière fait partie des tâches d'un parti révolutionnaire. Schématiquement, on peut classer ces leçons sous trois grandes rubriques : la politique des appareils, les rapports masses-partis-syndicats-comités, la politique du parti révolutionnaire.

LA POLITIQUE DES APPAREILS

La grève révéla une nouvelle fois que le problème majeur auquel le prolétariat est confronté est bien celui de la direction révolutionnaire du prolétariat. L'obstacle que rencontrèrent les ouvriers français ne résidait ni dans la force du régime de la IV^e République, ni dans les possibilités du capitalisme international. L'obstacle se révéla être un obstacle interne : les appareils dirigeant les grandes organisations ouvrières utilisèrent leur position non pour les besoins des travailleurs, mais pour étayer le capitalisme français chancelant et son gouvernement. Les dirigeants réformistes de Force ouvrière, après avoir laissé la tempête se déchaîner, coururent affolés auprès du gouvernement pour trouver un accord, évitant que le gouvernement ne tombe. Sur le plan politique, la SFIO dirigée par Guy Mollet, malgré ses proclamations officielles selon lesquelles elle était « définitivement du côté des salariés contre le gouvernement », refusa jusqu'au bout le front unique avec le PCF et remit le

sort de la classe ouvrière aux bons soins du Parlement bourgeois dominé par les députés radicaux, MRP et RPF.

Mais le facteur d'ordre sans lequel tout ce dispositif contre-révolutionnaire n'aurait jamais tenu fut, incontestablement, l'appareil stalinien. Au premier abord, il semble que le rôle des staliniens dans la grève ait été secondaire. Par un paradoxe apparent, la CGT, syndicat qui organisait la majorité des travailleurs, sembla, dans le cours de la grève, jouer un rôle de second plan. Elle se contentait d'emboîter le pas de FO qui couvrirait tant bien que mal les décisions déjà prises par les travailleurs. D'ailleurs, les positions de la CGT étaient continuellement en retrait de celles de FO. Telle fédération FO appelait à la grève ; la CGT, souvent, se contentait de « saluer le mouvement ». En fait, le rôle joué par l'appareil de la CGT dominé par le parti stalinien fut considérable : par son influence et par son organisation, il fut le principal obstacle à la constitution des comités de grève. Mais cela n'est qu'un aspect du problème. Dans la mesure où la grève posait la question du pouvoir, l'attitude des syndicats n'est pas seule en cause. La politique du PCF, qui décréta que la grève devait rester une grève revendicative (2), assura le sauvetage du gouvernement Laniel.

(2) Bien évidemment, la grève mettait en avant une série de revendications. Son point de départ immédiat fut la lutte contre les décrets Laniel. Mais, comme toujours en ce cas, la revendication n'était que l'élément matériel à partir duquel la classe ouvrière engageait la lutte contre le capitalisme. Du reste, les ouvriers obtinrent satisfaction sur la revendication initiale, puisque les décrets Laniel ne sortirent jamais. Néanmoins, les staliniens ne sont pas parvenus à les convaincre qu'ils avaient remporté une « victoire ».

Depuis 1947, le PCF était engagé dans une politique ultra-sectaire, avec les apparences de l'aventurisme, qui était entièrement dirigée contre le front unique et qui offrit aux social-démocrates et aux dirigeants de FO les justifications inespérées de la « troisième force » construite sous l'égide de l'impérialisme US. Une des dernières manifestations « grandioses » de cette politique fut la manifestation organisée contre la venue en France du général Ridgway, ancien commandant en chef des forces US en Corée, qui venait d'être nommé à la tête des forces alliées en Europe. Le 27 mai, le PCF organise seul dans Paris une manifestation. Les manifestants sont pour la plupart armés de pieux de bois surmontés de tringles de fer. Ils se heurtent à un imposant dispositif policier ; bien qu'on ne puisse pas écarter les provocations policières, il est clair que le service d'ordre stalinien cherche systématiquement l'affrontement. Bilan de la journée : 1 mort, 27 policiers et 200 manifestants blessés ; il y a 718 arrestations. A 21 heures, Jacques Duclos, qui, en l'absence de Thorez, assume la direction du PCF, est arrêté, ce qui permettra de monter l'in vraisemblable « affaire des pigeons » (3). Mais le véritable contenu de la politique du PCF ne peut être compris qu'en liaison avec l'ensemble de la politique de l'appareil stalinien. Au moment où il apparaît le plus dur, le PCF s'engage avec l'ensemble de l'appareil international du Kremlin dans une nouvelle et sanglante épuration de tous les éléments qui de près ou de loin ressemblent à des révolutionnaires. Dans les pays d'Europe de l'Est, ce sont les procès de Rajk et Slansky, anciens des Brigades internationales. A Paris, le PCF monte un procès contre les héros de la mer Noire, Marty et Tillon. Tillon sera rétrogradé à la base et se taira. Marty est exclu comme « policier ». Des fissures se font jour dans le PCF, notamment dans le XIII^e arrondissement de Paris.

Staline meurt alors qu'une nouvelle épuration était en préparation. Mau-

(3) Au moment où Duclos est arrêté, deux pigeons en cage sont dans sa voiture, et toute la presse bourgeoise affirme que ce sont des « pigeons voyageurs » servant à l'espionnage.

rice Thorez rentre en France et proclame la ligne du « front uni national », qui doit réaliser ce que Duclos n'a pu mettre réellement en pratique : un nouveau « front des Français » de Maurice Thorez à Charles de Gaulle, application française de « l'offensive pour la paix » décidée au Kremlin. Le contenu de cette politique est clair : renouvellement des attaques contre la SFIO et main tendue aux gaullistes. « La Vérité » analyse ainsi la ligne du PCF :

« Duclos n'analyse pas la situation de la bourgeoisie française. Il se contente de remarques destinées à soutenir son attaque contre le Parti socialiste : « La bourgeoisie réactionnaire a senti s'accumuler le mécontentement de la classe ouvrière favorable au développement de l'unité d'action, et c'est pourquoi elle a comme préoccupation principale d'endiguer un tel mouvement », et, pour ce, « c'est sur le Parti socialiste qu'elle compte ». Cela permet à Duclos d'expliquer la progression du Parti socialiste comme « le prix de la trahison... des électeurs gaullistes ont voté cette fois pour le Parti socialiste ». Il faut donc « aller au fond des problèmes et montrer aux travailleurs que, selon l'expression du camarade Staline, il est impossible d'en finir avec le capitalisme sans en finir avec la social-démocratie dans le mouvement ouvrier. » (in article de S. Just - La Vérité n° 315 - 22 mai 1953).

Autrement dit, la progression électoral de la SFIO provient de la « trahison » de De Gaulle qui s'est retiré à Colombey, et l'ennemi principal reste la SFIO. Le « camarade Staline » mis à part, on dirait l'éditorial d'un vulgaire Salini en 1979.

Duclos a le mérite d'exposer comment une politique de « consensus national » s'accorde fort bien d'une bataille enragée contre l'unité avec le Parti socialiste. Et c'est précisément pourquoi les dirigeants de la CGT vont offrir leurs bons services à Laniel pour liquider la grève, pendant que le PCF s'en remettait à une hypothétique convocation du Parlement. Quant à ceux qui aujourd'hui bavardent à n'en plus finir sur la « social-démocratisation du PCF », la connaissance de ce passé devrait leur met-

tre quelques grammes de plomb dans la cervelle.

COMITES DE GREVE, SYNDICATS, PARTIS

La grève générale de 1953 n'est pas nouvelle par le fait qu'elle aurait mis en évidence la politique contre-révolutionnaire des appareils, et de l'appareil stalinien en particulier. Tout cela est établi depuis déjà longtemps. Mais l'importance de la grève générale de 1953 tient en ce qu'elle a commencé à indiquer les solutions politiques qui permettent de briser le carcan contre-révolutionnaire de l'appareil. En juin 1936, la vague de grèves fut « récupérée » et bloquée par l'appareil stalinien, dont le rôle dominant dans le mouvement ouvrier français date de cette époque. Toute l'avant-garde ouvrière qui avait surgi de ce mouvement rejoignit finalement le PCF. Il y a à cela des raisons objectives historiques renforcées par la faiblesse et les divisions des trotskystes français. En 1953, la situation est très différente. La grève de 1953 prolonge, à un niveau supérieur, le mouvement amorcé dans les grèves de 1946 et surtout dans la grève des usines Renault d'avril-mai 1947.

La tendance annoncée par Trotsky du regroupement du prolétariat sur un nouvel axe prend chair et sang. Comme en 1947, la grève générale de 1953 voit s'affirmer l'appareil de la lutte nécessaire pour briser la résistance contre-révolutionnaire des appareils. A la base, les travailleurs tissent leur propre réseau de combat : les postiers de Bordeaux, non seulement décident seuls la grève illimitée contre les consignes syndicales, mais appellent tous leurs camarades à la grève en demandant bien sûr aux fédérations d'en faire autant, mais ils sont persuadés que, comme dit le proverbe, « on n'est jamais si bien servi que par soi-même ». Et c'est à partir de là que peut s'affirmer au plus haut point le contenu politique révolutionnaire de la grève de 1953. Nantes n'est pas de ce point de vue un exemple isolé, c'est la forme la plus élevée d'un mouvement national dont on voit partout les manifestations. La grève générale de 1953 confirme que les comités de grève, permettant d'englober la masse

des travailleurs, syndiqués ou non, ne sont pas simplement une « technique de lutte » : c'est la forme à travers laquelle les travailleurs posent eux-mêmes leur candidature à la direction de la nation.

La grève générale de 1953 a exprimé non seulement les côtés forts, mais aussi les côtés faibles de ce mouvement. Les comités de grève, les conseils de délégués élus sont le moyen indispensable de la réalisation de l'émancipation des travailleurs qui doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; mais ils ne sont qu'un moyen. La centralisation politique des comités de grève n'est pas automatique ; les comités de grève permettent d'amener les travailleurs au seuil de la conquête du pouvoir, mais ils ne résolvent pas par eux-mêmes le problème de la conquête du pouvoir. En effet, les comités de grève permettent de donner une forme organisée, hautement politique, de l'aspiration des masses à l'unité. Mais l'aspiration des masses à l'unité est inséparable des illusions que les masses conservent dans les organisations traditionnelles, illusions qui peuvent se révéler mortelles. Il faut un parti révolutionnaire qui, dans le combat, puisse opposer les aspirations révolutionnaires à leurs illusions, non de façon doctrinaire, mais à partir de l'expérience pratique, en projetant sous forme de mots d'ordre ce que contient le mouvement. Ainsi, il était parfaitement juste que les trotskystes, non seulement luttent pour le comité national de grève, mais relient cette lutte à la lutte pour chasser le gouvernement Laniel et pour lui substituer un gouvernement de front unique ouvrier, un gouvernement PCF-PS. Ne pas le faire, cela aurait été entretenir l'illusion que la grève à elle seule pouvait tout, alors précisément que les appareils travaillaient à la désagréger de l'intérieur.

TROTSKYSME ET REVISIONNISME DANS LA GREVE GENERALE DE 1953

La grève générale de 1953 manifestait qu'une nouvelle génération révolutionnaire se levait, cherchant à briser le carcan des appareils contre-

révolutionnaires. Or c'est précisément à ce moment que Pablo et la majorité du Secrétariat international renforçaient leur cours révisionniste d'« entrisme sui generis » dans l'appareil stalinien, sensé se régénérer progressivement. Le révisionnisme porta au trotskysme français les plus rudes coups à la veille de la grève générale, lui interdisant d'occuper toute la place qui aurait dû être la sienne dans cette bataille cruciale.

Mais le pablisme ne se contenta pas de gaspiller ces immenses possibilités. Il prit parti activement pendant la grève générale contre le trotskysme et se rangea sans ambages du côté de l'appareil stalinien. Dans sa « Lettre aux trotskystes du monde entier » datée de novembre 1953, le comité national du SWP américain caractérise ainsi la politique des pablistes français face à la grève générale :

« Comment la fraction Pablo réagit-elle devant cet événement colossal ?

Ils baptisèrent les agissements sociaux-démocrates de trahison — mais pour de mauvaises raisons. Leur trahison, dirent-ils, consiste à négocier avec le gouvernement derrière le dos des staliens. Or cette trahison n'était que secondaire et dérivait de leur crime principal : leur refus de s'engager dans la voie de la prise du pouvoir.

Quant aux staliens, les pablistes couvrirent leur trahison. La critique la plus sévère qu'ils se trouvèrent capables de formuler quant au cours contre-révolutionnaire des staliens, ce fut de les accuser de n'avoir « pas eu de politique ». C'était un mensonge. Les staliens ne « manquaient » pas de politique. Leur politique consistait à maintenir le statu quo conformément aux exigences de la politique extérieure du Kremlin, et par conséquent à étayer le capitalisme français chancelant. »

Dans une note intérieure (note n° 1), Pablo renchérit en notant « l'aptitude (de la direction stalinienne) à céder devant la pression des masses ».

Mais c'est à Renault que la fraction Pablo alla le plus loin. Dans cette usine, les pablistes distribuèrent un

tract infâme entièrement dirigé contre les trotskystes. Dans ce tract, les pablistes réitérèrent leur approbation de la ligne de la CGT « correcte » dans l'ensemble, et, après avoir rappelé « l'absence de ligne » du PCF qui se serait placé « au niveau du mouvement syndical au lieu d'expliquer aux travailleurs que cette grève était une étape importante dans la crise de la société française, le prélude à de grandes luttes de classes où se trouverait posé le problème du pouvoir ouvrier » (sic), donc, après ces morceaux d'anthologie dans le genre couverture de l'appareil, les pablistes dénoncèrent nommément deux militants trotskystes de l'usine comme ayant été « exclus de la Quatrième Internationale et de sa section française depuis plus d'un an ».

Cette dénonciation intervenait comme par hasard alors même qu'un tribunal ouvrier, comprenant les représentants de tous les syndicats à l'exception des staliens, venait de rendre justice à Daniel Renard, militant trotskyste de Renault, contre les calomnies de l'appareil stalinien.

Il était difficile au groupe de Pablo, et en particulier aux signataires du tract (Frank, Mestre et Privas), de tomber plus bas.

Comme tous les grands mouvements de la lutte des classes, la grève générale de 1953 fut le test de tous les courants politiques ; elle confirma que le pablisme était devenu un courant fondamentalement antitrotskyste. En juin, Pablo avait couvert la répression contre les ouvriers allemands en refusant d'exiger le retrait des troupes russes. En août, il approuvait comme « correcte » la trahison des ouvriers français par le parti stalinien. Pablo avait beau avoir séparé le monde en deux blocs, il manifestait à sa manière l'unité mondiale de la lutte des classes.

LA PLACE HISTORIQUE DE LA GREVE GENERALE D'AOUT 1953

L'année 1953 marque un tournant dans l'histoire mondiale de la lutte des classes. Les deux grands événements que sont la grève générale en France et l'insurrection des travailleurs de la

partie orientale de l'Allemagne amorcent toute une nouvelle période historique. De 1943 à 1953, la bureaucratie du Kremlin, dirigée par Staline, a essayé d'utiliser et a épuisé « toutes les ressources par lesquelles elle cherche à retourner au statu quo d'avant-guerre » (thèses du XVII^e Congrès de l'OCI). Mais l'année 1953 marque l'ouverture d'une nouvelle phase de la révolution mondiale qui contraint l'impérialisme et la bureaucratie à rechercher un nouvel accord contre la révolution qui se matérialisera à la Conférence de Genève en 1954, qui consacra la partition du Vietnam et tentera, sous l'égide des USA et de l'URSS, de maintenir les positions de l'impérialisme en Asie du Sud-Est. Analysant la portée internationale des événements de 1953, le rapport sur « la situation internationale et les perspectives révolutionnaires » adopté par le XX^e Congrès de l'OCI expliquait :

« A partir de 1953 et dans les années qui suivent, aucun doute n'est possible : révolution sociale et révolution politique sont étroitement imbriquées, elles sont des parties indissociables de la poursuite de la révolution prolétarienne mondiale. Conquête du pouvoir par le prolétariat des pays capitalistes, conquête du pouvoir par le prolétariat des pays d'Europe de l'Est, reconquête du pouvoir par le prolétariat d'URSS forment un processus unique et différencié.

C'est un aspect de la loi du développement inégal et combiné, mais qui tend à se resserrer, à se condenser dans le temps. Mais, il est utile de le rappeler, la révolution politique ne mûrit pas seulement en Europe de l'Est et en URSS : la période des Cent Fleurs en 1957 en Chine verra se manifester cette tendance, et elle se manifesterà à nouveau pendant la Révolution culturelle.

La véritable disposition des forces de classes s'affirme de plus en plus au grand jour. De là ne découle pas que les rapports mondiaux et les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes soient d'une belle simplicité. De là ne découle pas plus que, du même coup, les anciennes tendances aient disparu. » (La Vérité n° 569, p. 56, de novembre 1975).

Ces conceptions générales se retrouvent dans les développements de la lutte des classes en France même. Il est incontestable que les mouvements d'indépendance dans les colonies ont agi comme un puissant facteur de désintégration de la IV^e République, comme un des ingrédients qui préparent l'explosion spontanée d'août. Mais, à l'inverse, le mouvement du prolétariat français portant un coup sévère au gouvernement fut une aide précieuse pour les peuples colonisés. L'appel du vieux leader algérien Messali Hadj témoigne de cette étroite unité. De même, la débâcle de Dien Bien Phu ne peut être expliquée uniquement par les qualités militaires du général Giap : la crise qui mine la bourgeoisie française prépara Dien Bien Phu au même titre que les armes acheminées à bicyclette sur la piste Ho Chi Minh. Les témoignages sur la décomposition politique et l'incapacité de l'état-major français le prouvent abondamment. Les spécialistes du « tiers-mondisme » ou de la division du monde en « trois secteurs de la révolution » refusent de voir ce lien ou concèdent qu'il y a une vague « interdépendance ». Non, ce sont des aspects différenciés d'un processus unique.

Les processus amorcés en 1953 trouveront leurs développements dans les années suivantes. La révolution hongroise développera, sur une échelle plus vaste, tous les problèmes que les ouvriers allemands avaient eu à peine le temps de poser. En France, la grève générale, si elle n'a pas réussi à chasser Laniel, a pourtant porté un coup mortel à la IV^e République et aux rapports qu'elle suppose entre les partis bourgeois et les partis ouvriers.

A diverses reprises, le prolétariat français cherchera à nouveau la voie de l'affrontement avec l'Etat bourgeois. C'est le cas des mouvements de Loire-Atlantique et de Saint-Nazaire, en particulier, en 1955. Mais, dès le départ, les appareils qui apprennent aussi de l'expérience coifferont le mouvement pour bloquer les développements possibles. Interviewé par « Informations ouvrières » au sujet de la grève générale de 1953, Alexandre Hébert, dirigeant de l'union départementale FO de Loire-

Atlantique, comparait 1953 et 1955, et notait :

« En 1955, la grève a eu un tout autre caractère, beaucoup plus spectaculaire, par les manifestations de rue. Elle a donné matière à des reportages sensationnels au niveau des mass media. N'empêche qu'elle a été dans les faits dirigée bureaucratiquement par un « comité d'action » composé par les trois secrétaires des syndicats des métaux de Nantes, CGT, CGT-FO et CFTC.

La situation était telle qu'on a même assisté pratiquement à un début de chasse aux sorcières contre les militants révolutionnaires. » (Informations ouvrières n°717, 10 septembre 1975).

Mais les mouvements de Loire-Atlantique marquent le prolongement d'août 1953 précisément dans le fait qu'ils n'ont pas été le point de départ de la grève générale. Les travailleurs comprenaient que la grève générale pacifique ne pouvait pas suffire. Ils comprenaient qu'il fallait poser la question de l'affrontement avec le pouvoir d'Etat lui-même : de ce point de vue, la violence des manifestations en direction des préfectures est sans équivoque.

Mais en même temps, ils sentaient que les appareils syndicaux étaient contre eux. Autrement dit, le fait que la grève générale ne s'est pas réalisée en 1955 marquait non point une régression du mouvement de classe, mais au contraire une maturation politique qui intégrait précisément toute l'expérience de la grève générale d'août.

Ces problèmes se poseront à nouveau dans la grève des banques de juillet 1957, dans la grève des métallos à Saint-Nazaire, Nantes et Bordeaux en septembre 1957. Combinés au développement de la guerre d'Algérie, à ses répercussions à l'intérieur de la classe ouvrière française, à l'accentuation des contradictions au sein de la bourgeoisie, ces mouvements grévistes prennent un caractère pré-révolutionnaire certain. C'est seulement la politique des dirigeants des partis ouvriers — qui paveront la voie du coup de De Gaulle — qui permettra que ce processus soit bloqué, et que la classe bourgeoise puisse songer à

l'offensive frontale contre le prolétariat.

Bien évidemment, les événements de la lutte des classes en France ne sont pas des phénomènes isolés. Dans d'autres pays capitalistes d'Europe, de grands mouvements grévistes se sont développés qui, sur le fond, avaient un contenu identique : la grève générale en Belgique en décembre 1960 et janvier 1961 fut elle aussi un gigantesque mouvement spontané qui, balayant les obstacles des appareils bureaucratiques, posa le problème du pouvoir. Il fallut la coalition de toutes les fractions de la social-démocratie, y compris la « gauche » animée par Renard, lequel recevait l'appui d'Ernest Mandel, pour empêcher la réalisation de la marche unie sur Bruxelles qui aurait directement mis en cause le fragile Etat belge. Il faudrait encore citer les grandes luttes de 1962-1963 en Italie, les journées de juin au Japon en 1960.

Tous ces faits suffisent à balayer les fables sur les vingt années de boom économique après la Deuxième Guerre mondiale, qui auraient endormi la combativité du prolétariat des principaux pays capitalistes avancés, laquelle n'aurait pu être réveillée que par la prétendue « révolution coloniale ». Ce qui s'exprime dans tous ces mouvements c'est le renforcement de la puissance, de la densité sociale du prolétariat, ainsi que l'incapacité de la bourgeoisie à s'y attaquer sérieusement sans remettre en cause tout l'équilibre de sa domination de classe.

L'OCI l'a répété à de nombreuses reprises : le coup d'Etat gaulliste de 1958 n'avait pas une signification purement française, mais il représentait un facteur d'ordre à l'échelle de l'Europe toute entière. Il complétait l'écrasement de la révolution hongroise par les chars russes. Et pourtant, cette tentative de l'impérialisme mondial de reprendre l'initiative dans la lutte des classes n'aura été qu'un intermède bloquant temporairement les processus qui étaient à l'œuvre, souvent encore dissimulés sous les tendances anciennes depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et qui trouveront leur plein développement à partir de 1968. Tous ces processus aboutissent à ce que la lutte de classes retrouve en quelque sorte ses formes

les plus « classiques » ainsi que l'a montré la révolution portugaise, ouverture de la révolution prolétarienne en Europe.

C'est à cette dimension qu'il nous faut apprécier la grève générale d'août 1953. C'est à cette dimension que nous

pouvons en tirer des enseignements pour le combat révolutionnaire aujourd'hui.

Denis Collin,
le 8 décembre 1979.

LE SENS
D'UNE CAMPAGNE
DE « REHABILITATION »

l'opération Boukharine

par Jean-Jacques MARIE

Le 1^{er} décembre 1934, Serge Kirov, membre du bureau politique du Parti communiste de l'URSS, meurt, assassiné dans un couloir de l'Institut Smolny à Leningrad. Dans les jours qui suivent, arrestations, procès, condamnations et exécutions déferlent sur l'Union soviétique. La vague de répression culmine avec les procès de Moscou et s'atténue, sans jamais s'arrêter, au lendemain du troisième et dernier procès, en mars 1938, au cours duquel Nicolas Boukharine est condamné à mort et assassiné.

Du premier procès de janvier 1935, au cours duquel Kamenev et Zinoviev sont condamnés à cinq ans de prison pour « responsabilité morale » dans le meurtre de Kirov, au troisième et dernier procès de Moscou, l'assassinat de Kirov est toujours imputé à tous les condamnés. Même si les preuves définitives gisent dans les archives du KGB où la révolution politique ira les dénicher, le forfait est signé : Staline a fait assassiner celui que l'on présentait comme son ami et son « second ». Le meurtre de Kirov a servi à Staline de détonateur indispensable à une opération gigantesque, vitale pour la bureaucratie, qui a, pour la voir menée à bien, accepté de voir ses propres rangs décimés : la liquidation du

Parti bolchevique, la destruction physique de la quasi-totalité de ses dirigeants et de ses membres — toutes fractions réunies — à l'exception de quelques individualités destinées à maintenir le mythe de la continuité avec la révolution d'Octobre qu'il s'agit en réalité de détruire de fond en comble. Diffamer et détruire, à travers les hommes qui le représentaient par leur nom et leur passé, l'héritage du bolchevisme et d'Octobre, tel est le but du massacre et des procès. La bureaucratie ayant exproprié frauduleusement le prolétariat du pouvoir politique et en gardant le contrôle comme clandestinement, il fallait une provocation pour monter cette vaste entreprise : le cadavre de Kirov a rempli cette fonction inlassablement.

Dans « L'Archipel du Goulag », Alexandre Soljenitsyne s'acharne à minimiser l'importance des procès de Moscou :

Nicolas Boukharine, au début des années 1930.



« Quand on s'en prend maintenant à l'« arbitraire du culte », on en revient encore et toujours aux sempiternelles années 1937-1938. Et cela s'enfoncé dans la mémoire comme si l'on n'avait jeté en prison ni AVANT ni APRES, mais seulement en 1937-1938.

N'ayant en main aucune statistique, je ne crains pas cependant de dire : le flot de 1937-1938 n'a été ni le seul, ni même le principal, mais seulement peut-être l'un des trois plus grands qui ont distendu les conduites sinistres et puantes de notre réseau de canalisations pénitentiaires.

AVANT lui, il y avait eu celui de 1929-1930, largement de la taille de l'Ob, qui avait entraîné dans la toundra et la taïga la bagatelle de quinze millions de moujiks (si ce n'est plus). (...) APRES, il y eut le flot de 1944-1946, un bon Ienisseï : à travers les tuyaux de vidange furent chassés des nations entières et encore des millions et des millions d'hommes (...). Il y avait surtout dans ce flot des gens simples qui n'ont pas écrit non plus de mémoires.

Tandis que le flot de 1937 a en outre saisi et déposé sur l'Archipel des gens ayant une situation, ayant eu une activité dans le parti, ayant fait des études ; et autour d'eux, beaucoup de blessés restèrent dans les villes et bon nombre d'entre eux sachant tenir une plume ! Et tous à la fois maintenant d'écrire, de parler, de se souvenir : mil neuf cent trente-sept ! La Volga de l'affliction populaire !

Mais allez parler de « trente-sept » à un Tatar de Crimée, à un Kalmouk ou à un Tchetchène, vous n'obtiendrez qu'un haussement d'épaules... » (p. 25).

Soljenitsyne éprouve à l'égard du bolchevisme une haine vigoureuse et profonde, dont la bureaucratie du Kremlin, qui lui en a donné une image inversée si repoussante, porte une grande responsabilité. Pour lui, comme pour bien d'autres prophètes avant lui, le stalinisme est le pur et direct produit du bolchevisme. La véritable tempête déchaînée par Staline pour détruire le parti, et qui en emporte les trois quarts des membres

rescapés des purges précédentes et les quatre cinquièmes des dirigeants d'hier ou d'aujourd'hui, lui échappe donc. Il lui faut en réduire le sens, en ramenant la question à un jeu comparé de chiffres et de nombres.

HIER ET AUJOURD'HUI : LES BESOINS DE LA BUREAUCRATIE STALINIENNE

Née de l'isolement de la révolution en Russie, de la vague montante de la réaction en Europe, des défaites successives de la révolution en Hongrie, en Allemagne, en Italie et en Chine, la bureaucratie se devait d'isoler le prolétariat soviétique, de lui interdire toute issue, de lui boucher toute perspective politique. Elle devait en même temps tenter de briser les mouvements du prolétariat mondial vers la révolution socialiste (en France et en Espagne en 1936). A ces deux nécessités complémentaires répond la vague de répression politique et la chasse au trotskysme et aux trotskystes — réels ou supposés — organisée de 1934 à 1940 en URSS et dans le monde entier.

Pour boucher toute perspective au prolétariat soviétique, il ne suffit pas de décimer son avant-garde (les bolcheviks-léninistes), il faut rompre toute continuité avec la révolution d'Octobre, y compris par la simple survivance « matérielle » de ceux qui en furent les organisateurs. C'est pourquoi Staline liquida les constructeurs du Parti bolchevique, tous les artisans de la révolution d'Octobre, y compris ceux qui ont ensuite capitulé devant lui (Zinoviev, Kamenev, Boukharine), ceux qui ont à un moment ou à un autre combattu Trotsky, y compris les membres de sa propre fraction qui ont combattu à ses côtés contre l'Opposition de gauche (Ordjonikidzé, Roudzoutak, etc.). En même temps, Trotsky et les trotskystes sont les ennemis publics n° 1, dénoncés inlassablement par les trois procès de Moscou. Il faut le démontrer par le sang : quiconque résiste à la tutelle de la bureaucratie est automatiquement « trotskyste », ainsi étiqueté, ainsi condamné et abattu comme un chien. C'est une nécessité de la bureaucratie en URSS d'abord, mais aussi à

l'échelle du globe : c'est pourquoi le GPU frappe au-delà des frontières de l'URSS, abat Klément, Sédov, Ignace Reiss et Trotsky lui-même.

Les temps ont changé. Le règne du fascisme ne s'étend plus sur l'Europe. Loin de voler de défaite en défaite, le prolétariat voit — de par son propre combat — l'impérialisme essayer insuccès et déroutés, malgré la conjonction politique qui unit à l'échelle du globe Washington et Moscou. Dès la mort de Staline, la bureaucratie a tenté de desserrer l'étau de la terreur : elle a amorcé ce qu'elle a osé appeler un « cours nouveau » (en RDA, en Hongrie, en Pologne). Ce prétendu cours nouveau et la dénonciation (partielle) des crimes de Staline et celle de son « culte » qui s'en sont suivies visaient à détendre les rapports entre la bureaucratie et la classe ouvrière des pays de l'Est : malgré les explosions que ses réformes n'ont pu empêcher, malgré des périodes de raidissement et la brutalité de sa répression, la bureaucratie sait qu'elle ne peut maintenir son pouvoir par la seule terreur. Il lui faut d'autres méthodes qu'il y a quarante ans, il lui faut d'autres moyens, pour les mêmes fins.

Il lui faut toujours exorciser le bolchevisme, parce que ce dernier exprime dans et par l'organisation centralisée l'indépendance de classe du prolétariat pour le renversement du capital et la prise du pouvoir. Le bolchevisme, c'est, dès mars 1917, le refus du soutien critique au gouvernement provisoire, refus prôné par Lénine et Trotsky dès le lendemain de la révolution de Février ; c'est le front unique ouvrier opposé à la « coalition » avec la bourgeoisie, c'est-à-dire avec la première variante du front populaire ; c'est le combat pour tout le pouvoir aux soviets, c'est-à-dire aux organes de la classe ouvrière ; c'est la prise du pouvoir en octobre 1917, comme expression, moment et facteur tout à la fois de la révolution prolétarienne mondiale. Cette réalité du combat pour la révolution prolétarienne mondiale s'exprime avec une très grande netteté aussi bien dans le premier discours que Lénine prononce dès son arrivée à Petrograd que dans la résolution du comité central qui décide d'organiser l'insurrection. Le rôle joué par Trotsky dans l'organisa-

tion politique et pratique de l'insurrection, puis dans l'organisation de l'Armée rouge pour gagner la guerre civile contre toute les forces de la bourgeoisie, enfin comme rédacteur des textes fondamentaux de l'Internationale communiste, lui a donné, dès la mort de Lénine, une place tout à fait spécifique comme continuateur de cette tradition fondamentale du bolchevisme. Cette continuité, il la perpétue en animant dès octobre 1923 l'Opposition de gauche, puis en 1926 l'Opposition unifiée. L'une et l'autre mettent pour l'essentiel l'accent sur des points fondamentaux :

1. La défense des intérêts de classe du prolétariat et de l'Etat prolétarien contre les forces de la bourgeoisie internationale et leurs relais à l'intérieur de l'URSS (commerçants et trafiquants de la NEP, paysans riches, bureaucrates), la défense de l'indépendance de classe du prolétariat dans les pays capitalistes : d'où le combat contre la subordination du prolétariat anglais à ses dirigeants traîtres lors de la grève générale de 1926 au nom d'un accord bureaucratique entre les syndicats britanniques et les syndicats soviétiques ; d'où le combat contre la subordination du Parti communiste chinois au Kuomintang et à Tchang Kaï-chek prônée par Staline et Boukharine ; d'où le combat mené contre la théorie des partis représentant les intérêts de plusieurs classes sociales (partis ouvriers et paysans), contre la théorie dite « des quatre classes » subordonnant le prolétariat à la « bourgeoisie nationale ».

2. Le combat pour la démocratie ouvrière, l'industrialisation, la planification, la collectivisation, tous éléments constitutifs des intérêts fondamentaux du prolétariat, puisqu'ils assurent sa puissance et sa cohésion face au capital et à son relais bureaucratique.

Ces propositions avancées par l'Opposition expriment tout simplement, à un moment donné de la Révolution russe, la perspective de la révolution prolétarienne mondiale, matérialisée par un certain nombre de mesures indispensables pour que tienne la dictature du prolétariat en Russie en attendant et en préparant la révolution prolétarienne dans les autres pays.

C'est cela que la bureaucratie devait écraser. C'est cela qu'il fallait liquider totalement dès 1933, lorsque les bolcheviks-léninistes, constatant que l'Internationale communiste, en appuyant la politique catastrophique du PC allemand ayant pavé la voie à Hitler, est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois, affirment la nécessité de construire la IV^e Internationale, expression consciente et organisée du mouvement du prolétariat vers la révolution prolétarienne mondiale.

La bureaucratie doit toujours faire face aux mêmes nécessités, mais dans des conditions tout à fait différentes. Comme la terreur ne peut suffire à colmater sa crise, à maintenir son contrôle sur les masses, elle doit garder Staline dans le placard, même si la tentation d'en entrouvrir la porte et de ressortir le cadavre du magasin des accessoires la remue de temps à autres. Il lui faut donc utiliser d'autres armes « idéologiques » contre le trotskysme. Non que la bureaucratie éprouve un intérêt quelconque pour la théorie, mais il lui faut à toutes forces combattre la continuité organisée du bolchevisme, tant en URSS que dans les autres pays du globe ; il lui faut à toutes forces barrer à la IV^e Internationale la route des masses. Ce besoin prend des formes diversifiées selon les conditions politiques qui règnent dans divers pays. Ainsi revêt-il des apparences différentes dans des pays comme l'Italie, la France ou l'Espagne, ou l'URSS même. Ainsi la tentation est-elle grande dans de larges cercles de la bureaucratie d'utiliser aujourd'hui contre le trotskysme, continuité du bolchevisme, les vieux-bolcheviks qu'elle a hier condamnés à mort et difamés, mais qui ont à un moment ou à un autre combattu le bolchevisme, combattu Trotsky et le trotskysme, qui n'ont pas défini la bureaucratie du Kremlin pour ce qu'elle est (une caste parasitaire, excroissance monstrueuse sur le corps de la révolution) ; voire d'utiliser ceux qui, si critiqués qu'ils aient été, n'ont pas défini la nécessité de la révolution politique contre la bureaucratie, et donc de la construction en URSS d'un nouveau parti exprimant contre le parti de la bureaucratie les intérêts du prolétariat, ceux qui ont dans leurs épreuves affirmé

leur fidélité à ce parti de la bureaucratie en le présentant comme le Parti bolchevique de 1917 maintenu et préservé, ceux qui n'ont pas posé la nécessité d'une nouvelle Internationale ou l'ont combattue.

C'est de ces divers points de vue que certains, dans la bureaucratie, peuvent tenter d'utiliser Boukharine contre le bolchevisme, car Boukharine peut de fait être utilisé à cette fin par-delà sa condamnation et sa mise à mort.

QUI ETAIT NICOLAS BOUKHARINE

Nicolas Boukharine fut l'un des dirigeants éminents du Parti bolchevique. Membre suppléant du bureau politique dès 1917, dirigeant du parti à Moscou, c'est à lui que Lénine pensait (avec le secrétaire administratif du parti, Sverdlov) pour diriger le parti au cas où les Blancs réussiraient à l'abattre avec Trotsky. Il écrit ensuite un certain nombre d'ouvrages essentiels de la propagande et de l'agitation bolchevique et dirige la « Pravda ». A partir de 1924, il déduit, du fait du reflux de la révolution européenne, qu'il faut s'atteler à « construire le socialisme » dans la seule Russie, indépendamment des développements de la lutte des classes dans le monde, et se retrouve ainsi, par un brusque coup de barre à droite, l'idéologue dirigeant d'une coalition avec Staline, derrière laquelle se construit la caste bureaucratique. A ce titre, il est le principal adversaire public de l'Opposition de gauche, dirigée par Trotsky. C'est alors qu'il devient président de l'Internationale communiste. Véritable chef de l'aile droite du parti, opposé à la collectivisation agraire et à la planification industrielle dont l'Opposition de gauche est la propagandiste, il est éliminé par Staline en 1929 après un affrontement interne limité aux sommets du parti. Après trois ans de « retraite silencieuse », il se rallie à Staline, devient directeur des « Izvestia » et co-rédacteur de la constitution stalinienne de 1936.

En mars 1938, il est la figure centrale du troisième procès en sorcellerie de Moscou, accusé d'avoir tenté d'assassiner Lénine, d'être un espion

et l'un des chefs d'un prétendu « bloc des droitiers et des trotskystes antistaliniens » !

Il est fusillé sur ordre de Staline pour avoir été longtemps un combattant et un dirigeant de la révolution mondiale, et à ce titre, comme Lénine le disait, « l'enfant chéri du parti », du parti que Staline et la bureaucratie s'étaient acharnés à détruire de fond en comble.

Aujourd'hui, on « redécouvre » Boukharine. Roy Medvedev a écrit un ouvrage consacré aux huit dernières années de sa vie. François Maspéro vient de publier deux ouvrages : une biographie du chercheur américain Stephen Cohen et un livre de deux « oppositionnels » du PCF intitulé « L'affaire Boukharine ». La fondation Bertrand Russel mène campagne pour sa « réhabilitation »...

S'il ne s'agissait que d'éclairer la vie et l'activité politiques de l'un des dirigeants et des publicistes les plus abondants du Parti bolchevique, on ne pourrait que s'en féliciter. Mais il serait hasardeux, voire candide, de s'imaginer qu'il n'y a là qu'affaire d'historiens...

Le chercheur américain Stephen Cohen explique lui-même que la « redécouverte » n'est pas gratuite. Dès les premières pages de sa préface, il donne le « la » :

« Boukharine prend la tête de l'opposition antistalinienne pendant les dramatiques événements de 1928-1929. Vaincu, il reste pourtant, pendant les années 1930, un symbole de la résistance bolchevique à la montée du stalinisme.

Un certain nombre d'historiens considèrent actuellement que le destin de la révolution bolchevique après la mort de Lénine ne peut pas se résumer à la rivalité qui oppose Trotsky à Staline. Ce livre se situe lui aussi dans cette perspective. Comme on le verra à de nombreuses reprises, il essaie de montrer qu'au milieu des années 1920 Boukharine et ses partisans jouent de fait un rôle plus déterminant que Trotsky ou le trotskysme. L'idée que Trotsky est « la figure la plus représentative du communisme pré-stalinien et le précurseur du communisme post-stalinien » serait donc une erreur d'importance. » (p. 10).

Passons sur la petite astuce qui consiste à conforter l'idée que Boukharine aurait été le symbole de la résistance bolchevique à Staline pendant les années 1930 — c'est-à-dire au cours de la lutte publique et acharnée de l'Opposition de gauche, puis de la IV^e Internationale — par l'affirmation qu'il aurait joué un rôle plus important que Trotsky et le trotskysme au milieu des années 1920. Il s'agit là de tout autre chose. De 1924 à 1929, Boukharine a joué, de fait, un rôle extrêmement important ; ses partisans aussi. Il a été pendant cinq ans l'idéologue, le maître à penser, la plume — le chef d'orchestre en un sens — d'une coalition avec Staline contre l'Opposition de gauche, puis contre l'Opposition unifiée. Nous y revenons plus en détail ci-après... Mais, à l'évidence, le fil qui mène de Boukharine allié de Staline à Boukharine symbole de l'antistalinisme ne peut être que très entortillé et, si l'on ose dire, bien suspect...

Certaines erreurs ici n'ont rien d'innocent. Elles visent à obscurcir la réalité, et ce toujours dans un sens déterminé : substituer Boukharine à Trotsky comme représentant et expression de la continuité du bolchevisme face à Staline.

Evoquant en quelques pages l'insurrection d'Octobre, Cohen écrit :

« En septembre, il sera sur un point décisif beaucoup moins radical que Lénine. Ce dernier demande par lettres l'insurrection immédiate, et Boukharine s'y refusera avec le reste du comité central ; ils demanderont même que la correspondance soit brûlée. » (p. 79).

Cette affirmation est appuyée par une note ainsi — bizarrement — présentée :

« (*Proletarskaia Revolioutsia*, n° 10, 1922, p. 319). »

N'y a-t-il donc aucun moyen pour vérifier cette affirmation que d'aller consulter une revue publiée en URSS en 1922 et donc inaccessible à qui n'est pas un rat de bibliothèque ? Mais si : les procès-verbaux du comité central, à l'exception d'une séance (celle du 1^{er} novembre), ont été publiés à Moscou en 1958, puis traduits en différentes

langues, en français chez François Maspéro, l'éditeur même du livre de Cohen. Si le lecteur s'y reporte, il verra que Cohen déforme la vérité : il fut proposé au comité central — on ne sait par qui — que les lettres de Lénine appelant à l'organisation de l'insurrection *soient conservées en un seul exemplaire* et ne soient donc pas distribuées aux membres du parti. Cette motion fut adoptée par 6 voix pour (dont peut-être Boukharine), 4 contre et 6 abstentions. L'évocation des lettres « brûlées » relève du journalisme à sensation, et l'unanimité du comité central sur cette proposition, du camouflage. Pourquoi ? Le début de la phrase permet de le comprendre. Se contenter d'écrire que « sur un point décisif Boukharine sera beaucoup moins radical que Lénine... » pour qualifier les réticences de Boukharine devant l'organisation de l'insurrection, c'est-à-dire la prise du pouvoir, relève de l'escamotage pur et simple. Boukharine, hésitant devant le déclenchement de l'insurrection, n'a joué qu'un rôle extrêmement secondaire, voire passif, dans le combat politique au sein du Parti bolchevique pour imposer à sa direction l'orientation de la prise du pouvoir. Il n'a joué qu'un rôle bien ambigu — de par ses réticences mêmes — dans l'organisation de la prise du pouvoir à Moscou... où le coût fut en conséquence beaucoup plus élevé et les pertes fort lourdes. Il est absent du comité central du 10 octobre où Lénine impose à une direction rétive la décision de passer à l'insurrection, et, s'il est présent dans la seconde réunion, le 16 octobre, qui réaffirme cette orientation contre laquelle se dressent publiquement Zinoviev et Kamenev — et d'autres membres du comité central en sourdine —, il n'y dit rien, pas un mot.

Or, octobre 1917 n'est pas, contrairement à ce que suggère et dit Stephen Cohen, la page héroïque du bolchevisme. Il concentre le bolchevisme, expression consciente du mouvement des masses vers le renversement de l'Etat bourgeois. Tous ceux qui, tels Zinoviev et Kamenev, envisageaient l'avenir du bolchevisme comme celui d'une opposition parlementaire grandissante au gouvernement bourgeois relayaient, en réalité, par ce seul fait, la pression du vieux monde pour sa propre conservation. L'absence de

Boukharine dans ce combat décisif mené par Lénine contre la majorité de la direction du parti, avec l'appui de Trotsky, Smilga et quelques autres, est évidemment très fâcheuse pour l'entreprise qui veut en faire le représentant le plus conscient, le plus éminent, le plus conséquent du bolchevisme. Il est donc indispensable de réduire l'importance d'Octobre, d'en escamoter la dimension internationale et la nature profonde. Stephen Cohen n'est pas le seul, bien sûr, dans cette entreprise.

Dès 1923, Boukharine abandonne la perspective de la révolution mondiale — les historiens bourgeois disent : sa « foi en la révolution mondiale ». C'est ce que Stephen Cohen développe dans un chapitre intitulé « Repenser le bolchevisme ». Repenser ? Et comment !... Résumant « L'Economique de la période de transition » que Boukharine publie alors, Stephen Cohen le félicite de ce que

« hormis sa cohérence, l'analyse de Boukharine présente un autre intérêt : elle s'éloigne implicitement de la définition marxiste des classes » (p. 175).

Autre mérite conjoint que Stephen Cohen s'empresse d'attribuer aussi à Lénine :

« Le socialisme ne dépend donc plus de la révolution internationale, et Boukharine, comme Lénine, cherche un futur au bolchevisme dans la Russie paysanne. » (p. 179).

L'une des premières mesures qu'avait envisagées Boukharine pendant la maladie de Lénine était la suppression du monopole du commerce extérieur. Lénine avait réagi avec fureur à cette proposition et mandaté Trotsky pour la combattre en son nom au bureau politique. Il avait, aussi, déclaré que Boukharine, en avançant cette proposition, se faisait l'expression du koulak (paysan riche) et de la bourgeoisie européenne. C'est que le « socialisme à pas de tortue » que définit Boukharine repousse le socialisme à un lointain brumeux et indéterminé. Le pas de tortue y est l'essentiel, le socialisme la fin très ultime !... Aussi Lénine, dans son « Testament » où il aborde avec infiniment de précaution la question de sa « succession » et de ses « successeurs », ne

consacre-t-il à Boukharine que quelques lignes où, comme pour chacun, il dose l'éloge :

« Le théoricien le plus précieux et le plus éminent du parti (...), l'enfant chéri de tout le parti. »

et la critique, qui démolit ledit éloge à l'instant :

« Ses conceptions théoriques ne peuvent être tenues pour parfaitement marxistes qu'avec les plus grandes réserves, car il y a en lui quelque chose de scolastique (il n'a jamais étudié et, je pense, n'a jamais pleinement compris la dialectique). »

Lénine faisait là allusion aux conceptions développées jusqu'alors par Boukharine concernant l'Etat, l'impérialisme, la conquête du pouvoir politique, et probablement la position sur la question du monopole du commerce extérieur. Il ne s'agit pas d'un mince diagnostic.

CONTRE TROTSKY, CONTRE LA IV^e INTERNATIONALE

Dès 1923, Octobre est réduit à une imagerie héroïque démodée... Lorsque Cohen aborde le débat qui va donner naissance à l'Opposition de gauche en 1923, il n'y va pas par quatre chemins pour définir la position de Trotsky :

« Ce sont les opposants de gauche qui font le plus souvent appel à la tradition héroïque. Trotsky, fondateur de l'Armée rouge qu'il a menée à la victoire, en est le vivant symbole ; sa bravoure comme son goût de l'organisation reflètent bien l'esprit de conquête de la période révolutionnaire. Malgré ses tendances plus ou moins voisines du réformisme en politique intérieure, il exprimera par écrit mieux que tout autre la mystique d'Octobre. Dans ses *Leçons d'Octobre* (1924), par exemple, il fait de 1917 le moment de vérité du bolchevisme, affirmant que l'audace révolutionnaire d'alors est toujours d'actualité. La doctrine officielle de la NEP est pour lui le premier signe d'une « dégénérescence » du bolche-

visme. Il sent, à juste titre, que le mouvement perd sa radicalité et se souvient qu'un mouvement semblable à l'intérieur du marxisme a déjà donné naissance au réformisme et à la social-démocratie, qu'il déteste par-dessus tout. Son projet de « dictature de l'industrie » reste en fait modéré comparativement à ce qui suivra ; pourtant, il perpétue la tradition héroïque : il implique que la classe ouvrière sacrifie « ses nerfs et son sang » à la reconstruction intérieure, tout en maintenant que le sort du bolchevisme en Russie est inextricablement lié à la révolution internationale. Ses ennemis politiques ont déformé le concept de « révolution permanente », qui caractérise pourtant le mieux la personnalité politique de Trotsky. « *Nous sommes (...)* avant tout des soldats en campagne. *Nous ne bivouaquons jamais plus d'une journée* », écrit-il en 1923. De grands combats restent à mener. Quand la guerre civile s'achève, il pressent que « *le sort va lui être défavorable* ». L'histoire lui donnera raison... » (p. 163).

... En lui donnant tort, en assurant sa défaite. C'est la moindre des choses, avec des idées aussi héroïquement inadaptées à la situation. Mais vérifions, à la note qui achève ce paragraphe, d'où peuvent bien sortir toutes ces étonnantes citations qui font dire à Trotsky l'inverse de ce qu'il a écrit et caricaturent de façon grotesque sa pensée. On sait que l'essentiel, pour un chercheur, ce sont, en effet, les notes, ce que l'on appelle dans le langage universitaire l'« appareil critique ». La note qui éclaire ce long texte est une simple feinte. Et pour cause. La voici :

« (19) Sur la dimension héroïque de l'activité révolutionnaire de Trotsky, voir la biographie en trois volumes d'Isaac Deutscher et l'esquisse in Carr, *Socialism in One Country*, I, pp. 139-152. Pour les formules de Trotsky citées ici, voir Deutscher, *The Prophet Unarmed*, pp. 24 et 44, et Trotsky : *Littérature and Revolution*, New York 1970, pp. 190-191 (*Littérature et Révolution*, UGE, Paris, 1974). Voir aussi son *Ouroki Oktiabria*, dans *Za leninism sbornik statei*, Moscou et Leningrad, 1925, pp. 433-486 (*Les*

Leçons d'Octobre, Classiques Rouges, Maspero, Paris, 1977). Et *The New Course*.

Que d'érudition... pour masquer le fait qu'aucune véritable citation n'est apportée à l'appui des positions que l'on prête à Trotsky.

Il faut le faire !

Ramener la théorie de la révolution permanente à un volontarisme de type militaire.

Réduire la révolution d'Octobre à une « mystique » prétendument « héroïque », et l'Opposition de gauche à la continuation de cette « mystique ».

Mettre dans la bouche de Trotsky — contrairement à cent pages qui disent le contraire — l'idée que la NEP est le « premier signe d'une dégénérescence », même en atténuant cette affirmation par le prudent « La doctrine officielle de la NEP » (qu'est-ce que c'est que la « doctrine officielle de la NEP », et quand ? En 1922, 1923, 1924, 1925 ?).

Présenter la « dictature officielle de l'industrie », c'est-à-dire l'affirmation que la planification industrielle et le développement prioritaire de l'industrie lourde sont une impérative nécessité, comme un « avant-goût » — il est vrai « modéré comparativement à ce qui suivra » ! — des sanglantes impasses du stalinisme.

Attribuer à Trotsky une prophétie que lucidité sur le fait que ses rêveries héroïques tourneraient mal pour « lui »... c'est une opération « historique » peu neuve et qui vise à justifier implicitement ou explicitement le stalinisme.

LE « SOCIALISME A PAS DE TORTUE »

L'autre volet de l'opération est tout aussi simple, et tout aussi traditionnel : il consiste à présenter Lénine comme le père de la « théorie » du « socialisme dans un seul pays », derrière lequel la bureaucratie a édifié son pouvoir en expropriant le prolétariat du pouvoir politique, et à nous montrer en Boukharine le plus digne héritier de cette « théorie » prétendument

léniniste. En réalité, adossé à la « théorie » du « socialisme dans un seul pays », codifiée minutieusement par Staline, Boukharine va plus loin : son « socialisme à pas de tortue » fait appel à la paysannerie comme force motrice, c'est-à-dire à une couche sociale petite-bourgeoise qu'il invite à se différencier au maximum (ainsi appelle-t-il en avril 1925 les paysans riches au combat en leur lançant son fameux cri : « Enrichissez-vous ! »). Il mène en conséquence un combat en première ligne contre la planification, contre l'industrialisation et — bien entendu — contre la collectivisation proposées par l'Opposition de gauche. C'est lui le pourfendeur théorique de la plate-forme de l'Opposition unifiée qui repose sur ce trépied. Vouloir, comme il l'affirme, stimuler les appétits de consommation de la paysannerie et s'opposer à la mise sur pied d'un plan d'industrialisation, c'est développer une pression de la paysannerie, qui, cherchant satisfaction, ne peut que se tourner vers le marché mondial capitaliste et, secondairement, vers le secteur privé alors florissant sous la NEP.

C'est, indubitablement, l'une des raisons essentielles pour lesquelles aujourd'hui des cercles de la bureaucratie — ceux qui répondent à l'appel du capital à lui ouvrir les marchés de l'Est — et des cercles dirigeants de l'impérialisme s'intéressent tant à Boukharine (1).

Stephen Cohen, qui réduit la distinction entre le « socialisme dans un seul pays » des staliniens et le « socialisme à pas de tortue » de Boukharine à « d'éventuels faux pas » de Boukharine (p. 257), s'attache à justifier la prétendue « légitimité léniniste » des conceptions de Boukharine et de Staline.

« Lénine exécute une remarquable volte-face à l'intérieur de sa pensée comme par rapport au marxisme (...). Il s'inscrit en fait dans une vieille tradition socialiste, « utopique » et prémarxiste (...). Il n'est pas

(1) Stephen Cohen, dans sa préface, souligne qu'il « doit énormément à Zbigniew Brzezinski », actuel responsable du gouvernement Carter aux affaires des pays de l'Est !

nécessaire de voir dans ces articles un « testament » pour réaliser qu'ils représentent un profond changement (...). Il réaffirme ici aussi que la Russie a suffisamment de ressources internes pour faire sa révolution industrielle et qu'elle y parviendra au terme d'une politique économique suivie. Fait également important, Lénine définit un type de socialisme coopératif propre à la Russie et pose cette question sans faire référence à la révolution internationale : il admet donc implicitement que le socialisme dans un seul pays est possible. Les dernières directives qu'il adresse au parti ne sont ni internationalistes ni radicales ; il abandonne donc la tradition héroïque au profit d'un nouveau type de réformisme. » (p. 170).

Bref, le père de la « théorie » de la construction du « socialisme dans un seul pays » — c'est-à-dire de la « théorie » qui a camouflé et « justifié » la naissance de la bureaucratie et qui lui a servi d'arme pour se subordonner puis détruire le Parti bolchevique et l'Internationale communiste — ce n'est pas Staline, c'est Lénine, qui, dans ces articles cités, définissait seulement un certain nombre de propositions pour tenir, pour progresser, en attendant et en préparant l'indispensable révolution mondiale ! Et dans cette « volte-face remarquable (...) par rapport au marxisme », le meilleur élève, le meilleur continuateur de Lénine, c'est Boukharine. Boukharine a d'ailleurs (p. 179) élaboré en même temps que Lénine les linéaments essentiels de cette « théorie » :

« Il envisage la marche de la Russie vers le socialisme sans la faire aucunement dépendre de la révolution internationale (...). Le socialisme ne dépend donc plus de la révolution internationale, et Boukharine, comme Lénine, cherche un futur au bolchevisme dans la Russie paysanne (...). Avec ou sans révolution européenne, le parti est au pouvoir, et il n'y a que deux solutions : construire le socialisme ou présider au développement du capitalisme. »

Boukharine représente donc la véritable légitimité, à l'encontre de Trotsky qui n'en exprime qu'un moment héroïque, auquel nous pouvons légitimement rendre hommage,

mais qui est définitivement révolu. L'alliance de Boukharine avec Staline, parangon du « socialisme dans un seul pays », trouve dès lors sa légitimité profonde, que ne saurait entamer les développements ultérieurs et en particulier les déchaînements monstrueux du stalinisme. D'ailleurs :

« Il est clair qu'existe entre les deux hommes (Lénine et Boukharine) un sentiment proche de la relation filiale, surtout à la fin de la vie de Lénine. » (p. 184).

Et pour mettre les points sur les « i »...

« C'est la majorité, regroupée autour de Staline et Boukharine, qui tirera la leçon des événements, à l'aide de la doctrine du « socialisme dans un seul pays ». Staline fait campagne contre les adeptes de la révolution permanente et développe à cette occasion la doctrine explicitement. Mais c'est Boukharine qui lui donnera sa dimension théorique, définissant le point de vue officiel sur la question dans les années 1920. » (p. 222).

Cohen peut dès lors donner à son avant-dernier chapitre, évoquant le procès truqué de Boukharine et son exécution en 1938, le titre « Le dernier bolchevik ».

La trame de l'argumentation est claire : la forme ultime du « bolchevisme russe » a été le « socialisme dans un seul pays », dont Boukharine aurait été le plus éminent représentant. Avec son exécution, qui précède de deux ans l'assassinat de Trotsky, disparaît le dernier représentant authentique du bolchevisme ainsi couronné... ou plutôt déformé et travesti... Mais, pour ce faire, il faut imposer une autre image, celle d'un Boukharine combattant Staline, alors qu'il accepte d'être à dater de 1932 un exécutant public de sa politique... Aussi Cohen écrit-il, rappelons-le :

« Son rôle devient particulièrement important après la mort de Lénine, puisqu'il se retrouve avec Staline à la tête du parti entre 1925 et 1928. Quand le parti décide d'adopter en politique intérieure une ligne modérée pour parvenir progressivement à la modernisation et au socialisme, c'est lui qui en est le principal

architecte. Il prend ensuite la tête de l'opposition antistalinienne pendant les dramatiques événements de 1928-1929. Vaincu, il reste pourtant, pendant les années 1930, un symbole de la résistance bolchevique à la montée de Staline. » (p. 9).

Il n'est nul besoin d'être un grand connaisseur de l'histoire de l'URSS pendant les années qu'évoque ici Stephen Cohen pour ressentir un profond étonnement devant ces lignes de l'honorable chercheur américain. Comment peut-on affirmer que, « vaincu, Boukharine reste pourtant pendant les années 1930 un symbole de la résistance bolchevique à la montée de Staline », alors que son seul acte de « résistance » consiste à ne pas assister au XVI^e Congrès, et qu'ensuite, devenu dès 1933 rédacteur en chef des « Izvestia », il accepte délibérément et publiquement de défendre et d'« illustrer » la politique de Staline ? Qu'il ait joué en coulisses avec les membres de la fraction de Staline qui, tel Kirov, ont tenté de se débarrasser de leur encombrant secrétaire général ; qu'il ait cru que telle ou telle phrase de la constitution stalinienne de 1936, dont il a été le *principal rédacteur*, pût servir de protection contre l'appareil policier de Staline, on peut le supposer, on peut le penser — sans pouvoir le démontrer — mais, en tout état de cause, hisser ces jeux tactiques clandestins et secondaires au rang d'un « symbole de la résistance bolchevique à la montée de Staline » est assez ahurissant et vise à réduire à néant le combat de Trotsky et de la IV^e Internationale. Nul à l'époque n'a vu ce symbole, opportunément découvert par Cohen.

LE SENS DE LA CAMPAGNE ACTUELLE

Sans doute, Cohen, chercheur américain, n'est pas directement impliqué dans la campagne politique dite de « réhabilitation » de Boukharine engagée depuis plusieurs années et qui consiste à demander aux héritiers fidèles de Staline de « réhabiliter » celui que Staline a diffamé, sali, calomnié, humilié et tué, avec leur consentement et sous leurs applaudissements. Comme si ces gens-là avaient le moind-

re droit de réhabiliter qui que ce soit, et surtout un militant et dirigeant du Parti bolchevique, diffamé et tué par Staline non parce qu'il avait développé la prétendue « théorie du socialisme dans un seul pays », mais parce que son passé, son nom, sa vie représentaient un symbole vivant de la révolution prolétarienne, du combat pour l'expropriation du capital et pour le socialisme.

Il n'empêche que ce livre a été rédigé dans une situation où ladite campagne se mène.

Pour quoi cette campagne veut-elle utiliser Boukharine ?

La réponse fuse de divers côtés et malgré l'hétérogénéité politique de ceux qui la donnent : parce que Boukharine a accepté de rester discipliné à l'égard du parti de la bureaucratie, et, ce faisant, d'affirmer la continuité entre le parti de la bureaucratie qui l'a tué et le Parti bolchevique dont il avait été un dirigeant.

C'est ce que dit Medvedev dans son ouvrage manuscrit sur les huit dernières années de Boukharine, où il salue le combat mené par « le parti » (sic !) contre « l'Opposition de gauche », ainsi présentée comme un corps étranger. C'est ce qu'explique le stalinien Jean Burles dans « L'Humanité » du 28 novembre 1978 :

« A la différence d'autres dirigeants écartés de la direction du Parti communiste, Boukharine refuse de se livrer à une activité fractionnelle ; il se consacre à des travaux d'ordre théorique dans le domaine de l'économie, de la philosophie, des sciences, etc. »

Il en va de même pour l'ancien membre du PCI Salvatore Secchi, dans « Il Manifesto » du 27 juillet 1978 :

« Boukharine incarne un type de militant communiste beaucoup moins gênant que Trotsky. Ce dernier n'a pas hésité à rendre publiques ses divergences, à défendre ses positions hors des rangs du parti. Boukharine n'était pas un homme de pouvoir ; communiste discipliné, il a résisté à la tentation de créer sa propre tendance. »

Boukharine lui-même, dans son « Testament », affirme à l'égard de la postérité à la fois qu'il est victime d'une abominable machination... et qu'il n'a jamais rien tenté contre Staline :

« Ma vie se termine. J'incline ma tête sous la hache du bourreau, qui n'est pas celle du prolétariat, qui se doit d'être sans merci, mais aussi sans tache. Je ressens toute mon impuissance devant cette machine infernale qui, sans doute à l'aide de méthodes moyenâgeuses, a acquis un pouvoir gigantesque, fabrique la calomnie à la chaîne, agit avec audace et certitude.(...) »

En ces jours, peut-être les derniers de mon existence, j'ai confiance que tôt ou tard l'histoire saura effacer cette ignominie dont je suis aujourd'hui couvert. Je n'ai jamais été un traître : j'aurais sans hésiter donné ma vie pour Lénine ; j'aimais Kirov ; je n'ai jamais rien tenté contre Staline. »

CONTRE L'INDEPENDANCE DE CLASSE DU PROLETARIAT

Après l'appel lancé en URSS à Berlinguer par le fils de Boukharine pour la « réhabilitation » de son père, le sens et les motifs de l'opération s'éclairent vivement. Les dirigeants du PC italien dans leur opération de soutien inconditionnel à la Démocratie chrétienne, baptisée « compromis historique », saisissent l'occasion. Paolo Spriano, dans « L'Unità » du 16 juin 1978, en profite pour tenter de blanchir son parti en gommant ses cris hystériques de soutien aux procès de Moscou, l'exigence du PCI que les condamnés soient exécutés. Ces exigences étaient proférées au moment même où la direction du PCI, dans son premier « compromis historique », lançait un appel aux fascistes pour l'application en commun du programme fasciste de 1919.

Spriano écrit :

« Nous avons appelé par leur nom les procès et leurs instructions aberrantes, les condamnations, la représ-

sion. Nous avons TOUJOURS (sic) considéré la place de Boukharine, dans le débat marxiste contemporain mais aussi son rôle dans les choix politiques nécessités par la construction du socialisme. »

Dans « Rinascita » du 30 juin 1978, Procacci, auteur de « Staline contre Trotsky », où, dès 1963, il publiait des textes de Boukharine contre la révolution permanente, précise :

« Boukharine fut en un certain sens l'un des précurseurs du virage accompli lors du VII^e Congrès (du Comintern) par la diplomatie soviétique et l'Internationale, après l'arrivée de Hitler au pouvoir. »

C'est-à-dire de l'orientation vers les fronts populaires, alliances des partis ouvriers avec les partis « démocratiques » du capital financier, contre la classe ouvrière.

Ainsi s'éclaire le sens de l'agitation actuelle. Faire servir la mémoire de Boukharine au combat actuel pour la subordination de la classe ouvrière à la bourgeoisie au travers des fronts populaires, lorsque la lutte des classes les met à l'ordre du jour pour la contre-révolution.

Utiliser Boukharine et ses positions comme moyen de combat contre l'indépendance de classe du prolétariat, défendue par les trotskystes.

L'article de Jean Burles dans « L'Humanité » du 28 novembre 1978 pousse à son terme l'opération engagée par une fraction de l'appareil stalinien à propos de la campagne de « réhabilitation ». Puisqu'à part quelques maoïstes, en général stipendiés par l'ambassade de Chine, nul n'accepte plus le patronage « idéologique » de Staline, couvert de sang et de boue, il faut trouver un remplaçant à l'ex-séminariste, pour cautionner le stalinisme.

Boukharine présente, de ce point de vue, des avantages réels. Vieux-bolchevik, décrit par Lénine dans son « Testament » comme « l'enfant chéri du parti », il est devenu dès 1924 le théoricien attitré de l'antitrotskysme : dans le duo Staline-Boukharine qui s'est alors constitué, Boukharine tenait la plume et Staline la matraque. Il a été ensuite le théoricien du « bloc

des quatre classes » dans les pays sous-développés, c'est-à-dire le père théorique de la subordination du prolétariat et de la paysannerie pauvre à la bourgeoisie nationale dans les pays coloniaux... (1) et ailleurs. Éliminé par la fraction stalinienne dès 1929, il s'est mis à son service, et il a toujours affirmé la continuité entre le parti bolchevique assassiné par la bureaucratie stalinienne et le « parti » que la bureaucratie a construit sur ses débris. Il a toujours affirmé sa fidélité à ce « parti » et à son chef Staline, il a toujours refusé d'engager le moindre combat fractionnel, il a corédigé la constitution stalinienne. Selon les auteurs de l'opération tortueuse en cours, le sang de Boukharine devrait laver le stalinisme du sang que Staline a fait couler. Sous son patronage « idéologique », il serait autrement aisé de mener le combat contre le trotskysme.

Quelle belle opération : remplacer l'assassin par sa victime dans un tour de passe-passe, dit « réhabilitation ».

Jean Burles le précise :

« Aujourd'hui, puisque la thèse du complot n'est plus officiellement soutenue en URSS, nous comprenons d'autant moins que la réhabilitation de Boukharine, comme réparation morale, soit refusée. »

Puis :

« L'examen de certaines généralisations de Boukharine n'est pas un exercice gratuit. Cet examen est une composante de notre propre activité théorique et de notre réflexion sur notre stratégie révolutionnaire ».

Admirable fils d'Ignace de Loyola et de Staline réunis ! Le point de départ, c'est l'autorisation du Kremlin

(1) Cette théorie trouva alors son application pratique en Chine, où elle imposa la subordination du Parti communiste chinois et des masses ouvrières et paysannes pauvres chinoises au parti nationaliste bourgeois du Kuomintang du général Tchang Kai-tchek. Chacun connaît le tragique résultat de cette application fidèle de la théorie : l'écrasement sanglant du PC chinois et des ouvriers chinois par les hordes de Tchang Kai-tchek.

(« puisque la thèse du complot n'est plus officiellement soutenue ») ; au milieu, la demande de Burles au Kremlin qu'il réhabilite Boukharine « comme réparation morale », sans plus, c'est-à-dire que le Kremlin « reconnaisse » que Boukharine n'était pas un traître et un espion. C'est tout. Pas question de demander la diffusion des œuvres complètes de Boukharine en URSS. Trop dangereux et inutile pour le combat de la bureaucratie contre les masses. Le KGB y suffit. Mais dans le paradis de l'« eurocommunisme », en revanche, et c'est la fin, l'appareil stalinien de France, de Madrid ou de Rome pourra — appuyé par la « réhabilitation morale » effectuée par Moscou — utiliser politiquement certains écrits de Boukharine (de 1925 à 1936) contre l'hydre du trotskysme, contre toute politique indépendante des masses ! Pour ce faire, il faut la réhabilitation morale à Moscou : peut-on à Rome, Paris ou Madrid utiliser en paix les textes d'un homme stigmatisé encore comme agent de Trotsky, du Mikado et de Hitler à Moscou ? Difficile...

L'attitude des dirigeants du PCI lors de l'affaire Moro, l'attitude des dirigeants du PC espagnol devant le refus massif des Basques d'accepter le contrôle de l'appareil répressif franquiste sur leur nation, l'attitude des dirigeants du PCF et leur campagne hystérique contre la liberté de la presse au lendemain du suicide de Boulin permettent de mieux saisir le sens de « l'opération Boukharine » montée par eux, de même que tous ces éléments réunis permettent de saisir la mystification de l'« eurocommunisme ».

Dans les trois cas, une nécessité détermine l'attitude des responsables du PC : la protection de l'État bourgeois. Qu'Aldo Moro périsse, puisque toute tractation à son propos révélerait le caractère provocateur de cet enlèvement monté par des officines de l'appareil policier de l'État ; Carillo dénonce avec fureur les autonomistes basques et se prononce en faveur du maintien de l'État castillan centralisé parce qu'il y va de la survie même de la monarchie espagnole ; puisque les scandales ébranlent l'édifice vermoulu de la V^e République, puisque les diamants de Bokassa et les opérations

immobilières de Robert Boulin y font entendre d'inquiétants craquements, alors, haro sur la presse, haro sur la liberté de la presse, vive la censure ! Tel est le visage sans fard de l'« eurocommunisme » ! La réhabilitation bureaucratique de Boukharine se situe dans le même cadre. Il s'agit d'aller puiser dans l'œuvre d'un vieux bolchevik qui a dès 1923 combattu le trotskysme, proclamé la nécessité du parti unique de la bureaucratie, justifié la capitulation politique devant Staline, et fait de l'ouverture à la pénétration du capital un élément du « socialisme à pas de tortue » des armes renouvelées contre l'indépendance de classe du prolétariat, contre la construction du parti révolutionnaire, contre la IV^e Internationale. Le vieux-bolchevik Boukharine ayant capitulé devant Staline et justifié la discipline la plus rigoureuse à l'égard du parti de la bureaucratie, il s'agit d'utiliser à la fois son passé de vieux-bolchevik et cette capitulation contre les créateurs des syndicats indépendants en URSS, en Pologne ou en Roumanie, pour justifier la politique des fronts nationaux et de la subordination du prolétariat à la bourgeoisie dans ces fronts, il s'agit de justifier les fronts populaires-Union de la gauche (comme le soulignent Burles et Spriano), qui visent à dévier le mouvement des masses contre le capital sous la houlette de partis bourgeois.

Pour terroriser les masses soviétiques, Staline a assassiné les vieux-bolcheviks et abattu Boukharine.

Pour empêcher une avant-garde, à l'Est comme à l'Ouest, de renouer

avec les traditions du bolchevisme, une partie de la bureaucratie veut utiliser aujourd'hui le Boukharine de 1923 à 1928.

Mais ce calcul se heurte à une difficulté : le Kremlin est attaché à la plus stricte unité monolithique dans ses rangs. Il sait que toute remise en cause de son passé ébranle cette unité indispensable. Le silence est sa règle d'or, comme dans le milieu. Il ne saurait être question de laisser se lézarder l'édifice fondamental des trois procès de Moscou dont Trotsky était l'accusé permanent, et central.

L'opération Boukharine est donc destinée à connaître des hauts et des bas, reflets de la crise qui rongent l'appareil international du stalinisme.

Staline a fait fusiller Boukharine après un ignoble procès truqué, en dépit du combat antitrotskyste de Boukharine et de son ralliement à la bureaucratie et à son appareil, parce qu'il était un vieux-bolchevik, un des dirigeants de la révolution d'Octobre.

Les « réhabilitateurs » staliens d'aujourd'hui, en conclusion, se placent dans la continuité politique des procès de Moscou, « adaptée », comme ils diraient, aux conditions de notre temps. Tenter d'utiliser le passé et le cadavre de celui dont ils ont glorifié l'assassinat contre la révolution, tel est leur objectif !

J.-J. Marie,
30 novembre 1979.

Cuba : les textes de 1961-1962

Au début de 1962, le comité central de l'organisation qui a succédé au Parti communiste internationaliste, et qui allait constituer l'OCI, adoptait les textes à propos de la révolution cubaine que ce numéro de La Vérité publie.

La publication de ces textes nous a semblé nécessaire pour que soient connues les véritables positions que notre organisation a alors adoptées et que soient cassées les pattes à nombre de canards « sur les positions sectaires de l'OCI » dont les auteurs ne sont pas forcément désintéressés. D'autant que, sans prétendre que ces textes soient exempts de faiblesses et d'erreurs, après vingt ans de distance leur lecture attentive montre que la méthode suivie était correcte, qu'au moment où elle fut formulée la caractérisation du gouvernement de Fidel Castro comme étant un gouvernement ouvrier et paysan était non moins correcte.

L'« erreur » de l'OCI, ce fut surtout de ne pas avoir poursuivi la discussion, suivi les développements ultérieurs à Cuba, ce qui, compte tenu des appréciations auxquelles elle était parvenue, l'a amenée à la conclusion que la profondeur de la révolution prolétarienne à Cuba avait rendu impossible la reconstruction d'un Etat bourgeois, et que, en fonction des rapports qui s'étaient développés, des nouveaux rapports sociaux de production, il fallait conclure que s'était constitué, avec l'aide du PC cubain, un Etat ouvrier bureaucratique dès le départ. Une erreur est une erreur. Mais cette-ci s'explique par les conditions extrêmement difficiles où l'organisation qui allait constituer l'OCI se trouvait alors. Cette organisation, après que la crise pabliste eut réduit le PCI à un tout petit groupe, restait extrêmement faible. Une fois de plus, l'organisation française

Fidel Castro, lors de la « crise des fusées » en 1962 (Ph. UPI).

allait être extrêmement isolée. D'un côté, le SWP rompait le cadre du Comité international

pour réaliser une fusion sans principe avec l'ancien Secrétariat international de la IV^e Internationale, dont allait naître le Secrétariat unifié. De l'autre côté, à l'intérieur de ce qui restait du Comité international, le groupe qui allait constituer l'OCI se heurtait au « national-trotskyisme » de la SLL, à son sabotage de tout effort pour reconstruire la IV^e Internationale, ce qui devait conduire à l'éclatement du Comité international en 1972.

Pourtant, il faut remarquer que l'essentiel des questions de principe avec lesquelles nous sommes à nouveau confrontés aujourd'hui reçoivent une réponse dans ces textes. Les divergences essentielles ne portaient pas sur la « nature » de l'Etat cubain, mais sur deux points :

1. La dictature du prolétariat peut-elle être réalisée sans que les organismes de la dictature du prolétariat, les soviets, existent et exercent le pouvoir ? A quoi le SWP répondait oui et l'organisation trotskyste française non.

2. Sur la nécessité, en tout état de cause, de la construction de la section cubaine de la IV^e Internationale. Le SWP, considérant Castro et son équipe comme des « marxistes naturels », répondait qu'il n'y avait pas lieu de construire à Cuba un parti de la IV^e Internationale, le parti de Castro étant le parti révolutionnaire. La section française, se situant du point de vue du programme et du marxisme, soulignait au contraire la nécessité de construire la section cubaine de la IV^e Internationale pour que se réalise à Cuba la véritable dictature du prolétariat et pour que la révolution cubaine soit située à sa vraie place, comme un chaînon de la révolution prolétarienne mondiale.

Il nous semble donc important, pour l'information et la formation des militants et des lecteurs de La Vérité, pour la clarté de la discussion et sa poursuite, de publier ces textes à titre de documents.

Ils sont extraits du bulletin ronéotypé Informations internationales (série orange n° 4) et sont intégralement reproduits ici avec les titres et les intertitres de l'époque. Ils ont été rédigés à la fin de l'année 1961 et, pour le post-scriptum, au début de 1962.

« La Vérité »,
décembre 1979.

introduction

les trotskystes face à la révolution cubaine

Le mouvement trotskyste international discute aujourd'hui de la révolution cubaine, et cette discussion est en elle-même révélatrice de la situation du mouvement trotskyste international. Tous les partis qui approuvent l'action du Comité international, toutes les tendances qui se sont manifestées au cours de la discussion sont d'accord sur la nécessité de défendre la révolution cubaine contre l'impéria-

lisme, et le régime de Castro contre les entreprises de Washington. Par contre, sur la nature de l'Etat cubain, sur celle du gouvernement Fidel Castro, sur les tâches des révolutionnaires cubains, les divergences sont importantes et susceptibles de s'aggraver face à de nouveaux développements à Cuba. Il importe donc que la discussion soit menée avec tout le sérieux nécessaire.

La révolution cubaine présente en effet un certain nombre de traits originaux, dus à la situation économique et sociale du pays, à la nature et à l'évolution de la direction castriste et au contexte international. Ces traits spécifiques justifient, pour certains camarades, le recours à des critères nouveaux, afin de caractériser une situation nouvelle. Les marxistes révolutionnaires — les trotskystes — ont conscience que les analyses des révolutions passées ne peuvent mécaniquement s'appliquer à toute situation révolutionnaire : la richesse de la vie sociale est telle que, depuis 1920, bien des formes sont apparues que ni Marx, ni Engels, ni Lénine n'avaient prévues et, a fortiori, analysées. D'autres ont vu le jour après la mort de Trotsky. Aussi ne s'agit-il pas, bien entendu, de rechercher dans l'œuvre des maîtres du marxisme des formules toutes faites à appliquer mécaniquement, mais d'employer la méthode qui fut la leur à l'analyse des révolutions d'aujourd'hui, en commençant par la révolution cubaine. Le devoir des trotskystes est de préserver l'héritage idéologique de la pensée communiste, tel que le leur a légué Trotsky, c'est-à-dire de l'enrichir en l'utilisant.

Ce devoir en dicte d'autres, non moins impérieux. Personne, dans notre mouvement, ne peut exclure la possibilité théorique de remettre en cause, à la lumière de l'expérience, telle ou telle affirmation de Lénine, de Trotsky ou de nos organisations dans le passé. Mais ce que la morale révolutionnaire nous interdit, c'est de le faire sans le dire. Pour notre part, nous affirmons que, si notre étude de la situation internationale aujourd'hui nous amenait à la conclusion que l'affirmation de Lénine sur l'impossibilité d'un mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire est aujourd'hui dépassée, ou que la crise de l'humanité n'est plus, comme le disait Trotsky, celle de la direction révolutionnaire, nous le ferions sans hésiter. Mais c'est une attitude incompatible avec les tâches d'un révolutionnaire que de prendre, à propos de la révolution cubaine, des positions qui supposent qu'un mouvement révolutionnaire peut être construit sans théorie révolutionnaire et que la crise de l'humanité peut être résolue sans direction révolutionnaire, et d'affir-

mer en même temps que c'est au nom de l'héritage intact de Lénine et de Trotsky que nous menons ce combat. A cet égard, les prises de position du SWP sont marquées aujourd'hui de la même empreinte de « révisionnisme honteux » dont le furent les positions de Pablo et de ses amis lors de la scission de l'Internationale.

La discussion sur la révolution cubaine se mène aujourd'hui sous le signe de ce lourd passif. Elle porte les traces des fâcheuses méthodes de discussion en honneur dans l'Internationale bien avant que le pablisme y soit apparu comme un courant liquidateur. Elle nous permet en tout cas de remonter bien au-delà de « Où allons-nous ? » (1) pour dater le début de la crise politique du trotskysme. Il faudra sans aucun doute réviser l'analyse des nouveaux Etats ouvriers d'Europe orientale telle qu'elle a été faite en 1948, et la reprise de cette discussion révélera que c'est à cette époque qu'ont été introduits dans notre méthode de travail ces points de vue étrangers au trotskysme, qui ont pris la forme du « pablisme » en tant que courant organisé, mais qui subsistent aujourd'hui dans nombre de partis qui se déclarent d'accord avec le Comité international, tandis qu'inversement certains partis adhérents au Secrétariat international semblent en avoir été mieux préservés. Et nous nous réjouissons que la discussion sur Cuba entraîne inévitablement la reprise de cette ancienne discussion et l'élaboration d'une nouvelle analyse de la nature des Etats du glacis, de la Yougoslavie et de la Chine, questions sur lesquelles nous sommes « révisionnistes » dans la mesure où — la discussion sur Cuba le montre — c'est parfois en s'appuyant sur des caractérisations adoptées en 1948 que des camarades remettent aujourd'hui en question les principes mêmes qui ont servi de base à la construction de notre mouvement international.

(1) Le fameux article de Pablo (février 1951) où sont exposées systématiquement ses vues révisionnistes (note d'« Informations internationales » - 1962).

la nature de l'Etat cubain

Dans la discussion menée sur la nature de l'Etat cubain, en effet, les trotskystes des différentes organisations ont, au moins formellement, essayé de faire entrer leur analyse de l'Etat cubain dans la tradition de la pensée trotskyste, en tenant compte notamment de l'existence et des caractères propres des « Etats ouvriers » précédemment définis par notre mouvement.

Pour les pablistes, l'Etat cubain est un Etat ouvrier de type particulier, un « Etat ouvrier sui generis ». Parmi les camarades qui se situent autour du Comité international, on a vu simultanément défendre les notions d'« Etat ouvrier dégénéré » (comme l'URSS, suivant notre définition traditionnelle), d'« Etat ouvrier déformé » (comme les pays du glacis, Yougoslavie et Chine, le POR chilien insistant pour sa part sur la ressemblance avec les deux derniers). Des camarades, peu satisfaits de l'application à Cuba de ces définitions déjà insuffisantes, ont cherché à marquer la spécificité cubaine en proposant des termes à leurs yeux plus précis, comme « Etat ouvrier en transition », « Etat ouvrier non développé ». La majorité du SWP a défini l'Etat cubain comme un « Etat ouvrier en transition n'ayant pas encore les formes de la démocratie prolétarienne ».

Ce ne sont pas là divergences formelles : les désaccords vont plus loin que les mots. C'est en effet à partir d'une conception d'ensemble de la révolution cubaine que chacun choisit une définition qui, au fond, résume sa politique.

PREMIERES DIFFICULTES

Les camarades qui se servent, pour caractériser Cuba, d'une définition antérieurement élaborée, précisément, pour un Etat aux caractéristiques différentes, ont évidemment quelque

peine à justifier leur point de vue. Car si l'URSS est pour nous un Etat ouvrier *dégénéré* (*), n'est-ce pas parce que les « déviations bureaucratiques » de l'Etat ouvrier, que Lénine dénonçait en 1920, sont devenues la monstrueuse bureaucratie parasitaire qui a exproprié les ouvriers de leurs droits politiques ? La dégénérescence, ici, vise la confiscation du pouvoir par la bureaucratie, la destruction des soviets ouvriers et paysans, en tant qu'organes du pouvoir. Aussi, ce qualificatif ne peut être appliqué à l'Etat cubain, où, de l'aveu de tous, il n'y a jamais eu de « démocratie prolétarienne » et où elle n'a pu, par conséquent, dégénérer.

Le terme d'« Etat ouvrier déformé » a été d'abord appliqué par les trotskystes aux Etats du glacis européen. Il traduisait ce que l'on a appelé l'« assimilation structurelle » à la société russe, sous la direction de la bureaucratie stalinienne, c'est-à-dire (et quoi qu'on pense, par ailleurs, de la théorie de l'« assimilation structurelle ») le fait que l'Etat de ces pays reflétait avant tout les intérêts de la bureaucratie russe, étrangère à la société. Il est évidemment impossible de rattacher l'Etat cubain à une telle famille d'« Etats ouvriers » nés du contrôle, par la bureaucratie russe, d'un mouvement réel mais limité des masses et de l'appareil d'Etat de type bourgeois reconstitué après la fin de la guerre, et notamment de l'armée et de la police (cf. Hongrie, Tchécoslovaquie, etc.).

Le terme d'« Etat ouvrier déformé » a également été utilisé par les trotskystes pour caractériser les Etats yougoslave et chinois, nés d'une

* Ce qui est en italique dans ce texte était souligné dans celui d'« Informations internationales » de 1961-1962 (NDLR-1979).

action révolutionnaire des masses, toujours contrôlée et limitée par une direction stalinienne et bureaucratique, qui les a conduits rapidement à se bureaucratiser et à présenter des traits communs aussi aux « Etats ouvriers dégénérés », à savoir l'existence de rapports de propriété nouveaux, concrétisés par l'étatisation des moyens de production, d'échange et de transport, et d'un appareil d'Etat qui ne peut être qualifié de prolétarien, puisqu'il échappe à tout contrôle du prolétariat et reflète les intérêts d'une nouvelle couche bureaucratique. A notre connaissance, et malgré les critiques adressées par les camarades du POR cubain affilié au SI pabliste, à l'absolutisme et au bureaucratisme du régime castriste, aucun des camarades qui soutiennent l'existence à Cuba d'un « Etat ouvrier déformé » ne prétend l'assimiler à la Yougoslavie et à la Chine et y dénoncer l'existence d'une véritable bureaucratie d'origine ouvrière, comme dans ces deux pays.

C'est parce qu'ils sont conscients de ces contradictions que d'autres camarades ont cherché des définitions nouvelles. La formule « Etat en transition », soutenue par la minorité du SWP, présente l'avantage énorme de laisser la définition ouverte : elle répond au souci de camarades qui pensent à juste titre que la situation à Cuba est éminemment transitoire ; mais elle est, en même temps, un refus de définir, et laisse la porte ouverte aux contradictions les plus dangereuses. La formule « Etat ouvrier non développé », présentée par certains camarades du SWP, n'a, de quelque côté qu'on la tourne, aucune signification, sauf celle d'un retour à la pensée métaphysique. La formule « Etat ouvrier sui generis » permet à ses promoteurs — coutumiers du fait — de défendre une politique qu'ils ont choisie sans analyse, sans se compromettre par une analyse précise. La formule de la majorité du SWP, « Etat ouvrier en transition manquant encore des formes de la démocratie prolétarienne », témoigne d'un souci d'analyse un peu plus poussé mais se heurte à des contradictions de taille. C'est Lénine, bien avant nous, qui écrivait dans *L'Etat et la Révolution* :

« Nous ne pouvons nous imaginer une démocratie, même une démocra-

tie prolétarienne, sans institutions représentatives. »

Et, effectivement, on est en droit de se demander s'il peut y avoir « démocratie prolétarienne » sans « formes de démocratie prolétarienne », en un mot s'il peut y avoir contenu sans formes, à moins que nos camarades de la majorité du SWP ne considèrent comme secondaire la « démocratie prolétarienne » dans un Etat ouvrier, et sa présence ou son absence comme des différences purement formelles ?

LA QUESTION DES « CRITERES » DE L'ETAT OUVRIER

En réalité, tous les camarades qui ont abordé la question de la nature de l'Etat cubain ont senti les difficultés que soulève, par rapport à la réalité qui est, entre autres, l'absence de toute forme de démocratie et de pouvoir prolétarien, sa définition comme un « Etat ouvrier ». Ainsi, ont-ils eu recours, pour démontrer que l'Etat cubain est un Etat ouvrier, à différents critères, indiscutablement importants pour contribuer à définir la nature de classe d'un Etat. Le danger, dans une telle méthode d'analyse, est de partir du postulat qu'un seul de ces critères est suffisant pour donner à l'Etat cubain la qualité d'Etat ouvrier : les autres critères viennent ensuite, seulement pour confirmer la démonstration, et c'est ainsi qu'ils s'appuient les uns sur les autres, aucun d'entre eux, pourtant, n'étant décisif, pris à part, aux yeux d'un marxiste révolutionnaire.

Est-il possible, comme l'affirment certains tenants de la thèse « Cuba, Etat ouvrier », de dire que *Cuba est un Etat ouvrier parce que l'ancien appareil d'Etat bourgeois y a été détruit* ? Nous ne le croyons pas : les camarades qui affirment cela font une confusion entre le début et la fin d'une révolution prolétarienne victorieuse. L'Etat bourgeois, et en particulier son appareil répressif, police et armée permanente, peuvent être détruits au début d'une révolution sans pour cela faire place à un Etat ouvrier : jamais Trotsky ni les trotskystes n'ont songé, entre juillet 1936 et mai 1937, à analyser l'Espagne républicaine comme un

Etat ouvrier, alors même qu'il ne restait ni police, ni armée, ni même fonctionnaires, à peine les « cendres d'un Etat ». Et, à partir de septembre 1937, c'est un *Etat bourgeois* qui s'y reconstitue, lentement, certes, contre le pouvoir prolétarien des « comités », qui seront en définitive utilisés comme un cadre de la restauration de l'Etat bourgeois, alors qu'une direction révolutionnaire aurait pu en faire la base de la construction d'un Etat ouvrier. Churchill, qui n'est certes pas un marxiste, mais qui s'y connaît en lutte des classes, écrivait à ce propos :

« Quand, dans quelque pays que ce soit, toute la structure de la civilisation et de la vie sociale est détruite, l'Etat ne peut se reconstituer que dans un cadre militaire. »

Ce qui signifie que, lorsque les rapports de propriété et l'appareil d'Etat bourgeois ont été détruits, il y a encore une alternative à l'instauration d'un Etat ouvrier (la « subversion »), la reconstitution d'un nouvel appareil d'Etat bourgeois, « dans un cadre militaire ». En quoi l'« Armée rebelle » de Fidel Castro diffère-t-elle fondamentalement de l'« Armée populaire » espagnole de la république, non moins égalitaire, non moins démocratique, non moins militante et sans doute plus liée aux organisations ouvrières, et plus politisée, pourtant creuset de l'« Etat populaire » de Largo Caballero, l'ancien Etat bourgeois reconstitué, rajeuni et paré du prestige des organisations et de l'idéologie ouvrières ? La destruction de l'ancien appareil d'Etat bourgeois n'est pas automatiquement la preuve, le critère de l'existence d'un Etat ouvrier, si elle en est l'une des conditions négatives ; un Etat bourgeois détruit peut être remplacé par un autre Etat bourgeois, intégrant les lambeaux du précédent, à condition que les masses aient, pendant un temps, l'illusion qu'il est leur Etat, ce que, seule, l'action d'une organisation révolutionnaire conséquente, se battant pour un Etat ouvrier, peut empêcher.

D'autres camarades remarquent qu'en effet la destruction de l'ancien appareil d'Etat bourgeois n'est pas, en soi, parce que négative, un critère de l'apparition d'un Etat ouvrier, mais que Cuba nous offre un autre critère,

positif celui-là, l'existence de *milices ouvrières*, le « peuple en armes » de Lénine. Il leur faudra pourtant reconnaître que, dans de brèves périodes, on a vu coexister Etat bourgeois et milices ouvrières : admettons, pour les satisfaire, que les restes de l'Etat bourgeois espagnol en 1936 étaient impuissants à empêcher la formation des milices, qui restèrent, des mois durant, la seule force armée. Ils pensent que le fait significatif est que c'est le gouvernement Fidel Castro — très réticent au début — qui a appelé à la constitution des milices et assuré ainsi la transition vers un Etat ouvrier. Iront-ils jusqu'à admettre que les milices ouvrières et paysannes formées en Bolivie ces dernières années sous un gouvernement MNR ont fait de cet Etat un Etat ouvrier ? Ont-ils oublié qu'en 1923, au sein de l'Etat bourgeois allemand, des gouvernements régionaux de Saxe et Thuringe, « gouvernements ouvriers et paysans » selon l'Internationale communiste, qui a impitoyablement critiqué leurs faiblesses et leur opportunisme, ont — quoique de façon limitée et très insuffisante — contribué à la formation et à l'armement des *centuries prolétariennes*, véritables milices ouvrières, ont créé très officiellement des comités ouvriers de contrôle, ont convoqué des conférences de ces authentiques organes de démocratie prolétarienne qu'étaient les *conseils d'usine* élus dans les entreprises ? L'Internationale communiste, à cette date, malgré la décomposition de l'Etat bourgeois atteint par les coups terribles de l'inflation, n'a jamais pour autant songé à qualifier d'« Etat ouvrier » la Saxe et la Thuringe, où coexistaient un gouvernement socialiste-communiste baptisé par elle « gouvernement ouvrier », des milices ouvrières et des conseils élus...

Un bon nombre de camarades ont recours, afin de définir Cuba comme un « Etat ouvrier », au critère des rapports de propriété. Selon eux, Cuba est un Etat ouvrier parce que l'essentiel de l'industrie, du commerce et des transports y a été nationalisé à la suite de l'expropriation de la bourgeoisie, et parce que l'économie y est dirigée par une commission de planification. Ici, du moins, s'appuient-ils sur un précédent, puisque c'est ce critère, nationalisation et planification, qui, en

l'absence de toute démocratie prolétarienne, a permis aux trotskystes, en 1948, de qualifier d'« Etats ouvriers » les Etats satellites de l'URSS dans le glacis, même si c'est l'action militaro-bureaucratique de l'URSS qui a été le facteur décisif de cette transformation, au lieu et place de l'action révolutionnaire étroitement contrôlée des masses qui a été constatée en Yougoslavie et en Chine.

L'action des masses et leur mobilisation révolutionnaire ne sont pas niées à Cuba, et nationalisation et planification concernent une importante partie de l'économie de ce pays. On comprend le souci des camarades : les trotskystes peuvent-ils refuser de considérer Cuba comme un « Etat ouvrier » quand ils ont reconnu comme tels Bulgarie et Albanie !

Nous pensons que se manifeste ici précisément l'une des faiblesses de nos analyses de 1948, et nous y reviendrons ultérieurement. Cependant, incontestablement, dans le cas des pays du glacis européen, le critère « nationalisation » est inséparable du critère « assimilation structurelle » avec un « Etat ouvrier dégénéré » : c'est parce que l'Etat bonapartiste des pays du glacis est l'instrument de la bureaucratie d'un Etat ouvrier dégénéré que les trotskystes ont pu le considérer comme un Etat ouvrier déformé, et le critère « nationalisation et planification » n'est pas, à lui seul, suffisant. Les marxistes, depuis trente ans, ont en effet appris qu'il est des nationalisations bourgeoises comme des nationalisations ouvrières. Ils pensent avec Trotsky que la nationalisation de toute la propriété bourgeoise par un Etat bourgeois, possible théoriquement, est impossible pratiquement. Néanmoins, des expériences récentes montrent que ces arguments peuvent cesser d'être valables dans des circonstances particulières : ainsi, la « République sociale fasciste » de Mussolini expropria la bourgeoisie italienne en 1944, sans pour autant cesser de représenter les intérêts historiques bourgeois. Ainsi, la nationalisation est-elle une des solutions d'un Etat bourgeois dans un pays arriéré où la bourgeoisie est en formation et où elle est la seule forme qui permette un développement historique de la bour-

geoisie, y compris des intérêts immédiats... c'est seulement en ce sens peut comprendre les premières nationalisations mexicaines avant guerre, la nationalisation totale de l'économie birmane au lendemain de la guerre, et les nationalisations de Guinée, dans lesquelles un camarade américain, quelque peu myope sans doute, voit l'expression d'une sorte de mouvement mondial spontané dans la direction du socialisme...

LE PROBLEME DE L'ETAT A CUBA EN 1959

Les camarades qui sont les tenants de la thèse « Cuba, Etat ouvrier » ne sont pas d'accord sur la date à laquelle la quantité s'est transformée en qualité : septembre-octobre 1960, date des importantes nationalisations, ou juillet-novembre 1959, date de la rupture de la coalition avec la bourgeoisie. Il est pourtant indispensable, pour cette discussion, de remonter plus loin dans le temps, à l'avènement du nouveau régime, à la victoire militaire des « barbus ».

C'est dans les jours qui suivent qu'a été porté le premier coup à l'Etat bourgeois : la dissolution de l'armée et de la police. A la place, l'armée rebelle, armée paysanne, certes, liée aux masses des campesinos, d'allure plébéienne, mais dont la composition et la structure — nominations par en haut — ne peuvent être considérées comme preuve de la transition vers un Etat ouvrier. La police de Batista est remplacée par une police nouvelle, recrutée parmi les partisans de Castro et dirigée par lui : l'ancien service de renseignements de l'armée rebelle, le 62, prend certes la place du sinistre SIM de Batista — la nouvelle police n'émane en rien de la classe ouvrière, elle est un corps spécial répressif et professionnel, dont personne ne peut affirmer qu'elle est la « majorité du peuple réprimant elle-même ses oppresseurs » : le gouvernement présidé par Miro Cardona (l'actuel leader des émigrés contre-révolutionnaires), composé de bourgeois et de propriétaires, a créé une nouvelle police bourgeoise.

La marine, elle aussi force spécialisée de l'appareil de répression, reste intacte, car elle s'est ralliée au dernier moment à l'insurrection. Les chefs qui la commandaient sous Batista continuent à la commander après la chute du dictateur. Les hauts fonctionnaires les plus compromis sont épurés, la corruption est combattue dans quelques procès, mais l'ensemble de l'édifice administratif reste intact, avec l'adjonction, au sommet de l'appareil administratif, de nombre de diplômés d'Université fidèles de Castro. La justice bourgeoise est épargnée, et le stalinien Soria écrira :

« Les magistrats qui avaient jugé sous Batista continuèrent à juger sous Fidel Castro. »

Les « tribunaux révolutionnaires » sont des tribunaux militaires. Tous les diplomates restent en place.

Ainsi, en 1959, la victoire de l'armée de Fidel Castro n'a porté atteinte à l'édifice de l'appareil d'Etat bourgeois que par la liquidation de l'armée et de la police, transformation d'une extrême importance certes, victoire révolutionnaire incontestable que la destruction de ces instruments éprouvés de coercition qu'étaient les forces de répression batistiennes, mais qui n'ont pas empêché l'Eglise de saluer le nouveau régime, ni les banques américaines de lui prêter de l'argent, ce que l'une et les autres n'auraient certainement pas fait si ces mesures leur avaient semblé être une préface à la construction d'un Etat ouvrier.

LA RUPTURE DE LA COALITION

C'est à juste titre que de nombreux camarades soulignent l'importance de la rupture de la coalition entre Castro et les bourgeois installés au gouvernement après la fuite de Batista. Elle s'explique d'abord et avant tout par la pression de l'impérialisme sur les éléments bourgeois et petits-bourgeois de la coalition pour qu'ils engagent le gouvernement dans la voie de la répression du mouvement des masses, qui s'est manifestée d'abord au cours de la répression, dans les meetings géants à l'occasion du jugement des « criminels de guerre » batistiens, et

ensuite dans le cours du développement de la réforme agraire, où les campesinos ont souvent débordé les limites bourgeoises de la loi du 17 mai 1959. Ainsi que l'ont souligné les dirigeants cubains eux-mêmes, c'est la crainte de la contagion révolutionnaire qui a poussé Wall Street à intervenir. Comme l'a écrit « Che » Guevara, ce sont les attaques impérialistes qui ont conduit les dirigeants du M. 26 (2) à renoncer à leur programme libéral bourgeois pour prendre des mesures radicales et rompre avec les représentants de la bourgeoisie nationale :

« A l'exception de notre réforme agraire, que le peuple de Cuba désirait et mit sur pied lui-même, toutes nos mesures révolutionnaires ont été une réaction directe contre l'agression des monopolistes... La pression des Etats-Unis sur Cuba a rendu nécessaire la radicalisation de la révolution. »

Le choix opéré pendant cette période par le groupe fidéliste dirigeant a amené un déplacement du centre de gravité du régime, qui, à son tour, va porter des coups directs et indirects à l'appareil d'Etat bourgeois. C'est en effet dans cet appareil d'Etat et dans l'armée rebelle que les impérialistes trouvent de nouveaux alliés et, en les frappant, Castro porte des coups à l'appareil d'Etat bourgeois tel qu'il a été réaménagé au début de 1959. Armée rebelle et INRA, police, magistrature et administration, marine, sont massivement épurées, de même que les sphères gouvernementales.

Le gouvernement fidéliste, à partir du moment où il a choisi la voie de la résistance à l'impérialisme, en refusant les conditions posées, est amené à prendre des mesures économiques, sociales et politiques qui sont, directement et indirectement, un appel à l'initiative des masses et notamment des masses ouvrières. C'est l'époque des nationalisations, de la constitution

(2) M. 26 : Mouvement du 26 juillet, baptisé ainsi par Castro en mémoire du coup de main tenté en 1953 contre la prison de la Moncada, qui s'était soldé par un échec très dur et le massacre d'une partie des attaquants (note de 1979).

des milices ouvrières et paysannes. En face d'un Etat bourgeois chaque jour plus délabré, plus impuissant et plus fantomatique, s'affirment des formes d'organisation ouvrières qui forment des éléments de constitution — embryonnaire, à l'échelon local — de pouvoir : milices, comités de défense de la révolution, vigilants, comités techniques consultatifs dans les usines, etc. Les réticences de Fidel Castro à constituer des milices, réclamées dès le début de 1960, le caractère consultatif et le mode de désignation — et non d'élection — fort peu démocratique des comités d'usine, prouvent les hésitations des fidélistes face à la constitution de ces éléments de pouvoir ouvrier. Ils ne changent rien à la situation qui est celle de Cuba aujourd'hui : un Etat bourgeois, délabré, décomposé, fantomatique, contrôlé par le groupe d'hommes qui entourent Castro ; des éléments de pouvoir ouvrier à côté de lui, se réclamant de la même direction, mais poussant en réalité toujours plus loin leur pression vers des mesures plus radicales ; en un mot, une situation assez semblable à celle que connut l'Espagne républicaine en 1936-1937 d'une dualité de pouvoirs spécifique, où l'absence d'une direction révolutionnaire permet au gouvernement de s'efforcer de concilier les deux pouvoirs antagonistes, ainsi qu'il le fait en réunissant dans les juntes de coordination et d'exécution les représentants des organismes divers, armée et milice, administration et comités, police et syndicats.

LA NATURE DU GOUVERNEMENT CASTRO

L'une des principales sources d'erreur chez les camarades qui veulent à tout prix faire de Cuba un Etat ouvrier est la confusion entretenue entre des critères valables pour une période historique et leur application à une situation nettement transitoire. Ces camarades constatent que l'Etat cubain a concentré contre lui la haine des forces réactionnaires, et en tirent des conclusions quant à son caractère de classe : au fond de leur pensée subsiste l'idée qu'une telle inimitié ne peut être méritée par un gouvernement

bourgeois. C'est commettre une sérieuse erreur de méthode que de confondre *nature de l'Etat* et *nature du gouvernement*. Nous savons pourtant qu'il a existé en régime parlementaire des gouvernements formés de représentants des partis ouvriers, soutenus par la classe ouvrière, et combattus par la bourgeoisie internationale : ils gouvernaient pourtant dans le cadre d'un Etat bourgeois. L'Internationale communiste, du temps de Lénine et de Trotsky, avait non seulement admis la possibilité, mais fait un mot d'ordre transitoire de la constitution de *gouvernements ouvriers et paysans* dans le cadre de l'Etat bourgeois non encore renversé ; gouvernements formés précisément en vue de son renversement et le préparant ouvertement. C'est ainsi qu'elle qualifia les gouvernements socialistes-communistes de Saxe et de Thuringe, en 1923, de gouvernements ouvriers-paysans dans le cadre d'un Etat bourgeois classique : ces gouvernements échouaient dans leur tâche révolutionnaire, ils avaient cependant été — nous croyons l'avoir montré — des gouvernements sortant du rôle d'un gouvernement bourgeois.

Si l'histoire offre peu d'exemples de constitution de gouvernements de ce type, c'est incontestablement parce que les organisations démocratiques petites-bourgeoises répugnent à rompre la coalition avec la bourgeoisie, et cela a été démontré à maintes reprises. Néanmoins, soulignant la valeur éducative de ce mot d'ordre pour l'affranchissement du prolétariat de la tutelle de ses directions traditionnelles, Léon Trotsky écrivait dans le « Programme de transition » :

« Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances, des partis petits-bourgeois, y compris staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

C'est cette variante peu vraisemblable, mais néanmoins envisagée par Trotsky, qui s'est réalisée à Cuba : le mouvement fidéliste, petit-bourgeois non seulement par son origine sociale, mais surtout par son idéologie et par son programme, s'est trouvé amené à

prendre la tête d'un puissant mouvement paysan, et à entamer la transformation de Cuba par la réalisation des tâches démocratiques bourgeoises. L'interaction des forces résultant de la montée révolutionnaire des masses cubaines, d'une part, et de l'offensive de l'impérialisme, de l'autre, l'a conduit à aller au-delà des limites de son propre programme et, pour défendre les réalisations d'une révolution « bourgeoise », notamment agraire, à s'attaquer à des tâches qui sont celles de la révolution prolétarienne et à rompre, par conséquent, la coalition avec la bourgeoisie. L'extrême débilite de la bourgeoisie nationale cubaine, la faillite de la démocratie parlementaire et des partis traditionnels, l'exceptionnelle concentration des ouvriers de l'industrie rurale et la compénétration entre paysannerie et classe ouvrière à Cuba, la rencontre entre les aspirations offensives des travailleurs cubains et les qualités de combattants qui caractérisent les hommes de l'équipe fidéliste dirigeante, tout cela explique que ces derniers aient pu franchir ce pas. Il n'en reste pas moins que la révolution cubaine continue, et que l'histoire n'a pas encore tranché la question de savoir si le *gouvernement ouvrier et paysan* de Fidel Castro ouvrira la voie à la dictature du prolétariat ou, au contraire, à une restauration de l'Etat bourgeois et du capitalisme à Cuba.

LES VARIANTES POSSIBLES

Il est clair, en effet, que la destruction partielle de l'appareil d'Etat bourgeois, ajoutée à l'armement des ouvriers et des paysans cubains, ouvre théoriquement la possibilité de l'apparition à Cuba d'un Etat ouvrier, sans renversement du gouvernement ouvrier et paysan, ce qui nécessiterait toutefois une nouvelle « évolution » de l'équipe fidéliste, sur les chances de laquelle nous reviendrons. Il est vrai que les JUCEI, formées dans la province d'Oriente et qui s'étendent à toute l'île, pourraient, si elles étaient, à une étape ultérieure, formées de représentants élus et révocables des ouvriers et des paysans, constituer les cadres d'un Etat des conseils. C'est ainsi, et à juste titre, que les trotskys-

tes avaient vu la possibilité de transformer en organismes d'un pouvoir « soviétique » les pouvoirs révolutionnaires régionaux de l'Espagne en 1936, le comité central des milices de Catalogne, le comité exécutif populaire du Levant, etc. On sait que, faute d'un parti révolutionnaire, parce que les anarchistes niaient le problème de la nature de l'Etat, et parce que le POUM a pris pour la « dictature du prolétariat » ce qui était en réalité une situation de double pouvoir, ces organismes ont servi de moule à la restauration de l'ancien appareil d'Etat bourgeois en zone républicaine. Ces deux possibilités existent aujourd'hui à Cuba pour les JUCEI, et il est impossible de suivre les camarades qui ne voient que la seule possibilité de développement d'un pouvoir prolétarien, surtout alors qu'élection et révocabilité ne sont que de très vagues promesses.

Il est non moins impossible de suivre la majorité du SWP quand elle affirme que

« la guerre civile serait maintenant nécessaire pour rétablir à Cuba des rapports de propriété capitalistes ».

Car cela n'est vrai que si l'on entend une telle restauration sous la forme du retour de la terre et des usines à leurs *anciens propriétaires*. Car elle peut se faire par d'autres voies, ne serait-ce que par celle d'un modus vivendi entre Wall Street et La Havane qui réintégrerait Cuba dans le marché US sans même toucher à la propriété nationalisée. La réforme agraire parachevée, les coopératives agricoles, du fait de leurs besoins en débouchés, peuvent jouer le rôle de courroie de transmission de la pression impérialiste pour obtenir une indemnisation ou un remboursement qui permettraient à l'impérialisme de remettre la main sur la plus-value produite par les prolétaires cubains.

C'est assez dire que la question des rapports de propriété comme celle de la nature de l'Etat cubain ne peuvent être réglées indépendamment du rapport de forces international et des relations de la révolution et du gouvernement ouvrier et paysan cubain avec les USA et l'URSS

la place de la révolution cubaine dans le monde

CUBA ET LES USA

Cuba, à quelques centaines de kilomètres de la Floride, est un défi permanent à l'impérialisme. Il est cependant nécessaire de comprendre que ce n'est pas seulement l'atteinte portée à Cuba même aux intérêts impérialistes qui est à l'origine du conflit que les perspectives qu'elle ouvre et les craintes qu'elle inspire aux USA pour l'ensemble de leur domination. C'est ce que « Che » Guevara exprime clairement lorsqu'il écrit :

« On nous attaque certes pour ce que nous sommes, mais on nous attaque bien plus parce que nous montrons le chemin à suivre. Ce qui inquiète l'impérialisme, ce ne sont pas tant les mines de nickel ou les centrales sucrières qu'il vient de perdre à Cuba, mais le sort du pétrole vénézuélien, du coton mexicain, du cuivre chilien, des troupeaux argentins, du café brésilien, qui font la richesse des monopoles américains. »

C'est une lutte politique au premier chef que l'impérialisme de Wall Street mène, depuis ses campagnes de presse jusqu'aux tentatives de débarquement de mercenaires, dans cette guerre menée sans relâche depuis 1960, et qui a culminé avec la tentative de débarquement d'avril 1961. Ce que l'impérialisme recherche avant tout, c'est la victoire brutale de la contre-révolution, une répression qui servirait d'exemple pour les autres peuples latino-américains en lutte pour leur émancipation.

Mais il est clair que toutes les méthodes ne sont pas également bonnes. Washington est, certes, parvenue à limiter les dégâts : elle ne peut cependant courir à nouveau des risques semblables à ceux qu'elle a courus lors de l'échec d'avril 1961, et dont le refus de Kennedy de faire donner l'aviation US prouve que les cercles dirigeants nord-américains étaient

conscients. Un nouveau coup de force, suivi d'une nouvelle résistance victorieuse des travailleurs cubains, ébranlerait les bases mêmes de la domination impérialiste en Amérique latine, par le nouvel élan que de tels événements ne manqueraient pas d'imprimer aux masses. Une autre voie s'ouvre devant Kennedy, celle de la réintégration de Cuba dans la « communauté américaine », comme disent les bourgeois candidats médiateurs de Buenos-Aires et de Brasília, par le biais d'un compromis qui comprendrait nécessairement des clauses d'indemnisations pour les biens nord-américains confisqués : par ce biais, et sans avoir à livrer une lutte militaire coûteuse, l'impérialisme pourrait réintégrer Cuba dans son circuit économique. En échange du retour du sucre cubain sur le marché US, un tel accord signifierait l'extraction de plus-value au détriment des ouvriers et des paysans cubains, au profit des impérialistes américains, sous couleur d'indemnisation, intérêts ou amortissement.

CUBA ET L'URSS

Si rien aujourd'hui n'indique que les milieux dirigeants américains soient prêts à s'engager dans la voie de la contre-révolution par la négociation, il n'en est pas moins vrai que cette variante apparaît comme l'une des plus probables si l'on considère les rapports existant par ailleurs entre Cuba et l'URSS. Seuls des agents staliens ou des naifs incorrigibles — ces « imbéciles sans espoir » que sont, selon Lénine, ceux qui, en politique, croient sur parole — peuvent croire et faire croire que l'aide de l'URSS et des pays satellites est désintéressée et dépourvue de conditions politiques, encore moins que cette aide s'adresse à la révolution cubaine en tant que première étape d'une révolution d'Amérique latine que les agents du Kremlin

s'efforcent d'empêcher depuis trente ans, en préconisant systématiquement les tactiques d'union sacrée et de bloc avec la bourgeoisie nationale qui ont si souvent mené au désastre les révolutions d'Amérique latine et avec lesquelles la révolution cubaine a dû d'abord rompre pour vaincre.

Il est incontestable que les accords commerciaux conclus avec le gouvernement fideliste ont constitué pour ce dernier une aide. Il n'est pas niabile que cette aide lui a permis de limiter les conséquences catastrophiques du blocus américain ; elle lui a permis de tenir. Mais cette aide ne peut être sérieusement présentée comme désintéressée : il va sans dire qu'elle est inévitablement accompagnée d'une pression pour que la politique du gouvernement Castro n'aïlle pas contre la politique extérieure de l'URSS, mais pour qu'elle s'aligne au contraire sur elle. Cette « aide » est de la même nature que celle que l'URSS apporte, à partir de septembre 1936, à la république espagnole : tanks, munitions, avions, techniciens furent *vendus* à l'Espagne républicaine et lui permirent de tenir, et notamment de défendre Madrid. Mais c'est en contrepartie de cette aide que Staline dicta à l'Espagne des conditions politiques servant sa politique extérieure d'alliance avec les démocraties occidentales de Londres et de Paris. Et l'aide russe, qui ne fut jamais suffisante pour permettre de vaincre Franco, cessa brutalement quand Staline se fut décidé à renverser ses alliances et à signer son pacte avec Hitler. Dans le cadre de la politique de « coexistence pacifique » de la bureaucratie soviétique, caractérisée par la recherche d'un compromis avec les USA par une négociation entre Grands pour un nouveau partage du monde, la politique d'« aide » à Cuba fait de celle-ci un moyen de pression contre l'impérialisme et une source de difficultés sérieuses dans sa propre zone géographique immédiate ; elle en fait aussi une éventuelle monnaie d'échange plus facilement « négociable » avec les Etats-Unis, du fait de sa proximité, que toute autre région convoitée par l'impérialisme.

Il est clair que Moscou peut, quand elle le voudra, en cessant brutalement son aide, « livrer » Cuba aux Américains et qu'en attendant toute mesure

qui bride l'initiative des masses cubaines est de nature à faciliter ce coup d'arrêt. Une telle opération est réalisable aussi bien sans masque, avec son vrai visage de cynique marchandage, qu'avec l'hypocrite couverture de la « négociation » pour un « règlement pacifique » de toutes les « menaces de guerre ». Elle est, en tout cas, dans la ligne de la politique de coexistence pacifique qui conduit l'URSS de Khroutchev comme celle de Staline à prendre une attitude contre-révolutionnaire qui se traduit aujourd'hui par la politique de front populaire avec la bourgeoisie prônée partout en Amérique latine, alors que les leçons mêmes de la révolution cubaine démontrent qu'elle n'est, pour les masses ouvrières et paysannes, que la voie qui les mène à de nouveaux échecs.

CASTRO ET LA REVOLUTION LATINO-AMERICAINE

Pris entre les deux grandes puissances contre-révolutionnaires, dont les perspectives mondiales conduisent à son écrasement, par ces forces conjointes, la révolution cubaine n'a d'autre issue que de s'élargir ou de périr. Et la politique de l'impérialisme comme celle de la bureaucratie démontrent que les responsables de New York comme ceux de Moscou en ont parfaitement conscience. Ce sont certainement les dirigeants castristes qui en sont les moins conscients, et ce n'est pas la moindre de leurs faiblesses que de n'avoir pas compris — ou d'avoir agi comme s'ils ne comprennent pas — qu'en abandonnant leur appel à « faire des Andes d'autres sierra Maestra » les révolutionnaires cubains se privent de leurs seules armes, et lâchent l'appui qu'ils pourraient recevoir de mouvements révolutionnaires ouvriers et paysans, pour se cramponner aux basques de précaires gouvernements bourgeois à la merci de l'impérialisme, comme ils l'ont fait avec le président Quadros, avant sa chute, au Brésil.

Il faut certes reconnaître que le gouvernement ouvrier et paysan de Cuba se trouve à cet égard dans une position

peu confortable. Il doit à tout prix exporter la révolution, mais, en attendant, il doit également exporter du sucre, et il est difficile de négocier des accords commerciaux — nécessaires — tout en entretenant une agitation révolutionnaire dans les pays voisins.

L'Etat ouvrier russe, au lendemain de la révolution, avait résolu semblable contradiction parce qu'il avait su soigneusement séparer l'action diplomatique de l'Etat russe de l'action politique du Parti communiste, et le traité de Rapallo n'entamait en rien la liberté d'action du Parti communiste russe vis-à-vis du parti allemand, ni du parti allemand vis-à-vis de sa propre bourgeoisie.

Or, Fidel Castro et son équipe se sont toujours fermement opposés à ce que le M 26 existe comme un parti politique indépendant, même formellement, de l'Etat cubain, jusqu'à la formation des organisations révolutionnaires intégrées. La confusion est permanente entre la politique des révolutionnaires cubains et la diplomatie cubaine.

Les dirigeants cubains n'ont pas formé, à Cuba, le parti qui aurait pu être décisif pour le succès de la révolution en Amérique latine. Et Castro, en février 1960, s'excuse d'être allé trop loin en menaçant de répandre la révolution en Amérique latine.

Le résultat en apparaît clairement dans les travaux de la conférence latino-américaine pour la souveraineté nationale, l'émancipation économique et la paix de 1961, avec la participation de dirigeants libéraux-bourgeois comme l'ancien président mexicain Cardenas.

La résolution finale, qui exclut toute revendication de classe et toute aspiration socialiste, se cantonne strictement sur le terrain de revendications bourgeoises, appelant à l'alliance de « toutes les classes » contre l'impérialisme : c'est la vieille ligne stalinienne de collaboration des classes qui triomphe, au nom de la défense de la révolution cubaine, avec l'approbation des Cubains, qui ont remporté leur victoire précisément parce qu'ils ont rompu avec cette ligne de collaboration, rompu avec la bourgeoisie.

L'IMPACT DE LA REVOLUTION CUBAINE SUR L'AMERIQUE LATINE

Il n'est donc pas étonnant, dans ces conditions, que la révolution cubaine ait donné naissance, dans les pays d'Amérique latine, à des phénomènes contradictoires, mais qui, entièrement positifs au début, tendent à devenir aujourd'hui de plus en plus souvent négatifs, ainsi qu'en rendent compte nos camarades des organisations trotskystes latino-américaines, et même, dans une certaine mesure, ceux des organisations affiliées au SI.

D'une part, la lutte des ouvriers et des paysans cubains, la victoire de leurs milices ont été un aliment à l'énergie révolutionnaire des masses. L'évolution dans un sens radical de dirigeants ouvriers comme le syndicaliste chilien Clotario Blest, les défilés des ouvriers chiliens et leur résolution de se battre « à la cubaine », c'est-à-dire les armes à la main, en sont une preuve. Mais, d'un autre côté, le journal uruguayen « Frente Obrero » (pabliste) souligne que la révolution cubaine, dans la mesure où elle n'est pas un appel aux luttes prolétariennes, paraît quelque peu étrangère aux travailleurs argentins et brésiliens. Le livre de Guevara, affirmant que les secteurs révolutionnaires décisifs sont, non plus les cités ouvrières, mais les sierras, n'est pas étranger à de telles réactions, car c'est dans les villes et non dans les sierras qu'il est lu.

Surtout, dans la mesure où, dans tous les pays d'Amérique latine, c'est avec les agents staliniens que les agents diplomatiques cubains établissent leurs liaisons, le danger essentiel réside dans la confiscation au profit des partis et groupes staliniens du prestige de la révolution cubaine, ce qui leur permettra, en définitive, de mieux combattre, à l'avenir, qu'ils ne l'ont fait dans le passé les perspectives révolutionnaires dans tous ces pays.

LA REVOLUTION CUBAINE ET LE STALINISME

Ainsi, par quelque biais que l'on aborde l'analyse de la situation

cubaine aujourd'hui, se trouve-t-on ramené vers le même problème : celui du stalinisme, de son rôle, de son influence, de la place qu'il occupe aujourd'hui sur la scène politique à Cuba.

On sait que le Parti socialiste populaire, le parti stalinien de Cuba, n'a jamais eu, avant la révolution de 1959, une réelle influence dans les masses cubaines. Docile agence de la bureaucratie du Kremlin, il a suivi dans tous ses tournants la politique de l'URSS, et n'avait guère de prestige : il a soutenu Batista en ses débuts, déléguant même des ministres à son gouvernement au nom de l'« antifascisme », s'est longtemps opposé au mouvement des maquis castristes, à qui il reprochait leur « aventurisme » et le refus de s'allier politiquement, contre Batista, à certaines couches bourgeoises pro-impérialistes. Ce n'est qu'à la toute dernière minute qu'il s'est rallié à la révolution, comme d'ailleurs toutes les formations politiques du pays, et il a, à ce moment-là, bénéficié de l'adhésion de nombreux carriéristes, ralliés de la onzième heure, qui le rejoignaient faute de pouvoir rejoindre un parti au pouvoir. Bien des observateurs du régime insistent sur sa faiblesse numérique, son abstentionnisme dans la révolution, la médiocrité de son rôle dans les premiers temps du régime nouveau, et en tirent argument pour minimiser ses chances d'obtenir, à brève échéance, une place prépondérante aux différents leviers de commande. C'est oublier un précédent historique de taille : le Parti communiste espagnol n'avait pas même une influence comparable à la sienne au début de la guerre civile. Il jouait pourtant, quelques mois après, le rôle que l'on sait à la tête de la coalition contre-révolutionnaire dans le camp républicain. C'est que, dans l'intervalle, il avait été le bénéficiaire politique de l'aide matérielle de l'URSS. C'est lui qui, dans la forteresse assiégée qu'est Cuba aujourd'hui, a bénéficié de la propagande gouvernementale sur l'amitié et l'aide désintéressée de l'allié russe, les livraisons d'armes, l'appui diplomatique. Alors qu'en 1959 leur tentative de s'emparer de la direction de la centrale syndicale, la CTC, échoua devant l'intervention personnelle de Castro, qui imposa son compagnon d'armes David Salvador,

la situation a profondément changé en 1960 : David Salvador a été arrêté, des communistes connus ont occupé les postes clés de la CTC, après une nouvelle intervention personnelle de Castro pour imposer leur présence à la direction. Ils semblent de même avoir considérablement progressé dans la conquête de postes dans les coopératives, l'appareil d'Etat, les milices, les administrations et notamment la diplomatie. Carleton Beals, ami des castristes, a raconté comment ils ont étendu leur contrôle à l'agence de presse officielle, et y imposent la politique de « coexistence pacifique ». Faute d'informations, il est impossible de tirer des conclusions de l'élimination de nombreux responsables et de leur remplacement par des gens que la propagande contre-révolutionnaire de l'impérialisme qualifie uniformément de « communistes » afin de maintenir dans l'opinion publique américaine l'atmosphère d'hystérie anti-rouge nécessaire à la conduite des opérations du type de celle d'avril 1961.

Mais aucun camarade membre d'un parti se réclamant du trotskysme ne peut refuser d'examiner la signification politique de la répression anti-trotskyiste, telle qu'elle s'est manifestée en mai 1961. On connaît les faits : le 26 mai, un fonctionnaire de l'Office national de l'imprimerie a ordonné la saisie, à La Havane, du journal du Parti ouvrier révolutionnaire cubain, affilié au SI, « Voz Proletaria », ainsi que la destruction des plombs du livre déjà composé de Trotsky, « La Révolution permanente ». La même nuit, le ministre du Travail ordonnait la saisie de l'imprimerie elle-même, accusée d'avoir « publié de la propagande contre-révolutionnaire ». Ces informations, parues dans les numéros des 7 et 14 août 1961 de l'organe du SWP, ne laissent aucun doute quant au fait que la décision d'empêcher la parution de l'ouvrage de Trotsky et de mettre fin à la parution d'un journal se réclamant du trotskysme émane des milieux gouvernementaux. Une lettre du bureau latino-américain de l'organisation pabliste, publiée dans le journal argentin « Voz Proletaria » de juillet 1961, précise que cet organisme est sans nouvelles de ses camarades cubains, malgré des protestations adressées au gouvernement, à des per-

sonnalités diverses, aux syndicats, et restées sans réponse. Elle conclut :

« Face à ce silence, nous devons penser au pire. »

Le dernier numéro de « Voz Proletaria » de Cuba avant la saisie était consacré au « 1^{er} mai socialiste ». Il lançait les mots d'ordre d'« Assemblée constituante révolutionnaire », de « Tout le pouvoir aux conseils ouvriers et paysans (soviets) », de « Démocratie prolétarienne et syndicale, contre le sectarisme bureaucratique ». La lecture de l'article pour la Constituante révolutionnaire révèle que le journal se faisait l'écho de

« la critique et du mécontentement contre les erreurs et les excès bureaucratiques dans le gouvernement, les syndicats, la planification et l'administration de l'économie, dans le contrôle absolutiste de la presse et des autres moyens d'expression ».

Les remèdes proposés, l'élection de conseils ouvriers et paysans, d'une Constituante révolutionnaire par des délégués des ouvriers, des paysans, des soldats, des miliciens, des étudiants, etc., sont présentés par le journal comme la « consolidation de l'Etat ouvrier », la « réponse révolutionnaire » aux accusations de l'impérialisme.

La répression contre « Voz Proletaria » porte évidemment un coup direct aux thèses de ceux de nos camarades qui attendaient que « les formes de la démocratie prolétarienne » manquant encore à « l'Etat ouvrier cubain » se développent spontanément, et attendaient la « Constitution socialiste » promise par Castro pour voir quelles nouvelles formes de démocratie prolétarienne la révolution cubaine allait spontanément offrir au monde. Le gouvernement de Castro répond par la répression à la tendance ouvrière qui réclame l'élection des conseils sur le modèle des soviets de l'Octobre russe !

Le bureau latino-américain de l'organisation pabliste appelle les trotskystes cubains à « supporter cette étape » et à aider l'« Etat ouvrier cubain » à la franchir. La majorité du SWP appelle militants et sympathisants à « conserver le sens des propor-

tions » et à ne pas oublier que la direction castriste,

« par son honnêteté, son radicalisme, son recours à l'action révolutionnaire, ses ressources politiques et sa capacité d'apprendre, se situe dans l'impétueux courant historique de la révolution, non dans le remous du stalinisme... et... représente la résurrection de la révolution mondiale, non son déclin ».

Le fait est que, pour le moment, c'est un livre de Trotsky qui est détruit. Ce livre, « La Révolution permanente », apporte précisément l'expérience et l'analyse des révolutions prolétariennes dans les pays arriérés, et projette par conséquent sur l'expérience cubaine une lueur particulière. Dans l'interdiction du livre de Trotsky, en même temps que la suppression du journal « Voz Proletaria », apparaît, outre le désir d'un appareil gouvernemental de se soustraire à tout contrôle des masses, la volonté contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne, sa haine forcée du trotskysme en tant qu'idéologie révolutionnaire. Par l'intermédiaire du ministre du Travail du gouvernement Fidel Castro, c'est la même main qui frappe le courant révolutionnaire, les défenseurs de la démocratie prolétarienne, celle qui a exterminé les vieux-bolcheviks russes, les révolutionnaires espagnols, les ouvriers et étudiants hongrois, et assassiné Léon Trotsky lui-même, celle de la bureaucratie du Kremlin...

Or, dans les « organisations révolutionnaires intégrées », comme dans le parti unique dont la formation vient d'être officiellement annoncée, se réalise une fusion entre le Mouvement du 26 juillet, l'ancien « embryon » de ce parti que Castro n'a pas voulu créer... et l'appareil stalinien, seule force politiquement organisée et dont on ne peut douter qu'ils n'ont pris soin de s'assurer le contrôle des leviers de commande puisque la persécution des trotskystes a servi de préface à cette fusion.

C'est en effet l'une des constantes de la ligne contre-révolutionnaire stalinienne que la construction de ces « partis uniques » destinés à se transformer en partis de type stalinien.

Débutée en Espagne, cette ligne a triomphé dans les pays du glacis, et a servi à éliminer toute forme d'organisation politique potentielle, et essentiellement toute formation d'avant-garde. Le « parti unique », quarante années de stalinisme l'ont prouvé, est l'arme de l'agence contre-révolutionnaire du Kremlin dans les rangs ouvriers, l'instrument essentiel contre la démocratie prolétarienne. Dans le « Programme de transition », justifiant le mot d'ordre de la IV^e Internationale de « liberté des partis soviétiques », Trotsky soulignait que « seuls les ouvriers et les paysans russes, par leurs libres suffrages, désigneraient *quels* partis étaient soviétiques ». Presque vingt ans après, les conseils ouvriers hongrois lui ont fait écho en demandant la « liberté des partis socialistes » ; c'est là un des acquis essentiels de la théorie marxiste-révolutionnaire depuis la révolution russe que ce mot d'ordre, inséparable de la revendication d'une vraie démocratie prolétarienne.

La constitution du « parti unique de la révolution socialiste à Cuba » ne peut être analysée qu'en fonction de la politique mondiale et cubaine du stalinisme : dans les deux cas, elle apparaît comme une machine de guerre contre l'organisation de l'avant-garde révolutionnaire. C'est au moment où ils interdisaient l'impression du livre de Trotsky que les dirigeants cubains ont annoncé la fusion de l'informe M. 26 avec le solide appareil stalinien. Il faut incontestablement beaucoup d'imagination ou de légèreté politique pour saluer dans la réussite de cette opéra-

tion conforme à la constante ligne contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne « la formation d'un nouveau parti révolutionnaire ».

Si, en effet, le Parti socialiste populaire a pu, dans la conjoncture actuelle, apparaître aux yeux de militants cubains comme la seule force capable de promouvoir la centralisation incontestablement nécessaire pour la défense de la révolution, si ses dirigeants peuvent, de ce fait, occuper les postes clés de l'organisation unifiée, les militants révolutionnaires ne peuvent s'adonner à des illusions de cette taille, même partagées par de larges masses. Comme en Espagne, l'« efficacité » de l'appareil stalinien et ses capacités de « centralisation » seront avant tout dirigées contre l'organisation de la classe ouvrière et de son avant-garde. Le « parti unique » dirigé par l'appareil stalinien sera le centre de ralliement des forces contre-révolutionnaires, le canal de la réaction bourgeoise, et il traduira dans la lutte des classes à Cuba la double pression contre-révolutionnaire de l'impérialisme et de la bureaucratie. On peut, avec certains camarades du SWP, admettre la possibilité de luttes à l'intérieur du parti unique entre forces révolutionnaires et contre-révolutionnaires ; c'est désarmer à l'avance les forces révolutionnaires que de leur laisser croire que les staliens, en poussant à la constitution du parti unique, et les castristes en l'acceptant, ont eu un autre objectif que celui de préparer leur écrasement par l'enrégimentation et le contrôle des masses.

trotskyisme et centrisme

C'est avec inquiétude qu'après la répression anti-trotskyiste et la mise en route du « parti unique » on se demande si Morris Stein déclarerait à nouveau, comme il l'a fait, selon le Bulletin intérieur n° 7 de 1961 du SWP (article de Martha Curti) :

« Par la force des circonstances — dont la moindre n'est pas la révolution chinoise — l'Union Soviétique est contrainte aujourd'hui, au lieu de jouer un rôle contre-révolutionnaire, elle est contrainte, pour la défense de ses intérêts, dites-en ce que vous vou-

lez, de se placer du côté de la révolution. »

Car, en définitive, ce n'est pas le moindre mérite de la discussion sur la révolution cubaine que d'avoir clairement mis au jour l'existence dans les organisations se réclamant du trotskysme de courants de pensée centrifuges, reflétant une idéologie opportuniste et stuviste, en contradiction avec l'enseignement même du marxisme révolutionnaire, non encore organisée et cohérente, mais typiquement centrisme, oscillant d'une position à l'autre suivant les problèmes, sans analyse sérieuse des problèmes de la révolution mondiale. Cette tendance s'est manifestée en particulier dans certaines prises de position théoriques et de politique quotidienne de la majorité du SWP à propos de Cuba : elle a été caractérisée notamment par une absence quasi totale de critiques du gouvernement Castro, motivée, semble-t-il, par une orientation vers l'objectif de la conversion du groupe dirigeant du M. 26.

LES CASTRISTES DU SWP

De même que Pablo avait ses ultras, avec le groupe Mestre, de même les révisionnistes du SWP ont leurs ultras, semble-t-il non encore organisés en tendance, mais se caractérisant déjà par un attachement inconditionnel et aveugle au « fidélisme ». Nous en trouvons la preuve dans l'article de la camarade B.D., paru dans le bulletin de discussion n° 10 de 1961 du SWP, intitulé : « La construction d'un parti révolutionnaire à Cuba ».

La camarade B.D. pose la question de savoir si le M. 26, ou une section de ce mouvement, peut devenir un parti socialiste-révolutionnaire marxiste. Et elle le résout à sa manière : ce sont les exigences de la révolution qui ont créé à Cuba une direction :

« Dans le cours de la lutte, les classes créent des organes qui jouent un rôle très important et indépendant. »

Et :

« L'apparition de dirigeants pendant une révolution est nécessaire pour mobiliser l'avant-garde qui, à son tour, rassemblera la classe

ouvrière aussi bien que le prolétariat urbain à Cuba. »

A Cuba, l'avant-garde, c'est la population rurale, les « campesinos ». Le premier programme du M. 26 était un programme libéral-bourgeois, mais il a été abandonné par un autre qui « conduit le pays tout entier dans la direction du marxisme révolutionnaire » :

« Etant donné le programme, la construction de cadres dirigeants est la clé de la construction d'un parti révolutionnaire. Le Mouvement du 26 juillet est uni sur un programme socialiste-révolutionnaire dans son essence. Et ses portes sont ouvertes pour l'assimilation et le développement d'autres. La tâche du Mouvement du 26 juillet est de se cristalliser en une organisation unifiée qui servirait de lien fonctionnant régulièrement entre les larges masses des travailleurs et leur gouvernement. »

La camarade B.D. se félicite de l'attitude du SWP, qui a su jouer son rôle de parti marxiste :

« L'issue finale, *écrit-elle*, est la liquidation complète de toute société de classe. »

L'IDEOLOGIE FIDELISTE

Sans doute n'est-il pas inutile de rappeler ici ce que le principal théoricien de l'équipe fidéliste, « Che » Guevara, a écrit sur l'idéologie de la révolution cubaine. Guevara rappelle en effet que « les principaux acteurs de la révolution n'avaient pas de critères théoriques cohérents » et il développe la désormais célèbre théorie du « marxisme naturel » :

« Si on nous demande, *écrit-il*, si nous sommes marxistes ou non, notre position est la même que celle d'un physicien ou d'un biologiste si on lui demande s'il est un « newtonien » ou s'il est un « pasteurien ». »

Pour lui,

« le mérite de Marx est qu'il produit tout d'un coup un changement capital dans l'histoire de la pensée sociale... Il exprime un concept révolutionnaire : le monde doit non seulement être interprété, il doit être trans-

formé... Partant du Marx révolutionnaire, un groupe politique avec des idées concrètes s'organise. Se basant sur les géants, Marx et Engels, et se développant en étapes successives avec des personnalités comme Lénine, Staline, Mao-Tsé-Toung et les nouveaux dirigeants soviétiques et chinois, il met sur pied le corps d'une doctrine et, disons, des exemples à suivre (...). Nous, révolutionnaires pratiques, commençant notre propre lutte, remplissons simplement les lois prévues par Marx le savant. Nous remplissons simplement les prédictions du Marx scientifique quand nous avançons sur la route de la rébellion, luttant contre la vieille structure du pouvoir, trouvant appui dans le peuple pour la destruction de cette structure et ayant le bonheur de ce peuple comme base de notre lutte. C'est-à-dire, et il est bon de le souligner encore une fois de plus : les lois du marxisme sont présentes dans les événements de la révolution cubaine, indépendamment de ce que ses dirigeants professaient ou connaissaient de ces lois d'un point de vue théorique. »

Il devrait être superflu, dans une discussion entre marxistes, de souligner que la conception du « marxisme naturel » de Guevara, réputé le plus « marxiste » des fidélistes, est en réalité à l'opposé de la méthode marxiste, puisqu'il en vient à affirmer que l'idéologie est inutile pour l'action, puisque, en agissant de façon empirique, on agit conformément aux lois objectives, telles que les définit l'enseignement de Marx. Ainsi que le souligne un camarade de la minorité du SWP, tout le monde est ainsi « marxiste naturel », Hitler y compris, dont Trostky, à partir d'une analyse marxiste, avait prédit les étapes de l'évolution.

Retenons simplement que c'est à partir des exigences démocratiques bourgeoises d'indépendance nationale et de réforme agraire prises par eux parfaitement au sérieux que les fidélistes ont suivi le chemin qui les a menés au point où ils en sont aujourd'hui, mais qu'ils ne se sont pas encore posés, du moins apparemment, deux des « questions » que le simple exposé, le plus sommaire soit-il, des idées de Marx amène inévitablement à poser :

celle de la classe ouvrière dirigeant la transformation sociale, celle de la « nouvelle structure », en un mot le problème de l'Etat, et à l'échelon non pas national, mais international. Si les optimistes comme B.D. ne se font aucun souci à ce sujet, les camarades de la direction du SWP ont leur idée sur la manière dont ils peuvent être amenés à aider Castro et ses amis à arriver sur les positions du marxisme révolutionnaire.

LA CONVERSION DE CASTRO

Le texte le plus clair à ce sujet est sans doute l'article de Daniel Roberts, paru dans le bulletin intérieur n° 15 du SWP. Il affirme :

« Jamais, depuis le tournant à gauche des titistes en 1949-50, le mouvement trotskyste n'a eu une occasion comparable de grandir ».

Pour lui,

« le groupe Castro a commencé comme une tendance petite-bourgeoise radicale à l'intérieur du mouvement nationaliste bourgeois plus large. Mais l'histoire des luttes anti-impérialistes dans les pays coloniaux nous a montré plusieurs exemples de développement de tels groupements en tendances révolutionnaires prolétariennes ».

L'évolution politique du groupe Castro lui permet d'affirmer qu'il est déjà devenu une tendance prolétarienne et qu'il continue à évoluer vers la gauche, ce qui à ses yeux « justifie les tentatives des trotskystes de travailler avec les fidélistes, et, en collaboration avec les Cubains, de construire le parti socialiste-révolutionnaire en Amérique latine et dans le reste du monde. Ainsi, la ligne défendue par la presse du SWP, par les « thèses » adoptées au congrès du SWP, comme pour les camarades de la majorité dans la discussion, montre qu'ils sont en train de miser, exactement comme leurs ultras, mais avec des arguments moins simplistes, sur une conversion de Castro au socialisme prolétarien révolutionnaire, et sur la construction du parti révolutionnaire à travers les fidélistes. De cette manière, s'explique l'absence de toute référence à la cons-

truction d'un parti révolutionnaire trotskyste dans les thèses primitives, ainsi que l'accusation lancée contre la minorité d'avoir une conception « étroite » du parti.

Il est clair que la minorité a une tout autre conception de la construction du parti, et, sur ce point du moins (alors que nous avons d'importants désaccords avec elle sur d'autres points), nous pouvons nous déclarer d'accord avec elle. Ainsi que l'a écrit Wohlforth :

« Le parti trotskyste doit être construit à Cuba indépendamment de l'appareil castriste, tout en soutenant Castro pour chaque pas en avant qu'il fait. Son principal milieu de travail devrait être les organisations de masse de sa classe — les milices ouvrières, les syndicats, etc. — aussi bien que les organisations paysannes et les coopératives. Il répéterait aux ouvriers et aux paysans : " Ne vous reposez pas sur un appareil gouvernemental que vous ne contrôlez pas. Vous ne pouvez compter que sur vous-mêmes. Insistez pour que vous soit donnée une voix dans le gouvernement par des représentants de votre propre choix " ».

Une telle orientation, constructive, est en effet seule capable, de plus, de conquérir dans l'organisation fidéliste les éléments révolutionnaires susceptibles d'évoluer vers la gauche. Car toute l'expérience du mouvement ouvrier montre que des centristes ne peuvent être amenés sur des positions révolutionnaires conséquentes qu'à la condition d'avoir été soumis au feu de la critique révolutionnaire, et d'avoir appris à l'école d'une avant-garde militante, donc consciente. La conversion au trotskysme de Fidel Castro lui-même ne représenterait rien, en dehors de la construction d'une véritable organisation révolutionnaire, force agissante de la démocratie prolétarienne. En s'alignant sur la conquête de personnalités, aussi brillantes et capables soient-elles, la majorité du SWP cherche — elle n'est pas la première — à abrégier le long et dur chemin qui mène vers les masses, et à se raccrocher à un « sauveur suprême » : ce n'est pas non plus par hasard qu'elle se réfère, pour se justifier, à l'orientation vers la conversion de Tito

et des dirigeants de la bureaucratie yougoslave, en laquelle le SI pabliste avait transformé, en 1950, sa ligne parfaitement correcte de défense de la révolution yougoslave.

L'histoire de la révolution espagnole — si riche en enseignements, et si méconnue de ceux qui devraient la connaître — offre un exemple tragique des conséquences dramatiques de ce genre d'erreurs. Ayant rompu avec l'organisation trotskyste internationale pour raccourcir le chemin de la construction du parti, le grand révolutionnaire qu'était Andrés Nin s'est trouvé, à la tête d'un parti centriste, préfigurer les erreurs que commettent aujourd'hui pablistes et partisans de la thèse de « Cuba, Etat ouvrier ». Dans une situation de double pouvoir, il affirmait, le 6 septembre 1936, qu'existait, en Catalogne, la dictature du prolétariat, et qu'aucun retour en arrière n'était possible. C'est sur la base de cette analyse qu'un mois plus tard il entra dans un gouvernement bourgeois baptisé « Conseil », et collaborait, sur l'ordre de son parti, à la liquidation des comités qui étaient précisément l'embryon de l'Etat ouvrier. Exclue du gouvernement, les dirigeants du POUM se sont désespérément accrochés aux basques des dirigeants anarchistes. C'est ainsi qu'Andrade écrivait :

« L'avenir de la révolution espagnole dépend entièrement de l'attitude qu'adopteront la CNT et la FAI, et de la capacité que montreront ses dirigeants à orienter les masses qu'elles influencent. »

Ayant leurs efforts sur la nécessité d'« aider les dirigeants de la CNT-FAI à surmonter leurs préjugés », les dirigeants du POUM n'ont pu se décider à rompre le lien qui les unissait, à travers les dirigeants anarchistes, aux réformistes et à la bourgeoisie républicaine : et c'est après avoir lancé le mot d'ordre ambigu de « Constituante de délégués des comités et des organisations ouvrières » qu'ils se sont trouvés éliminés physiquement par le bloc stalino-bourgeois.

En proclamant, après Pablo, que l'Etat cubain est un « Etat ouvrier sui generis », les trotskystes cubains du POR ont suivi la même voie que le POUM en 1936, et ce n'est pas par

hasard qu'eux aussi, à la veille de subir la répression, lançaient le même mot d'ordre de « Constituante élue sur la base des conseils ». Leur fausse analyse de l'Etat les a condamnés à ne pouvoir montrer aux masses la voie de la construction d'un Etat-ouvrier, à se faire les appendices de la direction petite-bourgeoise révolutionnaire, à compter sur la conversion des dirigeants plutôt que sur leur débordement et, en définitive, à ne pas pouvoir expliquer aux masses pourquoi la répression les frappait.

L'ABANDON DES PRINCIPES ELEMENTAIRES

Les exemples foisonnent du même désarroi idéologique, et des tendances liquidatrices qui se manifestent aujourd'hui parmi les dirigeants de la majorité du SWP. Nous en avons déjà cités. Relevons-en quelques autres, non moins graves. Joe Hansen, dans l'introduction à ses « Thèses », affirme que

« la conscience socialiste commence à apparaître à Cuba ».

Cette affirmation est-elle compatible avec celle suivant laquelle Cuba est un Etat ouvrier — ni déformé, ni dégénéré, ne manquant encore que des formes de la démocratie prolétarienne ? N'est-ce pas une notion marxiste élémentaire que la classe ouvrière, avant de devenir classe dirigeante, doit avoir pris conscience d'elle-même, et assumé sa « conscience socialiste » ? Si Joe Hansen pense le contraire, et s'il croit que la conscience socialiste peut ne pas se traduire par des formes d'organisation, s'il pense que la classe ouvrière peut s'emparer du pouvoir avant d'avoir pris conscience d'elle-même, alors il rejoint tous ceux qui, depuis des décennies, combattent la pensée de Lénine et la conception même d'un parti révolutionnaire. S'il pense, comme le laissent entendre les « Thèses », qu'au moins à Cuba la « révolution coloniale » affaiblit automatiquement le stalinisme, que c'est elle, et non le mouvement ouvrier des pays avancés, qui constitue l'avant-garde de la révolution mondiale, s'il pense, comme le laisse entendre l'absence totale de critique de fond, sur un ter-

rain de classe, des résolutions bourgeoises de la conférence latino-américaine de mars 1961, alors il faut qu'il s'explique avec Trotsky, dont une camarade de la majorité rappelle opportunément, quoique à son grand dommage, qu'il écrivait en 1940 :

« L'histoire n'est pas un processus automatique. Sinon, pourquoi des dirigeants ? Pourquoi des partis ? Pourquoi des programmes ? Pourquoi des luttes théoriques ? »

Et c'est sans doute sur ce terrain que se situe la plus grave faiblesse des camarades de la majorité du SWP. En faisant de la « conscience socialiste », une vague entité, toujours flottante et plus ou moins présente, en paraissant croire à des rapports d'automatisme entre la lutte des classes à l'échelle mondiale et l'apparition d'une avant-garde, en renonçant, pour la caractérisation de la nature de l'Etat, au critère décisif, la conscience socialiste, dont la forme supérieure est concrétisée par la création des formes de démocratie prolétarienne, conseils ouvriers et communes, ils ne font que révéler que, sous la pression des conditions extrêmement difficiles du militantisme ouvrier dans leur pays, ils ont tendance à renoncer à la dure voie de la construction du parti dans les masses, par les masses, à travers les masses, de la construction de ce parti qui est la forme de conscience socialiste de l'avant-garde, pour ne plus penser qu'en termes d'appareils et trouver ainsi, croyant trouver des raccourcis, des voies qui ne mènent qu'à la liquidation. A cet égard, la communauté de réactions avec le pablisme, l'adaptation aux appareils traditionnels, l'introduction d'une métaphysique de la conscience diffuse et du caractère automatique de l'évolution les mènent tout droit, s'ils n'y prennent garde, dans la voie empruntée avant eux par Pablo, celle de l'abandon de la perspective de la construction du parti mondial de la révolution. Puisse la discussion internationale leur permettre d'en prendre conscience à temps. De toute façon, il appartient au mouvement trotskyste de rechercher les racines de ces tendances liquidatrices dans les insuffisances et les erreurs de son fonctionnement passé, tant sur le plan organisationnel que sur le plan idéologique.

Décembre 1961.

projet de thèses

I

La révolution cubaine, commencée avec l'agitation conduite par des étudiants armés parmi les paysans pauvres en 1957, est devenue aujourd'hui une révolution prolétarienne, posant à Cuba et dans l'Amérique latine entière le problème du pouvoir ouvrier, et illustrant la thèse trotskyste de la révolution permanente, suivant laquelle seul le prolétariat révolutionnaire peut diriger la transformation d'un pays semi-colonial en passant directement et sans observer d'étape distincte des tâches de la révolution démocratique bourgeoise à celles de la révolution socialiste.

II

Commencée par l'action d'un groupe petit-bourgeois, aussi bien par son idéologie que par sa composition sociale, le groupe de Fidel Castro, la révolution cubaine s'est d'abord présentée comme un mouvement petit-bourgeois, dont l'ambition se limitait à la réalisation de la réforme agraire et de l'indépendance nationale. Mais la crainte de la contagion révolutionnaire a conduit l'impérialisme à une série d'agressions qui ont durci la résistance cubaine et contribué à sa radicalisation. Ce sont des circonstances exceptionnelles qui ont conduit le groupe « fidéliste » à rompre avec la bourgeoisie et à former ainsi eux-mêmes un gouvernement qui, par sa situation dans la lutte de classes, peut être caractérisé comme un « gouvernement ouvrier et paysan ». La voie suivie par la révolution cubaine a vérifié, dans sa ligne générale, l'éventualité prévue par Trotsky dans le « Programme de transition » :

« Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances, des partis petit-bourgeois, y compris stalinien, puissent aller plus loin

qu'ils ne le veulent dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

III

La mobilisation des masses cubaines, autant que les besoins de sa propre politique, expliquent la dissolution, par Fidel Castro, de l'appareil répressif, armée et police, de l'ancien régime cubain. Cependant, dans la première étape de la révolution, l'appareil d'Etat bourgeois a été préservé et même « rajeuni » dans ses secteurs les plus essentiels.

La lutte avec l'impérialisme a conduit les masses et, dans une certaine mesure, le *gouvernement ouvrier et paysan* à porter des coups sévères à l'Etat bourgeois, aujourd'hui démantelé et fantomatique. En même temps, elle a vu apparaître les premiers éléments de « pouvoir ouvrier », notamment les milices ouvrières.

IV

Pas plus qu'elle n'a tranché encore le sort de la révolution cubaine, l'histoire n'a encore tranché le problème de la nature de l'Etat cubain dans la période présente. Il y a *dualité de pouvoirs* entre les débris de l'Etat bourgeois et les éléments de l'apparition d'un Etat ouvrier. Cette dualité de pouvoirs ne se situe pas encore au niveau de conscience des masses, qui ont besoin de l'enseignement du socialisme et d'un parti révolutionnaire pour lutter pour le pouvoir prolétarien de façon consciente et systématique. Le *gouvernement ouvrier et paysan* peut donc encore s'efforcer d'éviter le conflit et de concilier les forces antagonistes dans des organismes comme les JUCEL, moules d'où, suivant le rapport des forces entre les classes, peuvent sortir, à une étape ultérieure, les cadres de soviets comme ceux d'un Etat bourgeois restauré.

V

La révolution cubaine doit s'élargir à l'Amérique latine ou périr. Contre les offensives de l'impérialisme, les accords commerciaux avec l'URSS et les démocraties populaires permettent à Cuba de tenir. Mais les exigences de la politique de « coexistence pacifique » l'empêchent de créer les conditions de sa victoire. Les dirigeants cubains ont, de plus, tendance à préférer l'exportation du sucre à celle de la révolution, et à ménager les gouvernements bourgeois latino-américains. La ligne adoptée à la conférence de La Havane, en mai 1961, est la ligne stalinienne de collaboration des classes, si souvent démasquée par l'histoire, et notamment celle de la révolution cubaine, comme une des voies de garage des mouvements révolutionnaires.

VI

Face à la menace mortelle de l'impérialisme américain, le gouvernement ouvrier et paysan cubain s'appuie de plus en plus sur l'autre foyer de la contre-révolution mondiale : la bureaucratie du Kremlin. A travers cette politique s'est produit le renforcement de l'appareil stalinien cubain, danger extrêmement grave dans la mesure où Cuba, de plus en plus dépendante de Moscou, devient un moyen de pression avant d'être objet de marchandage et de faire éventuellement les frais d'un accord au sommet. Le mouvement des masses, seul susceptible d'empêcher un tel développement, est de plus en plus freiné et intégré dans des cadres bureaucratiques où les éléments staliens tendent à obtenir la direction politique : à cet égard, la constitution des « organisations révolutionnaires intégrées », préface du « Parti unique de la révolution socialiste », constitue une grave menace pour l'avenir de la révolution cubaine.

VII

L'avenir de la révolution cubaine passe par l'instauration de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la construc-

tion d'un Etat ouvrier sur la base des conseils d'ouvriers et de paysans, et son extension à l'Amérique latine. Pour lutter contre la double menace de l'impérialisme et de la bureaucratie représentée par l'appareil stalinien, et réaliser ces tâches historiques, le prolétariat cubain a besoin d'un parti révolutionnaire qui soit à la fois le parti des conseils et celui de la révolution mondiale. Il est, à cet égard, significatif que le gouvernement ouvrier et paysan de Fidel Castro ait, sur l'injonction de Moscou, interdit l'activité du POR et la publication de son journal « Voz Proletaria », ainsi que l'édition du livre de Trotsky « La Révolution permanente ». Le POR, se réclamant du trotskysme, luttait pour la démocratie syndicale et l'élection des conseils ouvriers et paysans : quelles qu'aient pu être, par ailleurs, ses faiblesses et ses insuffisances, les coups qui l'ont frappé montrent qu'il représentait un danger pour les bureaucrates, qui craignent avant tout l'action révolutionnaire et l'activité consciente des masses.

VIII

Les trotskystes ont pour premier devoir de défendre la révolution cubaine, c'est-à-dire de l'aider à se développer. Cette tâche de défense comprend notamment celle de défendre le Gouvernement ouvrier et paysan de Fidel Castro contre les attaques impérialistes. Mais elle nécessite aussi la constante critique des faiblesses de la direction cubaine et la dénonciation de la mainmise stalinienne : les trotskystes doivent faire en sorte que tous les révolutionnaires cubains soient informés des dangers qui menacent la révolution. Cela ne peut être fait sans une analyse sérieuse des forces de classe, aussi bien mondiales que proprement cubaines, qui s'affrontent aujourd'hui à Cuba.

En renonçant à toute critique de classe, et en s'efforçant de « convertir » Fidel Castro en s'adaptant à ses conceptions, la majorité du SWP s'est trouvée amenée sur des positions centristes, opportunistes et liquidatrices, sous-estimant puis abandonnant en fait la ligne de la construction d'un parti révolutionnaire, et même, dans le

IX

La révolution cubaine, avec ses caractéristiques propres, est la confirmation du trotskysme, capital théorique nourri de l'expérience historique, et notamment des thèses de la révolution permanente et des mots d'ordre du « Programme de transition ».

Les divergences qu'elle fait apparaître entre les organisations se réclamant du trotskysme révèlent une crise politique déjà ancienne. Elles témoignent de la profondeur atteinte. Les erreurs de méthode commises lors de la caractérisation des Etats du glacis participaient de la même tendance liquidatrice que les thèses pablistes et que les tendances à l'adaptation et à la capitulation devant les appareils dominants qui se manifestent aujourd'hui dans la majorité du SWP.

Elles soulignent la nécessité d'un réarmement politique qui doit commencer, dans nos organisations, par l'explication et l'affirmation de notre programme, et l'organisation d'une véritable discussion internationale, traitant de tous les problèmes théoriques et stratégiques soulevés à nouveau par la révolution cubaine.

cas de la conférence de La Havane, toute ligne de classe. Ces profondes erreurs de principe handicaperont sans aucun doute la construction du parti révolutionnaire aux USA même. Mais leurs conséquences dépassent le cadre national : elles ont signifié que le trotskysme comme mouvement international n'a pu jouer à l'égard d'une révolution prolétarienne le rôle qui était le sien.

En qualifiant, après le SI pabliste, d'« Etat ouvrier sui generis » la situation de double pouvoir qui existe à Cuba, le Parti ouvrier révolutionnaire cubain a gravement compromis ses propres chances de développement et d'intervention pour la construction d'un Etat ouvrier des conseils appuyé sur les milices ouvrières et paysannes. Il a ainsi dressé entre les masses cubaines et son programme l'écran que constitue une contradiction de cette taille. Ce n'est pas en lançant, comme le POUM en 1936-37, victime de la même erreur, le mot d'ordre d'« Assemblée constituante des conseils » qu'il peut redresser la situation, mais en abandonnant une analyse erronée.

castristes et staliens la signification du parti unique

post-scriptum au rapport sur la révolution cubaine

Depuis que ce texte a été écrit, un certain nombre de documents nous sont parvenus, qui éclairent d'un jour cru la signification de la fusion intervenue entre le PSP (stalinien) et les formations castristes, M. 26 et Direction révolutionnaire. Il s'agit de prises de position de Guevara sur le trotskysme et les conflits passés entre staliens et castristes, et du discours prononcé par Fidel Castro sur sa conversion au marxisme.

LA CHASSE AUX SORCIERES TROTSKYSTES

En août 1960, au congrès du PSP, le secrétaire général Blas Roca consacre une importante partie de son rapport, dans la partie consacrée aux « ennemis de la révolution cubaine », aux trotskystes, présentés comme des provocateurs et des espions d'Hitler, puis de l'impérialisme américain. Blas

Roca les englobe avec les « titistes » et les « anarcho-syndicalistes » parmi les agents impérialistes chargés d'attaquer la révolution à partir de positions gauchistes.

Le 30 avril 1961, au cours d'une conférence télévisée sur les problèmes économiques, « Che » Guevara polémiqua contre « Voz Proletaria », « petit périodique trotskyste », et ses critiques au sujet des conseils techniques. Il déclare que ses positions, « absurdes du point de vue théorique », sont, du « point de vue pratique, une infamie ou une erreur ».

Le 26 mai, le journal trotskyste est interdit. Le 13 août, le même Guevara déclare au journal chilien « Ultima Hora » que cette interdiction, mesure purement administrative, se justifie par le fait qu'il « n'était pas prudent de laisser le trotskysme continuer d'appeler à la subversion ». Il explique ensuite que « le trotskysme est né à Guantanamo », près de la célèbre base américaine, et que cette proximité géographique justifie amplement la mesure. En quatre mois, Guevara est passé de la polémique à la calomnie vis-à-vis des trotskystes. Seule différence avec Blas Roca : il n'affirme pas, il insinue, et il ne parle pas d'Hitler.

LA GREVE GENERALE DU 9 AVRIL 1958

Une autre partie de l'interview de Guevara mérite une analyse plus poussée. Il déclare en effet :

« Il se trouve que nous avons un antécédent très intéressant. Nous avons eu quelques relations avec les trotskystes. L'un des membres du M. 26, qui était très proche du trotskysme, David Salvador, fut celui qui causa la mort des nôtres le 9 avril en refusant de mener une action unie avec les partis de masse dans la grève et en tentant de mener une grève de type putschiste, qui fut simplement écrasée par Batista. Naturellement, Batista savait aussi que la grève allait être menée, car c'était une grève clandestine qui ne fut qu'à peine mise en route, et un grand nombre de camarades furent tués. »

— 1) *David Salvador proche du trotskysme.* C'est la seule affirmation plausible de l'interview de Guevara : Salvador, militant ouvrier du M. 26, avait, parmi les correspondants étrangers, la réputation d'être à la fois un marxiste et un adversaire convaincu des stalinien.

— 2) *Le déclenchement de la grève du 9 avril.* Salvador était responsable du mouvement Vanguardia Obrera, section ouvrière du M. 26 à La Havane ; à ce titre, il a donc préparé à La Havane la grève générale qui avait été décidée par la direction du M. 26 et annoncée par un manifeste signé par Fidel Castro : c'est donc le chef du M. 26 qui avisa Batista de la préparation de la grève insurrectionnelle, comme il l'avait avisé de son débarquement, conformément à ses principes de « guerre psychologique ». Il est vrai que la plupart des témoins de l'époque signalent que Fidel Castro fut très réticent à l'égard de la perspective de grève quand elle fut envisagée ; ils confirment néanmoins qu'il avait mis en elle beaucoup d'espoirs, et critiqua ensuite la mauvaise organisation, le caractère « trop clandestin » et le manque de confiance dans les masses qui expliquèrent l'échec. Il est juste d'ajouter que la police de Batista terrorisa les travailleurs, et que les journalistes étrangers virent de leurs yeux les policiers obliger, revolver au poing, les chauffeurs à conduire les autobus dans les rues de La Havane.

Donc, ce n'est pas Salvador qui pouvait tout seul décider de la grève, mais Castro. L'échec est imputable à une mauvaise préparation, aux conceptions politiques du M. 26, à la répression, non à Salvador, qui fut un rouage. D'ailleurs, à la sortie de la prison où l'avait jeté Batista, il devint, avec l'appui de Castro, secrétaire général de la CTC.

— 3) *Salvador et le refus de l'action unie avec les partis de masse.* Pas plus qu'il ne pouvait décider du mouvement, Salvador ne pouvait décider de ses alliances. L'appel de Castro à la lutte à outrance avait été adressé à toutes les organisations opposées à Batista. Le PSP refusa de participer à la grève : ses militants reçurent la consigne de se rendre au travail, et ils assistèrent en spectateurs à l'écrasement

des révolutionnaires du M. 26. Ayant abandonné sa politique de soutien à Batista, il condamnait cependant toute initiative révolutionnaire contre lui, reprochant à Castro à la fois son aventurisme et le caractère trop anti-impérialiste de sa propagande. Carlos Rafael Rodriguez, le « khrouchtchévien » du PC, justifiait cette politique en écrivant le 5 juin :

« S'il existait dans le pays des forces capables de mettre en déroute Batista et d'installer un gouvernement progressiste et anti-impérialiste, les choses seraient faciles. Malheureusement, il n'en est pas ainsi. »

Ce n'est qu'au mois d'octobre, trois mois avant la victoire définitive des rebelles, que Rodriguez rejoindra les « barbus », ce qui lui permettra d'entrer avec eux à La Havane, avec, il est vrai, une barbe sensiblement plus courte.

Ce n'est donc pas Salvador qui a tenu le PSP à l'écart de l'action unie, c'est le PSP qui a refusé de se joindre à une grève qu'il condamnait aussi catégoriquement à cette époque que l'action armée et la tentative de renverser Batista par la force.

LES FALSIFICATIONS DE GUEVARA, LE PARTI UNIQUE ET CASTRO

Au lendemain de l'échec de la grève, lors de la prise du pouvoir, Castro soutient Salvador, qui s'empare de la direction de la CTC contre les communistes. L'année suivante, Castro en personne remet en question le vote du congrès national de la CTC qui venait d'élire Salvador secrétaire général contre un candidat communiste. Accusant le congrès de n'avoir « fait preuve ni de prudence, ni d'unité, ni de rien du tout », il impose le partage des responsabilités entre Salvador et deux autres secrétaires, dont le communiste Jésus Soto, qui sera bientôt maître de l'appareil. Finalement, Salvador est emprisonné.

Aujourd'hui, il sert de bouc émissaire : Guevara dédouane le PSP, qui a combattu la révolution, en accusant Salvador d'avoir « refusé l'action unie avec les partis de masse ». Les stali-

niens sont montés tard dans le wagon de Castro : Guevara leur donne aujourd'hui la possibilité de dissimuler cette « erreur historique » en faisant porter la responsabilité non à la direction du M. 26, ce qui rappellerait les divergences passées entre stalinien et castristes, mais au seul Salvador, « proche du trotskysme », et de surcroît emprisonné. On peut éventuellement penser que Salvador, dans un procès, paiera un jour l'aventurisme de la direction du M. 26 dans le déclenchement de la grève et la trahison du PSP, dont la neutralité a été le principal atout en ces heures décisives pour Batista. S'il « avoue », en plus, être trotskyste, l'opération sera réussie... comme l'ont été, il y a longtemps, les « procès de Moscou » !

Cette falsification historique donne toute sa signification à la fusion entre le PSP et le M. 26 dans le Parti unique de la révolution socialiste. Elle éclaire aussi le discours télévisé de Castro du 2 décembre : le dirigeant cubain s'y déclare convaincu de la validité du marxisme-léninisme et des interprétations qu'a données Lénine (notons la disparition, par rapport aux premières déclarations de Guevara, des noms de Staline et de Mao Tsé-Toung : Castro est « à la page »). Elle permet de comprendre pourquoi Castro insiste sur l'affirmation que le PSP, l'une des « forces révolutionnaires », représentait les « éléments avancés de la classe ouvrière dans les villes et dans les campagnes », pourquoi il salue, comme l'importante contribution du PSP au Parti unique, l'apport de « ses cadres de vieux militants éduqués dans le socialisme ». Castro explique aujourd'hui comme des « fractions », nées de malentendus, dues à ses propres idées sur le PSP, elles-mêmes fruit de la propagande et des préjugés, l'opposition des années 1953 à 1958 entre son propre mouvement, anti-impérialiste radical, et le mouvement stalinien contre-révolutionnaire des anciens amis de Batista. Fidel Castro blanchit la politique contre-révolutionnaire des stalinien cubain, affirme qu'ils ont constitué une « force révolutionnaire décisive », s'excuse d'avoir été en désaccord avec eux « parce que politiquement illettré du fait de ses origines de classe ». Entre la révolution cubaine telle qu'elle fut et le stalinisme à la sauce

1962, Fidel Castro a choisi le stalinisme : le parti unique, tel qu'il vient de se constituer, avec la révision de l'histoire et la persécution des trotskystes, signifie que l'équipe Castro, contre la révolution, a choisi la contre-révolution stalinienne.

Les masses cubaines ont-elles d'ores et déjà perdu la bataille ? Ce n'est pas sûr : la campagne anti-trotskyiste des anciens et des nouveaux disciples de Moscou laisse supposer quelques résistances. Encore faudrait-il, pour

qu'une résistance soit possible à ce cours, que, parmi ceux qui se réclament du trotskysme, ne se trouvent pas des complices ou des dupes, qui font comme si « parti unique » signifiait « parti révolutionnaire » et comme si le « marxisme-léninisme » était une doctrine politique à laquelle adhèrent également « communistes chinois, russes, albanais et yougoslaves »... et le mouvement trotskyste international (« The Militant », 25 décembre 1961). Il y va de l'avenir de l'avant-garde et du mouvement révolutionnaire mondial.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

**travailleurs,
militants,
jeunes**

Chaque semaine,

Informations ouvrières

tribune libre de la lutte des classes.

JE M'ABONNE A « INFORMATIONS OUVRIERES »

NOM, Prénom	1 an	150 F
	[pli clos]	250 F
Adresse	6 mois	80 F
	[pli clos]	130 F
	Etranger [1 an] ...	210 F
Code postal et ville	[pli clos]	320 F

- Rayer les mentions inutiles
- Joindre le règlement correspondant
- Bulletin à envoyer à « INFORMATIONS OUVRIERES »

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
C.C.P. 21 831 - 73 Paris — Tél. : 247 13 34